PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès extraordinaire des 14 et 15 janvier 1956
Puteaux

Sommaire

Le président (Georges Dardel) 2
Guy Mollet 2
Pierre Commin 3
Guy Mollet 4
Pierre Bloch 6
Maurice Deixonne (Tarn) 11
Félix Gouin 19
Bercegeais 23
Le président (Jean-Raymond Guyon) 25
Pierre Rimbert 26
Pierre Commin 34
Jules Gozard 35
André Philip 37
Paul Alduy 47
Oreste Rosenfeld 51
Gérard Jacquet 56
Antoine Mazier 64
Edouard Depreux 70
Claude Fuzier 75
Henry 80
Chauchois 82
Pierre Commin 88
Roger Bastide 89
Léon Boutbien 97
Max Lejeune 104
Andrée Viénnot 116
Mascomere 117
Gregh 119
Diop Obaye 121
Marceau Pivert (Seine) 123
Roubault 132
Guy Mollet 137
Pierre Commin 162
Le président (Gaston Defferre) 163
Bidet 163
Pierre Commin 164

Séance de la matinée du samedi 14 janvier

Fondation Jean-Jaurès

La séance est ouverte sous la présidence de Dardel, Maire de Puteaux.

Pierre Commin - Camarades, pour la séance de ce matin, nous vous proposons le Bureau suivant :
Président : Dardel, Maire de Puteaux. Assesseurs : Roussel (Saône-et-Loire) Gest (Somme) Benneux (Mayenne) Routier (Loire-Inférieure).
S'il n'y a pas d'opposition, ces camarades sont priés de prendre place immédiatement au Bureau.

Le président (Georges Dardel)

Je déclare la séance du Congrès extraordinaire ouverte.
Au nom des camarades de la section de Puteaux, je me félicite de ce que le Parti ait une fois de plus choisi notre ville ouvrière pour tenir ses assises.
Lorsqu'au dernier Congrès qui s'est tenu à Puteaux en février 1955, nous avons par un petit orgueil de clocher bien naturel dit la joie que nous avions de compter notre 500ème adhérent à la section de Puteaux, nous avons dit également que nous marchions vers les 600 pour la fin de l'année. Et bien il y a onze mois de cela, et nous sommes maintenant 650, et il y a sur dix électeurs socialistes un membre de la section.
(Applaudissements)
Je donne la parole à notre camarade Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, en entrant dans cette salle ce matin et en serrant la main de la plupart d'entre vous, j'ai senti quelle était l'atmosphère, une atmosphère de fierté, une atmosphère de joie. Et j'aurais voulu pour la partager commencer par vous dire à tous combien je me félicite de la façon dont partout vous vous êtes battus, et dont presque partout vous avez vaincu.
Pourtant si j'agissais ainsi, je commettrais, et vous le savez, la plus grave des injustices et le plus impardonnable des oublis. C'est qu'en effet avant de féliciter les vainqueurs il faut rendre hommage à ceux grâce à qui ces victoires ont été possibles, surtout quand le sort les a empêchés de connaître ces victoires.
Parmi ceux-ci, je voudrais retenir un nom, celui d'un ami, celui d'un camarade, celui d'un des plus grands de nos penseurs en même temps qu'un des plus humbles de nos militants, Bracke. Notre cher Bracke est mort.
(L'assemblée se lève)
Camarades, je ne vais pas vous imposer un discours, mais chacun de vous sent à la fois l'immense perte qui est la nôtre, et en même temps combien aujourd'hui nous en aurions besoin, combien au moment où de nouveau, comme il eût aimé à le dire, les difficultés recommencent, au moment où nous aurons besoin d'un parti plus solidaire, plus solide, plus uni, plus discipliné que jamais, d'un parti mobilisé sur lui-même, combien à ce moment là la disparition de Bracke nous est plus cruelle qu'en d'autres moments.
Mais Bracke a voulu que sa disparition soit entourée de la plus grande

Fondation Jean Jaurès

discrétion. Il nous avait fait connaître, à quelques uns d'entre nous, ses dernières volontés. Il a exigé que sa disparition ne soit connue de vous tous que lorsque tout serait fini. Il a exigé par ailleurs qu'il n'y ait aucune manifestation.
Par contre il a autorisé qu'à une date à choisir par nous nous puissions rendre à sa mémoire l'hommage que nous voulons. Il y a mis des conditions conformes à son grand passé ; il a exigé que ne puissent pas avoir lieu de semblables manifestations un jour de travail, il a voulu que ce soit un jour non ouvrable. Le Comité directeur en a décidé ainsi.
Le transfert des cendres de Bracke aura lieu à l'occasion du prochain Congrès national. Il aura lieu vers Lille, et c'est la raison pour laquelle le prochain Congrès national aura lieu à Lille, Lille dont vous savez que Bracke était à la fois le fils et était resté l'ami. Donc nous respecterons sa volonté.
Aujourd'hui je vous demanderai simplement, ensemble, sans plus, que nous observions la minute de silence que déjà vous êtes en train d'observer, et que nous ayons au fond du cœur non seulement la volonté de le pleurer mais tous ensemble la volonté de le continuer.
(L'assemblée observe une minute de silence)
Merci, camarades.

Le président - La parole est à Pierre Commin pour l'adoption du programme des travaux.

Pierre Commin

Voici, camarades, le programme des travaux que nous vous proposons : après l'adoption de l'ordre du jour.
Point n°2 : désignation de la Commission de vérification des mandats.
Point n°3 : modifications des statuts, séance d'information.
A ce propos, nous voudrions vous demander d'accepter qu'en ce qui concerne cette séance d'information visant les modifications statutaires que normalement le prochain Congrès devra adopter les fédérations qui ont des suggestions à formuler nous les fassent parvenir, et le Secrétariat général publiera un bulletin d'information spécial en vue du Conseil national qui sera appelé à décider.
Point n°4 : Demandes de réintégration rentrées par le dernier Congrès. Nous vous proposerons tout à l'heure une Commission qui examinera ces demandes de réintégration.
Cet après-midi, examen de la situation politique.
Demain, suite de la discussion sur la situation politique. Réunion de la Commission des résolutions, rapport de la Commission, et vote.
Voici, camarades, le programme des travaux qui vous est proposé par le Secrétariat général.

Le président - Est-ce que le Congrès est d'accord pour accepter le programme des travaux proposé par le Secrétariat général ? Pas d'opposition ?
Le programme est adopté.
Nous procédons maintenant à la nomination de la Commission de vérification

des mandats.

Pierre Commin - Pour la Commission de vérification des mandats, nous vous proposons les camarades suivants : Larquois (Seine-et-Oise), Bidet (Tunisie), Germès (Nord).

Le président - Pas d'opposition ? La Commission est ainsi nommée.

Pierre Commin - En ce qui concerne la Commission chargée d'examiner les demandes de réintégration, voici les noms qui vous sont proposés : Bertrand (lord) ; Camille Delabre (?) (Pas-de-Calais), Mireille Osmin (Seine), Defferre (Bouches-du-Rhône), Jean-Raymond Guyon (Gironde), Guitton (Loire-Inférieure).
Nous avions prévu notre camarade Guitton, mais je présente au Congrès les excuses de notre camarade Guitton qui doit être opéré aujourd'hui de l'appendicite, et qui évidemment est particulièrement navré de ne pas être présent parmi nous. Je voudrais que le Congrès tout entier lui envoie ses vœux de rétablissement, et surtout salue la magnifique victoire de notre ami dans la Loire-Inférieure.
Guitton sera donc remplacé par notre camarade Daniel Meyer
Enfin la Commission comprendra notre camarade Casanne, (Haute-Garonne).

Le président - Le Congrès est-il d'accord pour adopter cette désignation des membres de la Commission de réintégration ?
Pas d'opposition ?
Adopté.
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

J'apprends qu'on en est déjà à la politique générale. Je souhaite cependant avant d'en venir à cette politique générale que les camarades n'oublient pas d'étudier dans leurs fédérations les différentes propositions qui vous ont été soumises de modification aux statuts.
Il est absolument indispensable que le prochain Conseil national, qui est mandaté sur ce plan, puisse proposer, et éventuellement voter les nécessaires modifications aux statuts pour que, s'il y en a, elles commencent à fonctionner pour le prochain Congrès national ordinaire.
Tout en comprenant parfaitement combien, aujourd'hui, il est plus important de parler de politique général, je me permets d'insister pour que l'on ne néglige pas tout ce qui est ligne intérieure du Parti.
En ce qui concerne la politique générale, il n'est pas de règle, vous le savez, que dans un Congrès national, je fasse un exposé de la situation, autant je le fais dans chaque Conseil national pour qu'on apprécie ce qui a été fait dans les semaines précédentes, autant, jamais, nous ne l'avons entendu dans un Congrès national. C'est, en réalité, dans un Congrès national, dans l'ordre inverse que l'on

Fondation Jean Jaurès

doit procéder. C'est aux militants de venir nous dire comment ceci s'est passé dans leurs fédérations, ce qu'ils ont recueilli comme impressions, les difficultés de la bataille et les joies du succès, aujourd'hui, je pense, ainsi que les conclusions qu'ils en tirent.
En ce qui me concerne, je me propose demain d'intervenir à mon tour dans le débat, mais comme chaque militant le fait. Cependant, je vois que l'on peut se permettre un rapide tour d'horizon quant à l'information.
Il est de toute évidence que, la dernière fois que nous nous sommes réunis, lorsque nous avons fixé ce que serait la tactique du Parti, nous étions tous décidés à une bataille, et nous avions tous conscience d'une immense difficulté dans laquelle on nous avait placés.
Il est absolument incontestable que l'un des objectifs du gouvernement sortant et sorti était d'atteindre plus particulièrement le Parti Socialiste. Je ne dis pas que c'était son objectif unique, il y an avait d'autres, il est bien évident qu'on a voulu chercher, du côté d'Edgar Faure, par exemple, à empêcher. Mendès-France de mettre en place le dispositif du Parti Radical rénové, mais il est certain aussi que si un Parti était particulièrement visé, c'était le nôtre.
En effet, ou nous étions condamnés à des alliances immorales avec des soi-disant communistes, ou alors, nous nous trouvions absolument enfermés, isolés, avec les autres faisant des apparentements à notre droite et nous restant seuls.
Eh bien ! À peu près tout ce qu'avaient rêvé les dirigeants de la majorité sortante a échoué, et, sur ce point particulier, l'échec est patent, s'il y a un parti qui soit sorti de ces élections renforcé, victorieux, fier de lui-même, c'est bien le Parti Socialiste. Cela, camarades, c'est probablement l'un des événements les plus importants de ces dernières années.
On se plaisait, de tous les côtés, à chanter nos louanges, notre courage, mais on voulait en même temps constater que le courage ne payait pas, que la loyauté ne payait pas. La preuve est faite que, dans ce pays, le courage paie, la loyauté paie.
Cette preuve, vous l'avez administrée au pays au moment où on va mesurer ensemble ce que sont les responsabilités qu'on nous demande, si nous sommes décidés ou non à les affronter, il est d'abord nécessaire que de ce Parti, que de ce Parti, que de ce congrès, ressorte l'impression de fierté qui est la vôtre. Car la bataille que vous avez menée est gagnée ; elle est probablement une bataille décisive pour la défense de la démocratie.
(Applaudissements)
Camarades, ceci, c'est l'impression du secrétaire général. Il voudrait vous en communiquer une autre ; il a le droit de le faire, non pas pour l'équipe qu'il anime ici, mais pour les membres de la maison du 12 de la Cité Malesherbes pour ces camarades qu'on appelle "membres du personnel". Il a le droit de le faire pour ces militants inconnus dont vous ne savez pas le nom, mais qui, à la Cité, ont été, jours et nuits, sans dimanche, les animateurs de cette organisation du travail de propagande, qui ont fait que, malgré la précipitation des élections, on a réussi à nous faire parvenir une documentation qui a été bonne - Je ne suis pas sûr qu'elle ait été parfaite -, et qui vous est parvenue à temps.
Eh bien à ces camarades, grâce auxquels une partie de la bataille a été menée, je

dois vous demander de dire un merci, car ils l'ont bien mérité.
(Applaudissements)
Enfin, il me reste une dernière chose à vous demander: c'est qu'ici vous soyez nombreux à venir nous dire ce que l'on va faire dans les jours qui viennent, et à venir, alors, cette fois, en laissant de côté l'enthousiasme et en pesant avec gravité ce qu'il faut faire, venir en sachant que si nous demandons à certains des nôtres d'être, demain, dans une équipe gouvernementale, vous aurez, vous, du fait que vous l'aurez demandé, des responsabilités qu'il vous faudra partager à chaque instant.
(Applaudissements)
Les hommes que vous aurez envoyés à cette bataille vont rencontrer des difficultés plus grandes que celles que n'a jamais affrontées un camarade socialiste à aucune autre période, s'ils ne sont pas sûrs qu'à chaque instant, à l'école, à l'usine, au chantier, dans la rue, le samedi dans les réunions, il y a des militants mobilisés pour faire comprendre ce que les autres font, pour faire comprendre ce que les autres ne peuvent pas faire, s'il n'y a pas cela, cette conjonction entre un Parti mobilisé sur lui-même et des hommes envoyés en flèche à l'action, alors, ne les y envoyez pas.
(Applaudissements)
Mais si, par contre, le Parti, dans sa fierté, est décidé à aller jusqu'au bout des responsabilités, alors, une fois encore, nous vaincrons ensemble les difficultés.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Bloch.

Pierre Bloch

Camarades,
La fédération de l'Aisne a, au début de son Congrès, adressé des félicitations à la direction du Parti sur la manière dont elle a permis de faire la bataille électorale.
Guy Mollet a dit tout à l'heure tout ce que les dirigeants et les militants les plus humbles du Parti avaient fait.
La fédération de l'Aisne, qui n'a pas toujours été d'accord avec la direction du Parti, tient à dire que dans un temps record nous avons eu l'essentiel pour la bataille: tracts, documentation, journaux, que nous avons distribués largement. Et, nous devons le dire avec joie, nous remercions sincèrement la direction du Parti d'avoir fait en quelques jours cet effort admirable.
(Applaudissements)
Guy Mollet a rappelé tout à l'heure que notre très regretté Bracke avait dit, en 1936, à l'hôtel moderne, place de la République : "Enfin, les difficultés commencent". En effet, et Guy Mollet a bien fait de le rappeler, ce peut parfaitement être, le début à l'époque de ce Congrès et que les difficultés commencent.
Mais alors qu'en 1936 les difficultés commençaient pour le Parti qui allait prendre le pouvoir dans l'enthousiasme du liront Populaire, il faut bien dire qu'en 1956 les difficultés vont être encore plus grandes pour la république, car la

Fondation Jean Jaurès

situation n'est pas du tout la même qu'en 1936.
Mais, il faut bien le dire, un fait capital domine déjà cette législature, il n'y a plus désormais de gouvernement possible sans les socialistes et sans direction socialiste, un ministère Pinay, un ministère Daniel, un ministère Edgar Faure deuxième manière sont maintenant impossibles, inconcevables. La majorité qui a gouverné la France depuis le 8 mars 1952, sauf l'intermède Mendès-France, a perdu la bataille électorale, c'est incontestable, et avec un autre scrutin, elle l'aurait encore perdue avec plus d'éclat et avec plus de force.
Mes camarades, il y a un fait nouveau, grave, important, c'est que contrairement à ce qui s'est passé en 1952, les néo-fascistes nazis de Poujade ne rentreront sûrement pas dans le système après un petit stade d'opposition, comme le fit le RPF dans l'assemblée défunte, il est donc incontestable que si on le veut, si on le veut avec foi, la droite est exclue pour longtemps du pouvoir.
Et l'entreprise de séduction appelée "Union Nationale" qui cherche, une fois de plus, à noyer le poisson dans la confusion la plus invraisemblable, ne peut pas se refaire, et il faut se féliciter des déclarations claires et nettes, et des écrits de Guy Mollet qui, tout de suite, avec un certain courage, a coupé court à l'opération.
Car il faut bien le dire, si les républicains se prêtaient à une telle opération, à un marchandage, comme l'a dit Guy Mollet, entre vainqueurs et vaincus, ce serait la fin du régime parlementaire, et les électeurs bernés une fois de plus auraient une réaction terrible.
Car vous l'avez bien senti tous au cours de cette campagne électorale, et la fédération de l'Aisne qui est fière de la victoire qu'elle a remporté - car la fédération de l'Aisne a gagné plus de 15 000 voix et a perdu le second siège à quelques centaines de voix seulement - le sait très bien, le grand drame des électeurs, c'est de dire : "vous allez retourner là-bas, et dans quelque temps vous ferez cette union nationale qui est une duperie ; nous allons voter à gauche, mais nous vous en supplions, si vous voulez sauver le régime parlementaire et la République, ne recommencez pas à partir à gauche pour terminer dans une législature de droite, et pour faire cette union nationale qui ne mène à rien et qui est une duperie pour les travailleurs".
Et bien certes, situation grave, situation difficile, car nous pouvons le dire vraiment, s'il est incontestable que le Parti Socialiste a remporté une victoire, s'il est incontestable que malgré le mode de scrutin le Parti Socialiste revient à peu près en nombre aussi important au Parlement et qu'il a gagné un nombre considérable de voix, on ne peut pas dire très loyalement que la victoire du Front républicain soit aussi éclatante, et on pourrait dire que la victoire du Front républicain, de nos alliés est peut-être une victoire à la Pyrrhus.
Le Parti Socialiste - et c'est l'état d'esprit qui a animé le Congrès de la fédération de l'Aisne - doit réclamer le pouvoir, et la fédération socialiste de l'Aisne souhaite de tout cœur que ce soit un socialiste, le Secrétaire général du Parti, qui soit appelé à former le gouvernement.
Mais si nous voulions nous convaincre de la gravité de la situation dans laquelle se trouve la France, il suffirait de lire les journaux étrangers. Leur lecture est en effet édifiante. Vous l'avez vu, vous l'avez tous lu, un journal comme le

Fondation Jean Jaurès

"Newsweek", le grand magazine américain, déclare : "la France ne peut plus compter parmi les grandes puissances". Le "Frankfurter" déclare que "l'Allemagne est aux yeux des Américains le premier pays de l'Europe libre".
Donc, à l'étranger, on ne comprend pas comment la France a pu voter dans de telles conditions, et en particulier comment la France a pu voter pour un nouveau parti, le Poujadisme, qui apparaît aux yeux de l'étranger comme le plus menaçant pour la République, comme un parti nazi, comme un parti fasciste.
Et il y a enfin cette situation terrible qui s'aggrave de jour en jour en Algérie, et il faudra tout de même rappeler, même si la bataille électorale est terminée, que depuis des dizaines et des dizaines d'années les socialistes ont vu clair en Algérie, que ce soit Marima Moutet en 1917, au lendemain de la guerre, que ce soit le projet Blum-Violette, que ce soit le statut de l'Algérie de 1945 imposé par les socialistes, nous avons bien le droit de dire que si nous en sommes là aujourd'hui, et en Algérie, c'est parce qu'on n'a pas écouté depuis des dizaines et des dizaines d'années les propositions faites par les socialistes.
Vous avez tous entendu parler du rapport du général Jacquot. Il faut bien dire que le général Jacquot qui, en Indochine, avait vu clair, qui avait été un militaire courageux, qui avait demandé la paix et le plus rapidement possible en Indochine, au moment où il avait fait son enquête avait parait-il demandé le limogeage de 150 généraux et colonels. Or ces généraux et colonels qu'on a limogés à la suite de son rapport, il les a retrouvés en Algérie. Il a considéré qu'à Alger même il y avait 150 colonels dont il avait demandé le limogeage en Indochine !
Et bien la crise en Algérie est particulièrement grave. C'est un des problèmes que nous devrons résoudre le plus rapidement possible.
Dans l'interview donné à "Combat", le Secrétaire général du Parti a bien dégagé les points essentiels sur lesquels le Parti voulait se battre.
Mais tout de même, si nous sommes prêts à faire énormément, et il faut le faire, pour sauver l'Algérie, nous Socialistes, même si nous condamnons l'action de certains français d'Algérie - et je suis persuadé que tous les députés, tous les délégués de l'Algérie seront d'accord avec nous - nous ne sommes pas de ceux qui accepteront qu'on assassine tranquillement les un million cinq cent mille Français qui sont là-bas.
Car, voyez-vous, quoiqu'on en dise, nous pourrions reprendre à notre compte ce que Burte(?) disait des Anglo-Saxons en Amérique "Nos pères ont transformé une solitude sauvage en un empire et ils en ont fait la plus grande et la plus honorable conquête, non pas en détruisent, mais en développant la richesse, le nombre et le bonheur de la race humaine ".
Eh bien, j'affirme qu'en Algérie, on peut appliquer cette formule car, si nous avons commis des erreurs, nous avons fait beaucoup de choses, mais ce n'est pas une raison, aujourd'hui, pour refuser de négocier.
Et la fédération socialiste de l'Aisne qui a repris à son compte, à l'unanimité, sauf sur un point, les points essentiels votés par la fédération du Pas-de-Calais, considère qu'un gouvernement à direction socialiste devrait immédiatement demander une trêve de six mois pour agir sur les points précis du problème,

solution du problème algérien par la négociation, réforme électorale, car nous pensons que ce n'est pas à la veille du scrutin que doit se faire une réforme électorale. C'est un des problèmes que le nouveau Parlement devrait envisager tout de suite, en toute liberté, réforme électorale et, bien entendu retour au scrutin d'arrondissement, réforme fiscale aussi. Et il faudrait de plus en plus,- malgré la fin de la campagne électorale, donner de la publicité à ce projet Leenhardt qu'un certain nombre de gens ont caché, ont méconnu, que monsieur Poujade n'a pas fait connaître à ses adhérents. Je considère que cela a peut-être été une faiblesse. On n'a pas fait assez de publicité, on n'a pas fait assez d'efforts concernant le projet que Leenhardt avait déposé devant l'Assemblée Nationale.
(Applaudissements)
Application du programme du Comité d'Action Laïque, opposition à toute entreprise, et là, je m'en excuse, au lieu de reprendre, comme le Pas-de-Calais la relance européenne, nous préférerions faire inscrire dans ce programme : détente internationale permettant d'aboutir rapidement à un début de désarmement. Réduction du service militaire à 10 mois.
Enfin, je crois que le Parti devrait insister là-dessus réforme du travail parlementaire et volonté, de la part des Socialistes, d'assurer la stabilité gouvernementale, car aucun gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite,, ne peut gouverner à la petite semaine, et le grand reproche qu'ont adresse à nous tous les électeurs, pendant la campagne électorale, c'est ce manque de stabilité ministérielle dont, il faut bien le dire, la démocratie crève.
Eh bien je crois que si nous ne nous attachions pas à combattre avec force le mouvement Poujade, que beaucoup de républicains et peut-être beaucoup de Ministres de l'Intérieur passés ont pris un peu à la légère, nous ne verrions pas que la République est sérieusement menacée par ce mouvement Poujade à qui la presse, issue de la Résistance, fait actuellement une publicité pour le moins scandaleuse.
Car, il faut le rappeler, d'où sont venues ces deux millions de voix poujadistes ? D'abord, c'est le fait électoral de 1956. Il y avait pour la première fois 500.000 indignes nationaux qui votaient. Eh bien, mis pouvez, être tranquilles, ces 500.000 indignes nationaux, collaborateurs, condamnés du marché noir, se sont retrouvés sur toutes les listes poujadistes, ne vous faites pas d’illusions.
Eh bien, Poujade, il a déjà ses hommes, il a au Parlement le chef d'orchestre avec Tixier-Vignancourt et il a, pour la rue, le chef d'orchestre avec le Commissaire Dides, et je pense bien que ce n'est pas un effet du hasard que le compositeur qui a fait "Maréchal, nous voilà !" ait été chargé de faire l'hymne à la gloire de Poujade !
Eh bien, il faut bien le dire, une majorité de petites gens : artisans, commerçants, cultivateurs, accablés par le régime et qui luttent pour ne pas succomber, ont été les électeurs de Poujade. Leur caractéristique est d'osciller entre la droite et la gauche, tel un malade qui croit soulager un mal en changeant de position sur ses côtés, mais leur mal a ses origines dans leur condition de classe moyenne et, contrairement à ce qu'a dit Monsieur Poujade, dont l'ignorance politique est totale, en Italie, en Allemagne, c'est cette classe moyenne qui a été à l'origine du

fascisme.
Pensant jouer un rôle indépendant, un rôle d'arbitre entre la classe ouvrière et le capitalisme, en réalité, elle a fourni les troupes et les armes au grand capital peur écraser la démocratie.
Eh bien, voyez-vous, je crois que, très rapidement, ce Front républicain va devenir le Front de défense républicaine.
Et alors, là, je le dis, je crois, voyez-vous, que vraiment l'Histoire est une maîtresse qui n'a pas d'élèves ou dont les élèves apprennent très mal les leçons et, par surcroit, ont une mémoire courte, car, la République, chaque fois qu'elle a été en danger, il a fallu la défendre avec tous, et je souhaiterais qu'on ne fasse aucune exclusive, ni sur notre droite, ni sur notre gauche, qu'on accepte les voix de ceux qui voteront pour nous sur ce programme précis, car je le pense, la défense de la République ne peut se faire je le répète qu'avec tous et si, demain, il fallait, en face des troupes de monsieur Poujade, faire descendre les ouvriers dans la rue, vous ne pourriez le faire que si aussi les ouvriers communistes descendaient dans la rue !
(Applaudissements)
Eh bien, il faut avoir le courage de faire cette politique. Dans la fédération de l'Aisne, nous sommes allés, sans aucun apparentement, et nous n'avons pas ménagé les coups quand il le fallait au Parti Communiste et cependant nous pensons que même si les dirigeants communistes sont assez aveugles pour ne pas faire l'effort nécessaire, la République ne pourra être sauvée que par l'union retrouvée de toute la classe ouvrière.
Front de défense républicaine exclusive, mais je voudrais aussi, à ma manière, conclure comme l'a fait tout à l'heure Guy Mollet : il n'y a pas de doute, les tâches que vont avoir les camarades dirigeants du Parti vont être lourdes et difficiles ; c'est un devoir pour nous tous d'effacer ce qui a pu nous diviser dans le temps, à l'intérieur du Parti. Le problème est aujourd'hui trop grave, la situation est trop difficile, nous devons d'abord, à l'intérieur du Parti, fiers de cette victoire que nous venons de remporter, nous consolider les uns aux autres, ne pas laisser encercler nos dirigeants dans un corset trop étroit et leur permettre de constituer de Front républicain dans la fédération de l'Aisne souhaite avec force qu'il soit à direction socialiste. Croyez-moi, je suis sûr, chers camarades, que vous êtes tous de mon avis : la situation est plus grave et plus difficile qu'en 1936 ; le Parti Socialiste a peut-être la plus grande responsabilité qu'il n'a jamais eue ; nous sommes à la pointe de ce combat, il faut défendre la République. Je demande qu'avec tous nous la défendions avec force et en faisant confiance aux militants et aux dirigeants du Parti Socialiste pour être les animateurs de ce gouvernement qui sera rapidement de "Défense républicaine".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Rouffault (S), (Meurthe-&-Moselle).

Dans la salle - Renonce !

Collection Jean Jaurès

Le président - La parole est à Deixonne, (Tarn).

Maurice Deixonne (Tarn)

Camarades, quelle singulière aventure que celle de notre Parti Socialiste français !

Pas une fois, dans notre histoire nationale, les électeurs ne lui ont conféré la majorité absolue, mais on dirait qu'un sort malin s'amuse à exiger de lui d'autant plus qu'ils lui marchandent davantage les moyens de la réaliser.

Voyez les résultats du dernier scrutin !

Notre motion finale ne manquera pas d'enregistrer avec émotion et reconnaissance le chiffre accru de nos suffrages, et surtout leur augmentation en pourcentage mais, finalement, nous perdons des sièges et, comme par hasard, tout le monde se tourne vers nous pour nous rappeler que nous sommes arrivés à l'heure de notre destin !

Comment sortir de ce cercle infernal ?

Faut-il donner raison à la brutalité des chiffres ou à la pureté des intentions ? A ce que les électeurs ont fait ou à ce qu'ils auraient voulu faire ?

Bien entendu, le Conseil des anciens nous prêche la prudence. C'est son rôle. Après tout, il n'y a pas de honte à avouer qu'on est sensible aux ronrons de l'Union Nationale et qu'un Ministère activiste à moins de chances de durer que celui qui s'édifie sur un apparentement de père de famille ! Mais, où les anciens exagèrent, c'est lorsqu'ils poussent la sollicitude jusqu'à nous souffler le nom des victimes qu'ils choisissent dans nos rangs pour faire la politique de leur choix car les victimes ne sont pas les derniers à protester... On n'est jamais trahi que par ses amis !

A vrai dire, une chose a échappé aux "anciens", elle leur échappera toujours, c'est qu'il y a des jeunes, des masses de jeunes, qu'ils connaissent naturellement de moins en moins, que ces jeunes ont justement beaucoup voté et que, dans un univers en mal de renouvellement, ils attendent énormément d'un Parti qui leur est apparu un peu comme la jeunesse du monde.

Qui faut-il décevoir ? Ces gérontes ou ces jeunes à qui le régime capitaliste ne laisse parfois pas d'autre choix qu'entre la condition de chômeurs et celle de tueurs à gages ?

Comme elle est courte cette prudence qui ne voit pas plus loin que la combinaison ministérielle du moment et qui sacrifie allègrement au confort dans l'immédiat l'avenir d'une civilisation et d'un pays qui n'ont chance de durer qu'à condition de se rénover hardiment.

Jaurès nous en a averti bien des fois : "C'est en descendant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source". Qu'on ne s'y trompe pas : cette campagne nerveuse, passionnée, que nous venons de vivre appelle comme conséquence immédiate un gouvernement dynamique, musclé, résolu. S'il faut à toutes forces tourner nos regards vers le passé, ce ne sont pas dans les langueurs du tripartisme qu'il faut chercher notre inspiration, mais dans les heures héroïques des deux gouvernements Léon Blum, celui de 1936 et celui de 1946. C'est cela, seulement cela que le peuple attend de nous. Et nous-mêmes, sans nous renier,

nous ne pouvons vouloir autre chose.
Que la prudence doive s'allier malgré tout à l'énergie, que notre volonté ne tourne pas à la provocation, nous sommes d'accord. Mais cela encore, c'est demeurer nous-mêmes, c'est rester fidèles à une doctrine qui nous demande de comprendre le réel et d'aller à l'idéal, c'est-à-dire de bien peser les difficultés sans jamais tomber dans la compromission.
Tel est l'esprit dans lequel votre fédération du Tarn s'est efforcée de tracer les grandes lignes de ce qui pourrait être notre manifeste de demain.
Ce texte, vous l'avez sur vos tables, il a été assez largement diffusé, et j'en remercie le Secrétariat du Parti. Il commence bien entendu par des remerciements, par un témoignage de reconnaissance au corps électoral, témoignage qui se fera plus chaleureux encore le jour où il nous aura enfin rendu justice.
Puis ce texte imagine, dans leur ordre chronologique, les différents problèmes qui vont se poser à nos élus.
Premier problème : nous avons remarqué, nous avons craint, si vous voulez, que le Front républicain n'ait qu'une existence électorale. Et beaucoup d'entre nous ont été extrêmement reconnaissants à l'initiative du Parti de définir au moins les grandes lignes de ce qui sera le programme commun d'un futur gouvernement.
Nous avons enregistré avec la même satisfaction des manifestations de fidélité postélectorales, assez naturelles chez nous, bien entendu, chez d'autres aussi dont nous apprécions la fidélité à l'engagement qui avait été pris devant les électeurs.
Et bien mes chers camarades, nous pensons que cette fidélité doit se traduire sur le terrain parlementaire par quelque chose qui ressemblera à ce que fut jadis la délégation des gauches.
Cela ne nous empêchera pas, nous, Socialistes, d'examiner entre nous les problèmes qui se poseront, mais nous voulons que notre opinion soit confrontée d'une façon permanente avec celle de nos alliés, de façon à éviter toutes les embûches qui ne manqueront pas.
Deuxième problème : celui des validations. D'après le règlement même de notre assemblée, c'est le premier qui attend nos élus au tournant. Bien entendu je n'évoquerai pas ici tous les cas particuliers qui nous sont bien connus, et qui vont tout de suite se présenter à nous.
Mais il y a au moins deux problèmes généraux que je voudrais isoler. Le premier, c'est celui des anciens élus de l'Algérie. Bien entendu, je ne songe pas sans émotion aux cas d'excellents camarades, et je voudrais au moins citer le nom de Rabier, et celui de Ben Ahmed (?) qui a conquis l'Assemblée, et plus que l'Assemblée, par les témoignages émouvants qu'il a su apporter à la tribune des exactions qui se passent là bas hélas, et qui prétendent se faire au nom de la France.
Mais, citoyens, je ne pense pas que nous puissions, quoi que cela nous coûte énormément, continuer de valider si vous voulez la reconduction de ces camarades dont le mandat a expiré en même temps que le notre dès lors que l'Assemblée s'est trouvée dissoute. Cela me parait absolument exclu. Je ne crois

pas que ce soit le lieu d'imaginer ce qui peut se passer pour utiliser des compétences certaines, et auxquelles l'Assemblée ne sera pas la dernière à rendre hommage, mais vous comprenez bien que nous n'avons pas le droit de procéder à un système de cooptation qui ferait siéger à l'Assemblée Nationale des gens qui ne sont pas, malgré tout, issus du suffrage universel. Ce n'est pas possible.

D'autre part se pose - et je m'excuse, ce n'est pas un rapprochement que je fais, le cas des élus poujadistes. Je ne crois pas qu'on puisse envisager ce défi au suffrage universel qui consisterait à les invalider en bloc, quels que soient d'ailleurs les arguments excellents qu'on pourrait invoquer en faveur de cette thèse. Mais je dis que nous avons un devoir minimum qui consiste à enquêter non pas sur leur ensemble, mais sur les dispositions particulières de chacun d'eux.

Vous savez que l'article III de notre Constitution - vous avez vu la thèse exposée par la presse - veut qu'un élu du peuple ne tienne son mandat que du peuple. Par conséquent toutes ces allégeances vis-à-vis de tiers doivent être considérées comme non avenues. Nous avons donc le devoir d'enquêter auprès de chacun d'eux pour savoir jusqu'à quel point il faut prendre au sérieux le fameux serment qui a été publié dans la presse. Et ma foi nous agirions, en conséquence, en raison des réponses que nous aurions reçues de chacun d'eux, que nous nous sommes décidés à considérer jusqu'à nouvel ordre comme des hommes libres, et non devant une réponse individuelle.

Et bien voilà encore un problème délicat. Mais nous avons, encore une fois, le devoir de demander à ces gens là s'ils ne sont pas tenus en laisse, selon la formule célèbre, par une corde de chanvre. Est-ce que ce sont des représentants du peuple ou des esclaves d'un nouveau fascisme ?

Ces problèmes résolus, d'autres nous attendent immédiatement, et j'insiste là dessus, avant même la constitution du futur gouvernement.

Quels sont ces problèmes ?

D'abord, celui de la restauration et du renforcement de la laïcité.

Voyez-vous pourquoi il faut poser ce problème avant même de se préoccuper du gouvernement ? Parce que, quelle que soit la conviction qui sera celle de ce gouvernement, gouvernement de coalition selon toute vraisemblance, je dis que notre conviction à nous, socialistes, sera toujours supérieure en ce domaine à celle qui sera la volonté collective d'un gouvernement de coalition.

D'autre part, il ne vous échappe pas, mes Chers camarades, qu'il serait dangereux d'attendre. Pourquoi cela ? Eh bien l'exemple de 1951 est là pour en témoigner, vous avez vu la réaction faire passer - par les méthodes dont vous vous souvenez peut-être, et dont je ne suis pas prêt pour ma part, de perdre le souvenir - les lois Marie-Barangé.

Dans la suite de la Législature, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils nous ont empoisonné l'existence d'une façon permanente, mais au fond ils n'ont pas fait beaucoup plus que ce qu'ils avaient fait en septembre 1951. Ils n'ont pu obtenir ni la prise en charge des Maîtres du privé par le budget de la Nation - ce qui était un de leurs objectifs - et ils n'ont pas pu faire voter définitivement la loi sur l'Enseignement

Fondation Jean Jaurès

agricole qui, cependant, les préoccupait assez.
Par conséquent, vous le voyez, il y a une heure bénie - c'est le cas de le dire ! - dont il faut savoir profiter et, à cet égard, je mets en garde nos camarades de "Franc-Tireur" qui ont l'air de vouloir remettre à plus tard une opération qui doit avoir, en ce qui nous concerne, un caractère préalable.
(Applaudissements)
Vous voyez, mes chers camarades, le sentiment qui m'anime et que je voudrais vous voir partager, c'est à la fois de lever une hypothèque redoutable, qui risquerait de peser sur toute la législature, c'est de déblayer tout de suite le terrain devant une action gouvernementale constructive et qui aura d'autres objectifs à se proposer, c'est de profiter à fond des engagements contractés par les nouveaux élus sous la pression encore agissante de leurs électeurs.
Et c'est pourquoi la fédération du Tarn vous propose que les trois textes essentiels par lesquels le Comité National d'Action Laïque est décidé à concrétiser sa volonté, forment l'objet d'une initiative parlementaire immédiate et, en quelque sorte, je le répète, préalable.
Sous quelle forme ? "L'Humanité" d'hier nous en propose une ; je l'estime dangereuse. La thèse de "L'Humanité", c'est que les 4 présidents des Groupes intéressés – Socialiste, Communiste, Radical et UDSR - contresignent cette proposition.
J'y vois, pour ma part, deux obstacles : d'abord, une manœuvre assez claire pour créer, sur le plan parlementaire, un premier linéament de ce Front Populaire qu'ils veulent créer avec nous et, surtout, contre nous.
(Applaudissements)
Deuxièmement, du point de vue de la laïcité même, autant la signature de Depreux ou celle même - je m'excuse encore une fois du rapprochement - de Duclos pourrait paraître valable, dans la mesure où un président du Groupe Socialiste et du Groupe Communiste peuvent engager valablement leurs élus, je pose au moins le problème de savoir dans quelle mesure la signature du futur président du Groupe radical et du futur président de l'UDSR pourraient avoir la même valeur en ce qui concerne leurs élus ?
Par conséquent, si on sert les choses de près, on est obligé d'arriver à cette conclusion que ce n'est pas la signature des présidents de Groupes, mais la signature des élus eux-mêmes qui, selon le précédent de septembre 1951, doit être à la base des textes qui restaureront la laïcité en France, et j'ajoute que si le Comité National d'Action laïque avait des difficultés pour trouver la quarantaine ou la cinquantaine d'élus qui pourraient, qui devraient apposer leur signature à côté des nôtres, eh bien, il y a toujours une solution à quoi on peut se rallier, ce serait que le Groupe socialiste lui-même, procédant, si je puis dire, par ordre alphabétique, avec la totalité de ses forces, prenne l'initiative de déposer ces textes, si cela doit dépanner le Comité National d'Action Laïque ; pour ma part, j'avoue que je ne verrai pas d'inconvénient à utiliser cette procédure.
(Applaudissements)
Quant au gouvernement, eh bien, je pense que sa déclaration laïque devra être nette ; elle sera, j'en suis sûr, sans équivoque, mais elle constatera une initiative

parlementaire préalable et il déclarera, ce qui me paraît essentiel, que pas une voix du Groupe, pas même éventuellement de ses Ministres, ne manquera au moment décisif et, ici, je reprends la motion que j'ai eu l'honneur de déposer devant vous : "pas une voix du Groupe, y compris celle de ses éventuels Ministres, ne manquera au moment décisif qui libérera la législature d'une hypothèque redoutable et permettra au pays de renouer avec plus d'un demi-siècle de paix religieuse et scolaire".

Mes chers camarades, je crois qu'il serait prématuré de discuter ici de la teneur de ces textes. Je puis vous dire d'avance qu'ils répondront très exactement à ce que peuvent souhaiter les plus exigeants, en matière, je le répète, de restauration et de renforcement de la laïcité. Nous ne pouvons pas nous contenter d'abroger purement et simplement ce qui a été fait de 1951 à 1955, nous disons simplement, et c'est un mouvement d'orgueil que vous estimerez peut-être justifiés que le groupe parlementaire socialiste qui, de 1951 à 1955 fut le leader incontesté de la lutte anticléricale, revendique l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale, aussitôt que celui-ci sera constitué, les 3 textes..."

Je puis vous assurer que si cette procédure n'est pas employée, vous pouvez à cet égard nous faire une entière confiance, nous ne nous laisserons devancer par personne.

Voilà par conséquent sur le problème laïc.

Mais, il y a un autre "préalable", et un autre "préalable" dont nous ne devons pas compliquer la vie du futur ministère, c'est la réforme électorale et, ici, le précédent est beaucoup plus ancien que celui que j 'invoquais de septembre 1951 sur la laïcité. Il est de mise, il est de tradition que ce soit l'Assemblée elle-même qui propose les modifications de la loi électorale.

Eh bien, nous avons tous apprécié, là encore, la promesse de Guy Mollet et de Mendès, de poser ou de laisser poser ce problème électoral comme préface aux autres travaux parlementaires.

Eh bien, il s'agit maintenant de tenir promesse et, tenir promesse, ce sera, pour le Groupe socialiste - et alors là il n'a vraiment besoin de personne, - de déposer une proposition de retour au scrutin d'arrondissement.

Et j'ajoute qu'il y a un texte - et ici je rejoins l'opinion exprimée par Boutbien, - un texte autour duquel nous n'avons pas fait assez de bruit, c'est celui de notre camarade Weil-Raynal.

Vous savez de quoi il s'agit, il l'a assez exposé lui-même, mais il est plus connu à l'intérieur du Parti qu'en dehors - c'est sur ce point que je suis d'accord avec Boutbien, - et je pense qu'un le nos élus devrait être autorisé à verser aux débats parlementaires le texte Weil-Raynal : scrutin d'arrondissement corrigé à la proportionnelle pour que, au cas où l'arrondissement n'aurait pas la faveur de députés que nous connaissons encore très mal, nous ayons au moins une position de repli qui nous apporte quelque chose de sérieux, quelque chose de conforme aux décisions de notre dernier Congrès qui, vous vous le rappelez, avait dit : arrondissement d'abord et, à défaut, proportionnelle.

Eh bien, le système Weil-Raynal correspond à cette position de repli et je vous demande de nous mandater pour que nous lui fassions le sort qu'il mérite.

D'autre part, nous arrivons à la structure du gouvernement.
Là, j'ai l'impression d'une telle unanimité qu'il suffit, sans commentaire, de vous lire les deux paragraphes de notre motion :
En ce qui concerne la constitution du gouvernement, le Front républicain ne repousse le soutien de qui que ce soit, mais il se refuse à intégrer au gouvernement de demain, soit les adversaires de la République soit les représentants de la majorité d'hier, grande vaincue des élections brusquées. Le Front républicain pose lui-même sa candidature au pouvoir.
Et qui dirigera ce gouvernement ? Je continue à lire : "Sans exclure la participation à ce gouvernement que dirigerait une autre personnalité du Front républicain, le Parti Socialiste estime que les résultats du scrutin désignent d'eux-mêmes son Secrétaire Général comme chef du gouvernement".
(Applaudissements)
Mes chers camarades, ça n'est pas ici - et Guy Mollet doit être le premier à le savoir, - il nous est souvent arrivé d'avoir des attitudes au moins indépendantes, par rapport au Secrétariat Général du Parti, - le moment d'entamer une discussion sur tel ou tel point, la vérité c'est que e suffrage universel a fait au parti lui-même une confiance qui ne trouvera sa réalisation que dans la mesure où le Parti lui-même partira à la bagarre et il ne peut le faire le plus valablement qu'en désignant son Secrétaire Général, c'est-à-dire la personnalité qu'à tort ou à raison nous avons placée au cœur même de son destin.
Autant, voyez-vous, je serais contre un gouvernement Guy Mollet qui serait un gouvernement... comment dirais-je, de formule purement parlementaire, intervenant pour résoudre une crise banale et où nous nous n'avons pas à jouer toutes nos cartes, autant, dans les circonstances véritablement historiques, c'est le Parti lui-même qui doit revendiquer le pouvoir.
Voilà dans quel esprit nous faisons cette proposition.
Enfin, il se pose bien entendu le problème du Programme, mais là encore j'ai l'impression que nos techniciens qui auront à vrai dire un choix douloureux à faire, auront à juger ce qui est prioritaire, dans une courte période, où nous devons profiter des circonstances pour réaliser quelques réformes profondes et spectaculaires. Mais, je leur fais confiance, pour ma part, pour faire ce choix et, jusqu'à présent, ayant lu les motions publiées par la Presse émanant de nos fédérations, ayant lu les déclarations de Guy lui-même, je ne pense pas qu'il y ait de sérieux débat entre nous.
Ce sera, bien entendu, la paix en Afrique du Nord qui tiendra la vedette de nos préoccupations. Nous n'oublierons pas pour autant l'Afrique noire qui, elle aussi, exige ses solutions particulières.
Il y aura un effort en faveur du désarmement général mais, ici, je me sépare de Bloch : je ne crois pas, pour ma part, qu'il faut séparer ce désarmement général de l'effort vers la construction européenne. Ce serait une manière de risette gratuite que nous ferions au Parti Communiste et, jusqu'à présent, les événements montrent que la construction européenne n'est pas un obstacle, mais au contraire un moyen vers l'internationalisme que nous souhaitons.
(Applaudissements)

Collection Jean Lacas

Interviendront ensuite un certain nombre de mesures concernant le niveau de vie des travailleurs de la ville et des champs.
Eh bien, les députés de province vont faire une offensive sérieux, je le dis tout de suite, ça ne sera pas la première, mais je voudrais que celle-ci fut décisive, en faveur de la suppression des abattements de zones.
(Applaudissements)
Bien entendu, ce qui pourrait intervenir pour le SMIG serait également le bien venu, - et un fonds national vieillesse qui aurait certainement un grand retentissement formidable dans le pays tout entier.
(Applaudissements)
Commin qui, dans notre département, s'est taillé un beau succès en exposant la thèse suivante : "La médecine est en train de prolonger la vie humaine" - ce qui, je le rappelle, est le but même que Descartes assignait à la philosophie, il n'en voyait pas de plus élevé...-fit remarquer que cet objectif était atteint puisque la moyenne de la vie humaine a plus que doublée, mais notre organisation sociale est en retard sur les progrès de la médecine. Nous demandons que le progrès aille de pair et nous voulons des transformations qui tiennent compte de ce grand fait biologique. Voila notre thèse.
(Applaudissements)
Bien entendu, nous songerons particulièrement - et là je m'en excuse, mais enfin, chacun doit confronter ses idées, et nous représentons, tout au moins en ce qui me concerne, des régions qui, au point de vue agricole, sont singulièrement délaissées - au problème agricole. Je veux bien qu'on s'occupe de rendement dans le midi comme ailleurs,- non seulement je le veux bien, mais je le désire ardemment - mais je dis que le problème de la petite exploitation du midi n'a peut-être jamais été posé comme il mérite de l'être, devant les instances suprêmes du Parti.
(Applaudissements)
C'est une question de vie ou de mort. Et étant donné la fidélité exemplaire et méritoire de ces populations à l'idéal généreux qui est le nôtre, je pense que nous avons le devoir de nous pencher sur ce problème sans idées préconçues, mais avec l'idée tout de même de sauver ce sens républicain qui habite, croyez-le, profondément ces populations du Midi, qui ont mis leur espoir dans le socialisme libérateur, et que nous n'avons véritablement pas le droit de décevoir.
C'est pourquoi, sans vouloir lancer des pierres dans le jardin d'autrui, je voudrais bien que notre politique ne fût pas, à l'avenir, exclusivement betteravière.
Je vous assure que j'ai rappelé, pour ma part, dans notre Midi, ce qui est un véritable scandale, qu'un seul Ministre de l'Agriculture ait donné sa démission sur le prix d'un, produit agricole, comme par hasard c'est M. Paulin, MRP, antialcoolique, sur le prix de la betterave.
Eh bien, citoyens, ce scandale, je demande qu'il ne se renouvelle pas et je lance ici quelques suggestions que non techniciens sauront choisir et mettre au point pour faire cesser cette disparité qui existe entre la ville et la campagne au regard des lois sociales.
Nous en sommes a une phase de la distribution où il commencer à considérer

que l'on doit traiter chacun, non pas seulement selon ses œuvres, mais selon ses besoins.
Au regard de la vieillesse, cette thèse est absolument inattaquable. Je vous demande, par conséquent, d'en trouver les formules ; l'égalité de la vieillesse qui en préfigure une autre, ce n'est pas nous qui devons le mettre en cause.
D'autre part, Caisse des Calamités Agricoles, car il y a là encore de grandes injustices entre les régions agricoles de France. Certains ont du mérite, croyez-moi, à travailler sous la menace de la grève, sous la menace de la mortalité du bétail, sous la menace de je ne sais combien de calamités qui, du jour au lendemain, peuvent détruire non seulement la récolte de l'année, mais celle de plusieurs années consécutives. Nous devons envisager cela.
Enfin, crédit d'équipement, adduction d'eau, voirie, habitat, réduits follement par Monsieur Pinay. Nous avons à prendre le contrepied de cette politique. Le problème de l'adduction d'eau à la ferme est devenu, avec la voirie, le problème n°1 de nos campagnes. Nous avons des tas de projets en cours. Si nous ne savons pas les financer, bien entendu on aura des raisons de nous en tenir rigueur.
Citoyens, j'ai parlé un peu rapidement, et je vais continuer pour conclure. Mais je voudrais que ce programme que nous allons tracer en commun s'accompagne d'une double mise en garde, et ici, je reprends le texte de ma motion : Mais avec avertissement au patronat contre les tentatives inflationnistes, et mise en garde des organisations syndicales qui n'ont pas à déclencher aujourd'hui, sur le terrain politique, les grèves dont elles n'ont pas pris l'initiative hier sur le terrain professionnel.
Mais j'ajoute que cet avertissement amical à nos camarades des Syndicats ne se comprendrait pas si, d'abord, avant tout, vous n'aviez adressé mieux qu'un avertissement au patronat, à certains patronats, car il y a de tout là-dedans. Il y a un patronat généreux, compréhensif, avec lequel on peut traiter, qui est prêt à signer les conventions collectives. Mais il y en a un autre qui se prépare à majorer les prix sur une simple menace d'un peu d'équité sociale. Je vous demande de le mettre préalablement au pas, sinon, dans ce cas-là, vous ne seriez naturellement pas sûrs d'avoir l'audience des milieux syndicaux.
Enfin, il est un dernier point que je voudrais voir dans cette motion. La pression du Parti Communiste ne va pas se ralentir, et vous pensez bien - Guy Mollet vous l'a dit et il a été applaudi me vous - que ceux que vous enverrez au gouvernement, que vos députés même qui vont avoir à faire face à une bagarre difficile dans une Chambre pareille, ont besoin d'avoir avec eux, autour d'eux, un Parti uni et fort. Ce n'est donc pas le moment de prêter une oreille complaisante aux sirènes communistes.
Je vous lis ici notre texte : " pour aller plus loin encore dans la voie du socialisme libérateur, il faut un Parti uni. Le Congrès remercie en conséquence le citoyen Cachin d'avoir, à Berlin, annoncé la scission du Parti Socialiste à son profit, sans doute par le moyen des comités de Front Populaire à la base, dont le journal « l'Humanité » est en train de lancer la création. Mandat est donné au Secrétariat Général de réagir avec rapidité et rigueur contre ces nouvelles

manœuvres de division du prolétariat. Vive le Parti Socialiste. Vive la République, Vive la France".
Citoyens, voilà le texte que nous soumettons à vos méditations, que nous sommes, bien entendu, tout prêts, démocratiquement, à confronter avec ceux que vous pourrez, de votre côté, avoir rédigés.
Je conclus en vous disant que, jamais, notre Parti n'a eu plus besoin d'une unité profonde. Puissions-nous donner aujourd'hui le spectacle d'une unanimité, non pas résignée, mais véritablement enthousiaste ! Cette nouvelle victoire sera le gage de beaucoup d'autres. Soyez sûrs que, demain soir, nos adversaires auront compris.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Félix Gouin, des Bouches du Rhône.

Félix Gouin

Camarades, nous avons livré, le 2 Janvier dernier, un combat d'avant-garde. Et si je n'étais méridional, je serais presque tenté de dire, qu'il s'agissait d'une simple escarmouche.
Mais la bataille, la vraie bataille, elle va commencer demain - elle a déjà commencé, mais elle commencera plus encore demain - dès que l'Assemblée Nationale aura repris séance.
Nous sommes réunis ici pour la préparer, et c'est tout cela que nous devons explorer très soigneusement le terrain sur lequel elle va se dérouler.
Analysons donc, camarades, sans fièvre, sans passion, les faits qui nous confrontent à l'heure actuelle, en nous gardant, bien entendu, de tout optimisme trompeur comme de tout pessimisme paralysant.
Ces faits que je veux examiner sont graves, et le Parti, après les avoir virilement enregistrés, doit en tirer, à mon sens, les enseignements nécessaires.
En voici la substance. Celle-ci tient en quelques considérations très brèves et très succinctes.
Première constatation : la majorité sortante, celle contre laquelle nous avons bataillé, nous avons lutté, cette majorité, elle vient de perdre une bonne centaine de sièges et par conséquent, elle ne renaîtra pas de ses cendres, comme on le lui avait follement laissé espérer.
Deuxième constatation, ce ne sont point, malheureusement, les forces républicaines qui ont profité de ces pertes, mais au contraire, les forces hostiles à la démocratie, les communistes et les poujadistes, dont les organisations gagnent chacune, en gros, une cinquantaine de sièges. Voilà qui a profité des pertes subies par le front réactionnaire.
La signification de cette double victoire des forces anti-démocratiques est claire. Il y a aujourd'hui, que nous le voulions ou non, sept millions de français, c'est-à-dire 1 Français sur 5, qui ont cessé de croire à la valeur du concept démocratique.
Que pouvons-nous, camarades, en présence d'une telle situation ? Que pouvons-nous mobiliser pour équilibrer d'abord et briser ensuite ce double bloc d'hostilité

Fondation Jean-Jaurès

qui se prêtera fatalement main forte quand la démagogie et la surenchère monteront à l'assaut des institutions de la République ?
Nous pouvons compter heureusement et surtout sur la force éprouvée et grandissante du Parti Socialiste qui a solidement regroupé, autour de ses drapeaux, plus de trois millions de combattants, et ensuite nous pouvons compter sur quelques formations républicaines qu'anime un radicalisme rénové et qui peuvent totaliser également environ trois raillions de suffrages.
Telles sont, camarades, les seules forces intactes, sures, qui peuvent constituer demain le noyau possible, le centre de polarisation de ceux qui ne désespèrent pas encore de la République.
Rien donc, camarades, vous le voyez, dans ces constatations très simples que vous avez faites comme moi, rien ne nous autorise à pavoiser car la majorité cohérente sur laquelle nous comptions pour bâtir un gouvernement stable et fort, cette majorité-là, il faut le dire, il faut l'avouer, elle n'a pas jailli du choc électoral.
Bien au contraire, si l'on s'en tient aux simples données numériques, ce que l'on peut légitimement redouter, c'est que cette législature ne se déroule une fois de plus sous le signe d'une instabilité ministérielle aggravée et, par conséquent de l'impuissance, ou qu'elle ne s'enlise dans une série de mixtures gouvernementales compliquées et subtiles, comme nous en avons tant vu, et rassemblant dans un néant d'incohérence et d'inaction, les tenants divers de l'éventail politique.
Mais alors, allez-vous dire, en présence d'un pareil tableau, peut-il désespérer ? Faut-il se préparer aux pires abandons ? Je le dis avec la plus grande fermeté, le Parti n'a pas le droit de se réfugier dans ce nihilisme. Nos droits sont lourds, mais ils sont clairs. Nous ne devons pas renforcer la marée de scepticisme qui submerge peu à peu les assises du régime. Nous ne devons pas accepter que celui-ci descende un peu plus chaque jour la courbe fléchissante de son destin. Nous ne devons pas permettre enfin qu'on remette en cause nos libres institutions qui, malgré tous leurs défauts, valent évidemment beaucoup mieux, cent fois mieux, que n'importe quel régime personnel.
Voulez-vous que nous traduisions en clair ce triple impératif et que nous voyions ce que cela donne dans le réel, dans le concret ?
Ne pas renforcer le scepticisme du pays, c'est évidemment l'obligation, pour le Parti Socialiste, de ne pas céder, comme le disait un jour de Gaulle, aux délices et aux poisons des compromis. C'est ne pas se laisser gagner par l'appel des sirènes dont retentissent chaque jour les colonnes des journaux bien pensants. C'est ne pas consentir à la lente dégradation du régime, c'est tout mettre en œuvre pour restaurer la force et, en même temps l'autorité de notre pays, en réglant d'urgence et par priorité, dans un large esprit de compréhension humaine, nos rapports vitaux avec le monde musulman et les peuples de l'Union Française.
Défendre les institutions républicaines, c'est associer étroitement à leur sort, par un meilleur équilibre social, les millions de travailleurs d'usines, de la terre, de l'Administration ou de la boutique.

Fondation Jean Jaurès

Tels sont, à mon sens, les grands impératifs du front républicain, et ceci postule évidemment - et vous le comprenez comme moi, - un accord rapide sur un programme d'action qui devra être simple, clair, précis.
Ce programme, initialement, devra être centré sur les problèmes les plus graves et les plus immédiats, et cela encore, vous le comprenez et vous le ressentez comme moi.
Je souhaite que ce programme prenne la forme d'un contrat à échéance limitée, dont les contours pourront ensuite être progressivement élargis quand la matière du premier accord aura été épuisée.
Seulement, car il y a hélas, un seulement, un tel objectif ne pourra être mené à son terme que si l'on perle courageusement au pays qui ne connaît pas, mais qui doit connaître les puissants obstacles que nous aurons à vaincre dès que la mêlée s'engagera.
Obstacles majeurs d'abord : il faut que la France comprenne, que tous les Français comprennent que le monde asiatique, que le monde musulman et peut-être demain le monde africain sont en train de faire leur révolution, et ceci pose évidemment dans l'immédiat, et posera demain d'immenses problèmes.
Le Parti Socialiste tient à honneur de dire : on ne résoudra pas ces problèmes par la force, mais par une compréhension intelligente et humaine qui substituera, aux notions d'un colonialisme périmé, la construction d'une solidarité économique, axée sur les intérêts connexes de notre peuple et des peuples qui vivent à l'ombre de notre drapeau.
Autre difficulté majeure, camarades. Le pays doit comprendre que tout ne sera pas possible ; chaque pas en avant exigera de durs efforts, non seulement du gouvernement, mais encore du pays lui-même.
Notre devoir, par conséquent, c'est au départ de cette législature, de ne rien dissimuler des redoutables échéances qui sont l'héritage de la majorité défunte.
Je dis, camarades, et ceci est extrêmement important : la fédération des Bouches du Rhône a mis l'accent sur ce point-là : nous devons et nous devrons, dès le départ, dresser un inventaire minutieux de la gestion qui nous est léguée.
(Applaudissements)
Et pour en avoir un avant-goût, je dis qu'il faudra diffuser le dernier rapport des comptes économiques de la nation que l'on s'est enfin décidé à publier. Il faut, Camarades, que le pays sache que l'exercice financier qui est en cours va se solder par un effroyable déficit de plus de mille milliards de francs, c'est-à-dire supérieur de 500 milliards de francs à celui qui avait été avoué par le Ministre des Finances de Monsieur Edgar Faure.
Le pays doit savoir également que le rythme de la productivité, pour 1956, risque de s'affaiblir sérieusement, ce qui est la conséquence inévitable de l'insuffisance des crédits affectés aux investissements, cela malgré nos exportations et malgré les avertissements nombreux du groupe parlementaire socialiste.
Enfin, les Français doivent s'attendre à un amenuisement d'au moins 40 milliards de francs dans le volume des échanges extérieurs de notre pays, ce qui risque évidemment de nuire gravement à la politique de plein emploi que nous voulons

poursuivre comme il se doit et comme vous le souhaitez passionnément.
Telles sont, camarades, les perspectives qui s'offrent à nous. Je dis qu'elles sont sévères- ; je dis qu'elles- exigeront de notre part surtout, non seulement un esprit de décision, mais encore une volonté d'audace certaine.
Esprit de décision : je crois, camarades, que le Front républicain vient déjà d'en fournir la preuve, puisqu'il est décidé à revendiquer le pouvoir, tout le pouvoir, sans aucune espèce de compromis avec les adversaires de la démocratie, que ce soit des adversaires déclarés ou que ce soit des adversaires sournois.
Volonté d'audace : je dis que cette volonté devra consister à construire un gouvernement qui devrait être peu nombreux, dans lequel devraient se retrouver des hommes jeunes, des hommes actifs, des hommes nouveaux, des hommes dynamiques dont le Parti doit constituer - je le dis de la façon la plus catégorique, l'élément moteur et l'élément directeur.
Et je dis que nul Parti, dans le Front républicain, ne peut en quoi que ce soit, considérer cela comme une offense même mineure. Je rappelle simplement qu'en 1924, lorsque s'était constitué le cartel des gauches, c'est tout naturellement le citoyen Edouard Herriot, chef de la coalition la plus importante de ce cartel, à qui était échue, sans contestation possible de notre part, la direction du gouvernement. Et en 1956, même constatation : c'est parce que nous étions, à ce moment-là, l'élément essentiel de la majorité de Front Populaire que, tout naturellement encore, c'est notre camarade Léon Blum oui avait été choisis président du gouvernement.
Voilà pourquoi nous demandons que le gouvernement soit dirigé demain par un camarade appartenant au Parti Socialiste.
Evidemment, un tel gouvernement, on l'a dit avant moi et je ne veux pas y insister, devra fixer des priorités. Il devra établir un calendrier, c'est-à-dire la cadence des paliers qu'il faudra franchir. Et ce gouvernement devra appeler à l'action les élus, quels qu'ils soient, qui sont capables de mettre au-dessus de tout, les intérêts français. En même temps, le gouvernement en question demandera au pays de le seconder dans l'œuvre de redressement qu'il y a à entreprendre.
Sur le plan parlementaire, camarades, je voudrais appeler un instant votre attention. Je dis qu'il faudrait que cessent ces querelles de personnes et de groupes qui nous ont tellement attristés dans le cours de la législature finissante. Et il faudrait également que cesse cette course véritablement abjecte aux portefeuilles, quia couronné et qui a dissous tant de formations gouvernementales.
Cela évidemment exigera de chacun de nous abnégation, désintéressement, discipline, et cela pour une raison très simple, c'est que la marge de sécurité d'un gouvernement axé franchement à gauche sera évidemment une marge de sécurité extrêmement faible.
Il fut un temps, camarades, je me permets de le rappeler il fut un temps, sous Emile Combe, où la majorité a été pendant longtemps réduite à quelques voix seulement. Et bien, cette majorité est demeurée intacte, elle est demeurée solidement groupée, solidement disciplinée grâce, il ne faut pas l’oublier à

l'incomparable sagesse, à la force de rayonnement et également au magnifique esprit politique qui animait notre grand tribun, je veux parler de Jean Jaurès.
Eh bien, ce qui a été fait hier par lui, au sein d'une délégation des gauches, dont vous parlait tout à l'heure avec tant de bonheur notre ami Deixonne, ce qui a été fait hier par Jaurès et par le Parti Socialiste, au sein d'une délégation des gauches, peut être refait demain, à la condition que l'on associe, comme l'avait fait Jaurès lui-même, que l'on associe étroitement le pays et le parlement à l'action de mouvement et de réalisation qu'il s'agit de promouvoir.
Là encore, nous le disons, le Parti aura un rôle de premier plan à jouer, car, par ses Comités d'entreprises, par ses sections urbaines et rurales, il sera, à même, quotidiennement, à l'atelier, dans les chantiers, dans l'entreprise, dans la boutique, dans les cafés, dans les rues, de commenter, d'expliquer et de justifier chacune des étapes qui pourra être abordée et qui pourra être franchie par le nouveau gouvernement.
Alors, camarades, si l'on va au fond des choses, c'est évidemment, il ne faut pas le dissimuler, la mobilisation du pays républicain tout entier qu'il faut appeler à la défense de ses libertés et aussi à l'amélioration graduelle et continue de son sort matériel.
Je termine, je le dis avec gravité, en pesant mes mots : dès maintenant, il y a une course de vitesse qui est engagée entre les adversaires et les tenants de la République. Celle-ci n'a rien à craindre, mais à une condition, que l'on dédaigne le verbe pour passer a l'action, que l'on apporte promptement aux masses ce qu'il aura été possible de leur promettre, mais tout ce que l'on aura promis. C'est par là, par conséquent, qu'on fera, pénétrer dans les couches profondes du peuple le souffle vivant et pur des grandes réalisations humaines qu'il attend de nous.
Oh, certes, il ne faut pas, encore une fois, se le dissimuler, nous exilons vivre des heures-dangereuses, comme le disait Texier dans un article récent du "Provençal", car ce sont peut-être les dernières certes qui se jouent et c'est nous, ne l'oublions pas, qui les tenons en mains et qui, par conséquent, en sommes comptables à la fois devant le pays et en même temps devant l'histoire.
Eh bien, si le Parti prend pleine conscience de la redoutable mission qui l'attend, je crois très sincèrement, je crois très profondément, qu'il accomplira cette tâche sans fléchir. Chacun de nous faisant au poste qui lui sera assigné, n'importe lequel, tout son devoir, entièrement tout son devoir, je dis que, malgré tout et contre tous les dangers qui les menacent, la République et le Socialisme pourront être, une fois de plus, sauvés.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bercegeais, de la Loire-Inférieure.

Bercegeais

Mes chers camarades,
Après Pierre Bloch après Deixonne, après Félix Gouin, c'est un simple et modeste militant qui vous parle. Pour certains, cela peut être de l'audace. Pour ma part, je n'aurai qu'une excuse : je serai moins long. Il ne saurait en être

autrement, d'ailleurs, du représentant de la Loire-Inférieure.
Mais, voyez-vous, malgré l'appellation de notre département, nous n'avons pas voulu être aussi inférieurs que cela, puisque, aux élections du 2 janvier, notre fédération socialiste a remporté un magnifique succès. Noua sommes passés de 32 000 voix en 1951 à 62 000 en 1956,… (applaudissements)…, soit une augmentation de 90% - 130% à Nantes -, et cela signifie quelque chose, voyez-vous, pour une ville qui a connu les grèves en juillet dernier. Si nous n'avions pas fait à cette occasion notre devoir, tout notre devoir, dans la rue, nous n'aurions pas gagné cela, et c'est la raison pour laquelle nous sommes fiers du succès de notre élu sortant Jean Guitton ; nous avons manqué, sur 62 000 voix, à quelques centaines de voix près, l'élection à un second siège.
C'est cette position qui nous permet, aujourd'hui, de parler haut et clair dans un département qui possède le Conseil vénéra le plus réactionnaire de France, puisqu'il y a, à ce Conseil Général, sur 46 élus, 45 réactionnaires et un seul élu socialiste.
Mais, voyez-vous, si nous avons gagné cela, c'est parce que nous avons axé notre campagne électorale sur quelques points simples et précis.
Tout d'abord, nous avons dit aux électeurs, dans nos réunions et dans les quatre coins du département, et dans les plus petites campagnes, ce que nous essaierions de faire si nous en avions la possibilité, demain.
Ce sera d'abord, et par ordre de priorité : la défense de la paix en Algérie et le rétablissement de l'ordre, la cessation des hostilités. Ensuite, nous voulons le relèvement du niveau de vie des travailleurs, y compris la suppression des zones de salaires, et je tiens à vous donner une information qui vous a peut-être échappé dans la presse quotidienne, à savoir que l'accord qui avait été signé dans la métallurgie nantaise, le 17 juin dernier, contesté par les patrons, avait été porté en délibéré par la magistrature, indépendante, bien sûr, mais que l'arrêt cassant cet accord avait été rendu le janvier, vous devez bien penser que les travailleurs de Nantes, comme de Saint-Nazaire, ne vont pas accepter cela et que, dès maintenant, les organisations syndicales s'organisent pour essayer de reprendre ce que les patrons, par le jeu de la procédure, ne veulent pas leur accorder.
Et nous avons dit aussi aux électeurs, dans ce département de l'Ouest particulièrement touché par le danger clérical : nous défendrons la laïcité et nous exigerons la suppression des lois anti-laïques de la dernière législature.
C'est le programme qu'a repris notre récent Congrès fédéral qui, à l'unanimité, a décidé de faire confiance au Front républicain, étant entendu que nous insisterons très fortement - nous ne concevons pas, d'ailleurs, la chose autrement - pour que la direction en soit confiée - et nous savons la charge que cela représente, mais, dans l'état actuel des choses, nous estimons aussi qu'il faut que ce soit ainsi par le Parti à Guy Mollet.
Mais nous voulons, encore une fois, que dans le programme minimum du iront Républicain qui se présentera devant le Parlement, il y ait la condition préalable dé l'abrogation des lois anti-laïques.
Aujourd'hui, des conseils nous sont donnés par des gens qui considèrent que

poser le problème dès le début ce serait de la provocation à l'égard du MRP Nous ne partageons pas cet avis. Nous disons d'ailleurs qu'en 1951 l'arithmétique donnait raison aux cléricaux ; c'est à nous d'administrer la preuve qu'aujourd'hui la loi a tourné. C'est la seule manière d'inspirer confiance, de faire que demain, si de nouvelles élections se présentent, ceux qui ont voté pour nous le fassent à nouveau. Pour cela, nous serons toujours prêts comme le demandait Guy Mollet, à être mobilisés au service du Parti et à continuer le travail que nous avons fait jusqu'alors et qui ne nous a pas donné de si mauvais résultats.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, la séance de cet après-midi commencera à 14 heures 30.
Elle sera présidée par Guyon, avec, comme assesseurs : Bonnefoy, Pétéguief, Le Coutaller, Wagner.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès extraordinaire des 14 et 15 janvier
Puteaux

Séance du samedi 14 janvier (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Guyon
Assesseurs : Bonnefoy (Doubs), Peteguief (M. et Moselle), Le Coutaller (Morbihan), Wagner (Haut-Rhin).

Le président (Jean-Raymond Guyon)
Je donne la parole à Pierre Commin.

Pierre Commin - Camarades, si le Congrès en est d'accord, noua vous proposons la nomination d'une Commission de travail pour l'Algérie, laquelle se réunirait ce soir, à 9 heures et pourrait ainsi utilement apporter des propositions concrètes à la Commission des résolutions qui se réunira demain.
Nous vous proposons, pour faire partie de cette Commission, les noms des camarades suivants :
Bidet, Ribière, Philip, Rosenfeld, Alduy, Charles-André Julien, Leonetti, Rabier, Begarra, Polito, Dalloni, Grehg, Manchon, Caruzo.

Le président - Pas d'opposition, camarades ?

Un délégué - Je demande s'il n'est pas possible de tenir à une heure différente de celle-là la séance. Nous habitons assez loin et il nous sera difficile de passer une partie de la nuit à Puteaux. S'il était possible de nous réunir demain matin, avant la séance du Congrès, nous accepterions volontiers.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Commin - Je voudrais dire au camarade que nous comprenons parfaitement ses observations. Malheureusement, nous n'avons que deux jours de débat, et demain, la Commission des résolutions devra se réunir. Je suppose que les camarades qui sont venus ici, au Congrès, peuvent, en effet, faire le sacrifice de quelques heures de sommeil, au besoin, étant donné l'importance de la question qui est en débat.
(Applaudissements)
Et je demande au congrès de maintenir les dispositions que nous avons adoptées. Nous y avons réfléchi, croyez-moi. Ce sont les seules possibles pour nous permettre, demain, à la Commission des résolutions, de tenir compte des propositions que nous fera cette commission.

Le président.- il n'y a pas d'opposition à la proposition de Pierre Commin ?
... Il en est ainsi décidé.
(Protestations dans l'assemblée)

Guy Mollet - On demande à ajouter des noms.

Pierre Commin - Wagner ! Bien.

Dans l'assemblée - Nous proposons Depreux, Jean Housse.

Pierre Commin - Jean Rouai n'est pas délégué.

Le président - Bien, il en est ainsi décidé.
Camarades, nous ouvrons nos travaux.
La parole est à notre camarade Rimbert.

Pierre Rimbert

Camarades,
J'ai l'impression que, dans ce Congrès, je vais apporter une note discordante à la note générale qui me semble dominer si j'en, crois les interventions qui ont déjà eu lieu et les décisions de Congrès des fédérations que j'ai pu connaître.
Je vous avoue que je ne suis pas ai enchanté que cela de la perspective pour le Parti Socialiste de participer ou de diriger un gouvernement de Front républicain.
Je crois qu'il nous faut avoir à l'esprit l'idée centrale suivante : est-ce que nous pouvons penser que nous allons constituer un gouvernement pour durer ou est-ce qu'on pense qu'il faut constituer un gouvernement pour agir, et pour agir vite, très vite, dans un temps très limité ?
Pour ma part, j'exclus l'idée que nous puissions constituer un gouvernement pour durer, étant donné la composition actuelle de l'Assemblée Nationale. Si nous devions partir avec l'esprit que nous allons constituer un gouvernement pour durer, j'ai l'impression que, d'abord, nous ne durerons pas, et qu'ensuite, ce

Fondation Jean-Jaurès

gouvernement sera, par la force des choses, un gouvernement qui laissera de côté les problèmes essentiels.
Il faut donc que nous pensions uniquement à l'idée que si nous allons constituer un gouvernement, il faut que ce gouvernement agisse, et agisse très vite, dans un délai de quelques mois, pour résoudre les problèmes les plus urgents.
Or, comment peut-on constituer un gouvernement pour agir, c'est-à-dire un gouvernement efficace ?
J'ai été un de ceux, avant ces élections, je l'ai dit au dernier Congrès, qui préconisaient la constitution, non pas d'un front républicain - le mot, je vous avoue, ne me plait pas beaucoup, parce que ce terme de "républicain" avait une valeur au XIXème siècle, où il y avait en France un courant monarchiste, qui voulait rétablir la monarchie, et où, par conséquent, le mot "républicain" avait un sens révolutionnaire, alors qu'aujourd'hui, le problème n'est pas "monarchie ou république", mais le problème est "république sociale ou république conservatrice" -, mais, j'aurais préféré, d'un rassemblement démocratique des gauches. Mais, si j'étais partisan d'un tel rassemblaient, il faut constater que le résultat n'a pas été conforme à un tel désir.
On ne peut pas parler d'un échec du front républicain, mais on ne peut pas parler non plus d'un succès, il n'y a pas eu un raz de marée qui donne à un tel rassemblement la majorité nécessaire pour pouvoir gouverner, et gouverner d'une manière efficace.
Or, si nous regardons un peu l'histoire de la IIIe République, nous trouvons au moins deux rassemblements qui ont fait une expérience que nous ne devons pas oublier.
Le premier, c'est le cartel des gauches, en 1924, cartel des gauches qui avait remporté un succès électoral incontestable et qui avait obtenu une majorité substantielle à l'assemblée. Eh bien ! Ce cartel des gauches n'a duré que très peu de temps et s'est terminé par un gouvernement de droite.
La deuxième expérience est celle de 1936, où, là aussi, le corps électoral avait donné une majorité substantielle à la Chambre des Députés et où le gouvernement de front Populaire n'a duré que quelques mois pour que la législature se termine ensuite par des gouvernements de droite. Et cependant, il y avait une majorité.
Aujourd'hui, même un gouvernement de front républicain sera forcément un gouvernement de minorité, car il ne peut pas compter, dans l'assemblée, sur une majorité de front républicain qui n'existe pas. Ce sera donc un gouvernement de minorité.
Cette assemblée, en outre, présente la caractéristique, peut-être pour la première fois, de n'avoir aucune majorité, même le front populaire n'y possède pas de majorité. Et quand nous lisons la presse communiste qui suggère la création d'un un gouvernement de front populaire, nous voyons qu'elle est obligée d'inclure dans ce gouvernement, non seulement les Socialistes et les Radicaux mendésistes, ce qui va de soi, mais aussi l'UDSR, c'est-à-dire M. Pleven, et aussi le RGR, c'est-à-dire Edgar Faure. Donc, même si nous prenions la thèse défendue par les communistes, de la création d'un gouvernement de Front

populaire, il faudrait aller jusqu'à Edgar Faure, c'est-à-dire jusqu'au gouvernement sortant.
Si l'on regarde à droite, de l'autre côté, il n'y a pas davantage de majorité possible, à moins d'y inclure les socialistes.
Si bien que nous nous trouvons en présence d'une situation où, à moins d'une majorité purement arithmétique, mais immorale sur le plan politique, il n'y a pas de majorité possible, et le seul gouvernement qui puisse exister est un gouvernement de minorité.
Eh bien si je juxtapose ces deux situations, d'un côté, l'obligation d'un gouvernement de minorité, d'un autre côté, la nécessité pour ce gouvernement d'être un gouvernement efficace, d'action, capable, dans, les mois à venir, au maximum dans les ù mois, de réaliser quelque chose de positif qui puisse ensuite permettre d'examiner la situation sur un nouveau plan, alors, je dis que dans une telle conjoncture, seul un gouvernement le plus homogène possible peut être un gouvernement efficace et un gouvernement d'action.
C'est pourquoi, pour ma part, je souhaiterais qu'il y ait, au départ, dans cette législature, un gouvernement qui soit le plus homogène possible. Et quand je pose la question, ici, d'un gouvernement le plus homogène possible, je ne vois, pour nous, que deux solutions, que deux possibilités : ou bien un gouvernement socialiste homogène qui serait construit sur un programme nettement précis de mesures à réaliser immédiatement et limitées dans le temps, dans un délai de 6 mois environ, ou bien un gouvernement Mendès-France, qui serait le plus homogène possible, avec notre soutien, mais sans notre participation.
Pourquoi, à mon avis, ces deux possibilités sont-elles les meilleures ?
Nous sommes dans une situation qui est assez différente de celle du cartel de 1924 ou de celle du Front Populaire.
En 1924, il n'y avait pas encore de personnalités socialistes suffisamment marquantes, et Léon Blum n'avait pas encore l'autorité qu'il a eue en 1936. L'homme le plus représentatif au point de vue politique, à l'époque, était un radical, et la direction du gouvernement lui revenait normalement, et nul, là, ne pouvait le contester.
En 1936, le Parti Radical n'avait plus de personnalité valable, mais le Parti Socialiste avait des personnalités valables, et notamment une personnalité dont l'autorité était indiscutable : celle de Léon Blum. La direction du gouvernement lui revenait sans contestation possible.
Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où le Parti Radical possède une personnalité qui a une valeur et une autorité incontestable, qui est Mendès-France. Je ne veux pas discuter de sa position, de ses capacités, de savoir si je suis ou non d'accord avec lui. J'ai dit ce que je pensais de Mendès-France dans la "Revue Socialiste", et je renvoie les camarades à mes articles, mais un fait qu'il faut reconnaître et que je suis prêt à admettre, c'est que Mendès-France est une personnalité incontestable, qui jouit d'une autorité incontestable dans le pays, car, sans lui, le Parti radical n'aurait pas connu le succès, même limité, qu'il a obtenu, et cette personnalité, en outre, a une conception, elle a une méthode de direction, une méthode de gouvernement, une perspective, un point de vue, un

programme, et une volonté de réaliser ce programme.
Et, de l'autre coté, il y a le Parti Socialiste, qui a ses hommes, ses personnalités, sa discipline, son programme et sa conception, et j'ai peur, j'ai peur d'une coalition radicale mendésiste et socialiste - et je souhaiterais qu'elle se limite là et qu'on n'aille pas trop loin -, même si elle se limite là, donne un gouvernement qui ne se trouve miné de l'intérieur, miné de l'intérieur parce qu'il y aura, d'un côté, le Parti, qui a ses exigences, qui a sa discipline, qui est obligé de mettre en avant un certain nombre de mesures sur lesquelles je dirai quelques mots tout à l'heure et sur lesquelles il ne peut pas transiger sous peine de se discréditer aux yeux de la classe ouvrière, aux yeux des travailleurs en générale - qui sont la couche de la population sur laquelle repose tout notre programme -, et, de l'autre côté, il y aura Mendès-France, personnalité incontestable, qui a ses exigences et ses méthodes de travail. Et j'ai peur que notre collaboration, dans ce gouvernement qui est un gouvernement de minorité, ne l'affaiblisse au départ. La situation serait certainement modifiée si le Front républicain trouvait une large majorité à l'Assemblée Nationale, mais, étant donné qu'il n'a pas cette majorité, qu'il doit être un gouvernement de minorité, j'ai peur qu'une telle collaboration ne l'affaiblisse au départ.
Et je me demande s'il ne serait pas préférable, ou bien que nous préconisions un gouvernement socialiste homogène, et, si ce gouvernement s'avère impossible ou n'est pas accepté par l'Assemblée, qu'il y ait un gouvernement de Mendès-France qui pourrait être un gouvernement de personnalité, ce qui correspond d'ailleurs très bien à la conception gouvernementale de Mendès-France, qui pourrait, sous cette forme, aller beaucoup plus loin que noua ne pourrions le tolérer nous-mêmes. Un gouvernement Mendès-France pourrait très bien admettre dans son sein Chaban-Delmas, alors que nous serions gênés d'avoir Chaban-Delmas dans ce gouvernement. Un gouvernement Mendès-France pourrait inclure même dans son sein certains indépendants qui sont des esprits clairvoyants, compréhensifs alors que nous serions, nous, très gênés si nous avions certains indépendants dans ce gouvernement où nous serions.
Je me demande si un gouvernement Mendès-France, que nous soutiendrions, à qui nous apporterions notre appui, sauf s'il faisait une politique évidemment désastreuse, ne serait pas préférable pour l'efficacité gouvernementale et surtout pour l'avenir de cette législature.
Car il faut aussi que nous posions cette question qui est d'importance : si nous fondons un gouvernement de Front républicain, un gouvernement radical-mendésiste et socialiste, que ce gouvernement, miné au départ à l'intérieur par des conceptions différentes, dont je vais dire quelques mots, échoue, et s'il échouait surtout, ce qui serait beaucoup plus grave, non pas parce qu'il aurait été renversé par l'assemblée, mais parce qu'il aurait eu des désaccords très graves dans son propre sein, qui lui succédera '? Qui succédera à un gouvernement de front républicain radical-mendésiste et socialiste ?
A moins, de reprendre une solution, une de ces solutions qui contribuent et qui ont beaucoup contribué à discréditer le Parlementarisme en France et qui consiste, après une crise ministérielle, à prendre, pour le mettre à la place de

Paul, Pierre, et à prendre Paul pour le mettre à la place de Pierre, c'est-à-dire changer de Ministères et pas de Ministres, à moins de retomber dans cette ornière traditionnelle qui discrédite le Parlement, en cas d'échec du gouvernement de front républicain, je ne vois plus de perspective possible pour cette législature, autre, ou bien qu'une Union nationale, ou bien qu'une dissolution, ce qui ne vaudrait pas mieux.

Tandis que si nous nous orientons, et si noua nous efforçons de créer au départ un gouvernement Mendès-France auquel nous ne participerons pas, mais auquel nous apporterons, sans réserve et sans arrière pensée, notre soutien, comme nous l'avons fait dans le cas précédent, mais où, en même temps, nous dirons nos critiques amicales, où, en même temps, nous démontrerons les insuffisances de ce gouvernement, où, en même temps, nous dirons, là, tout ce que nous, nous curions voulu faire et ce que ce gouvernement ne peut pas - parce qu'il ne peut pas le faire -, si telle était notre politique, en cas d'échec du gouvernement Mendès-France, il peut y avoir une succession socialiste, et une succession socialiste dans des conditions politiques qui, à mon avis, seraient meilleures que celles où nous allons partir.

Voilà quelles sont les réserves d'ordre général que je fais dans la fondation, au départ, d'un gouvernement de front républicain et de coalition.

Et maintenant, je voudrais démontrer, par les quelques mesures qui, à mon avis, me paraissent urgentes, et qu'il faudrait réaliser dans les mois à venir, sous peine de faillite incontestable, qu'il existe de graves divergences de conceptions, de vues et de méthodes entre Mendès-France et nous, pour qu'au départ un tel gouvernement puisse être réellement efficace.

Quelles sont ces mesures qu'il faudrait réaliser ?

Nous avons, d'un coté, la paix en Algérie.

Nous disons tous que nous voulons la paix en Algérie. Mes camarades, ne commettons pas l'erreur que nous avons faite à propos de l'Indochine, car il faut être juste envers nous, envers nos amis, envers nos électeurs, et envers l'histoire. Nous avons des responsabilités dans la guerre d'Indochine, et nous ne devons pas les rejeter uniquement sur nos adversaires.

Je me rappelle les Congrès depuis la Libération qui, tous, votaient la paix en Indochine, alors que nos gouvernements ne faisaient pas la politique de paix en Indochine. Eh bien ! Il ne faut pas que noua recommencions cette expérience, il ne faut pas que nous votions dans nos Congrès, que nous disions dans nos programmes : "Nous voulons la paix en Algérie" et qu'ensuite, au gouvernement, nous fassions une politique qui n'est pas celle de la paix en Algérie.

Or, si nous voulons la paix en Algérie, ne commençons pas le jeu de cache-cache que nous avions fait avec Ho-Chi-Minh et avec le vietminh, ne commençons pas à dire que Messali Hadj ou le FLN ne représentent rien, comme nous disions qu'Ho Chi Minh ou le vietminh ne représentaient rien en Indochine. Nous savons très bien que si nous voulons faire la paix en Algérie, l'homme qui a la seule autorité pour être un personnage représentatif dans la discussion, c'est Messali Hadj, et que la première condition d'une telle paix est

de libérer Messali hadj et de lui permettre de retourner an Algérie. Cette première condition signifie aussi de rendre légale l'existence du MNA, cela signifie de reconnaître le fait national algérien, et de discuter sur ces bases-là. Si nous ne faisons pas cela, alors il n'y a qu'une autre politique, c'est la guerre et la guerre jusqu'au bout.
En Indochine, on a fait la pire des politiques, on n'a fait, ni la paix, ni la guerre, si bien qu'on a dressé contre nous ceux qui voulaient la paix et on a dressé contre nous ceux qui voulaient la guerre, car, il faut le reconnaître, on n'a fait ni l'une ni l'autre de ces politiques.
Il n'y a, en Algérie, que deux politiques possibles : ou on fait la guerre avec toutes les conséquences et les responsabilisés que cela comporte, ou on fait la paix avec toutes les conséquences et les responsabilités que cela comporte.
On peut choisir l'une ou l'autre politique ; l'une ou l'autre se défende, l'une et l'autre sont valables, mais pas de mesure intermédiaire, pas de demi-mesure, ce serait la faillite.
(Applaudissements)
Si nous voulons faire la paix en reconnaissant le fait national algérien, êtes-vous sûrs que nous serons suivis et par Mendes-France lui-même, et par ses amis radicaux ?
Est-ce que vous êtes surs qu'il y aura une unité de vue là-dessus dans le gouvernement de front républicain ? Moi, je n'en suis pas sûr.
Je prends l'autre question urgente à laquelle il faudra apporter une réponse sous peine de faillite : c'est le problème des salaires et quand je dis problème des salaires, je pense essentiellement au minimum vital.
Je sais, camarades, qu'il y a souvent des socialistes et des syndicalistes qui ridiculisent l'histoire du minimum vital, parce que, camarades, les syndicalistes qui ridiculisent ce minimum vital sont des camarades qui appartiennent aux professions qui ont de puissantes organisations.
Je comprends, camarades, quand on est dans la fonction publique, quand on appartient à l'usine Renault, quand on appartient à une profession comme les mineurs ou bien à l'Electricité de France, professions qui ont de puissants syndicats qui savent défendre les salaires, je comprends qu'on ridiculise le minimum vital, mais n'oublions pas qu'il y a en France, et surtout en France, beaucoup plus qu'aux Etats-Unis, en Angleterre ou en Allemagne, des quantités de salariés qui travaillent dans de toutes petites entreprises, dans des industries secondaires et que ces salariés ne possédant pas de puissantes organisations syndicales pour faire adopter par le patronat des salaires valables, n'ont qu'une seule défense la loi, et la loi, c'est le minimum vital.
Or, prenez garde : c'est dans ces salariés là que recrutera Poujade, c'est dans ces salariés, qu'ils travaillent dans les petits commerces ou dans les petites boutiques, ou dans les petites entreprises artisanales où il n'existe pas de force syndicale pour faire appliquer un minimum garanti, mais où seule la loi peut garantir un salaire, c'est dans ces salariés qu'a recruté Hitler, qu'a recruté Mussolini, c'est, je le répète, que recrutera demain Poujade.
Cette masse de salariés des petites entreprises, ces salariés dispersés, n'ont pour

les défendre que la loi| c'est-à-dire le salaire minimum vital garanti.
C'est pourquoi le minimum vital, salaire légal, a une importance considérable. Or, ce minimum vital se trouve aujourd'hui dévalorisé par les récentes augmentations de salaires. Lorsque nos camarades des Chantiers de Penhoët, lorsque nos camarades de Renault, lorsque nos camarades de la métallurgie parisienne, lorsque les mineurs obtiennent des avantages de salaires qui font que chez eux le manœuvre gagne plus de 30 000 frs par mois, ils ne doivent pas oublier qu'il y a des employés, des commerçants qui, eux, ne gagnent pas même 35 000 frs par mois et ceux-là ne peuvent être défendus que par un minimum garanti.
C'est pourquoi je crois que la revalorisation de salaire minimum, garanti est une tâche à laquelle le Parti Socialiste doit apporter une importance capitale et cette revalorisation ne doit pas être ridicule, elle doit être substantielle pour être appréciée par les travailleurs,
A mon avis, je crois qu'il n'est pas possible de fixer un tel minimum à moins de 30 000 francs par mois.
Eh bien, si nous faisons une telle revalorisation du minimum vital, est-ce que vous croyez que nous serons d'accord avec Mendes-France et avec ses amis radicaux ? Je n'en suis pas sûr et j'en suis d'autant moins sûr que si nous faisons une politique de revalorisation des salaires, politique qui, pour nous, est indispensable, une telle revalorisation n'est valable à la fois pour les salariés eux-mêmes et pour l'économie nationale, que si, parallèlement à cette revalorisation, nous avons une politique des prix qui empêche toute hausse des prix et toute nouvelle marche vers l'inflation.
Or, une politique des prix, de contrôle et de baisse des prix, n'est possible que par une politique économique orientée vers une réforme fiscale dont l'objet doit être de supprimer complètement et totalement les impôts indirects qui frappent les objets de large consommation, une politique de crédit orientée vers les entreprises de première nécessité et une politique d'organisation des marchés telle qu'elle permette aux pouvoirs publics un contrôle absolu entre les prix à la production et les prix à la consommation car la France est un pays où l'écart entre lés prix à la production et les prix à la consommation est le plus élevé.
Sur une telle politique d'organisation économique, de planification, de contrôle des prix si Mendes-France, en tant que personnalité, est susceptible de nous suivre, je ne suis pas sûr que ses amis radicaux puissent le faire.
Et, enfin, il y a une chose que nous ne devons pas faire, c'est la dévaluation de la monnaie. Ce serait un suicide pour le gouvernement s'il devait, soit débuter, soit terminer, pour ensuite laisser la place à un gouvernement d'union nationale, par la dévaluation du franc.
Je ne partage pas là-dessus, et je regrette que dans nos Congrès nous n'ayons pas le temps de parler autrement que par des incidences, sur des problèmes d'une telle importance, je ne partage pas, dis-je, là-dessus le point de vue des Camarades qui voudraient dévaluer le franc, soit dans l'immédiat, soit même dans la perspective comme le propose Marjolin,
Il y a une différence fondamentale, du point de vue de la monnaie, entre notre

époque et le XIXème siècle. Au XIXème siècle, la monnaie était une marchandise qui avait une valeur intrinsèque, soit que cette monnaie était en pièces d'or et représentait la valeur de la marchandise or, soit qu'elle était en billets convertibles à tout instant en valeur or, et par conséquent, représentait toujours une marchandise or.
Aujourd'hui, nous vivons au règne de la monnaie à cours forcé et qui n'est pas convertible. Par conséquent, il n'y a plus de valeur de monnaie et la stabilité de la monnaie n'a pas de sens, ce qui a un sens, c'est la stabilité des prix.
La valeur du franc est fonction du niveau des prix. Par conséquent, il n'y aura pas de stabilité de la monnaie s'il n'y a pas stabilité des prix, La stabilité n'est pas un problème d'astuces monétaires, c'est un problème d'organisation économique, c'est un problème de planification économique, c'est un problème d'organisation des marchés et de la production.
Et si nous sommes capables d'avoir là-dessus une perspective, un programme, je ne suis pas sur que nos partenaires radicaux soient capables de nous suivre dans ce domaine.
Voilà pourquoi, camarades, quand j'examine ces problèmes, ces mesures qu'il nous faut résoudre dans les mois à venir car il faut bien que nous ayons conscience que nous n'avons pas le droit d'échouer cette fois, nous n'en avons pas le droit pour le Parti car ce serait notre discrédit, nous n'en avons pas le droit pour les camarades que nous enverrons au Parlement, car ce serait la fin de l'autorité dont ils peuvent jouir, et nous n'avons pas le droit non plus d'échouer pour la France et la nation elle-même, car il n'y aurait plus d'autre perspective alors que l'anarchie et le succès d'une formation réactionnaire, j'y apporte beaucoup de réflexion.
Je ne crois pas, personnellement, à un succès communiste. Je crois que les communistes, en dehors des cas où ils sont arrivés au pouvoir grâce à l'armée rouge, n'arriveront au pouvoir nulle part ailleurs, mais le danger réactionnaire est possible et ce qui peut être grave alors pour nous, c'est qu'une tentative réactionnaire peut nous amener par la force des choses à faire ce front populaire que préconisent les communistes.
N'oubliez pas qu'en 1936 ce qui nous a amenés à faire ce Front Populaire, ce n'est pas la ténacité des communistes à vouloir le front unique, mais la tentative du 6 février de la part des ligues fascistes. Si demain nous avons une nouvelle tentative de ce genre, alors nul ne peut dire ce qui arrivera.
C'est pourquoi nous n'avons pas le droit d'échouer et je veux terminer là-dessus. Je crois que le meilleur moyen pour le gouvernement d'être efficace, de pouvoir agir, de pouvoir être un gouvernement d'action, c'est qu'il soit un gouvernement le plus homogène possible.
Disons que nous, socialistes, nous sommes prêts, si l'Assemblée l'admet, à constituer un tel gouvernement socialiste homogène sur un programme limité dans le temps.
S'il n'y a pas une telle majorité dans l'Assemblée, alors nous sommes prêts à soutenir un gouvernement Mendès-France, seulement notre participation, ce qui lui laissera plus de liberté, plus de facilité pour mener les affaires

gouvernementales selon son tempérament personnel, selon sa conception personnelle. Mais je crois que pour l'efficacité même du gouvernement, il serait préférable qu'il soit composé de l'un ou de l'autre, mais pas d'une coalition.
Sur un point qui comporte notre responsabilité en tant que membres du Parti et en tant que Parti tout entier, si nous devions décider qu'un gouvernement socialiste homogène doit se former ou un gouvernement de coalition, à participation, en un mot, si nous devions décider, comme le disait ce matin Guy Mollet, que le parti doit prendre ses responsabilités gouvernementales, il faut et il est nécessaire que le parti tout entier et que les membres du parti sans réserve soient solidaires de ce gouvernement ou de ses Ministres, mais cette solidarité sans réserve du parti doit avoir une contrepartie, et cette contrepartie, c'est que les Ministres ou le gouvernement socialiste fera, ou feront, la politique qui aura été décidée d'un commun accord, soit par le parti tout seul, s'il y a un gouvernement socialiste homogène, soit par le parti et ses partenaires en cas de coalition, mais pas une autre.
Que l'on ne recommence pas l'expérience de la précédente législature, non pas la dernière, mais celle de 1946 à 1951.
Que l'on ne recommence pas cette expérience où les Congrès du Parti décidaient une chose et où les ministres et le gouvernement en faisaient une autre, car si on veut que les membres du parti soient solidaires de leurs ministres, il faut que les ministres fassent la politique qu'ils ont pris l'engagement de poursuivre.
Je comprends parfaitement bien que lorsqu'on est à la tribune d'un Congrès, on voit les choses d'une façon et que lorsqu'on se trouve devant les responsabilités gouvernementales, on les voit d'une autre façon, mais si nos camarades une fois au gouvernement se rendent compte que les décisions que nous avons prises dans le parti ne sont pas applicables, leur devoir ce n'est pas de les modifier, ce n'est pas de faire autre chose, mais c'est de rêve air devant le parti et de dire à celui-ci : "Voilà, nous avons tous ensemble décidé cela, maintenant que nous sommes à pied d'œuvre, nous nous rendons compte que ce n'est pas possible, nous vous demandons soit de modifier cette décision, soit de nous retirer notre mandat".
(Applaudissements)
Cela, je le comprendrai, mais si le Ministre fait au gouvernement autre chose que ne que nous avons décidé, alors, personnellement,- je pense que tous les membres du parti seront d’accord, je serai délié du serment de solidarité que j'aurai fait envers lui.
(Applaudissements)

Pierre Commin

Camarades, nous avons été questionnés par divers camarades et je pense que nous devons résoudre le problème qu'ils nous ont posé de la façon suivante : il s'agit des nombreux cas d'invalidation que des fédérations seraient amenées à déposer ou ont déjà déposés.
Nous vous proposons la nomination d'une Commission d'étude des cas d'invalidation, commission qui serait composée de parlementaires, d'anciens

Collection Jean-Jaurès

parlementaires, de juristes et d'un représentant du secrétariat général,
Voici la composition que nous vous proposons :
Depreux Edouard - David Marcel - Meunier Jean - Farrot ? Schmidt - Briffault - Marzorati - Bernheim - Sicard - Brutelle.
Les fédérations sont, en conséquence, invitées à communiquer à ces camarades les demandes d'invalidation qu'elles ont pu déposer ou qu'elles se proposent de déposer en indiquant les motifs de ces demandes, notamment en ce qui concerne les apparentements qui semblent irréguliers.
Cette Commission pourrait siéger cet après-midi vers 17 h, dans la salle qui se trouve derrière la tribune.

Le président - Pas d'opposition ? Il en est ainsi décidé.

Jules Gozard

Camarades, pour ma part je voudrais être assez bref, et je ne parlerai ni du gouvernement de Front républicain de demain, ni du programme minimum.
J'ai en effet l'impression qu'à l'issue de ce Congrès, nous serons d'accord pour que le parti revendique la direction au gouvernement de Front républicain pour répondre à la volonté de changement et de dynamisme exprimée par le pays et voulue mime par ceux qui n'ont voté ni socialiste, ni front républicain.
De même, j'ai l'impression que nous nous mettrons facilement d'accord sur le programme minimum de gouvernement.
Tout à l'heure, ce matin, des camarades en ont déjà exposé largement les lignes.
Une seule observation à ce sujet : les objectifs immédiats de ce programme doivent, à mon avis, être suffisamment réduits et suffisamment précis pour être atteints dans des délais impartis assez brefs, de manière à ce que le gouvernement constitué ait une pleine efficacité.
N'essayons pas de trop embrasser, nous étreindrions mal, et nous ne pourrions utilement aboutir.
C'est sur la toile de fond sur laquelle devra se mouvoir le gouvernement de Front républicain - que je vois à direction socialiste - que je voudrais vous demander, camarades, de consacrer quelques instants cette toile de fond, ce cadre, me paraissent en effet capitaux. C'est, à mon avis, d'elle que dépendront les possibilités d'action, et tout à l'heure Rimbert y faisait quelque peu allusion, l'un des éléments essentiels de cette toile de fond, celui sur lequel je voudrais insister, est constitué par la monnaie et le problème monétaire.
Pour que notre action gouvernementale ne se résolve pas dans un immobilisme stérile, il nous faut maintenir intégralement la valeur du franc.
Nous irions, en effet, sans cela, rapidement à de profonds mécomptes.
Ces avantages que nous pourrions, et que nous devons, apporter à la classe ouvrière, que celle-ci attend de nous, seraient vite annulés si nous assistions à une dégradation rapide de la monnaie.
Les classes laborieuses, et on ne l'a peut-être pas assez dit dans le passé, sont en effet les premières victimes de l'inflation et de la dégradation de la monnaie.
À la suite d'un certain rapport – du rapport Marjolin, pour ne pas le nommer -

Fondation Jean-Jaurès

une campagne, qui n'est d'ailleurs pas pour nous surprendre, s'est déclenchée, selon laquelle nous apparaîtrions comme les naufrageurs de la monnaie.
Guy Mollet a déjà eu l'occasion, il y a quelques jours, devant la presse anglo-américaine, de préciser la position du parti sur ce point, mais je pense cependant qu'il serait nécessaire qu'à l'issue de ce Congrès, il ne pût y avoir aucune possibilité pour nos adversaires de continuer leur campagne sur ce point.
Sans doute existe-t-il actuellement en France une certaine pression inflationniste qui menace notre monnaie et qu'il serait vain de nier. Nous l'avons d'ailleurs nous-mêmes maintes fois dénoncé sous la précédente législature, elle résulte spécialement de l'ampleur, de l'importance de ce que l'-n appelle, selon une formule qui a fait florès "l'impasse".
L'impasse, c'est, vous le savez, cet écart qui existe entre le total des charges de l'Etat, qu'il s'agisse des charges proprement budgétaires ou des charges de trésorerie, et d'autre part les ressources dont ce même état peut disposer.
L'importance de cette impasse fait que, dans la situation actuelle, elle ne peut être comblée que par des moyens artificiels qui, tout naturellement, travaillent contre la monnaie et conduisent à l'amenuisement de celle-ci.
Mais, le fait d'avoir dénoncé l'importance excessive de cette impasse ne veut pas dire que nous la considérions comme inévitable, comme ne devant pas pouvoir être réduite et corme devant entraîner inévitablement une dégradation de la monnaie. Bien au contraire.
A l'extérieur, au-delà de nos frontières, le franc est considéré comme une excellente monnaie
A l'intérieur même, une confiance certaine dans la monnaie française, dans le franc existe. Ce n'est qu'à la suite des manœuvres spéculatives et politiques qui se sont déroulées depuis le 2 janvier dernier qu'un courant contraire a pu se développer dans le pays, et que nous avons dû le remonter.
Il nous appartient d'y couper court par une position prise sans équivoque. Il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'une prise de position de circonstance, la valeur actuelle du franc sur le plan de la technique peut se maintenir sur le plan intérieur, dès l'instant où l'expansion économique sera maintenue.
Or, n'est-il pas vital pour le pays tout entier et pour les travailleurs spécialement, que l'expansion économique se poursuive, et bien plus, s'accroisse.
Ce sera le certainement un des éléments essentiels du programme du gouvernement de front républicain de demain.
La poussée des prix qui nous menace ne sera contenue justement que si nous maintenons un niveau élevé d'expansion économique. Le niveau de vie des Français ne pourra s'accroître, l'augmentation des salaires que nous demandons ne pourra se réaliser que par une politique d'expansion économique poussée.
Et quant à ceux qui pensent qu'un alignement delà valeur du franc par rapport à certaines monnaies étrangères favoriserait nos échanges extérieurs, ils tombent à nouveau dans une illusion pourtant bien souvent déjà dénoncée.
Sans doute provisoirement pourrait-il en résulter quelques facilités pour nos ventes à l'étranger. Mais il nous faudrait en même temps payer beaucoup plus cher les matières premières que nous achetons au-delà de nos frontières. Bientôt

notre prix de revient s'accroîtrait. Nos prix intérieurs monteraient également, et tous les avantages que nous aurions pu arracher temporairement pour nos exportations disparaîtraient.
Ainsi rien ne justifie une dévaluation de notre monnaie, L'intérêt des travailleurs nous commande de nous y opposer. Il n'est pas d'amélioration possible de la condition ouvrière dans l'inflation.
D'autre part, et c'est là un point aussi qu'il ne faut pas sous-estimer, l'inflation ne manquerait pas de devenir bientôt galopante, et fournirait alors incontestablement une nouvelle plate-forme au mouvement Poujade. Sans doute ne faut-il pas donner trop d'importance à ce mouvement, et on peut à cet égard considérer comme regrettable une certaine presse qui consacre de trop nombreuses pages à ce dernier, mais il ne faut pas non plus le minimiser et il ne faut pas apporter de l'eau à son moulin.
Ainsi, aussi bien pour défendre le régime républicain contre ceux qui veulent le saper que pour réaliser les conditions d'amélioration de la condition ouvrière, nous devons à l'issue de ce Congrès, et c'est ce que je vous demanderai, mes chers camarades, déclarer formellement notre volonté de maintenir le franc pour donner à ce futur gouvernement de front républicain une base solide.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Jacquet.
Gérard Jacquet n'est pas là ?
Alors la parole est à André Philip.

André Philip

Chers camarades, je voudrais analyser la situation politique dans laquelle nous nous trouvons maintenant, essayer de regarder les changements qu'elle a introduits et dont nous devons prendre conscience dans les conditions mêmes, à l'heure actuelle, du fonctionnement du régime parlementaire.
Ne nous faisons pas d'illusions, nous sommes maintenant dans une situation extrêmement difficile et dangereuse, la plus difficile et la plus dangereuse de celles que nous ayons connues depuis la Libération. Et malgré les succès que le Parti a pu personnellement obtenir, je crois que nous devons être conscients du fait qu'il y a maintenant le début d'une crise du régime parlementaire et démocratique qui pourrait aboutir à des conséquences catastrophiques si rapidement nous n'en prenons pas conscience, et si nous ne parvenons pas à réaliser les réformes indispensables en la matière.
Le danger, il vient du fait même que dans le Parlement qui va se réunir nous aurons à peu près un tiers de représentants qui sont hostiles au fonctionnement même du régime parlementaire.
Sans doute ne faut-il pas exagérer, et certains, à l'étranger en particulier, se sont peut-être un peu trop affolés devant le chiffre important de voix obtenues par les Communistes d'une part et les Poujadistes de l'autre. Car enfin il ne faut pas oublier que dans l'assemblée sortante il y avait 100 Communistes et 120 Gaullistes, qu'il y a maintenant 150 Communistes et 50 Gaullistes, et que 150

plus 50 est quand même plus petit que 100 plus 120.
De même je crois qu'il ne faut pas nous laisser aller, comme l'ont fait, me semble t-il, certains camarades, même ce matin, suivant une sorte de tendance de l'opinion publique, à donner à M. Poujade un peu trop d'importance. M. Poujade est dangereux, certes. Il a représenté cependant une tendance qui est une tendance permanente dans l'ensemble de la vie politique française. Nous avons toujours eu 2 ou 3 millions de voix de gens qui ne sont pas réconciliés avec ce système républicain. Les uns, avant la guerre, ont suivi De Laroque, les mêmes ont été un des éléments qui ont suivi De Gaulle, et maintenant se sont ralliés à Poujade. Je pense que ce qu'il doit y avoir de plus triste pour De Gaulle, c'est de découvrir aujourd'hui la nature de ce qu'était la majorité de ceux qui l'ont suivi et qui, enfin, ont trouvé un chef à leur hauteur.
(Applaudissements)
Il y a en plus dans le mouvement Poujade l'expression de la misère, en particulier dans les régions méridionales, d'un certain nombre de petits commerçants, de petits artisans, ce qui exprime le problème que nous aurons à résoudre des régions sous-développées de notre territoire.
Reconnaissons tout cela, reconnaissons la réalité qu'il y a derrière le Poujadisme, mais ne lui donnons pas à lui-même une importance qu'il n'a pas. D'ici peu de temps, je crois, que le Poujadisme sera dégonflé, beaucoup plus vite que ne l'a été le Gaullisme. Mais il sera à son tour remplacé par quelque chose d'autre du même ordre, de la même nature, et représentant les mêmes tendances.
Le problème qu'il nous faut donc envisager, c'est le problème fondamental d'une part de l'existence dans notre pays d'une minorité importante qui est hostile au régime parlementaire même, d'autre part - et c'est pour moi ce qu'il y a de plus grave - du rayonnement de cet état d'esprit sur l'ensemble de la population.
Ce qui, pour ma part, m'a inquiété beaucoup plus que les succès de Poujade, c'est une enquête qui a été faite en pleine période électorale par l'Institut de l'Opinion publique, et qui, ayant interrogé un certain nombre d'électeurs, trouvait que pour la plupart d'entre eux - c'est pour le Parti Socialiste heureusement que le pourcentage était le plus faible, mais il y en avait quand même - près de la moitié déclaraient qu'ils n'avaient pas grande confiance dans le député pour lequel ils allaient voter faute de mieux.
Et bien cet état d'esprit là est beaucoup plus grave que le poujadisme.
Il est certain qu'il y a actuellement dans l'ensemble du pays une sorte de découragement, de dégoût vis à vis du fonctionnement des institutions parlementaires, et que si cet état d'esprit se maintient, se renforce et se développe, nous serons alors mûrs pour n'importe quelle aventure, de quelque nature qu'elle soit, qui pourrait être entreprise par n'importe qui dans les situations à venir.
C'est pourquoi je crois qu'à l'heure présente le travail le plus efficace, celui qui doit absolument tout commander, c'est la réforme des méthodes de travail parlementaires et gouvernementales, qui entraînent d'ailleurs comme conséquences normales les conditions du gouvernement qui doit être formé aujourd'hui.

Je voudrais passer en revue très rapidement un certain nombre de ces réformes.
Vous savez que quand on reconnaît que le système parlementaire fonctionne mal, la tendance normale du Français moyen, c'est de dire qu'il faut changer la Constitution. Evidemment je ne suis pas tout à fait de cet avis, ne serait-ce que parce qu'ayant été président de la Commission de la Constitution je trouve pour ma part que ma fille est très jolie. Le malheur, c'est qu'un trop grand nombre de parlementaires ont continué à penser à la mère beaucoup plus qu'à la fille, et ont continué à appliquer dans leur travail les mœurs et habitudes de la Constitution de la IIIème.
Après quoi, dès que la fille a eu 5 ou 6 ans, et même moins, on a pensé qu'on pouvait ajouter à sa beauté en lui mettant quelques couleurs sur le visage, et au lieu de lui mettre un peu de rouge qui aurait avivé ses couleurs, on a fait un bariolage essentiellement de blanc et de noir.
Les quelques réformes de la Constitution que l'on a faites, le rétablissement des pouvoirs du Sénat, le transfert du pouvoir de dissolution qui existait dans la Constitution sous forme de dissolution automatique, le transfert au Président du Conseil avec l'usage qui en a été fait me semblent avoir en réalité plutôt défiguré l'enfant qu'ajouter à sa beauté.
Mais voyez-vous, camarades, je crois que l'essentiel aujourd'hui ce n'est pas de changer des textes, c'est quelque chose à la fois beaucoup plus simple et beaucoup plus difficile, c'est de changer des habitudes de travail parlementaire qui rendent celui-ci, dans les conditions présentes, totalement inefficace, et que nous devons modifier très vite parce qu'autrement tout va s'effondrer.
Dans le Parlement qui va se réunir, nous allons avoir 150, communistes qui poursuivront leur travail de sabotage, et nous aurons 50 Poujadistes qui ne songeront qu'à faire du chahut, qu'à faire des injures, qu'à semer le trouble. Nous aurons certainement une tentative de sabotage systématique, de toutes les conditions de travail parlementaire, afin de dégoûter définitivement du Parlement l'ensemble de l'opinion publique.
Nous devons immédiatement prendre les mesures de précautions pour éviter cela.
Je pense à quelques unes : la suppression des séances de nuit, dans lesquelles on sait très bien qu'en réalité on perd son temps et qu'on ne fait jamais de bon travail. Ensuite la généralisation - on a à peine commencé - du vote personnel pour le vote définitif sur l'ensemble des projets de loi, - Cela fonctionne dans une série de législatures voisines - en liaison évidemment avec certaines modifications techniques. Chez nos amis belges, dans la semaine on discute des projets, et tout le monde vote avec vote personnel le mardi à 5 heures. Tous les députés doivent être là le mardi à 5 heures. Il y a le vote "électrique", et en une demi-heure on vote quatre ou cinq projets de lois. On supprime les explications de vote final, on a suffisamment discuté pendant la discussion générale sur le projet. Avec le vote "électrique" on est capable d'aller très vite et d'éliminer ce système lamentable du Parlement français où des votes avec les rectifications, les vérifications et les pointages, permettent quelquefois d'attendre deux ou trois heures sans avoir de résultats.

Il faut ensuite, je crois, réglementer et préciser la notion d'interpellation. Il est impossible qu'un gouvernement soit soumis sans arrêt et tout le temps à des interpellations, et que lorsqu'il a gagné sur une il ait à faire face à une autre le lendemain. On ne peut pas travailler sérieusement dans ces conditions là.
Il faut distinguer deux notions d'interpellations : l'interpellation spéciale, à laquelle pourrait être réservé un jour par semaine régulièrement, par laquelle l'Assemblée étudie une question et vote une résolution par laquelle elle définit sur ce problème la politique qu'elle voudrait voir appliquer par le gouvernement, et ensuite l'interpellation générale, par laquelle elle met en jeu la responsabilité gouvernementale.
Les interpellations générales ne devraient avoir lieu qu'à intervalles fixes et limités, une fois tous les trois mois ou une fois par mois, de façon à ce que le gouvernement ait enfin le temps de gouverner.
Je rappelle pour mémoire que nous avons déjà dit, dans le programme du Parti, la nécessité du budget de la législature, et la nécessité de développer le plus possible le système de la loi-cadre, qui est exactement le contraire du décret-loi. Par le décret-loi, l'assemblée transfère le pouvoir législatif au gouvernement, par la loi-cadre, l'Assemblée vote une loi d'après son sens réel, c'est-à-dire une disposition d'ordre général, applicable à tous les citoyens. Elle fixe des principes par des projets de lois clairs et simples, trois ou quatre articles seulement, en délégant alors au gouvernement, sous forme de règlement d'administration pris en Conseil d'Etat ou en Conseil économique, suivant les cas, le soin de l'appliquer dans les situations particulières et d'entrer dans les détails, ce que ne peut pas faire une discussion législative devant l'Assemblée.
Voilà, camarades, un des premiers points sur lesquels je voudrais attirer votre attention. Je crois qu'il faut tout de suite envisager sur ces problèmes une réforme des mœurs du travail parlementaire.
2° : il nous faut une structure de gouvernement efficace, et je voudrais attirer votre attention sur le fait que nous avons peut-être maintenant l'occasion, qui ne se renouvellera plus, de réaliser une série d'idées que très souvent plusieurs d'entre nous, et Léon Blum avait particulièrement insisté là dessus, nous avions exprimées au sujet de l'organisation du travail gouvernemental.
On ne peut pas gouverner bien avec des conseils des ministres de 25 à 30 personnes, ce n'est pas sérieux. Un travail gouvernemental efficace, c'est un travail qui est effectué entre 6 et 7 personnes, chacune d'entre elles ayant à son tour à coordonner le travail de 3, 4 ou 5 autres. Il faut former un gouvernement avec une hiérarchie interne, un petit nombre de ministres, un grand Ministère des Affaires Economiques en particulier, et un grand Ministère des Affaires Sociales, réunissant le travail, la Sécurité sociale et la Santé publique.
(Applaudissements)
Chaque ministre responsable coordonnerait alors le travail de 3 ou 4 Secrétaires d'Etat.
Dans la mesure où aujourd’hui on va avoir la possibilité de former un gouvernement restreint au point de vue du nombre des parties prenantes, c'est peut-être la seule occasion depuis longtemps, et qui ne se renouvellera plus, de

réaliser notre conception d'une structure gouvernementale efficace, avec un petit nombre de ministres travaillant en esprit d'équipe, et chacun d'entre eux prenant la responsabilité sous son contrôle du fonctionnement d'une autre équipe.
Troisième observation : il faut que le gouvernement qui se constitue ait un contenu politique clair.
Ici, camarades, je voudrais oublier pour un instant que je suis socialiste. Je voudrais faire simplement, objectivement, une analyse de la situation telle qu'elle est, analyse qui me parait tellement évidente qu'elle devrait s'imposer à toute personne de bonne volonté, quelle que soit son opinion politique à l'heure présente.
Dans les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons, qu'est-ce qui est possible comme formation gouvernementale ?
Certains commencent à dire : il faudrait faire une sorte de rassemblement général ou d'union nationale, mettant ensemble des partis qui viennent de s'opposer aux dernières élections.
Il me semble que la simple analyse objective montre qu'il y a à ce projet trois graves objections : la première,
C'est que vis à vis des électeurs c'est tout de même manquer de sérieux, après s'être opposés en période électorale, que de se réunir immédiatement après. Cela donne l'impression que l'on s'est un peu moqué des électeurs.
Deuxième objection, dans la mesure où on le tenterait, il serait extrêmement difficile de faire des accords entre des politiques qui viennent de s'opposer, et qui par conséquent sont antagonistes, et si l'on veut surmonter la vague d'antiparlementarisme qui déferle aujourd'hui dans le pays, il faut présenter une équipe solidaire, d'accord sur une action commune, il faut ne pas courir le risque - je ne veux pas exagérer; je ne dis pas seulement la grande trahison que le RPP a commise vis à vis de l'ancien gouvernement, lorsque ses membres étaient au gouvernement, et en même temps sur l'affaire marocaine ont saboté systématiquement les décisions prises en Conseil des ministres; cela, c'est de la trahison politique pure et simple - de revoir des mélanges d'opinions et des mélanges de doctrines et de positions différentes, qui font que sur chaque problème au sein du gouvernement il y a des antagonismes, des négociations qui n'en finissent plus. C'est exactement ce sentiment d'impuissance donné par le gouvernement mélangeant les qualités et les défauts de chacun, montrant les difficultés que l'on a à se mettre d'accord, qui ouvre la voie directement au fascisme.
Pour sauver un système parlementaire, il faut une équipe qui peut discuter entre elle sur les modes de réalisation, mais qui se trouve d'accord au point de départ sur les grands principes et sur un programme général, de façon à ce qu'il n'y ait pas la perte de temps de discussion au sein même du gouvernement qui détruirait toute possibilité d'action de l'exécutif.
Enfin dernière observation : dans une démocratie,’il faut qu'il y ait une majorité, et il faut que ceux qui ne sont pas contents de l'action de la majorité puissent se retourner vers une opposition. Si l'on mettait tout le monde ensemble, ceux qui ne sont pas contents, et légitimement il y en a toujours, n'auraient plus que le

choix entre le Parti Communiste et Poujade.
Dans les conditions où le régime parlementaire est menacé, je considère que la pire des solutions est de mettre ensemble tous les partisans du régime parlementaire pour une action commune, car alors l'opposition inévitablement est obligée de se rabattre sur les adversaires du parlementarisme.
C'est pourquoi l'analyse purement objective des faits me conduit à cette constatation qu'à l'heure présente, ce qu'il faut c'est une majorité au sein de l'ensemble de ceux qui veulent un système parlementaire et une opposition parlementaire à ce gouvernement ainsi constitué.
La difficulté, c'est que, dans l'assemblée, il va y avoir un tiers d'adversaires du régime et que, par conséquent, il ne peut pas y avoir de majorité réelle, absolue, au sein de l'Assemblée, si les autres ne s'y prêtent pas.
Et alors, je voudrais attirer votre attention sur le changement qu'il faut introduire, dans les circonstances présentes, dans un certain nombre de notions qui ont été utilisées jusqu'ici.
Dans un régime parlementaire, il y a normalement un gouvernement au pouvoir et une opposition démocratique qui doit être loyale et constructive. Actuellement, la forme de l'opposition loyale et constructive, dans l'assemblée qui va voir le jour, c'est le soutien, le soutien qui n'est plus ce qu'il était autrefois, c'est-à-dire l'appui donné à un gouvernement dont on partage l'orientation générale sans vouloir prendre la responsabilité de toutes les mesures de réalisation. Ce sera autre chose.
Le soutien, c'est maintenant l'expression d'une opposition démocratique, loyale et fair-play, qui accepte de laisser à ceux dont elle ne partage pas l'opinion, la possibilité de courir sa chance et de faire son expérience, avec son équipe, avec son programme, le soutien étant devenu l'expression d'une opposition consciente, démocratique et constructive.
Vous me demanderez-, dans ces conditions : "Mais alors, que deviendrait l'ancienne notion du soutien ?" Je crois qu'il faudrait lui trouver un autre moyen d'expression ; ce n'est pas pour aujourd'hui ; je ne pense pas que le problème se pose mais si je fais une analyse de la situation, d'un système parlementaire dans lequel un tiers est opposé au régime, je voudrais essayer de pousser cette analyse jusqu'au bout.
Je crois que l'ancienne forme du soutien, elle s'exprimerait aujourd'hui, dans la-situation parlementaire actuelle, par une participation limitée, sous forme de représentation dans un gouvernement, par des Ministres d'Etat sans portefeuille. Je ne soutiens pas du tout cela pour l'instant, je fais une analyse de ce qu'est la situation actuelle au point de vue parlementaire et je dis que l'équivalent, dans la situation concrète actuelle, de ce qu'était le soutien jusqu'ici, c'est la participation sous forme de Ministres d'Etat, sans participer à la gestion des portefeuilles ministériels complète.
Eh bien, aujourd'hui, il me semble que l'analyse objective de la situation aboutit à la conclusion qu'il faut un gouvernement de minorité, avec une opposition loyale expriment cette opposition sous la forme de soutien. Il faut que la minorité gouvernementale exprime et forme seule son programme et son équipe,

sans le discuter, avec personne d'autres, mais qu'elle envisage avec les autres des accords sur les procédures parlementaires, qui sont différents du programme : priorité à donner au vote le plus rapide possible d'une loi électorale majoritaire, peut-être bipartisanisme sur certaines questions, comme le réforme du travail parlementaire ou comme la relance européenne.
En tout cas, actuellement, il me semble que l'analyse objective de la situation qui doit s'imposer à tout homme, quelle que soit son opinion politique, c'est que, puisque l'ensemble du corps électoral, à une immense majorité, puisque c'est plus des deux tiers, a exprimé qu'il veut un changement, qu'il ne veut plus de la majorité qui, jusqu'ici, était au pouvoir, la seule solution possible est un gouvernement socialiste-radical, les autres devant comprendre que le jeu d'une démocratie loyale doit être, de leur part, une opposition constructive, sous la forme du soutien.
Ceci dit, je voudrais maintenant aborder simplement et brièvement les grandes lignes du programme que nous devons envisager pour ce gouvernement, programme qui doit, je crois, avoir essentiellement trois têtes de chapitres : l'Algérie, la paix, et ce que j'appellerai le new-deal français en matière économique et sociale.
Algérie : je n'en parlerai pas longtemps, d'autres plus qualifiés que moi pourront intervenir plus longuement sur ce point : situation grave, pas de solution militaire, aggravation certaine au printemps, lorsque, l'hiver fini, une foule de jeunes rejoindront les maquis ; nécessité, avant mars, de trouver une solution indiquant un changement complet d'attitude ; difficulté de cette solution, parce qu'il est beaucoup plus difficile,- en Algérie qu'en Tunisie ou au Maroc, de trouver un partenaire à formation occidentale, car tous ceux qui l'avaient, ou à peu près tous, nous les avons nous-mêmes compromis: ; danger d'un mouvement national ayant une orientation plus raciste et théocratique qu'en Tunisie ou au Maroc, et cependant nécessité absolue de trouver des interlocuteurs avec lesquels on puisse négocier.
A ce sujet, je ne pense pas du tout que le Parti puisse retenir le projet que Monsieur Soustelle vient d'exprimer, il y a à peine quarante-huit heures, et dont il eut été souhaitable d'ailleurs qu'il l'eut déposé avant la campagne électorale car nous aurions pu l'étudier et demander un peu au peuple français ce qu'il en pensait.
Il y a, dans ce projet, des choses intéressantes : réforme des conseils municipaux, introduction du collège unique, mais sa notion d'intégration vient trop tard sur le plan politique et me paraît dangereuse sur le plan économique car, sur le plan économique, il ne s'agit pas de réaliser une fusion des services publics ou une unification des salaires et de la Sécurité Sociale. Ce qui est essentiel, c'est que les ressources dont on peut disposer soient utilisées à un développement de la production agricole, à une orientation de cette production agricole vers d'autres types de culture. Il faut du riz et du maïs, du riz pour nourrir la population, du maïs pour développer l'élevage et non pas de la vigne, dans un pays où la plupart des gens ne boivent pas de vin.
(Applaudissements)

Il faut un développement industriel qui exigera des équipements considérables. Le problème fondamental doit être le développement d'une politique économique pour assurer l'enrichissement de la population car, à la base de tout cela, il y a huit millions d'hommes qui meurent de faim.
(Applaudissements)
C'est à ce problème qu'il est nécessaire de s'accrocher, en même temps qu'il faut résoudre le problème politique Je crois qu'on ne peut le résoudre qu'en allant dans la voie de la reconnaissance d'une réalisation sinon nationale au moins provinciale algérienne, d'une réalité qui appartient à l'ensemble du peuple et qui, aujourd'hui, s'exprime. C'est dans la voie de la fédération ou tout au moins d'une structure extrêmement décentralisée et non pas d'une intégration centralisatrice, qu'il est nécessaire de s'orienter. En tout cas, dès maintenant, ce qu'il faut, c'est l'apaisement, ce sont de nouvelles élections, c'est une Assemblée algérienne dont les membres seront élus dans des conditions de véritable liberté, avec un contrôle exercé de la Métropole,- ce qui permettra de découvrir ceux avec qui le dialogue pourra être engagé.
Voilà le premier point.
Le deuxième point, c'est le problème de la paix. Mais je pense que puisque Jacquet, qui devait parler avant moi et qui parlera après, développera certainement ce point, je peux être extrêmement bref.
Certains, qui avaient beaucoup espéré, ont été déçus de l'ensemble des Conférences de Genève. Je ne l'ai pas été pour ma part parce que je n'en ai pas attendu beaucoup plus que ce qui a été obtenu, c'est-à-dire le maintien de certaines oppositions, en termes maintenant plus polis et plus corrects.
Il semble qu'à l'heure présente, les chances de guerre totale soient diminuées par l'équilibre qui se trouve réalise dans le domaine atomique. Mais le conflit entre l'Est et l'Ouest continue, s'exprime au Moyen-Orient, s'exprime aux Indes. La lutte va prendre de plus en plus la forme d'une concurrence dans l'aide apportée aux pays sous-développés, et ce que nous avons dit à différentes reprises apparaît maintenant avec une clarté de plus en plus grande. L'aide publique internationale aux pays sous-développés est non seulement une nécessité politique, mais elle devient de plus en plus le principal impératif de la défense nationale. Et c'est à cela qu'une bonne partie des crédits militaires devrait en réalité se trouver consacrée.
Maintenant, le conflit continue avec les Soviets sous des formes nouvelles, mais voyez-vous, l'essentiel c'est que les Soviets croient que l'histoire travaille pour eux, que la société libre et ouverte est condamnée. Il n'y aura pas de possibilité, avec eux, d'ententes et d'accords à long terme tant que l'on n'aura pas fait, la démonstration que leur raisonnement est inexact, que la société libre, au lieu d'être condamnée, est capable, à condition de s'associer et de se grouper, non seulement de vivre, mais d'améliorer son niveau de vie et de progresser dans le voie de la justice sociale. C'est dans cet aspect que nous devons aborder et que le prochain gouvernement devra tout de suite prendre position sur les différents problèmes relatifs à la relance européenne.
Troisième point, enfin, le new-deal économique et social Nous sommes

maintenant, depuis deux ans, dans une période qui est une période de relative prospérité économique, et dans cette période de relative prospérité économique, où la production et où le revenu français ont augmenté à peu près- d'ailleurs au même rythme que dans la plupart des pays voisins, nous avons deux énormes difficultés qui subsistent :

1°) certains problèmes non résolus, les logements, l'école, la recherche scientifique ;

2°) ce qui apparaît de plus en plus clairement aussi, la crise régionale. Alors que, dans le nord et l'est de la France, nous avons une économie qui progresse à un rythme plus rapide et maintenant, que celui des pays voisins, Grande-Bretagne, Benelux ou Allemagne occidentale, la France du sud de la Loire est à la traîne, et toutes les difficultés qui sont à l'origine du Mouvement Poujade proviennent du hiatus croissant entre deux France dont une est très industrialisée et progresse très vite… (applaudissements)… et dont l'autre ne réussit pas à suivre à un rythme correspondant.

On a commencé à en prendre conscience, mais le prochain gouvernement, je crois, devra d'abord et très rapidement faire porter son action là-dessus : aide aux petites entreprises industrielles et commerciales pour se transformer, se concentrer se spécialiser, car tout cela, est possible, et là où cela n'est pas possible et où d'anciens types économiques doivent inévitablement disparaître devant les progrès mêmes de la vie économique, installation systématique des nouvelles industries à techniques plus développées, mieux organisées, plus progressives, au sein même des régions qui, jusqu'ici, ont été des régions sous-développées, afin de fournir de l'emploi aux travailleurs et de constituer une demande de produits agricoles qui encouragera la modernisation et le développement de l'agriculture de ces régions.

Au point de vue social, si certaines réformes doivent être faites dans la voie de la législation, je n'y reviens pas car certains camarades les ont indiquées, et en particulier la nécessité de l'élimination rapide des zones de salaires. Je voudrais mettre l'accent surtout sur le développement des conventions collectives de travail. Il y a quelque chose de nouveau dans la vie sociale française, ce sont les accords Renault et les accords de la métallurgie française. C'est que la. classe ouvrière commence à prendre conscience du fait que les organisations syndicales libres, par des conventions collectives, peuvent obtenir, non seulement la stabilisation du revenu réel du travailleur par une échelle mobile du coût de la vie, mais une amélioration régulière en liaison avec les progrès de la technique, en obtenant la garantie que les améliorations de productivité seront attribuées aux travailleurs eux-mêmes et que, même, on leur promet immédiatement un certain nombre d'améliorations, en liaison avec une productivité escomptée, au développement de laquelle, alors, ils peuvent véritablement participer sans arrière-pensée.

Je crois que l'action de notre gouvernement devra être moins de développer encore une nouvelle législation sociale que d’encourager l'action autonome et indispensable des organisations syndicales ouvrières. Peut-être le moment est-il venu d'une nouvelle conférence Matignon pour réunir ensemble, et en tête à tête,

les représentants des organisations syndicales et les représentants du patronat, pour faire comprendre au patronat qu'il y a tout un passé qui est maintenant irréversiblement terminé,- qu'il doit s'adapter à toute une évolution nouvelle sur le plan social et reconnaître, dans l'entreprise, au comité d'entreprise des travailleurs., et, sur le plan économique, aux organisations syndicales ouvrières, une participation croissante à l'ensemble des responsabilités de gestion, dans l'ensemble de la vie industrielle et économique.

Le problème est posé de l'élargissement de la démocratie politique en une démocratie économique et sociale. Et je voudrais que-là-dessus, le gouvernement qui sera formé prenne tout de suite les initiatives nécessaires.

Problème de l'Algérie, problème de l'orientation vers la paix et de la- relance européenne, problème du new-deal économique et social. Voilà, je crois, les trois points fondamentaux sur lesquels le prochain gouvernement devra vraiment axer son action, en ne cherchant pas à survivre longtemps, mais en cherchant d'abord, très vite, sur tous ces points, à mettre les choses en mouvement et à créer l'irréversible.

Le gouvernement de front populaire, en 1936, n'a pas duré tellement longtemps. C'est en 7 mois qu'il a tout fait, e" ce qu'il a, fait en sept mois - après tout a changé, les gouvernements se sont modifiés, la République s'est effondrée- on n'a pas pu y toucher.

(Applaudissements)

Notre problème, à nous, c'est d'envisager un gouvernement capable, sur ces trois points, d'agir avec force, énergie, brutalité, rapidité, pour créer un fait accompli sur lequel il ne soit plus possible de revenir.

Et alors, camarades, c'est pour cela, parce que j'ai cette conception de l'action gouvernementale, que j'arrive à ma conclusion : l'analyse à laquelle j'ai procédé a déjà montré qu'il faut aujourd'hui et maintenant, un gouvernement de minorité socialiste-radicale, avec une opposition loyale, jouant le jeu de l'opposition sous la forme actuelle qui ne peut être que celle du soutien. Il faut un gouvernement qui établisse son programme, constitue son équipe et parte à la bataille, sans négocier, sens faire de compromis, en disant : "Me voila, prenez-moi tel que je suis, avec tout ce que je suis. Je ne céderai pas, je veux me battre, je veux réaliser, je veux, sur l'ensemble de ces problèmes : essayer dans le plus bref délai, de faire des actes qui seront des actes définitifs".

Eh bien, pour cela, camarades, et en raison du danger, j'estime que le moment est venu où- le Parti doit se lancer dans la bataille. Mais lorsque je dis que le Parti doit se lancer dans la bataille, cela veut dire le Parti, cène veut pas dire un individu socialiste, avec un individu radical...

Cela ne veut pas dire des Ministères de personnalités ; on pourra envisager de les faire après d'autres que nous, lorsque, ou si nous avons été à un moment donné renversés et que l'on n'a pas pu obtenir un retour immédiat devant les électeurs. Pour l'instant, il y a une bataille à mener pour sauver la république : c'est le Parti Socialiste qui, ayant eu, dans la coalition qui s'est présentée devant les électeurs, le plus grand succès et ayant le mieux tenu dans les circonstances les plus difficiles, c'est le Parti Socialiste qui est désigné pour en prendre la tête

et quand je dis le Parti, cela veut dire non pas un individu, cela veut dire le Parti complet, tout entier, en la personne du Secrétaire général qui le représente et qui l'incarne.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Alduy et, après lui, à Rosenfeld.

Paul Alduy

Camarades, je vous parlerai aujourd'hui essentiellement du problème algérien.
Mais, avant même d'aborder des solutions possibles, je voudrais avant tout essayer de poser un problème de tactique.
Nous avons, pendant des semaines, dénoncé devant l'opinion publique l'attitude du gouvernement et dénoncé la faillite de la majorité sortante et de la majorité sortie.
Or, depuis quelques jours, nous assistons, dans la presse, à une campagne très vive menée par des hommes que nous connaissons bien et qui ont tendance à expliquer au pays qu'en vérité la situation n'a jamais été meilleure qu'aujourd'hui. Et que même ce fameux déficit budgétaire que l'on nous avait annoncé connue étant aux environs de 1 200 milliards vient de s'abaisser de plusieurs centaines de milliards au cours de ces derniers jours.
Par conséquent, je pense que si, demain, notre camarade Guy Mollet est appelé à constituer le gouvernement, notre première tâche, à tous - je dis bien : "à tous" et pas seulement au chef du gouvernement, - sera d'informer l'Assemblée Nationale et le pays tout entier sur l'état exact de la situation.
Ceci veut dire qu'il faudra rappeler l'état réel de la balance des comptes, l'état actuel et réel de notre trésorerie, l'ensemble des mesures adoptées depuis plus de six mois pour réaliser une dévaluation qui était préparée par M. Pflimlin pour la date du mois de février.
Il faudra également rappeler toutes les mesures qui ont été prises au cours de ces derniers mois, comme celle par exemple, il y a à peine quelques semaines, consistant à acheter, parait-il, 100 milliards d'or en vue de stabiliser le cours de l'or à la Bourse de Paris.
Mais ceci se pose uniquement sur le plan économique et financier.
Je pense qu'en ce qui concerne l'Algérie, - et c'est de cela dont je veux vous entretenir, - il est nécessaire également de dresser le bilan exact de la situation, ne pas hésiter à dénoncer les erreurs innombrables du commandement militaire qui a mis un an à découvrir l'unité géographique de la Kabylie, qui a procédé pendant des mois et des mois avec une concentration massive d'Etats-Majors à Alger, rappelant ainsi les bonnes vieilles méthodes usées, utilisées en Indochine pendant dix ans qui a renouvelé ainsi les facilités de la guerre d'Indochine et qui a complètement oublié de procéder aux mesures indispensables pour le rétablissement de la sécurité, comme cela avait été fait, il y a exactement dix ans.
Il faudra dénoncer le refus de l'envoi de renforts par le gouvernement d'Edgar Faure, il faudra dénoncer les abus de la répression, il faudra dénoncer

l'incapacité du gouvernement qui, pendant un an, n'a pas su proposer la moindre base de discussion, le moindre plan de réformes valable.
On a mis un an à découvrir les beautés du collège unique et les beautés d'une représentation massive au Parlement.
On ne nous a rien proposé sur les réformes économiques, sur une réforme agraire, en particulier sur le partage d'un certain nombre de très grandes propriétés industrialisées comme la Compagnie algérienne ; rien de concret n'a été proposé aux populations algériennes depuis déjà un an.
Alors, une fois ce bilan déposé, une fois l'analyse critique effectuée, quelles sont nos propositions, quelle est la voie dans laquelle, je crois personnellement, que nous devions essayer de nous engager.
Je pense d'abord qu'il convient d'écarter les projets d'intégration qui ont été présentés récemment par ces projets d'intégration de l'Algérie à la Métropole peuvent sans doute intéresser les Musulmans sur un certain nombre de points lorsqu'il s'agit, par exemple, d'appliquer la législation métropolitaine sociale ou économique dans les 3 départements algériens ; ils peuvent également intéresser les Musulmans en ce qui concerne le collège unique, mais, ne l'oubliez pas, la population musulmane n'a certainement pas l'intention de voir dans ces propositions quoi que ce soit de révolutionnaire ni quoi que ce soit qui corresponde à ses revendications.
Elle sera heureuse d'y voir le moyen de faire appliquer en Algérie des lois sociales et économiques en progrès, mais sur le plan politique, aucun problème ne sera réglé.
Que demandent les Musulmans ?
Ils vous demandent un droit d'intervention dans les affaires publiques de l'Algérie et peu leur importe d'avoir à participer au Parlement français pour ou contre une discussion au sujet de la loi Barangé ! Ce n'est pas cela qui les intéressé.
Et alors, je voudrais également attirer votre attention sur quelque chose qui ne semble pas avoir été mis en lumière par la presse en général.
Je ne comprends pas comment on peut proposer 100 députés à l'Algérie, en oubliant complètement les territoires de l'Afrique noire, de l'Afrique occidentale, de l'Afrique Equatoriale, du Cameroun et de Madagascar qui vont vous demander demain 300 députés au Parlement français parce qu'ils sont 30 millions d'habitants et que, eux, ne nous ont pas trahis et que, eux, ne sont pas partis en guerre et que, eux, au contraire, ont défendu l'idée d'Union Française et l'idée de collaboration étroite avec la France.
Alors, comment ne pas comprendre qu'une proposition comme celle-là est extrêmement dangereuse ?
Elle est dangereuse parce qu'elle ne satisfait pas les populations musulmanes, parce qu'elle conduit à une solution absolument impossible en ce qui concerne le Parlement français et, par conséquent, à une accélération de la désintégration actuelle de l'Union Française.
Alors, me direz-vous, quelle solution ?
Je pense d'abord qu'il est nécessaire que le prochain Président du Conseil prenne

Fondation Jean Jaurès

sur lui les moyens et le temps de réunir une Conférence préalable, d'une part avec les Musulmans d'Algérie, d'autre part avec les Européens.
Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'interlocuteurs en Algérie ! Il y en a un certain nombre, il y a des chefs syndicalistes, il y a des chefs religieux, il y a des chefs politiques, il y a des chefs comme Farès, comme Ferra Tabas (?), comme Mennegère (?) ; il y a certainement des éléments à l'intérieur du pouvoir ou en relations avec lui qui ne demanderaient pas mieux que d'entrer en relations avec nous.
L'option qu'il s'agit de leur proposer est relativement simple : ou bien c'est la continuation de la guerre ou bien c'est la Charte de l'Algérie nouvelle.
Alors, qu'est-ce que cette Charte de l'Algérie ?
La Charte de l'Algérie, elle ne peut partir que de l'examen de la situation suivante : il y a dans le problème algérien, depuis toujours, deux termes que l'on ne peut pas nier, que l'on ne peut pas éluder : d'une part, l'Algérie doit respecter, dans une certaine mesure, plus exactement doit rester liée avec la France ; d'autre part, le peuple algérien a une certaine originalité que nous ne pouvons pas contester. Je ne sais pas si c'est une "Nation algérienne", mais en tout cas, il y a un peuple algérien qui croit en son originalité propre, qui a ses coutumes, qui a ses religions, qui a sa vocation propre.
Le problème est donc de concilier les deux termes du problème et je vous rappellerai tout de suite, pour ceux d'entre vous qui se préoccupent quelque peu des questions financières et économiques, que vous avez, d'une part, un budget algérien autonome dont il est normal que les Algériens aient la pleine et entière gestion, et que vous avez, d'autre part, un budget extraordinaire, alimenté par la Métropole, dont l'Algérie ne peut pas se passer. Ce budget extraordinaire est celui qui est alimenté par les investissements nécessaires à l'industrialisation, nécessaires à l'agriculture, à la motorisation de l'agriculture en Algérie, nécessaires au maintien de la sécurité, nécessaires à l'industrialisation du Sahara.
Vous avez donc 2 budgets et on pourrait admettre, peut-être, que ces budgets soient gérés par des organismes différents.
Je voudrais donc simplement vous dire ceci voyez-vous, camarades, je pense que la première étape de la réalisation de cette Charte de l'Algérie supposerait, avec l'accord préalable d'un certain nombre de personnalités musulmanes, non pas que nous procédions à des élections pour l'Assemblée algérienne au Collège unique dans les jours qui viennent, mais que nous demandions le plus rapidement possible, à condition encore une fois que les personnalités musulmanes algériennes soient d'accord, que nous demandions les élections au collège unique tempérées par des listes communes d'Européens et d'Arabes dans les régions à forte population européenne, de 30 députés algériens.
Dans le même temps, 30 députés métropolitains pourraient être désignés par l'Assemblée Nationale, en vue de rencontrer les 30 députés algériens. Vous auriez ainsi une petite Assemblée de 60 Parlementaires qui seraient chargés d'élaborer la Charte de l'Algérie.
Là, vous avez un instrument qui vous permet de mettre noir sur blanc les réformes qui sont véritablement indispensables et non celles qui nous sont

demandées par des gens qui n'ont aucune audience dans notre terre d'Algérie.
C'est la raison pour laquelle je crois que nous devons nous garder de jeter des plans d'action un peu trop précis, mais simplement essayer de charger l'instrument de la mise au point de cette Charte de l'Algérie, Charte de l'Algérie qui serait mise au point par une sorte d'Assemblée spéciale franco-algérienne, dans le genre de celle que nous avons pour le Pool Charbon-Acier, qui aurait pour mission, en quelque sorte, de légiférer et peut-être également de participer à la désignation d'un exécutif.
Le système pourrait être étendu à l'ensemble de l'Afrique, si bien qu'en fin de compte nous arriverions à reconstituer l'Union Française, non pas en créant artificiellement un toit, comme ce fut le cas pour l'Assemblée de l'Union Française, mais en créant, à la base, par les fondements, une série d'institutions définies à l'occasion de traités d'association ou d'actes d'association entre les différents pays de l'Outremer.
Je crois que, là, il y a une méthode pragmatique, une méthode qui n'est pas théorique comme celle de 1946, mais une méthode pragmatique qui nous permettrait de construire la nouvelle communauté franco-algérienne et, demain, la nouvelle communauté des pays de la France et de l'Outremer.
En résumé, camarades, et je ne veux pas abuser davantage de votre attention qui semble déjà quelque peu lassée, je voudrais simplement vous dire ceci :
1^{e}) Je crois que nous devons éviter l'erreur capitale des Chartes octroyées. Lorsqu'un pays colonial octroie une charte à des pays sous-développés, qui sont sous sa dépendance, cette Charte alors n'est pas acceptée, elle est peut-être "tolérée" pendant quelques années, elle est un jour ou l'autre rejetée ;
2^{e})Je proposerai personnellement l'établissement ou la réunion d'une Conférence préalable de la Table Ronde coïncidant avec un renforcement d'ailleurs de l'appareil militaire et de l'organisation de la Sécurité en Algérie, ainsi qu'avec un renforcement de l'autorité administrative en Algérie qui est tombée entièrement entre les mains des agents subalternes au cours de ces dernières années ;
3^{e}) Je proposerai donc l'élection au Collège unique, tempérée dans les régions à foie densité européenne, et par le système de listes communes, de 30 députés algériens destinés à rencontrer 30 députés métropolitains cooptés par l'Assemblée Nationale suivant le même système que celui qui est adopté pour l'Assemblée de Strasbourg, les 60 Parlementaires étant ainsi destinés à remplacer le Statut de l'Algérie par des Chartes nouvelles qui, elles, ne sauraient être improvisées.
Voilà, camarades, quelle est ma conclusion. Je vous la soumets quelles que soient nos hésitations, quelles que soient les divergences qui peuvent exister entre nous, il n'en demeure pas moins que le combat pour l'Algérie est le plus dur et le plus difficile qu'il ait jamais été donné à un gouvernement d'entreprendre et parce que ce combat est le plus difficile, je demande également qu'on en finisse; comme tous ceux qui m'ont précédé à cette Tribune, je demande à tous les camarades du Parti de se considérer comme mobilisés de jour et de nuit pour la défense des positions socialistes et du gouvernement à direction socialiste que nous aurons demain.

(Applaudissements)

Le président - Camarades, la parole est à Rosenfeld et, après lui, à Gérard Jaquet.

Oreste Rosenfeld

Mes chers camarades, je voudrais tout d'abord vous faire part d'un incident auquel j'ai été mêlé indépendamment, d'ailleurs, de ma volonté et je voudrais, par conséquent, dissiper tout malentendu.

En arrivant ici, tout à l'heure, j'ai vu, dans un journal du soir, une information parlant de mon intervention future, disant que cette intervention était faite d'accord avec le Comité Directeur et, en particulier, avec le Secrétaire Général Guy Mollet.

Je dois vous dire, d'abord, que je n'ai vu aucun journaliste et que je n'ai parlé à aucun journaliste de mon intervention.

Quand je regarde le texte publié dans le journal, je constate qu'on s'est servi des termes qui ont été pris dans une motion que j'avais déposée au Congrès fédéral de la Seine, samedi dernier, et qui a été adoptée par la fédération à une forte majorité. Mais en ce qui concerne le Comité directeur, je dois vous dire que je n'en fais par partie depuis (?) ans et je n'ai aucune qualité de parler en son nom, pour Guy Mollet, comprenez-vous ; il n'a pas besoin de quelqu'un pour exprimer sa pensée... D'ailleurs, je peux préciser que je n'ai pas rencontré Guy Mollet ni avant le Congrès de la fédération de la Seine, ni même avant ce Congrès, et, par conséquent, ce que j'ai dit à la fédération de la Seine, et ce que j'ai l'intention de développer devant vous aujourd'hui, tout à l'heure, n'engage que moi personnellement, et personne d'autre, et la fédération de la Seine, dans la mesure où j'exprime des idées qu'elle a acceptée dans une motion.

Au cours de la campagne électorale, et depuis le scrutin du 2 janvier, tous les porte-parole du Parti ont mis l'accent sur la gravité de la situation en Algérie et sur la nécessité de trouver d'urgence une solution pacifique à ce douloureux problème.

Il est certain que les électeurs qui ont voté pour nous, pour les communistes, en général pour les mendésistes, ont très clairement manifesté leur volonté de voir la fin des hostilités en Afrique du Nord. Il est probable que même en votant pour les MRP et les droitistes (?), une partie de leurs électeurs espéraient aussi, peut-être d'une façon plus confuse, le rétablissement rapide de la paix en Algérie.

Aussi est-il incontestable que pour l'opinion publique en général, et l'opinion de gauche en particulier, la fin de la guerre en Algérie constitue la préoccupation N°l, et même la revendication immédiate.

Si, demain, nous sommes appelés à diriger un gouvernement de Front républicain, ou à participer à un gouvernement de cette nature - j'exclus, naturellement, toute idée d'une collaboration avec d'autres Partis - c'est tout d'abord sur la question de l'Algérie qu'on nous jugera, ou bien nous saurons mettre fin à la guerre, et tous les espoirs nous seront alors permis en ce qui concerne l'action réformatrice future du gouvernement, ou bien nous

échouerons, et, dans ce cas, le Parti Socialiste français portera, devant le pays, devant l'internationale, devant le monde entier, la responsabilité du plus grand désastre qui puisse atteindre la France, l'Europe, et peut-être tous les pays occidentaux.
Car, ne nous faisons pas d'illusion, si nous ne trouvons pas de solution pacifique à la crise algérienne, la guerre ne pourra que se généraliser, et non seulement dans toute l'Algérie, elle s'étendra fatalement à la Tunisie, au Maroc, elle ne manquera pas d'avoir des répercussions sur l'Afrique noire et Madagascar. Et je ne citerai que pour mémoire la situation précaire au Moyen-Orient, qui sera dangereusement affectée par les événements de l'Afrique du Nord.
C'est dire que nous n'avons pas le droit d'échouer.
Nous devons rétablir la paix en Algérie, sous peine de disparaître de l'arène politique, sous peine de porter le coup de grâce aux socialistes démocratiques. Je ne cesse de le répéter depuis des années : le socialisme démocratique sombrera, et, avec lui disparaitra la civilisation occidentale elle-même, si les partis socialistes de France et de Grande-Bretagne ne réussissent pas à résoudre le problème colonial pour mettre fin à toutes les séquelles du colonialisme. Le problème colonial est le problème crucial de la deuxième moitié du XXème siècle.
(Applaudissements)
L'émancipation des peuples colonisés est inévitable, mais, conduite par la Chine communiste et ses satellites, elle se fera contre la race blanche et les pays occidentaux, par l'insurrection générale et par la guerre, il les socialistes et les démocrates ne réussissent pas à dominer le plus vite possible les forces de l'impérialisme colonial et à créer de nouvelles formes de coexistence et de coopération pacifique entre les états dominateurs d'hier et les peuples colonisés.
Mais il ne suffit pas de dire : "Il faut faire la paix en Algérie", il faut savoir et déterminer comment il faut agir pour obtenir cette cessation immédiate de la guerre.
Je ne m'arrêterai pas sur certains plans, dont le dernier en date est celui de Monsieur Soustelle. On l'a qualifié de "révolutionnaire". Il l'est, en effet, aux yeux des colons et des poujadistes. Je ne le crois en général irréalisable, mais, en tout cas, il est dépassé depuis longtemps, car il ne tient pas compte du phénomène essentiel, il veut ignorer l'existence du mouvement national en Algérie. Et il est inutile de discuter si avant la conquête française l'Algérie a eu ou n'a pas eu d'organisation étatique. Laissons cela aux historiens. Il est inutile de disserter sur l'existence ou la non existence d'une nation algérienne, c'est une étude qui, elle aussi, ne présente qu'un intérêt académique. Nous nous trouvons devant un fait : les Musulmans d'Algérie, qu'ils soient Arabes ou Kabyles, sentent entre eux une solidarité nationale et religieuse, une solidarité que la politique coloniale française a peut-être créée, mais qui existe, et qui a donné naissance à l'éveil d'un sentiment national puissant, qui prend la forme d'une revendication précise.
Face au mythe absurde : "L'Algérie est la France" ou "L'Algérie est le prolongement de la France", les Algériens revendiquent le droit de disposer

d'eux-mêmes, de créer leur propre état et d'établir avec la France des rapports nouveaux, fondés, non plus sur la conquête ou une longue possession, mais sur l'égalité et la Justice.
Ne pas vouloir le comprendre, espérer encore s'en tirer avec quelques réformes ou même avec un statut très libéral mais octroyé par la France, ce n'est pas vouloir comprendre la situation réelle, c'est compromettre toute possibilité de mettre fin à la crise actuelle.
Car, si les maquis ne comptent, dit-on, que 6 ou 10 000 combattants, il n'en est pas moins vrai qu'ils tiennent en échec une armée française de plus de 200 000 hommes, que, la nuit, ils coupent même les grandes routes stratégiques, et que tous les élus musulmans, y compris les administratifs, leur obéissent. C'est que les fellaghas jouissent du soutien moral de toute la population musulmane, c'est qu'ils expriment, par les attaques armées, par les incendies, et même par les assassinats, le sentiment de révolte de tout un peuple contre l'exploitation et contre l'oppression. C'est une insurrection nationale contre ce qu'ils considèrent comme un occupant.
Dans ces conditions, si nous voulons mettre fin à la guerre, et nous le voulons, nous devons fonder la politique du gouvernement de Front républicain sur la reconnaissance solennelle du fait national algérien, et, par conséquent, sur le droit du peuple algérien à son auto-détermination.
(Applaudissements)
C'est d'ailleurs la condition préalable de toute négociation qui, par ailleurs, exigerait la libération des prisonniers de part et d'autre, la libération des prisonniers politiques et des déportés, l'amnistie pour les délits commis depuis le 1er novembre 1954. et il faudrait qu'on annonce en même temps la dissolution de l'assemblée algérienne actuelle, le rétablissement des libertés démocratiques de la fin des hostilités, l'élection dans un délai très rapproché d'une nouvelle Assemblée élue librement au collège unique, sous le contrôle des représentants de toutes les formations politiques algériennes et d'une commission composée de parlementaires français.
Il faudrait aussi que la nouvelle Assemblée désigne une délégation chargée d'établir avec le gouvernement français la forme étatique à donner à l'Algérie et de définir les nouveaux rapports entre l'Algérie et la France métropolitaine.
Je voudrais tout de suite répondre à mon ami Jules Gauzard que les propositions qu'il vient de formuler, d'une sorte de table ronde ou d'une négociation avec tel ou tel élément algérien, musulman, me semblent dangereuses et inefficaces. Elles me semblent inefficaces parce que j'ai bien peur que les interlocuteurs que nous choisirions ne veuillent pas se compromettre auprès de leur opinion publique et n'aient pas, peut-être, l'autorité nécessaire pour discuter au nom de ces populations. Elles sont dangereuses parce que nous donnerions ainsi aux maquisards algériens l'impression que nous avons créée, hélas, en Indochine, quand, au lieu de discuter avec Ho Chi Minh, nous avons voulu discuter avec d'autres.
Je voudrais espérer encore qu'il est possible, qu'il sera possible d'établir des rapports fédéraux entre l'Algérie et la France, au sein d'une Union fédérale, ainsi

que l'a préconisé, depuis 1946, Ferra Tabas (?).
Cependant, depuis les derniers mois, la situation en Algérie s'est tellement dégradée que l'on peut craindre que cette solution ne soit plus acceptée par les Algériens, à moins que la politique du nouveau gouvernement français prenne la forme que je viens de préconiser et que cette action soit menée à un rythme extrêmement rapide.
Car, si les Algériens ont encore une fois l'impression que le gouvernement sorti des élections du 2 janvier continue la politique de force, de répression, de représailles, ou que ce gouvernement essaie de tergiverser ou de louvoyer pour imposer ensuite une politique contraire à la volonté populaire, alors, rien n'arrêtera plus les populations, le monde arabe tout entier viendra en aide aux insurgés, les puissances de l'Asie et de l'Europe orientale leur fourniront fatalement des instructeurs, des armes et des hommes, et la France pourra se retrouver devant un nouveau Dien Bien Phu.
Mais, aussi grave et aussi urgente que soit la question d'Algérie, le nouveau gouvernement ne devra pas ajourner pour cela la solution d'un autre problème colonial. Les négociations avec le gouvernement marocain doivent être menées très vite. La situation dans ce pays, vous ne l'ignorez pas, et en particulier dans le Rif, ne permet pas de rééditer le spectacle affligeant des marchandages auxquels nous avons assisté durant des mois entre la France et la Tunisie. Ces négociations, pour aboutir, devraient, à mon avis, consacrer les principes suivants reconnaissance de l'Etat marocain libre et indépendant, et d'ailleurs, M. Pinay lui-même a déjà employé le mot "indépendant", mais un Etat possédant tous les attributs d'un Etat indépendant, y compris l'armée nationale.
La France l'avait accordée à Ho Chi Minh par les accords du 6 mars 1946.
Il faut accorder au Maroc l'exercice du droit diplomatique actif et passif, avec l'admission à l'ONU.
On ne doit pas recommencer les erreurs de Fontainebleau, en 1946 dont l'échec est en partie dû justement au fait que la France a voulu refuser à Ho Chi Minh le droit diplomatique qu'elle a ensuite accordé à Bao Bai.
D'autre pait, personne ne pourrait comprendre que l'on refuse au Sultan du Maroc rétabli sur son trône par un mouvement national irrésistible d'entretenir des relations diplomatiques avec les autres états arabes.
C'est seulement une négociation fondée sur le principe que je viens d'énumérer qui pourrait, me semble-t-il, conduire à la conclusion d'un traité de coopération, liant le plus étroitement possible l'état marocain et la République française, sur le pied d'une absolue égalité.
Le problème de Tunisie se pose en même temps, et avec une grande acuité aussi.
Vous savez avec quelle habileté Salah Ben Youssef exploite contre Habib Bourguiba et contre la France la guerre en Algérie. Il dénonce déjà Habib Bourguiba comme traitre à la nation algérienne et au monde arabe.
L'évolution de la situation en Tunisie dépend donc en grande partie de la solution du problème algérien, mais si nous ne voulons pas laisser Bourguiba et le Néo-Destour s'affaiblir, nous devrions immédiatement annoncer l'abrogation du traité du Bardo.

Son maintien dans les Conventions franco-tunisiennes de 1954- est un non-sens juridique, mais c'est surtout une grande faute psychologique, dont Salah Ben Youssef se sert maintenant.
Le traité de Fez étant devenu caduque l'abrogation du traité du Bardo devient inévitable.
Le gouvernement du Front républicain renforcerait singulièrement l'autorité du gouvernement du ministère tunisien et du chef néo-destourien s'il prenait l'initiative d'annoncer l'abrogation du traité de protectorat et l'adaptation prochaine des conventions existantes aux dispositions types du traité qui sera conclu avec le Maroc.
Je crois devoir dire aussi deux mots en ce qui concerne l'Indochine, dont on parle très peu maintenant. Quelques équivoques doivent être dissipées.
La première concerne les accords de Genève. Il va sans dire que le nouveau gouvernement renouvellera son intention d'exécuter strictement ces accords.
Les deux parties du Viet Nam semblent ne plus désirer faire des élections cette année, comme il avait été prévu, c'est leur affaire. Mais le rappel des restes du corps expéditionnaire est d'autant plus justifié qu'il semble d'ailleurs que ce serait le désir du Sud Vietnam.
Le nouveau gouvernement devrait aussi maintenir et élargir la Commission Sainteny à Hanoi.
La deuxième équivoque qu'il me semble nécessaire de dissiper concerne l'Union Française.
Le Cambodge et le Laos, ainsi que, jusqu'à nouvel ordre le Sud Vietnam n'ont pas déclaré vouloir rompre tous leurs liens avec la France, ils ne veulent cependant rien savoir de ce que l'on appelle l'Union Française dans le sens de l'article 60 de la constitution, une Union qui, d'ailleurs, n'a jamais existé en réalité.
Ils désirent fonder leurs relations avec la France sur les principes qui régissent le Commonwealth britannique. Le Roi du Cambodge a même suggéré depuis longtemps un titre nouveau pour cette union, pour cette communauté, il a donné le titre " Union des peuples associés".
Il est inutile de s'accrocher à une notion périmée, il faut reconnaître la situation et ne pas hésiter à modifier notre vocabulaire pour essayer de sauvegarder les liens culturels et économiques autrement plus importants que les liens juridiques d'une Union fictive.
Pour terminer, je voudrais maintenant m'arrêter un moment sur le problème de l'ensemble des anciennes colonies dénommées à présent : "Départements et territoires d'Outremer".
La révision des rapports existants entre eux et la métropole s'impose aussi d'une façon impérieuse Ceux qui en douteraient encore devraient se rappeler les incidents qui ont éclaté dans certains pays : Madagascar, la Guinée, l'Oubangui-Chari, le Tchad, le Cameroun.
Ils devraient réfléchir aux graves déclarations faites depuis les élections par M. Ossoué,(?) député de la Cote d'Ivoire, chef du RJA., et même par Senghor, de la Côte d'Ivoire.

Collection Jean Rabaté

Les mouvements vers l'autonomie locale se généralisent.
Les exemples du Soudan anglo-égyptien, qui vient d'obtenir l'indépendance, et de la Gold Coast britannique impressionnent fortement les populations de notre Afrique noire.
Quant à Madagascar, la situation y évolue et commence à rappeler les années qui ont précédé la révolte de 1947.
Aussi me semble-t-il indispensable que le nouveau gouvernement prenne d'urgence les mesures suivantes de charger l'assemblée de l'Union Française d'étudier en consultation, avec les Assemblées territoriales, et cela conformément à l'article 75 de la constitution, de nouvelles dispositions destinées à remplacer le Titre 8 de la constitution actuelle.
Cette révision devrait avoir pour objectif - je le crois- la transformation de la République en Union fédérale possédant des organes fédérateurs.
Je ne m'arrêterai pas là-dessus, j'en ai parlé déjà au dernier Congrès, mais le projet de modification de la constitution, ainsi établi par l'Assemblée de l'Union Française et les Assemblées territoriales sera examiné, devra être examiné par le parlement dans les formes prévues par l'Article 90 de la constitution, mais avec la clause suspensive qui devra être soumise à l'approbation des populations intéressées, car, s'il faut faire-vite, camarades, il ne faut tout de même rien faire sans l'accord clairement exprimé des populations, car si le temps des tergiversations est passé, l'époque des chartes octroyées ou des statuts imposés est également révolue. Aussi le programme que je viens de tracer me semble-t-il le seul qui puisse encore éviter la dislocation de la République et la sécession des pays d'Outremer.
Certes, la France ne périra pas si elle perd la souveraineté sur ses territoires extra-européens.
La dislocation de la République sera probablement plus désastreuse pour les anciennes colonies que pour la France métropolitaine, mais le rayonnement intellectuel de notre pays, l'avenir de la civilisation occidentale, l'organisation de l'Europe et, peut-être même, la paix du monde seraient singulièrement compromis si la République française n'arrivait pas à résoudre pacifiquement le douloureux problème colonial, ou si notre pays se voyait réduit aux limites étroites de son territoire européen.
Mes chers camarades, la transformation rapide de la République française en Union fédérale avec les pays d'Outremer me semble être notre dernière chance.
(Applaudissements)

Le président.- Je rappelle que la Commission d'étude, examinant les cas d'invalidation, se réunit à l'instant même.
La parole est à Gérard Jacquet.

Gérard Jacquet

Camarades, je voudrais présenter deux brèves séries de réflexions, quelques réflexions tout d'abord sur les résultats des élections et ensuite quelques réflexions sur les conséquences que nous devons en tirer.

Sur les résultats des élections, nous constatons tout d'abord qu'ils ont été interprétés fort diversement par les différentes formations politiques. C'était inévitable, car il en est d'abord toujours ainsi et puis ensuite je crois que c'était cette fois ci plus inévitable encore, car les résultats, il faut bien le reconnaître, ont été dans une très large mesure assez déroutante.
Mais il y a une constatation qui devrait s'imposer pour tous les hommes de bonne foi : le peuple français a manifesté sa volonté de changement. Il l'a manifesté d'une manière très claire. Il l'a manifestée de façons, je le reconnais, fort diverses, parfois même fort contradictoires,
Il l'a manifestée dans le bon sens et le mauvais sens et c'est d'ailleurs ce qui explique la difficulté dans laquelle nous sommes au moment de prendre une décision.
Cette volonté de changement, mais de changement dans le bon sens, elle s'exprime tout d'abord par l'heureuse progression du Parti Socialiste. Je sais que lorsqu'on examine les pourcentages, notre progression a été relativement légère, c'est vrai, mais ce qui est réconfortant, c'est de constater que c'est précisément dans les fédérations puissantes, dans les fédérations qui possèdent, une organisation sérieuse que les succès ont été les plus forts et même les plus impressionnants.
C'est là où nos camarades depuis des années, jour après jour, se sont battus et se sont battus à la fois contre nos adversaires de gauche, contre le Parti Communiste, et contre nos adversaires de droite, qu'ils ont remporté de grands succès et que la volonté de changement du corps électoral s'est concrétisée par un succès socialiste et par une régression du Parti Communiste et de la droite.
C'est une conséquence que nos secrétaires fédéraux devraient, à mon sens, examiner sérieusement, car ils devraient en tirer un certain nombre de leçons pour l'organisation même de leurs fédérations et pour l'organisation même de leur propagande.
Une autre constatation qui illustre également cette volonté de changement est l'effondrement du RPF, effondrement du RPF, précisément dans la mesure où celui-ci n'a pas tardé à laisser se dissiper les illusions qu'il avait créées.
Le Rassemblement du peuple Français a groupé, en 1951, un nombre impressionnant d'électeurs, plus de 4 millions, je crois, qui étaient venus au RPF pour des raisons très différentes, mais qui tous étaient animés par la même volonté de changement, parmi les électeurs du RPF, en 1951, il y avait d'abord les adversaires de toujours du régime républicain, ceux qui étaient place de la Concorde le 6 février 1934, ceux qui avaient admiré sans réserves et sans scrupules les régimes imposés par Hitler et par Mussolini, et qui pensaient, qui avaient pensé, que De Gaulle, le de Gaulle de 1951, par celui de la Résistance, bien sûr, pourrait les aider à abattre les institutions démocratiques qu'ils exécraient,
Il y avait une seconde catégorie d'électeurs gaullistes plus importante que la première qui était constituée par l'inévitable cohorte des mécontents qui ne sont pas d'une manière raisonnée les adversaires de la République, mais qui peuvent facilement devenir la proie d'une organisation totalitaire, sachant exprimer sous

forme très simple de slogans publicitaires les sentiments confus de révolte qui existent dans le cœur de tant de Français,
Et puis, il y avait enfin une troisième catégorie d'électeurs gaullistes, c'étaient les démocrates, des démocrates je crois convaincus, mais des démocrates qui avaient été profondément déçus par l'inefficacité des gouvernements de coalition qui s'étaient succédé au pouvoir au sein de l'avant-dernière législature, gouvernements de coalition au sein desquels nous étions, mais gouvernements de coalition comprenant des partis qui n'avaient réussi à se grouper que sur un programme négatif et non pas sur un programme positif et qui, par cela même, avaient montré leur inefficacité et leur incapacité,
Voilà, je crois, quelles étaient les trois grandes catégories d'électeurs du RPF en 1951, mais il est bien certain que ce succès ne pouvait pas être de longue durée,
Il ne pouvait pas être de longue durée précisément parce que le RPF et dans la mesure même où le RPF, n'est pas resté fidèle à ses promesses, car le changement attendu par certains ne s'est pas produit et le RPF, n'a pas tardé à entrer dans le système.
Le jour où le RPF est ainsi entré dans le système, il était condamné sur le plan électoral et nous avons vu presque immédiatement ses électeurs se disperser, mais se disperser comment ?
Je crois que nous pouvons aujourd'hui, sur ce point, faire un certain nombre de constatations : les totalitaires, les partisans de la dictature, les totalitaires conscients, sont devenus tout naturellement l'armature du mouvement Poujade, les mécontents par tempérament, les mécontents sans éducation politique et qui se laissent si facilement duper ont constitué la troupe du Mouvement Poujade, sa masse électorale.
Par contre, les démocrates désabusés qui avaient voté en 1951 pour le général de Gaulle, parce qu'ils croyaient voir dans le RPF, un effort vers la stabilité et l'efficacité, ont cette fois ci rejoint les partis du Front républicain car ils ont compris leurs erreurs.
Voilà, je crois, quelle a été l'évolution même du RPF, voilà comment se sont répartis les 4 millions d'hommes qui, en 1951, avaient fait le succès du Rassemblement du peuple français.
Je sais bien que cette analyse est un peu trop schématique pour être tout à fait réelle, mais je crois cependant qu'elle n'est pas très éloignée de la vérité.
Et alors cela indique tout naturellement que le Mouvement Poujade aujourd'hui est bien sûr plus réduit que le RPF, mais qu'il est en même temps plus cohérent, plus homogène. Il est aussi, je crois, plus dangereux. Il est plus dangereux précisément dans la mesure où il a placé à sa tête des hommes qui sont tous liés par leur hostilité au régime républicain.
Le problème qui est posé aujourd'hui devant nous, et c'est je crois un problème important et qui mérite qu'on s'y attaque sérieusement, c'est précisément de savoir dans quelle mesure la masse des mécontents sans doctrine, sans éducation politique, qui suit aujourd'hui Poujade après avoir suivi hier De Gaulle peut, au moins partiellement, être récupérée, par une formation politique démocratique, animée elle aussi par une volonté de changement, mais par une volonté

consciente, constructive, reposant sur un certain nombre de conceptions claires et saines.
Voilà le problème qui doit être examiné sérieusement par nous, car je crois qu'il commande toute l'évolution politique de la France.
Et alors de ces premières constatations il ressort que nous comprenons très bien, dans ces conditions, la défaite de la majorité sortante, cette majorité sortante qui n'avait dû son succès parlementaire qu'au ralliement de la grande majorité parlementaire gaulliste, ne pouvait connaitre un succès électoral qu'au ralliement des électeurs gaullistes. Les électeurs gaullistes n'ayant pas suivi leurs élus, la droite devait dans ces conditions naturellement, connaitre l'échec.
Voilà quelles sont les premières réflexions que je tenais à vous présenter sur les conséquences de ces élections, qui, je le répète, indiquent une volonté de changement, mais hélas une volonté de changement souvent contradictoire, dans le bon sens et aussi dans le mauvais sens.
Devant ces résultats, quelle doit être notre ligne de conduite ?
Dans l'Assemblée actuelle, il n'y a pas de majorité, c'est une constatation hélas décevante. 50 Poujadistes d'un côté, 150 Communistes de l'autre. Cela fait entre les deux formations d'à peu près égale importance. Le Front républicain a progressé, la majorité sortante s'est effritée.
Quel doit être la position du Parti Socialiste ? Le problème n'est pas simple, et je sais qu'en disant cela je fais un euphémisme. Mais si le problème n'est pas simple, il me semble tout de même qu'il est clair, et qu'un certain nombre d'erreurs doivent être évitées. Je crois qu'il y a trois erreurs essentielles que nous devons à tous prix éviter.
La première erreur, ce serait de souhaiter la reconstitution du Front populaire. Jusqu'à présent je n'ai entendu dans ce Congrès aucun camarade demander la renaissance du Front populaire. Je ne sais pas s'il y en a qui le souhaitent, mais en tous cas il est bien certain qu'en marge du Parti un certain nombre d'hommes défendent aujourd'hui la reconstitution du Front populaire, nous devons sur ce point prendre très nettement position.
Pour ma part je n'hésite pas une seconde, et je prends position contre, car je n'ai pas la mémoire courte. Je me rappelle ce que nos Congrès à différentes reprises, il n'y a pas si longtemps encore, ont dit avec unanimité. Nous avons déclaré bien souvent, et je le répète il n'y a pas si longtemps, il y a quelques années à peine, que désormais nous avions compris ce que représentait vraiment le Parti Communiste, que nous avions été payés pour le savoir, et que nous ne serions plus dupés une nouvelle fois. Nous avons déclaré de la manière la plus nette et ne prêtant à aucune espèce d'équivoque que nous avions compris que le Parti Communiste représentait un instrument docile de la diplomatie soviétique.
Nous ajoutions même que si demain le Parti Communiste modifiait sa tactique à notre égard et nous tendait de nouveau, la main, nous la refuserions, parce que nous savions que le Parti Communiste n'a en fait qu'un seul but et un seul objectif : détruire le Socialisme démocratique, détruire le Parti Socialiste précisément parce qu'il constitue le principal rempart de la démocratie, d'une démocratie que le Parti Communiste désire abattre.

C’est pourquoi je crois que le Parti Socialiste doit prendre très nettement, et j'espère unanimement, position sur ce point en dénonçant toutes les tentatives du Parti Communiste pour reconstituer le Front populaire.
Deuxième erreur que nous devons également éviter, c'est celle qui consisterait à dire : "et bien le Front républicain n'a pas la majorité; nous le regrettons mais nous sommes obligés de le constater. Et dans la mesure où le Front républicain n'a pas la majorité, il ne doit pas prendre de responsabilités dans les circonstances actuelles, il doit laisser les autres partis les prendre à sa place. Nous ne prendrons nos véritables responsabilités que le jour où le Front républicain pourra constituer un gouvernement soutenu par une majorité cohérente, soutenu par une majorité homogène.
Je crois que cette position serait fort dangereuse. Elle serait dangereuse car il est bien certain que si le Parti Socialiste adoptait une telle attitude, il ne serait pas possible de constituer le gouvernement au sein de l'Assemblée Nationale actuelle. Ce serait inévitablement, très vite, dans quelques semaines, quelques mois au plus, l'autodissolution de l'Assemblée Nationale, l'autodissolution dans les pires circonstances, dans le plus profond désarroi.
Ce serait une autodissolution qui amènerait, j'en suis persuadé, un beaucoup plus grand nombre de Poujadistes et un beaucoup plus grand nombre de Communistes, c'est-à-dire en fait qui amènerait l'aventure.
Mais si le Parti Socialiste doit dénoncer cette deuxième erreur, il doit aussi dénoncer une troisième erreur qui est le contraire de celle-là, et qui serait à mon avis aussi dangereuse que celle-là, c'est l'erreur que dénonçait Philipe il y a un instant, c'est l'erreur qui consisterait à dire : "et bien puisqu'il faut défendre la République, nous essaierons de la défendre avec tous les partis républicains quels qu'ils soient, quelles que soient leurs conceptions politiques, quel que soit leur programme. Nous allons négocier avec les partis de la majorité sortante pour constituer un gouvernement d'union nationale".
Ce serait une erreur à mon sens extrêmement grave. Il est bien certain qu'un gouvernement d'union nationale à l'heure actuelle, cela signifierait tout naturellement la poursuite de l'immobilisme. Nous savons fort bien que les partis qui aujourd'hui proposent leur ancienne majorité ne pourraient pas se mettre d'accord avec les partis du Front républicain sur un certain nombre de formules, formules indispensables, formules constructives, formules que nous avons, nous, le devoir de proposer et d'imposer.
La poursuite de l'immobilisme dans ces conditions assurerait très vite, j'en suis persuadé, le triomphe des forces totalitaires qui savent fort bien qu'elles ne pourront s'emparer du pouvoir que le jour où elles auront réussi à discréditer le Parti Socialiste, parce que le Parti Socialiste est le meilleur rempart de la démocratie;
Il faut donc éviter à tous prix ce discrédit du Parti Socialiste qui, tout naturellement, serait la conséquence d'un gouvernement d'union nationale.
Voilà les trois erreurs qu'à mon sens il faut éviter.
Alors que faut-il faire ?
Il faut appliquer la formule qui a été défendue par plusieurs camarades, la

formule qui est sortie des entretiens entre Guy Mollet et Mendès-France, c'est-à-dire la constitution d'un gouvernement de Front républicain, mais d'un gouvernement de Front républicain sans aucune négociation ni avec le Parti Communiste ni avec les partis de l'ancienne majorité, d'un gouvernement de Front républicain constituant une équipe homogène, d'un gouvernement décidé, par un certain nombre de mesures immédiates, à redresser une situation an-promise et à rendre confiance au pays qui attend un change-rapide.

Quel sera l'accueil de l'Assemblée devant un tel gouvernement ? Je n'en sais rien. Je pense qu'un tel gouvernement pourrait trouver, au moins au départ, une majorité pour le soutenir. Et s'il trouve au départ une majorité pour le soutenir, tout dépendra de la rapidité de son action, et tout dépendra de son audace.

Le programme que nous devons nous efforcer d'élaborer ne doit pas être un programme de longue haleine, car le gouvernement devra agir très vite s'il veut imposer des solutions efficaces. Il doit être un programme simple, dont l'application devra être limitée dans le temps d'une manière très précise, très nette, sous quelques mois au plus tard. Ce programme devra être présenté avec un calendrier, un calendrier sur lequel il faudra se battre sans esprit de compromis, et quels que soient les risques.

Ce programme a été développé par un certain nombre d'amis, et j'insisterai fort peu sur ce point.

Le problème algérien a été développé par André Philip| il y a un instant et par Rosenfeld. Nous sommes tous d'accord pour déclarer qu'il faut proposer la dissolution de l'Assemblée algérienne, qu'il faut demander des élections libres pour dégager des interlocuteurs valables, qu'il faut ensuite négocier avec eux sur le statut futur de l'Algérie. Mais si nous sommes tous d'accord sur ce point, je crois que c'est insuffisant. Si nous nous contentions de cela, j'ai la conviction profonde que nous ne pourrions pas trouver de solution valable, car la guerre ne s'arrêterait pas, et par conséquent les élections libres ne seraient pas possibles.

Je crois qu'il faut demander au prochain gouvernement de faire une déclaration préalable. C'est seulement dans la mesure où un gouvernement de Front républicain fera une déclaration préalable sur les principes qui devront présider aux négociations, reconnaissant la personnalité algérienne, dissipant le mythe de l'intégration qui est aujourd'hui défendue par certains avec beaucoup d'éloquence, mais à laquelle j'en suis persuadé personne ne croit réellement, que nous pourrons connaître une période d'accalmie en Algérie, et par conséquent avoir des élections réellement libres, pour dégager l'interlocuteur valable, pour engager une négociation efficace.

Sur le plan social, il faut prendre des mesures urgentes, bien sûr, en faveur des plus déshérités, et je reprends la formule d'André Philip : je crois qu'il serait bon que le prochain gouvernement propose une nouvelle conférence Matignon comprenant des représentants du gouvernement, des représentants des patrons, des représentants des syndicats libres pour obtenir du patronat la généralisation des accords du type Renault, des accords dans la métallurgie parisienne qui ont représenté incontestablement un avantage très sensible pour la classe ouvrière, qui sont dus à l'initiative des syndicats indépendants, des syndicats libres, et que

nous devons aujourd'hui reprendre à notre compte.
Sur le plan fiscal, il faudra obtenir le vote de la loi Leenhardt. Je pense qu'on l'obtiendra assez facilement aujourd'hui dans l'atmosphère actuelle.
Il faudra aussi proposer la réforme électorale, et la faire voter très vite car nous savons fort bien que cette Assemblée n'ira pas très loin, et il ne faudrait pas que nous allions aux élections prochaines avec le même mode de scrutin. Mais si nous devons nous attaquer à l'étude d'une loi électorale nouvelle, nous ne devons pas non plus négliger les mesures qui permettraient d'assurer une plus grande stabilité à l'exécutif.
Ceci aussi doit faire partie d'un programme minimum du gouvernement de Front républicain.
Sur le plan international, notre position est fort claire et fort simple. Elle a été définie à différentes reprises par nos congrès. Mais je crois qu'un gouvernement de Front républicain devrait, dans ce domaine, prendre toute une série d'initiatives spectaculaires qui n'ont pas, hélas, été prises suffisamment par les gouvernements français qui se sont succédés au pouvoir, initiatives spectaculaires en faveur d'un véritable plan de désarmement général ou simultané, et sérieusement contrôlé, dans tous les pays.
Enfin sur le plan européen, le Parti Socialiste et le gouvernement de Front républicain devront adopter un programme sérieux de relance européenne, notamment par la création dans une première étape d'une communauté européenne pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. C'est nécessaire et c'est urgent, c'est urgent à une heure ou les obstacles nationaux et les obstacles professionnels n'existent pas encore, ne sont pas encore dressés sur la voie.
Voilà en somme ce que devrait être un tel programme, programme limité bien sûr, mais qui, j'en suis persuadé, serait un programme efficace. Vous me direz sans doute que c'est insuffisant et qu'il faut envisager un programme de plus longue haleine. C'est vrai, et il faudra l'envisager très vite. Mais n'ayons pas d'illusions : le programme de longue haleine qu'il faudra envisager très vite ne pourra pas être voté avec l'Assemblée Nationale actuelle. Il faudra donc des élections rapprochées.
Mais autant je crains des élections rapprochées par une espèce d'autodissolution d'une assemblée qui n'aurait pas réussi à constituer un gouvernement, et qui amènerait inévitablement le triomphe du Communisme et du Poujadisme, autant à mon avis on peut accepter sans grande crainte, et même avec confiance des élections rapprochées après une expérience de gouvernement de Front républicain ayant rendu confiance dans la démocratie, et des élections qui seraient alors faites sur un programme de plus longue haleine, et qui devraient marquer le début d'une seconde étape.
Je voudrais maintenant répondre rapidement à une dernière question : quelle place le Parti Socialiste peut-il revendiquer dans ce combat qui commence ?
Je réponds fort nettement et sans équivoque, la place que le pays a choisie pour lui en le plaçant en tête du Front républicain, c'est-à-dire la première place. Si une autre formation de gauche avait occupé cette première place, le problème ne serait pas posé pour nous, nous aurions accepté sans difficulté de participer à

une expérience de Front républicain dirigée par un autre. Mais précisément parce que le pays nous a placés en tête du Front républicain, je crois qu'il ne comprendrait pas aujourd'hui que nous ne revendiquions pas cette première place. Je crois qu'il serait difficile pour nous de ne pas tirer tout naturellement la conséquence logique du résultat des élections.

Certains camarades peuvent être inquiets devant cette perspective, et peuvent avoir certains scrupules. Je comprends d'ailleurs ces scrupules car la tâche sera fort difficile. Nous ne sommes qu'une minorité dans l'Assemblée, nous ne sommes qu'une fraction d'une minorité, et il est bien certain que nous ne pourrons pas appliquer un programme socialiste. Le risque que certains camarades envisagent dans ces conditions, c'est de créer la confusion, et même peut être de susciter très vite une déception. Ils pensent qu'il serait peut- être mieux de participer à un gouvernement mais sans empreinte socialiste, sans prendre la première place, en refusant d'en assurer la direction.

Je comprends ces scrupules, mais je ne partage pas ces appréhensions.

Je crois tout d'abord que cette distinction, qui a pu être valable et qui sera peut-être valable demain, ne serait pas comprise aujourd'hui par l'opinion publique, car l'opinion publique, hostile ou favorable, sait fort bien qu'une expérience qui va s'engager est une expérience décisive, et qu'elle liera tous les partis qui constitueront le gouvernement, qu'elle les liera pour la bonne et la mauvaise fortune.

Je crois d'autre part que l'opinion publique ne comprendrait pas que nous n'assumions pas la direction du gouvernement, car cela risquerait de paraitre pour elle une sorte de dérobade, comme une sorte de refus voilé d'un Parti qui refuse de prendre toutes ses responsabilités.

C'est précisément parce que l'entreprise est difficile que le Parti doit s'y engager. Il doit s'y engager avec toutes ses forces.

Le succès, certes, ne dépend pas uniquement de nous, mais il y a deux éléments du succès qui sont en notre possession, c'est d'une part la claire vision de ce qu'il faut faire, le courage et l'audace pour l'entreprendre, et je pense que nous avons tout cela, c'est d'autre part le soutien total et confiant du Parti qui a trouvé son unité, et qui doit la renforcer dans le combat commun.

Nous nous sommes cependant divisés, et cela nous semble déjà bien loin.

C'est aujourd'hui tout le Parti fier de son unité, fier de sa force, fier des sentiments d'amitié qui nous unissent les uns aux autres, et aussi conscient de ses responsabilités qui doit se jeter dans la bataille. Le Parti Socialiste a toujours été l'âme de tous les grands combats, les plus périlleux et les plus nobles. Il doit rester fidèle à sa mission.

Pierre Bloch ce matin rappelait les paroles que notre regretté Bracke prononçait en 1936 avec une joie triomphante : « enfin les difficultés commencent, disait-il. Nous ne pouvons plus en dire autant aujourd'hui car depuis 1936 les difficultés n'ont guère cessé pour le Parti Socialiste, mais elles se sont encore accrues depuis ces derniers jours. Ces difficultés nouvelles ne doivent pas être pour nous motif d'hésitation, mais bien au contraire un stimulant pour l'action.

"Les pessimistes ne seront jamais que des spectateurs", écrivait Guizot au siècle

dernier. Et bien soyons résolument optimistes, et notre volonté de vaincre forcera le destin !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mazier.

Antoine Mazier

Chers camarades, à l'issue du dernier Conseil national, je pensais lors de la prochaine assemblée du Parti, c'est-à-dire celle d'aujourd'hui, répondre à quelques points de l'argumentation de notre camarade Guy Mollet dans la réponse qu'il m'avait faite.
Mais ce n'est pas le lieu aujourd'hui de revenir sur le passé et je pense qu'il est préférable d'examiner le présent et de se tourner vers l'avenir.
Désormais, nous sommes tous dans le bain, pour le meilleur et pour le pire, comme le disait sous une autre forme tout à l'heure notre camarade Jacquet. Nous sommes dans une situation qu'au fond nous connaissons pour nous y être retrouvés pendant un certain temps, de 1946 au début de 1952.
Il semble bien qu'il n'y ait pas, dans l'Assemblée qui vient de sortir des urnes, de majorité sans le Parti Socialiste, Alors il ne s'agit plus de discuter, de se disputer, il s'agit de se serrer les coudes et d'affronter cet événement dont nous avons des raisons de nous réjouir, mais dont vous comprenez aussi qu'il puisse faire naitre quelques inquiétudes. Il nous faut affronter les pièges que le gouvernement battu, mais qui continue de gouverner ce pays depuis deux mois, a disposés pour nous recevoir.
Il s'agit aussi de faire face aux résistances ou aux surenchères que nous ne manquerons pas de rencontrer.
Je me bornerai donc à quelques affirmations mais que pour ma tranquillité personnelle et pour celle de ma fédération, de la fédération que je représente, je crois devoir formuler.
Trois problèmes se posent dans l'immédiat devant nous,
Trois problèmes se posent dans l'immédiat devant nous : il faut trouver un chef de gouvernement, il faut une majorité et il faut un programme.
Le chef de gouvernement, mettons des noms propres tout de suite, c'est Pierre Mendès-France ou Guy Mollet. Je n'en sais rien. Le Parti peut indiquer une préférence ; c'est en définitive le Président de la République qui appellera celui qui sera chargé de diriger le gouvernement de Front républicain. Ce que je voudrais dire, c'est qu'en tout état de cause, si c'est un Socialiste, c'est Guy Mollet.
On a parlé, dans le passé, d'une radicalisation du Parti, à propos d'indiscipline. La radicalisation du Parti ne viendra pas de l'indiscipline. Ce sont souvent des coups de sonde donnés dans des directions différentes qui traduisent, dans une époque troublée, certaines inquiétudes ou la recherche louable de solutions meilleures que celles qu'envisage le Parti.
A mon avis, le danger d'une radicalisation viendrait plutôt de deux autres directions. Il viendrait des divisions d'ordre personnel, des intrigues de couloirs,

des campagnes qui pourraient être faites près des autres groupes pour favoriser telle ou telle personnalité, pour occuper tel ou tel poste.
Il faut que ce Congrès demande au groupe parlementaire d'interdire cela. Que les hommes qui sont en compétition s'expliquent devant lui, clairement, mais que ce soit le groupe qui décide dans la clarté et dans la franchise. Et pour le poste de chef de gouvernement, le passé récent a désigné notre camarade Guy Mollet.
Une deuxième source de radicalisation serait dans l'impuissance de notre action, dans l'inefficacité de l'action gouvernementale. C'est pourquoi j'aborde le deuxième point qui commande cette efficacité, c'est la question de la majorité. Le Front républicain ne représente que 150 députés ; c'est une étrange entreprise, pour un Parti, que de vouloir gouverner un pays lorsque ses députés ne représentent que le sixième de l'Assemblée Nationale et lorsqu'avec un allié, il n'en représente que le quart.
Eh bien, j'approuve, et la fédération des Côtes du Nord approuve, ce qui a été fait et dit depuis un mois ou depuis quelques jours par le Secrétaire Général du Partit un gouvernement homogène, du moins autant que cela se peut, sous la forme d'un gouvernement de Front républicain, et ce qui a été dit à l'issue de la rencontre entre Guy Mollet et Mendès-France, les communiqués qui ont paru, les conférences de presse ou les articles de presse, les réponses de Guy Mollet devant la presse anglo-américaine, tout cela nous parait témoigner de beaucoup de clairvoyance, de résolution et de netteté. Nous trouvons par conséquent que c'est bien.
Mais il y a une chose qui est capitale, c'est que le Front républicain ne pourra pas gouverner tout seul ou en tous les cas, sans le soutien d'autres Partis Il faut qu'il trouve ce soutien, d'un côté ou de l'autre, et peut-être des deux côtés.
Par conséquent, ce que nous souhaiterions, c'est qu'on n'en décourage aucun. Nous ne tenons pas à ce que vous provoquiez ceux qui sont à notre droite, mais nous désirons que vous ne provoquiez pas davantage ceux qui sont à notre gauche ou ceux qui sont à l'Est, pour employer une formule qui n'est que pittoresque, car elle n'est vraie que pour une pincée de communistes, sans doute ceux qui dirigent, ceux qui sont les plus importants… (applaudissements)…, mais qui ne sont qu'une petite pincée si on les compare aux 5 millions d'électeurs communistes dans ce pays. Et je sais gré à notre camarade Guy Mollet de l'avoir précisé.
Par conséquent, je pense que vous ne pouvez pas espérer avoir de majorité, si vous cherchez à décourager l'une des deux ailes de l'Assemblée, qui se trouve de part et d'autre du Parti Socialiste. Ne refusez donc aucune voix, et en ne refusant aucune voix, je me permets d'indiquer que vous allez vers un début de normalisation de la vie politique française.
Le Front Populaire dont on parle beaucoup le Front populaire n'a pas eu besoin de la participation du Parti Communiste, mais il en a accepté le soutien et il n'a été possible que grâce à ce soutien. Nous savons aussi d'ailleurs et je l'ai dit à des gens qui étaient à la porte du Congrès et qui venaient nous apporter des motions, nous savons très bien qu'à l'heure actuelle, dans l'immédiat, aller au-delà de ce soutien du Parti Communiste, c'est une chose impossible car aller

plus loin ne dépend pas de nous, mais du Parti Communiste lui-même.
J'aborde ensuite la question du programme. Au sujet du programme, il faut y mettre peu de choses, mais il faudra s'y tenir, et il faut aborder la période qui s'ouvre devant nous dans un esprit de résolution farouche. Ou vous serez vigoureux et même parfois brutaux, et vous réussirez, ou vous serez faibles et timides, et à coup sûr, vous échouerez. Il faut agir, mais la façon d'agir comptera peut-être autant que ce que vous ferez.
Ce pays, il veut être gouverné ; c'est une aspiration confuse, mais qui demande à être satisfaite. Vous, vous avez mis sur vos affiches : Il faut que cela change. Eh bien, il faut donner l'impression au pays qu'effectivement, il y a quelque chose de changé.
Dans ce programme, il y a des points qui sont plus importants que d'autres. Il y a la question de l'Algérie ; on en a parlé beaucoup, par conséquent je n'insisterai pas. Mais surtout, je vous supplie de ne pas refaire ce qui a été fait pour l'Indochine. Je vous supplie de ne pas vous laisser effrayer par les accusations d'être des liquidateurs. Ce n'est pas être des liquidateurs- que de constater, que d'enregistrer ce vaste mouvement historique qui emporte les peuples autrefois colonisé, et qui est fondé à la fois sur des notions de races, de religions, de revendications sociales, et contre lequel la force, les canons et les mitrailleuses ne peuvent pas grand chose. Nous nous en sommes aperçus en Indochine où, pour vouloir trop conserver, nous avons tout perdu.
Il ne s'agit pas de partir, il s'agit de rester en Afrique du Nord, mais pour y rester, il s'agit de trouver une solution neuve. On en a évoqué plusieurs. Je ne pense pas que, cette solution, vous la trouviez en dehors d'une association qui suppose la reconnaissance, comme on le disait tout à l'heure, d'une personnalité algérienne. Mais dans ce domaine, si vous êtes trop timides, vous allez à l'échec.
Il y a le problème social. Au point de vue social, il faut que vous fassiez quelque chose: et vite. Il y a le problème du salaire minimum interprofessionnel garanti. Il y a surtout, pour les représentants de la province, il y a surtout les zones de salaires ; la campagne électorale, dans beaucoup de départements, j'imagine, s'est faite essentiellement là-dessus sur le plan social. Or, vous savez qu'il y a des possibilités considérables de récupération, dans la classe ouvrière, et beaucoup plus en province que dans la région parisienne.
Par conséquent, cette question des zones de salaires, moi je déclare que j'y attache une importance primordiale, et là-dessus, nous sommes quelques-uns, certainement, qui ne céderont pas.
Il y a le problème économique, nous en connaissons la difficulté. Nous sommes dans un pays où nous avons renoncé au libéralisme intégral, comme l'Amérique, qui nous aurait débarrassés de certains éléments qui ont continué à survivre, grâce aux protections fiscales ou grâce aux subventions. Nous ne connaissons pas un dirigisme intégral, comme en Russie. Nous avons un système hybride. Dans ce système-là, il faut que vous alliez au plus efficace. Il faudra que vous fassiez des investissements massifs ; il faudra que vous procédiez à des reconversions, sans oublier la reconversion régionale, et je suis surpris qu'on n'ait pas fait un écho plus important à ce que disait Philip à ce sujet.

Il y a ici, il y aura dans l'Assemblée Nationale, des dizaines et des dizaines de députés socialistes qui représentent des régions en train de mourir. Eh bien, il est indispensable que dans ce domaine, le Parti Socialiste qui, jusqu'ici, ne s'est peut-être pas suffisamment préoccupé de cette question y porte un intérêt et une attention tout à fait spéciale. C'est le moyen que vous aurez, d'ailleurs, de supprimer ou, en tout cas, d'affaiblir les causes du développement du Poujadisme dont nous savons qu'elles ne tiennent pas à un homme, mais qu'elles tiennent à un mécontentement profond de classes ou de catégories qui se sentent condamnées, dans la situation actuelle, tout au moins dans certaines régions.
N'oubliez pas la question agricole, et dites-vous une chose. Dites-vous que les milieux agricoles pris au piège de la surproduction sont mûrs pour une orientation de la production assortie de garanties d'écoulement et de garanties de prix. A ce sujet, la Commission Agricole du Parti a fait des études extrêmement intéressantes dont il faudra se servir.
Enfin faites quelque chose pour les jeunes et pour les vieux, car en faisant cela, vous toucherez l'ensemble des familles françaises et de toutes les catégories, et vous toucherez en même temps le problème qu'évoquait Philip, le problème du logement, le problème de l'école, le problème de la recherche scientifique.
Pour les jeunes, il faut d'abord écarter le danger de la guerre, il faut ensuite leur offrir autre chose que le bistrot, la possibilité de faire des études, la possibilité d'apprendre un métier, la possibilité de trouver un emploi et la possibilité d'employer leurs loisirs.
Les jeunes, c'est un domaine dans lequel nous n'avons pas fait un effort suffisant et où nous pouvons accrocher des sympathies beaucoup plus nombreuses que je ne le pensais à la veille de la campagne électorale. Les jeunes sont souvent plus raisonnables que les hommes mûrs ; ils savent que tout ne peut pas se faire en une seule fois, d'un seul coup. Mais faites tout de suite quelque chose pour eux.
Sur le plan international, je ne suis pas spécialiste de la question. Vous parlez de l'Europe. Parlez-en, mais parles d'une Europe qui sera faite pour les travailleurs et non pas pour un capitalisme qui se sent trop à l'étroit dans le cadre des nations et qui voudrait avoir un champ plus large d'expansion et aussi l'exploitation des travailleurs.
(Applaudissements)
Puisque vous parlerez, de l'Europe, parlez aussi d'autre chose. Indiquez que vous voulez rompre avec certaines méthodes. Je serais heureux que Daniel Mayer nous dise ce qu'il en pense, après y être allé, de la modification de la position de la France devant le problème de la Chine communiste et de son entrée à l'ONU. Je serais curieux de savoir si vous avez l'intention d'en parler. Je connais la position du Parti, mais je ne connais pas la position que le futur chef du gouvernement indiquera dans sa déclaration.
Il y a un point délicat dont je voudrais dire un mot, c'est la question de l'école-Mettez-la dans la déclaration ministérielle ou ne la mettez pas, mais en tout cas dites que vous ne vous opposerez pas à une initiative parlementaire. Ne soyez pas timides sur ce problème-là plus que sur les autres. C'est une question de vigueur, c'est une question de résolution. Si l'on vous sent timides sur un point,

on jugera que vous êtes faibles et, par conséquent, on se préparera à vous renverser.
Est-ce que, dans ce cadre, il y a des choses qu'il faudra faire tout de suite, et d'autres qui pourront venir avec le temps? Est-ce qu'il sera possible, est-ce qu'il est possible d'aboutir à un résultat, dans un pays malade comme le nôtre, dans un pays traversé de courants comme ceux qui ont valu le succès du Poujadisme et qui maintiennent un Parti Communiste très fort ? Est-ce qu'il vous sera possible de modifier cela ? Je l'espère. Je ne suis pas des pessimistes dont parlait tout à l'heure Jacquet, mais ce que je sais, c'est que, dans les six mois qui viennent, dans les six mois prochains, le Parti joue ses chances. Le Parti a reculé depuis 1946, il vient de refaire un pas en avant. Si, dans, six mois vous n'avez pas réussi à faire quelque chose, si -vous n'avez pas réussi à changer quelque chose. Alors, là...

Dans la salle - Nous, et pas vous !

Mazier - Bien sûr, entièrement d'accord. Si dans six mois, nous n'avons pas réussi à changer quelque chose, à donner l'impression qu'il y a quelque chose.de changé, eh bien c'est le recul, et par conséquent, ce sera pour le Parti, une phase, nouvelle au cours de laquelle il devra se maintenir dans cette défensive que nous avons connue pendant six ans, de 1946 à 1952 et où vous le savez, nous nous sommes usés.
Eh bien, je crois qu'il est possible de faire quelque chose, mais à une condition : ne vous laissez pas enfermer dans les méthodes que nous connaissons trop depuis dix ans.
Il y a quelque chose que je redoute p&r dessus tout, aussi bien sur le problème de l'Algérie que sur le problème économique et sur le problème social, c'est l'intervention des gens qui se disent renseignés, ou de ceux que l'on appelle les techniciens.

André Philip - Très bien !

Mazier - Méfiez-vous des techniciens. Je ne le dis pas parce que, hier, a paru un article dans un journal ami. Je l'ai toujours dit au groupe parlementaire. Les techniciens, ce sont des gens qui connaissent bien un problème donné, ce sont des gens qui l'exposent souvent d'une façon hermétique, de façon que le public ou les intéressés ne comprennent pas trop de quoi il s'agit. Ce sont des gens qui essaient d'enfermer la vie, la vie ne se laisse pas enfermer si facilement dans des graphiques, dans des tableaux et dans des chiffres.
Il est excellent qu'un homme politique soit un technicien, mais un homme politique doit être d'abord un technicien de la politique ; un homme politique doit savoir ce qu'il veut il doit savoir les objectifs qu'il veut atteindre.
(Applaudissements)
Ensuite, il doit demander aux techniciens le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs. Il y a toujours plusieurs techniques pour cela, et il doit choisir entre

ces techniques diverses, mais il ne doit pas se laisser enfermer par des méthodes et par les moyens. Il ne doit pas reculer lorsqu'on lui dit que telle solution n'est pas possible sur le plan technique, si elle est indispensable sur le plan politique.
Je prends un exemple, l'exemple des zones de salaires. Moi, je dis que les députés de province ne peuvent pas continuer à aller devant les ouvriers de leurs départements, s'ils ne font rien dans le domaine des- zones de salaires.
(Applaudissements)
Vous trouverez d'excellents techniciens qui vous diront que la suppression des zones de salaires est une catastrophe, que finalement elle desservira la classe ouvrière au lieu de la servir, qu'elle aggravera la désertion des régions sous-développées.
Vous en trouverez d'excellents aussi qui vous diront le contraire et qui, à mon avis, ont raison, qui vous diront que la désertion des zones sous-développées vient en grande partie du fait que les salaires y sont insuffisants et que, par conséquent les régions où les abattements de zone sont inférieurs forment des pôles d'attraction. Ils vous diront que le salaire minimum insuffisant, comme il l'est aujourd'hui, n'est pas appliqué dans les départements comme le mien, et dar les entreprises qui, économiquement, ne peuvent pas supporter d'augmentations de salaires.
Que vous augmentiez ce salaire ou que vous le laissiez comme il est, cela ne changera rien aux salaires réels, et la suppression des zones de salaires laissera subsister, étant donné que nous sommes dans un régime de liberté des salaires, elle aggravera même les différences de salaires- entre les régions fortement industrialisées et les autres, mais elle rétablira l'égalité sur le plan des suppléments familiaux qui sont versés, non pas par les employeurs, mais par, des Caisses de Compensation, et elle restituera ainsi à la classe ouvrière de la province les centaines de millions dont elle est frustrée à l'heure actuelle par ce régime qui est devenu injuste et ne peut plus se prolonger.
(Applaudissements)
Des techniciens peuvent d'ailleurs vous offrir des compensations, lorsque cela apparaîtra nécessaire. Il y a des régions qui sont défavorisées par suite de l'éloignement des marchés, de l'éloignement des matières premières, sur le plan des transports, sur le plan fiscal. Il y a des possibilités de compenser les inconvénients que pourrait avoir la suppression brutale des zones de salaires, et vous amènerez ainsi ces entreprises à se moderniser, à se transformer, ce que voue souhaitez.
Par conséquent, je n'ai voulu prendre que cet exemple mais ce qui me paraît essentiel, c'est que nous sachions ce que nous voulons, et que ce que nous voulons, nous le voulions de toutes nos forces.
Et il ne faut pas vouloir en 1956, en fonction de l'acceptation ou de la résignation de la Société capitaliste, il ne faut pas vouloir en fonction des impossibilités actuelles ou de ce qu'on nous dit être des impossibilités, il faut vouloir en fonction des possibilités d.une Société où nous aurons introduit de nouveaux éléments de devenir.
Nous devrons - et c'est par là que je terminerai, -nous devrons être des gérants

loyaux. Nous gérerons, évidemment, la société capitaliste, mais nous la gérerons non pas en fonction des intérêts du capitalisme, mais en fonction des intérêts des travailleurs. Voilà quelle est l'honnêteté du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Ceci suppose d'ailleurs que nous devons rester vigilants sans être aussi timorés, aussi craintifs qu'on l'a été en 1936, par exemple, sur le plan monétaire, mais nous devons être très vigilants sur le plan monétaire, sur le plan des prix, et nous savons bien que ce n'est pas la classe ouvrière qui souhaite, à l'heure actuelle, une inflation, mais une inflation aurait peut-être pour effet d'atténuer certains mouvements, en permettant des affaires plus faciles. En conséquence, nous devons être guidés, non pas par l'image de la société capitaliste et par les possibilités qu'elle renferme, mais par l'image de la société socialiste que nous voulons réaliser et dont les objectifs doivent nous servir de guide.
Est-ce que nous serons capables de faire cela ? Si nous en sommes capables, il ne faut pas hésiter, mais si nous devons décevoir ou tuer les espérances qu'ont entraînées ces élections, alors il vaut mieux laisser la place à d'autres !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Edouard Depreux.

Edouard Depreux

Camarades, comme vous tous, j'ai été très frappé par le sérieux des discussions, par l'élévation de la pensée des différents orateurs et par ce sentiment que le coude à coude au sein du parti est plus nécessaire que jamais, néanmoins, je me demande si chez certains camarades il n'y a pas à la veille d'une expérience Redoutable entre toutes un certain nombre d'illusions.
Oh ! Je sais bien, on reprend la formule de Bracke, on en use et on en abuse : "Enfin les difficultés commencent", mais permettez-moi de vous dire, en mesurant mes mots, que les responsabilités qu'on accordait à Léon Blum et l'équipe groupée autour de lui en 1936 sont infiniment faibles par rapport à celles dont je ne dirai pas "qui vous attendent" à quelques camarades, mais qui nous attendent !
(Applaudissements)
Car il est bien entendu qu'il s'agit plus que jamais d'une responsabilité collective du parti et Mazier avait parfaitement raison lorsqu'il vous disait dans sa péroraison "Si vous, hésitez en quoi que ce soit, alors il est encore temps dans votre Congrès souverain de dire non, mais si vous dites oui, sachez bien ce à quoi vous vous engagez".
Il est très facile de dire : on va gouverner pour peu de temps et, par conséquent, on va détacher d'un programme d'ensemble un certain nombre de réformes spectaculaires, et autres.
Mais, dites-moi, est-ce que vous croyez que des questions qui peuvent se présenter à l'ordre du jour permettent, sur le plan parlementaire, de demander la permission à une Conférence des présidents ou, sur le plan économique de l'Union Française, de demander la permission, fut-ce à un Congrès socialiste,

Fondation Jean Jaurès

pour être traitées ?
La vie gouvernementale est parsemée de difficultés dont certaines sont totalement imprévisibles au moment où un gouvernement se forme.
Est-ce que vous croyez que, lorsque Bracke annonçait les difficultés de 1936, qu'il a prévu la guerre d'Espagne ? Et cela n'a pas été, pour le gouvernement de Léon Blum, une des moindres !
Et alors, toutes ces discussions pour savoir s'il s'agit de demander la présidence du gouvernement de Front républicain pour un homme qui n'est pas des nôtres ou pour un des nôtres me paraissent singulièrement secondaires par rapport à l'enjeu !
(Applaudissements)
Ne vous y trompez pas. Nous nous embarquons tous dans l'aventure. En cas d'échec, le Parti et le régime seront gravement touchés, que nous présidions ou que nous ne présidions pas le gouvernement ; en cas de succès, au contraire, la République respirera autrement.
Or, quels sont nos adversaires ?
Lorsqu'on vient parler des Communistes et des Poujadistes et de leur nombre, peut-être qu'on confond l'effet avec la cause.
S'il y a trop de Communistes, s'il y a un certain nombre de poujadistes élus à l'Assemblée Nationale, c'est parce que la majorité sortante de M. Edgar Faure n'a pas gouverné et ne s'est pas attaqué aux problèmes sociaux, aux problèmes économiques et aux problèmes de l'Union Française comme elle aurait dû le faire.
Or, il est indigne de socialistes qui constatent la fièvre de casser le thermomètre ou de prendre un cachet de quinine. Je le dis : si on accepte un gouvernement avec la perspective qu'il durera trois mois, par exemple, on doit gouverner pendant ces trois mois comme s'il devait durer pour l'Eternité, sinon on n'aura pas servi l'intérêt de la classe ouvrière ni l'intérêt du socialisme car nos adversaires, demain, sauraient bien nous dire : "Dites-moi, pendant vos trois mois, vous avez fait telle dépense et telle autre dépense et qu'est-ce que vous nous avez apporté en échange, comme recettes et comme économies. Et la conséquence de la gestion socialiste ce serait le prétendu sauvetage d'un quelconque Poincaré avec une dévaluation dont on nous rendrait responsable alors qu'elle serait la conséquence d'erreurs de beaucoup antérieures à notre prise ou à l'occupation du pouvoir pendant un délai déterminé !
Tout à l'heure, on parlait des zones de salaires. On avait parfaitement raison, mais je dirai à Deixonne comme à Mazier, qu'ils auraient dû retirer deux mots dans leur intervention, après le mot "Député, c'est-à-dire "de province"... comme si les Députés de la Seine n'avaient pas défendu, dans leurs motions et devant le corps électoral la suppression des zones de salaires, ce qui nous paraît une nécessité pour la classe ouvrière, et comme si, d'ailleurs, un député élu au Parlement français, socialiste ou autre, représentait seulement une région et ne représentait pas l'ensemble du pays !
(Applaudissements)
Il faudrait tout de même que nous donnions l'exemple et que nous prenions

l'habitude de nous hausser à des responsabilités qui dépassent les responsabilités locales et qui sont, au sens plein, au sens fort du mot, les responsabilités nationales.
Alors, que faire dès demain ?
André Philip nous a dit des choses excellentes en ce qui concerne les méthodes du travail parlementaire qui sont déplorables.
Ne nous y trompons pas : le Parlement, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, est en partie responsable de la vague d'antiparlementarisme qui vient de déferler sur le pays. Les méthodes de travail sont mauvaises, nous devons les réformer, mais je suis d'accord avec presque tout ce qu'a dit André Philip, sauf peut-être avec sa conception un peu d'avant-garde sur le soutien. Au reste, le Congrès socialiste n'a pas la possibilité, même s'il le voulait, de définir ce que sera, vis-à-vis de nous, le soutien d'un certain nombre d'autres. Ils ne sont pas justiciables de notre discipline et il ne suffit pas que nous émettions un vœu, même avec beaucoup de talent, pour que, demain, il soit réalisé.
J'ajouterai autre chose : le Parlement ne s'est pas grandit en 1951 lorsque, le même jour, des Députés, qui ne sont pas tous de nos adversaires, ont voté des invalidations à Rouen et le maintien des élections à Strasbourg, alors que le problème était exactement le même, mais parce qu'ils avaient plus ou moins de sympathie pour tel ou tel parlementaire ! La démocratie, ce n'est pas cela et le Parlement est indigne de s'occuper des invalidations s'il ne sait pas s'élever au-dessus de ces considérations partisanes.
Alors, ne comptez pas sur nous pour invalider systématiquement les adversaires et pour valider systématiquement les amis. Nous essaierons de définir des règles juridiques auxquelles nous nous tiendrons en appliquant la loi républicaine contre les adversaires du régime mais en l'appliquant d'autant mieux que nous aurons montré nous-mêmes que nous sommes beaucoup plus dignes de la confiance du suffrage universel que ses adversaires du régime.
Je voudrais aussi ajouter ceci : le meilleur gouvernement socialiste n'est pas celui qui augmente le plus le salaire minimum interprofessionnel garanti sans tenir compte de la situation générale.
Nous devons dire à la Classe ouvrière : "Voilà ce qu'on peut faire, voilà ce qui est possible et voilà la limite" et nous devons lui demander, en échange de notre loyauté une espèce de contrat de conscience, avec un calendrier : oui pour la suppression des zones de salaires, oui pour les trois semaines de congés payés, oui pour l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti, mais pas jusqu'à n'importée quel chiffre, car la classe ouvrière, même si elle avait un moment d'euphorie, si nous avions créé des illusions, nous reprocherait à bon droit d'avoir été des générateurs de l'inflation qui emporterait le régime, si nous n'avions pas été courageux, si nous n'avions pas été loyaux vis-à-vis d'elle.
Mes camarades, je vais vous dire franchement ce que je pense : beaucoup plus que l'opposition au Parlement, qu'elle se fasse sous une forme idyllique entrevue par Philip, ou sous une forme beaucoup plus violente et véhémente, je redoute pour l'expérience de Front républicain, une certaine opposition dans le pays, car ce n'est pas le tout de dire que nous ne voulons pas du front populaire au

Parlement, si vous créez des conditions économiques et sociales telles que, contre voues et contre le gouvernement auquel vous participerez, les communistes remportent la victoire, parce que les revendications ouvrières démagogiques seraient entretenues par eux. Ce n'est pas par hasard que ceux qui ne croient pas à la possibilité de réformes en régime capitaliste sont ceux là mêmes qui demandent le plus le régime capitaliste.
Eh bien, nous, nous savons que les réformes sont possibles et nous devons dire en même temps, je le répète, quelle est la limite et quelles sont les possibilités, sans cela nous serions absolument indignes de gouverner.
Oh, camarades, je ne veux pas reprendre une formule anglaise et vous promettre du sang et des larmes, mais je pense que les parlementaires socialistes auxquels vous allez donner des responsabilités, doivent avoir le courage de vous promettre, aujourd'hui, qu'ils avaleront des couleuvres et qu'ils vous demanderont d'avaler des couleuvres avec eux.
Paix en Algérie ? J'y crois, j'y tiens, je veux que de toutes nos forces nous y travaillions pour que cela ne se termine pas comme un nouveau Dien Bien Phu, car on nous a montré exactement ce qu'il ne fallait pas faire.
Mais, dites-moi, il est facile de se faire applaudir dans une réunion publique en disant : Paix en Algérie. Quelque audacieuses que soient nos réformes, que nous admettions totalement le programme de notre ami Rosenfeld, par exemple, cela ne se fera pas en un tour de main. Il y faudra, avec une situation criminellement détériorée par le gouvernement Edgar Faure, il y faudra hélas des semaines dans la meilleure hypothèse, et des semaines pendant lesquelles tout gouvernement, quel qu'il soit, aura le devoir impérieux de maintenir l'ordre public, c'est-à-dire d'empêcher les assassinats de qui que ce soit, même de nos adversaires.
(Applaudissements)
Ce qu'il faut, c'est avoir le courage, dans vos sections socialistes, dans votre usine, dans votre champ, dans votre boutique, sur le lieu du travail ou sur le lieu du transport, de défendre la gestion de ceux que vous aurez envoyés là-bas et qui savent très bien qu'ils n'accompliront pas de miracles si le gouvernement de Front républicain tenait trois mois et si, pendant ce temps, il avait maintenu la paix en Algérie. Mais, il ne fera la paix en Algérie que s'il y a des vagues d'espoir et de désespoir un peu alternées, que s'il y a des mesures impopulaires inévitables à prendre en même temps que les mesures populaires pour arriver au résultat, car c'est cela, gouverner, c'est un impératif pour tous les Partis, pour tous les régimes auquel nous n'aurons pas la possibilité de nous soustraire.
Alors, si vous le voulez bien, le contrat entre nous doit être parfaitement loyal. Il ne s'agit pas de se créer un alibi, de faire l'esprit fort pour dire : "Je ne voulais pas cela et, au sein du Parti, je continuerai telle tactique de harcèlement ou telle tactique d'opposition vis-à-vis de telle ou telle majorité, vis-à-vis de telle ou telle personne". Non, il s'agit de nous engager tous ou de n'engager personne !
(Applaudissements)
Et si je le dis avec un peu d'émotion, c'est parce que je me souviens d'expériences précédentes, même en 1936, et parce que je sais que ce sera plus difficile encore cette fois-ci qu'en 1936.

Fondation Jean Jaurès

Et alors, camarades, il y a un aspect de la question qu'il n'est pas possible de taire : le Parti est-il organisé très exactement comme il doit l'être pour avoir un maximum d'efficacité dans son action quotidienne ?
Quand on analyse le résultat des élections, on s'aperçoit que là où on était fort, on est devenu plus fort, que là où on n'est pas organisé, on est trop souvent devenu plus faible encore.
Il y a donc des problèmes de structure du Parti Socialiste et d'organisation du Parti Socialiste qui, pour la défense républicaine et le salut du gouvernement, sont aussi importants que le choix des hommes... (applaudissements)... dont vous devrez exiger, d'ailleurs, du caractère, de l'indépendance, du courage - beaucoup plus peut-être que du talent et que du brio - que vous enverrez au gouvernement. Avec un Parti Socialiste faible, hésitant, incapable de répondre à la propagande communiste par un dévouement égal, sinon par un dévouement supérieur, alors vous êtes sûrs d'aller à la défaite. Dans le cas contraire, si vous avez un vrai Parti Socialiste, alors, camarades, l'espoir de sauver la République est un espoir très sérieux et si, comme je le souhaite ardemment, c'est le Parti Socialiste qui a contribué au sauvetage de la République, alors, dans une étape ultérieure, alors dans une étape ultérieure nous pourrons, après avoir créé des conditions préalables, marcher allègrement vers la transformation sociale qui est notre raison d'être, car la tâche qu'un certain nombre des nôtres vont accomplir ce n'est pas une tâche exclusivement socialiste, c'est une tâche de défense républicaine.
On a peut-être abusé de la formule : "La république est en danger" et ceux-là même qui ont sous-estimé au début le péril poujadiste et qui ne l'ont pas pris au sérieux, ont peut-être tendance aujourd'hui à le prendre trop au tragique. Seulement, tout en mesurant les périls et tout en disant d'ailleurs que sur le plan de l'Etat, la légitime défense républicaine s'impose et qu'il y a des prisons qui sont faites pour les factieux qui veulent se soustraire aux lois républicaines... (applaudissements)... tout en disant cela avec énergie et en mesurant les conséquences que cela peut avoir pour la totalité du Parti, je dis que des Socialistes, même dans le cadre de la République, doivent d'abord travailler en socialistes, c'est-à-dire s'attaquer aux racines économiques, aux racines sociales du mal.
Camarades, pas d'une politique sociale à la petite semaine qui n'aurait pas de support économique, pas de renonciation aux investissements productifs, hors lesquels la jeunesse de demain est condamnée au désespoir et au chômage, qu'elle sorte de nos grandes Ecoles d'ingénieurs ou qu'elle sorte de nos Centres d'apprentissage ouvriers. Pas de renonciation pour le niveau de vie immédiat aux investissements dans l'Union Française. Après tout, la classe ouvrière de ce pays corn prend le langage énergique des gens qui font confiance à sa maturité. La classe ouvrière anglaise a fait confiance à Staford Crips qui lui promettait l'austérité et qui l'a tenue. Je voudrais que la classe ouvrière française et ses organisations syndicales libres comprennent que s'il y a demain un gouvernement de Front républicain, c'est leur gouvernement et qu'elles agissent en conséquence, prenant, elles aussi, leur responsabilité.

Fondation Jean Jaurès

Alors, il ne s'agit pas de se dérober, je revendique comme vous tous des responsabilités, mais non pas des responsabilités d'une poignée de Socialistes, mais les responsabilités de tous les Adhérents du Parti. Des camarades ont dit, tout à l'heure : "nuit et jour?" ils devront être mobilisés", moi, je préfère que ce soit, soit le jour, soit la nuit, mais pas les deux à la fois, parce qu'on fait du très mauvais travail dans ces conditions, mais il y a quelquefois des circonstances exceptionnelles auxquelles un Socialiste, aujourd'hui, n'a pas le droit de se dérober.
Alors, camarades, ou vous dites non au Congés, ou vous dites oui et dans ces conditions nous marchons la main dans la main pour la victoire de la République et du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - la parole est à Fuzier.

Claude Fuzier

Camarades,
La fédération socialiste de la Seine, par (?) voix contre 92, a adopté une motion qui comprend à la fois un engagement politique et un engagement sur le programme.
Sur le plan politique, nous ne nous sommes pas posé la question de savoir qui devrait présider le gouvernement de demain, nous avons pensé que des considérations extérieures suffisamment importantes pouvaient intervenir pour que nous n'ayons pas à choisir, et que, ne serait-ce que le choix fait par le Président de la République, ferait que, sans doute, nous n'aurions pas l'entière liberté d'appréciation dans le choix qui sera fait d'un Président du conseil, choix que nous voulons quand même limité entre le président Pierre Mendès-France, d'une parti et notre camarade Guy Mollet, d'autre part. Là-dessus, nous avons été extrêmement nets.
Aussi avons-nous déclaré que le Parti Socialiste était prêt à prendre toutes ses responsabilités au sein d'un gouvernement de Front républicain, et exclusivement au sein d'un gouvernement de Front républicain, rejetant par là même toute formule de liront populaire ou d'Union nationale, ces formules qui nous ont été proposées au cours de ces dernières semaines.
Sur le programme,- camarades, je voudrais insister plus particulièrement sur les points qui regardent les problèmes économiques et sociaux.
Je veux dire qu'avant d'avoir entendu notre ami Depreux je trouvais que beaucoup de camarades avaient posé à la tribune du congrès le principe que les difficultés allaient commencer à partir du moment où nous prendrions le gouvernement, mais que bien peu avaient expliqué quelles allaient être ces difficultés, et je voudrais attirer votre attention sur quelques-uns des difficultés qui vont se poser immédiatement et sans délai, et qui dépasseront tout de suite toutes les constructions théoriques de ce programme que nous pourrons faire.
Vous avez la fédération générale des fonctionnaires Force Ouvrière, proche de nous, qui a rappelé récemment que son programme comprenait la fixation du

Fondation Jean-Jaurès

salaire de base à 200 000 francs par an. Il faudra répondre à cette revendication.
Vous venez d'avoir, pendant 54 jours, une grève à la sécurité aérienne. Les travailleurs de cette profession ont déposé des revendications, il faudra répondre aux demandes de ces travailleurs.
Vous avez; eu hier la réunion de la commission nationale paritaire des travailleurs de l'état. Vous savez que depuis près de deux ans il y a une agitation permanente qui règne dans nos arsenaux, chez les travailleurs de l'Etat. Les revendications de ces gêna ont été : défense de leur profession, défense de leur travail, défense de leur plein emploi. A ces revendications, il faudra aussi répondre.
Il faudra y répondre immédiatement, car, à côté des problèmes que nous chercherons à résoudre, que nous chercherons à faire progresser, concernant la situation du prolétariat français, vous avez des problèmes quotidiens, ceux qui restent en suspens depuis plusieurs années parfois, ceux qui ont été méprisés par les gouvernements de la réaction depuis 2 ans. Ces problèmes-là, vous les aurez demain, dès que le gouvernement sera constitué, et il faudra que vous répondiez à ces problèmes, et que vous répondiez d'une façon qui ne déçoive pas les travailleurs et d'une façon qui, en ne les décevant pas, ne permette pas à ceux qui vous guetteront au tournant, à ceux de vos adversaires politiques qui, n'étant pas au gouvernement, souhaiterons vous voir chuter, et particulièrement au Parti Communiste, de profiter de la situation pour créer dans le pays un climat d'agitation sociale qui serait extrêmement grave pour les possibilités d'action de ce gouvernement.
Car je pense que si, effectivement, nous devons dire la vérité, toute la vérité, à l'ensemble de la population française, si nous devons montrer quelle est la réalité actuelle de notre économie, si nous devons souligner le désastre mène de nos finances, provenant essentiellement de la mauvaise gestion des gouvernaient s qui se sont succédé, et principalement des gouvernement a Pinay, Laniel et Edgar Faure, nous ne devons pas oublier non plus qu'il serait dangereux de tomber, ainsi que l'indiquait tout à l'heure notre camarade Mazier, dans le piège, non pas tant d'une certaine forme de la technicité, mais simplement dans le piège de la défense d'une sorte d'Union nationale pour la défense de l'économie nationale.
Rien ne servirait si, sur le plan politique, vous refusiez l'union nationale, et si, sur le plan économique, vous acceptiez une certaine forme d'union nationale qui, en réalité, vous amènerait à refuser l'essentiel de ce qui est demandé par les organisations ouvrières les plus représentatives et par l'ensemble des travailleurs.
Camarades, c'est un problème extrêmement grave, car je sais que dès maintenant - je l'ai entendu aujourd'hui dans ce congrès - on se demande quelles seront les limites qu'il faudra mettre à notre effort en faveur du monde du travail, et on crée ces limites en se référant à la situation de notre économie. C'est évident, il y a une situation mauvaise qui ne sera comprise que dans la mesure où vous expliquerez franchement, nettement, honnêtement, à l'ensemble de la population française, quelle est cette situation économique. lais vous n'aurez pas le droit de vous réfugier derrière cet état de fait pour refuser des satisfactions sur les

revendications essentielles, car, à ce moment-là, la réponse qui pourrait vous être faite, c'est celle que, je me permets de vous le rappeler, vous aviez faite l'an dernier, et lors des derniers Congrès nationaux, lorsque vous aviez constaté, comme je l'avais constatée et comme beaucoup de camarades l'avaient constatée, la situation florissante du capitalisme français à l'heure actuelle.

Vous savez qu'il y a pour certaines fractions de notre industrie une situation qui est bien meilleure, qui a augmenté de façon régulière depuis 5 ans, que les bénéfices, les super-bénéfices que nous avons dénoncés, continuent d'exister dans le pays. Et, encore cette semaine, en lisant simplement les journaux économiques et financiers, nous pouvons constater que, pour certaines entreprises, la situation n'est pas si mauvaise que cela. Evidemment, ceci est limité à un certain nombre de branches professionnelles, et il faudra le dire, il faudra dire quelles sont les branches professionnelles qui, en revanche, elles, ne sont pas capables de fournir un effort.

Il ne faudra pas avoir peur, non plus, de poser devant la classe ouvrière les problèmes de reconversion, car ces problèmes de reconversion sont des problèmes absolument indispensables qu'il faut résoudre extrêmement rapidement.

Vous me direz alors que je dépasse singulièrement le cadre des 3 ou 4 mois que les augures les mieux renseignés accordent à notre nouveau gouvernement, d'ailleurs en se basant sur je ne sais quelle appréciation, mais je crois, camarades, qu'à côté du programme d'urgence, que beaucoup de camarades ont défini, qui porte par exemple sur l'abrogation des zones de salaires, sur un relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti, sur la création d'un véritable fonds national vieillesse, sur la réunion d'une sorte de conférence nationale du travail - le terme ne me plait pas beaucoup, mais il a été lancé par nos futurs partenaires radicaux - réunissant l'ensemble des organisations syndicales - toutes, car il faudra que tout le monde prenne ses responsabilités dans cette affaire et qu'on ne se contente pas seulement de mettre sur le dos de certaines organisations les responsabilités d'une opération qui nécessitera beaucoup d'ex pli cations dan s la masse des salariés -, si toutes ces choses doivent être faites extrêmement rapidement, nous n'avons pas le droit, pendant la période où nous dirigerons les destinées du pays, de ne pas engager les grandes réformes, de ne pas prévoir un certain nombre de grandes réformes, de ne pas préparer pour l'avenir un certain nombre de positions qui resteront dans la mesure où, dans ce pays, nous le savons très bien, il est toujours extrêmement difficile de revenir sur ce qui a été fait.

Camarades, je voudrais dire aussi que l'arithmétique parlementaire n'est pas seulement ce qui compte lorsqu'il s'agit d'appuyer un gouvernement, une expérience gouvernementale. On peut se livrer à des calculs extrêmement savants pour arriver à savoir si nous avons une minorité suffisamment forte, suffisamment confortable, en face d'une majorité qui acceptera que ce gouvernement de la minorité gouverne, mais il faut savoir aussi que, derrière ces calculs arithmétiques, il y a un pays, il y a des salariés, il y a une population, qui, par ses mouvements - des mouvements peut-être, évidemment, moins sensibles

que les mouvements qui se déroulent sur le plan parlementaire - est parfaitement capable de donner une impulsion et d'animer une politique.
Evidemment, nous avons en ce moment des offres en la matière, et lorsque, tout à l'heure, j'entendais notre ami Mazier parler de ces mouvements qui accélèrent, dans une certaine mesure, certaines revendications, je pensais qu'au fond il y avait des propositions oui nous étaient faites déjà, sur ce plan, par certains de nos voisins, sur le plan syndical et politique à la fois, et qu'une vague de grève, dans le pays, immédiatement après l'apparition du gouvernement de Front républicain, serait peut-être un des moyens d'accélération, aux yeux de certains, du processus de transformation que ce gouvernement est capable de faire.
Je crois que cela ne serait peut-être pas totalement la bonne méthode et qu'il serait particulièrement dangereux de lancer le pays, à ce moment-là, dans des opérations de ce genre.
Mais si nous voulons nous opposer à des opérations de ce genre, il va falloir parler franchement, non seulement aux militants du Parti Socialiste, mais à certains de nos amis. Et je voudrais en terminer, pour ne pas abuser de vos instants, en vous indiquant que le problème le plus grave qui se posera à ce moment-là, c'est le problème, incontestablement, de nos relations avec nos amis des organisations syndicales.
Nous devons parler franchement à nos camarades des syndicats, nous devons leur dire que leur existence dépend de nous plus sans doute que la nôtre dépend d'eux, flous devons leur dire qu'à l'heure où la république est dangereusement menacée - car elle l’est, les coquetteries sont déplacées.
Noua devons leur rappeler qu'il n’y a pas de principe ni d'intérêt qui puisse tenir devant cet impératif qu'est la nécessité de trouver la meilleure formule pour rendre efficace la lutte de la classe ouvrière. Si nous gouvernons, nous ne pouvons plus accepter que toute une fraction d'un mouvement ouvrier reste sur la touche à compter les coups, ne retenant pour elle que les avantages et rejetant sur ceux qui agissent sur le plan politique la responsabilité des inconvénients.
Le Parti n'a pas hésité à se lancer dans la bagarre au cours des dernières années pour défendre les travailleurs entrés dans la lutte à l'appel de leurs organisations syndicales. Aussi bien en août 1953 que l'année dernière, le Parti a engagé ses forces à tous les échelons pour soutenir les magnifiques combats de nos camarades syndicalistes. Et je ne voudrais pas rappeler l'action d'un certain nombre de camarades, Il ne s'agit pas ici de faire un palmarès, mais il est incontestable que dans les départements comme l'Allier, la Loire-Inférieure, par exemple, les camarades socialistes ont été à l'avant-garde dans l'appui pour le combat qui était mené par nos camarades syndicalistes.
Nous avons fait de même, d'ailleurs, lorsqu'il s'est agi de résister aux offensives communistes en 1952 et en 1954.
Le Parti Socialiste n'a pas fait tout cela par intérêt d'organisation, mais il l'a fait parce qu'il a pensé que c'était l'intérêt de la classe ouvrière, comme nous pensons encore à l'heure actuelle qu'il est de l'intérêt de la classe ouvrière de développer l'amicale coopération qui existe déjà entre certaines grandes fédérations syndicales et le Parti Socialiste.

Il ne s'agit pas alors de s'opposer des arguments mineurs, ou de chercher, dans je ne sais quelles traditions périmées - si jamais elles ont correspondu à une réalité de fait - les raisons d'un splendide isolement. Nous savons qu'il y a des secrets de Polichinelle, et c'en est un de vouloir que le syndicalisme est bien obligé de se tourner vers l'organisation politique pour la réalisation d'une bonne partie de ses objectifs, et que dans un pays où régner Le pluralisme syndical et le pluralisme politique, chaque confédération syndicale doit choisir entre les différents partis, et le fait, dans la pratique.

Il serait également absurde de nier que la composition du gouvernement a son importance pour la réalisation des objectifs de la classe ouvrière, un l'a vu de 1951 à 1955. Rappelez-vous le sabotage de l'échelle mobile par le gouvernement Pinay, le sabotage des droits des fonctionnaires par le gouvernement Daniel, le sabotage de la procédure de conciliation et du fonds national vieillesse par le gouvernement Edgar Faure... et on pourrait multiplier les exemples de ce genre.

Alors, disons et faisons la preuve que le syndicalisme peut et doit attendre beaucoup d'un gouvernement populaire, d'un gouvernement du peuple, travaillant pour le peuple, de ce gouvernement de Front républicain que nous souhaitons.

Disons tout aussi nettement que, pour nous, l'indépendance syndicale n'est, ni le silence, ni le refus. Nous ne voulons pas imiter servilement un certain nombre de systèmes qui ont pu être mis sur pied à l'étranger, que ce soit le travaillisme anglais ou le système de l'action commune en Belgique, mais disons-nous quelques vérités, et cessons, sur ce plan-là, ce jeu hypocrite qui fait nier, par exemple, à la confédération Force Ouvrière, qu'elle a des liens avec nous, au nom de je ne sais quelle tradition de l'indépendance,

Ou qui fait nier à nos camarades du syndicat des instituteurs de la fédération de l'éducation nationale, au nom de je ne sais quel corporatisme qui, tôt ou tard, amènera des lendemains qui déchanteront singulièrement, qu'ils préfèrent voir, à la tête du ministère de l'éducation nationale, notre camarade Depreux ou notre camarade Lapie, plutôt qu'Etienne Fajon.

Camarades, le jour où les travailleurs français sauront tout haut ce que beaucoup disent tout bas à l'heure actuelle, lorsqu'ils sauront que les syndicats attachés à la liberté, à la démocratie, marchant avec le seul Parti de la classe ouvrière défenseur intransigeant de cette liberté et de cette démocratie, je suis persuadé que, sur ce plan-là, nous aurons fait un grand pas en avant.

Je pense que l’heure est suffisamment grave, au moment où nous allons avoir à prendre des responsabilités extrêmement lourdes sur le plan gouvernemental, pour que nous demandions que les étapes soient un peu précipitées, et, sans chercher je ne sais quelle formule d'organisation entre nous, pour que l'on dise nettement, de part et d'autre, que nous sommes engagés dans la même barque, dans la même affaire, et que si nous gagnons, nous gagnerons ensemble, et que si nous sommes battus, nous serons battus ensemble, Parti Socialiste et organisations syndicales libres.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est à Henry, de la fédération du Cher.

Henry

Camarades, la fédération du Cher a examiné, dimanche dernier, la situation politique au lendemain des élections législatives. Elle s'est félicitée des déclarations de Guy Mollet, rejetant catégoriquement l'idée d'un gouvernement d'union nationale allant des socialistes à la majorité fauriste d'hier.

Il faut que nous réaffirmions avec vigueur que le Parti Socialiste se refuse à collaborer, en particulier, au futur gouvernement, avec le Mouvement républicain populaire, responsable de la situation actuelle en Afrique du Nord.

Sur ce point, la fédération du Cher a été unanime, et je dois dire que dès mardi dernier, c'est-à-dire au lendemain de la publication dans la presse de la motion votée par la fédération du Pas-de-Calais, publication ne faisant pas allusion au problème de la laïcité, j 'ai reçu un courrier volumineux de secrétaires de sections et de militants du Parti, m'informant que si l'abrogation des lois anti-laïques n'était pas mise en bonne place par un gouvernement à participation socialiste, il fallait que je considère la démission de ces camarades comme effective.

Je me suis félicité, depuis, de la rectification faite par la presse, comme aussi des déclarations absolument nettes de Guy Mollet au Banquet de la presse anglo-américaine.

Donc, pas d'union nationale qui nous ramènerait à l'immobilisme et qui discréditerait définitivement notre Parti aux yeux de ceux qui nous ont fait confiance le 2 janvier.

Par contre, la possibilité d'un gouvernement de Front Populaire fût envisagée par certains camarades de ma fédération. Cette hypothèse n'a pas été retenue, mais notre fédération demande que cette idée ne soit pas rejetée à priori pour l'avenir. Si la droite, si la réaction, refuse d'accepter les solutions préconisées par le Front républicain, il ne faudra pas hésiter, peut-être, demain, à aller jusqu'au Front populaire.

Bien sûr, nous n'envisageons pas sans appréhension une éventualité dont nous connaissons tous les dangers, mais nous refusons à nous laisser désarmer devant les exigences de la droite.

A une très forte majorité, notre fédération s'est prononcée en faveur d'un u-gouvernement de Front républicain.

Quoi qu'en dise Vincent Auriol, il faut s'efforcer de sortir de l'arithmétique parlementaire. Mais pas de compromission, pas de voile sur notre programme. Dans son discours d'investiture, l'homme de Front républicain auquel fera appel le Président de la République devra être très net sur l'ensemble d'un programme à appliquer dans les quelques mois à venir.

Il y a, je pense, accord général sur la manière de régler dans l'immédiat le problème algérien. Quoique Rimbert ait, ce matin, mis l'accent sur des divergences possibles.

Des difficultés plus grandes apparaîtront pour ce qui est des réformes à appliquer dans le domaine social. Un gouvernement de Front républicain se doit

d'améliorer immédiatement les conditions de vie des classes laborieuses. Sa réussite dans ce domaine doit ramener vers nous ces centaines de milliers d'électeurs qui, depuis 10 ans, votent communiste sans "être communistes. Par contre, l'échec serait lourd de conséquences et viendrait renforcer le nombre de voix du Parti Communiste. Donc, dans ce domaine, l'échec n'est pas permis.
Quelles sont les mesures à prendre dans ce domaine ? On les a rappelées tout à l'heure :
-Suppression des zones de salaires,
-Relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti aux environs de 50 000 frs par mois, mais garantie de ce salaire minimum interprofessionnel par une véritable échelle mobile et non pas par la fausse échelle mobile de 1951.
Création d'une Caisse nationale d'allocations vieillesse,
-Assurer le plein emploi, car il existe, à l'heure actuelle, dans notre pays, un chômage latent quelque peu inquiétant,
-Faire la réforme fiscale basée sur le projet Leenhardt, mais complétée par l'institution d'une taxe statistique sur la fortune,
Se pencher sur les problèmes agricoles, organiser les marchés, éviter la concentration capitaliste consécutive au rapatriement des capitaux d'Indochine ou d'Afrique du Nord, concentration extrêmement inquiétante dans des départements ruraux comme nos départements du centre, certains coloniaux revenant d'Indochine ou d'Afrique du Nord achetant des domaines et effectuant une concentration de 3 ou 400 hectares.
Il nous faut sauver la petite et moyenne agriculture qui se débat dans des conditions très difficiles, ce qui fait que dans nos départements ruraux beaucoup de voix paysannes sont allées aux listes poujadistes.
Mais attention aux écueils sur le plan financier, sommes-nous an mesure d'arrêter l'élévation des capitaux, sommes-nous en mesure de stopper la montée actuelle de l'or, sommes-nous en mesure de faire face, dès le mois de février, aux échéances de trésorerie ?
Beaucoup d'indices montrent que le capitalisme essaie de jouer la carte de la hausse des prix, de l'inflation, du chômage, contre un gouvernement de gauche.
Nous devons, dans ce domaine, appliquer au départ des mesuras draconiennes pour éviter et pour juguler ces manœuvres.
Le problème laïc ne doit pas être escamoté, et nous devons abroger, dans les six mois qui viennent, toutes les lois anti laïques qui ont été votées durant la précédente législature.
Nous ne devons pas apparaitre, vis-à-vis de l'opinion publique, à la remorque du Parti Communiste, et je me range volontiers aux propos de Deixonne ce matin. Même si l'intransigeance dans ce domaine interdit demain à un socialiste de passer demain le cap de l'investiture, nous devons nous montrer farouchement intransigeants sur ce problème.
Notre fédération a abordé la question de la personnalité du chef de gouvernement de Front républicain. Sans en faire une condition sine quo non, elle préférerait que le choix du Président de la République se porte sur le Secrétaire général du Parti.

En cas de réussite de l'expérience, le Parti aurait tout à gagner à ce que le chef du gouvernement soit son Secrétaire général.
Et, ne nous faisons pas d'illusions, en cas d'échec le Parti supportera, en toutes circonstances, le poids de la défaite, que le Président du Conseil soit un Socialiste ou non.
Voilà quelles sont les conditions de la réussite : ne pas transiger pour des questions de dosage ou d'opportunité sur un seul point de notre programme, faire preuve de courage et de fermeté.
Le parti doit se sentir mobilisé, tous les militants doivent se sentir mobilisés pour ramener à eux ceux qui sont confiants dans la démocratie et ont voté par désespoir le 3 janvier, soit communiste, soit poujadiste,
La propagande devra être intense autour des réalisations obtenues ; il faudra utiliser largement la radio, la presse, les affiches, faire connaître enfin à l'opinion publique notre action.
Un tel gouvernement peut certainement agir pendant quelques mois, mais ne nous faisons pas d'illusions, un gouvernement de minorité ne sera pas éternel. Nous devrons peut-être demain profiter de la chute du gouvernement de Front républicain, du choc psychologique créé dans le pays par ses réalisations immédiates, pour retourner devant les électeurs et amener cette fois au Parlement une large majorité de front républicain, le Parti Socialiste alors aura gagné la grande bataille de son Histoire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Chauchois.

Chauchois

Mes chers camarades, je voudrais vous faire part d'un certain nombre de réflexions et d'idées qui ont été exprimées dimanche dernier lors du Congrès de la fédération socialiste du Pas-de-Calais qui s'est tenu à Lens, mais avant j'aimerais vous faire partager la fierté qui a été la notre, celle que nous avons ressentie au soir du 3 janvier 1956 qui a été pour nous un soir de victoire dans notre département, puisque, avec les 315 000 voix qu'ont recueilli les candidats de notre parti dans nos deux secteurs, nous nous sommes affirmés le premier parti du département.
Mes camarades, laissez-moi très rapidement vous rappeler quelques chiffres :
Dans notre premier secteur, celui du littoral, nous avions en 1951 49 800 voix, en 1956, le 3 janvier, nous en avons enregistré 74 300, soit un gain de près de 35 000 voix. En réalité, par rapport aux chiffres de 1951, nous avons gagné 50% des suffrages, ce qui nous a permis d'avoir le 3 janvier au matin 3 élus socialistes sur 5 pour notre secteur.
(Applaudissements)
Dans le deuxième secteur, nous avions en 1951 97 000 voix. En 1956, le 3 janvier, nous en avons enregistré 139 400 soit un gain de 43 400 voix. Mais dans un département comme le Pas-de-Calais, je vous le dis avec une certaine amertume, il faut 47 800 voix pour faire un député supplémentaire et nous avons

Fondation Jean Jaurès

du, à notre grand regret n'avoir que 3 députés, nous les avions le matin du 3 janvier, nous n'en avions pas plus après, malgré le gain appréciable dans le secteur de Guy Mollet, au soir du scrutin.
Ces résultats, mes chers amis, que nous avons enregistrés, nous les avons connus, parce que nous avons été à la bataille avec un programme clair, avec la foi, avec l'enthousiasme et surtout avec la volonté de vaincre.
Et j'aimerais très vite tirer devant notre Congrès national quelques leçons de résultats comme ceux-là.
Ce matin, Guy Mollet disait avec raison : la preuve a été administrée à travers le pays, et singulièrement à travers notre département, que le courage, l'honnêteté, le travail paient à terme. Il est bien exact, camarades, que dans les fédérations, dans les départements où la propagande n'est pas une propagande à éclipses, où la bataille électorale est permanente, où le travail pour le recrutement ne cesse jamais, ce n'est pas un étonnement que de remporter des succès, et laissez-le moi vous le dire très franchement.
Mais ce que nous devons faire, car notre victoire serait une victoire insuffisamment suivie de lendemains heureux si nous ne le faisions pas, c'est bien entendu demain canaliser l'enthousiasme des jeunes au bénéfice de notre parti, canaliser le mécontentement qui s'est exprimé dans les couches ouvrières sur les noms de nos candidats en faveur également de notre Parti et, par conséquent, constituer sans attendre les semaines et les mois qui viendront, d'abord des sections nouvelles du parti, des groupes de jeunesse, mais aussi diffuser davantage notre presse.
Ce sont là, mes chers camarades, croyez-le, les véritables conditions pour connaitre d'autres succès dans l'avenir.
Les victoires, je n'ai pas besoin de vous le dire, se préparent et se méritent et nous pouvons, en commentant le résultat qui est le nôtre, dire ceci : nous enregistrerons d'autres victoires encore, car nous saurons les mériter et les préparer.
(Applaudissements)
Mes camarades, on a depuis ce matin supputé ce qu'étaient les chances d'un gouvernement de Front républicain demain. Il est certain que si l'on examine la composition des différents groupes de l'actuelle Assemblée Nationale, il n'y a pas de majorité constructive réelle. Les résultats du 3 janvier 1956 ont marqué néanmoins la volonté de changement et de renouveau d'une très grande partie du corps électoral, Il est indiscutable que les 3 300 000 voix, que les 3 300 000 électeurs qui ont voté pour les candidats poujadistes sont des électeurs qui ont entendu exprimer dans une très large mesure un mécontentement que personne ne peut contester. J'entendais ce matin avec intérêt Pierre Bloch et d'autres nous dire qu'on trouvait certainement dans les 3 300 000 électeurs poujadistes les quelques cent mille indignes nationaux des lendemains de la libération, tous ceux qui ont suivi à certains moments les de Laroque et les Doriot, c'est exact, mais vous savez, camarades, ce serait cacher la vérité que de nier que le poujadisme a trouvé dans une très large mesure une justification dans une fiscalité aussi stupide qu'injuste.

Je suis de ceux qui pensent, contrairement à d'autres qui vous disent : nous n'avons pas à abaisser notre drapeau au niveau des boutiquiers, que si c'est une formule commode pour les réunions publiques, camarades, ce n'est que cela ! Il est indiscutable que nous devons tout faire pour essayer as reprendre au poujadisme les électeurs boutiquiers, petits commerçants qui ont été abusés et qui n'ont pas compris encore que leurs intérêts sont intimement liés aux intérêts de la classe ouvrière, qu'ils font eux-mêmes partie de la grande famille exploitée par le capitalisme et ce serait de notre part, camarade, une très grave erreur que de ne pas faire ce travail de propagande auprès d'eux dé désintoxication et de débourrage de leur crâne, par ailleurs, nous faillirions à notre mission si, au plus tôt, nous n'essayions, mes chers camarades, de tout mettre en œuvre pour promouvoir une réforme fiscale qui fasse la démonstration que Poujade les a abusés, exploités et qu'au contraire, le Parti Socialiste est le seul qui soit capable de leur apporter les satisfactions qu'ils attendent depuis des années.
(Applaudissements)
Par ailleurs, volonté de changement, je suis persuadé, camarades, que vous pensez comme moi, que ceux qui ont voté pour les candidats du Parti Communiste, eux aussi, sont des mécontents et, bien entendu, je ne ferai pas l'injure aux travailleurs communistes qui votent pour des candidats du Parti Communiste, de les confondre avec ceux qui les abusent et qui exploitent leur naïveté et leur mécontentement, mais plutôt je dirai que s'ils sont des mécontents, ils sont aussi des Français qui entendent que les choses changent et que la politique française prenne une autre tournure.
Ceux qui ont voté pour les candidats du Front républicain, je n'ai pas besoin d'essayer de vous en convaincre, ceux-là aussi ont exprimé une volonté ferme de changement et de renouveau.
Mais, camarades, nous devons le répéter sans nous lasser tout au cours de ce Congrès, tout naturellement nous n'accepterons pas de marchandages ou de tractations avec les hommes de la majorité défunte, de la majorité sortante, de la majorité sortie. Pas possible pour nous non plus d'envisager la constitution d'un gouvernement d'union nationale, même si ce gouvernement d'union nationale nous est recommandé par un homme qui fit autorité dans notre parti il y a quelques années encore et je vous dis, comme je l'ai entendu exprimé avec fermeté dimanche dernier au Congrès du Pas-de-Calais, nous regrettons que des hommes qui représentent une autorité encore dans le parti et qui représentent une autorité sur le plan du pays s'autorisent justement de cette autorité pour écrire au nom du Parti Socialiste et semble accréditer dans le pays que nous sommes demain capables de renier nos engagements et nos promesses et de nous jeter dans les bras de la réaction !
(Applaudissements)
Il n'y a pas davantage, mes chers Amis, de Front populaire possible, d'ailleurs. J'ai entendu très timidement exprimer l'idée qu'on pourrait constituer un iront populaire, mais non pas, d'ailleurs, sur le plan gouvernemental. Ve Front populaire qu'on nous a proposé, c'est, semble-t-il, le rassemblement de toutes les bonnes volontés pour soutenir le gouvernement de Front républicain, mais nous

n'avons jamais dit autre chose. Ceux qui entendent épauler l'action du gouvernement de Front républicain le feront, nous ne repousserons personne, nous ne rejetterons personne, mais je crois, camarades, qu'il ne faut pas farder la vérité, il ne faut pas nous mentir à nous-mêmes, il ne faut pas cacher ce que nous pensons au fond de nous-mêmes. Il est impossible que, demain, on puisse envisager la constitution d'un gouvernement de Front populaire, surtout quand il nous est proposé de la manière que vous savez par les communistes français dont la pensée est interprétée à Berlin par le citoyen Marcel Cachin.

Je ne suis pas prêt, mes camarades, pour ma part, à tendre le cou pour qu'on y passe le lasso, et je suis persuadé que tous ceux qui sont ici ne sont point décidés à prendre le chemin de Prague.

Alors, par conséquent : non à l'union nationale, non à un gouvernement de Front populaire avec les Communistes. Oui à un gouvernement de minorité avec le front républicain soutenu par qui ? Soutenu par tous les hommes de bonne volonté qui, au sein de l'Assemblée Nationale, voudront bien souscrire au programme que nous leur proposerons, programme qui, à mon sens, et dans l'esprit, d'ailleurs, de la fédération du Pas-de-Calais, ne doit pas être un catalogue, une énumération très longue de revendications, il faut qu'à travers 3 ou 4 têtes de chapitre, soit dit exactement ce que nous voulons réaliser à des échéances que nous pouvons fixer à 3, 4 ou 6 mois, et, ensuite, mes camarades, il est préférable que nous donnions davantage que ce que nous aurons promis. Nous trouverons, par ce moyen, j'en suis sûr, plus d'audience auprès de la classe ouvrière, plutôt que si nous avions promis beaucoup et réalisé très peu.

Mes amis, ce que je veux, dans la dernière partie de mon intervention, surtout souligner, c'est que nous n'avons pas le droit de décevoir le pays, nous n'avons pas le droit de le décevoir, et la première chose à laquelle nous devons, je crois, nous attaquer, c'est à refaire de l'espérance une vertu qui hante l'esprit des jeunes.

Je ne sais pas si, dans vos départements, vous avez fait la constatation que nous avons pu faire dans le Pas-de-Calais. La vérité est celle-ci : notre succès, nous l'avons dû en particulier à toutes les classes jeunes qui ont voté.

Ces jeunes, aujourd'hui, réclament du travail, ces jeunes, aujourd'hui, veulent être assurés que, demain, on ne connaîtra plus une paix précaire et fragile. Ces jeunes veulent surtout que, demain, on mette fin à l'effusion de sang que nous connaissons en Algérie, et si vous êtes vraiment, camarades, dans les quelques mois qui viennent, capables d'assurer du travail aux jeunes, de mettre fin à la tuerie qui nous connaissons actuellement en Algérie, ces jeunes que nous nous sommes attachés dans les élections du 2 janvier 1956, nous les trouverons rapidement dans nos sections, pour épauler l'action de notre Parti.

Par ailleurs, mes camarades, il faudra tout naturellement penser au pouvoir d'achat de la classe ouvrière, bien sûr, je ne suis pas de ceux qui mésestime la nécessité de mettre l'accent sur les problèmes laïques, mais, croyez-le, mes Chers camarades, parler à nos ouvriers mineurs, à nos ouvriers du bâtiment, à nos ouvriers de l'industrie, à nos marins pêcheurs, à nos ouvriers agricoles, du pouvoir d'achat, du beefsteak, cela les préoccupe davantage et beaucoup plus

Fondation Jean Jaurès

que n'importe quel autre problème.
Tout à l'heure, j'entendais notre ami Humbert dire : Dans vos régions industrialisées, comme le Pas-de-Calais, dans vos régions minières, les manœuvres gagnent 30 000 francs par mois". Mon cher Humbert, je t'invite à venir faire une petite enquête dans ma région du littoral, et même à te répandre dans la région minière et tu t'apercevras qu'il y a quantité de manœuvres qui ne gagnent pas 30 000 francs pas mois et vous conviendrez alors que ceux-là soient bien sûr préoccupés par le problème de la croûte, par le problème du pouvoir d'achat et si nous ne sommes pas capables, soit par les zones de salaires, soit, camarades, par une politique de grands travaux, de développer la production, sans compromettre notre monnaie, améliorer la situation des travailleurs, si nous ne sommes pas capables de leur apporter davantage de mieux-être rapidement, croyez-moi, vous aurez créé des rancœurs et des désillusions dans ces travailleurs qui ont fait confiance le 2 janvier au Parti Socialiste, parce qu'ils ont considéré qu'il était le mieux qualifié et le plus apte à traduire dans la réalité ce que sont leurs aspirations profondes.
Mes amis, je voudrais dire aussi à certains camarades qui sont intervenus à cette tribune en parlant de la nécessité de reconversion, que c'est un problème qui préoccupe, et gravement, notre fédération du Pas de Calais. Voyez-vous, le drame, c'est que des départements qui ont été à l'avant-garde sur le plan de l'industrialisation il y a huit siècles, sur le plan particulier des houillères nationales, aujourd'hui sont des départements qui sont massacrés par le fait que des puits de mines ferment. On trouve, savez-vous, dans le seul arrondissement de Béthune, 10 000 jeunes travailleurs, et même 10 000 jeunes tout court qui ont entre 14 et 20 ans et qui n'ont jamais pu trouver sur le champ d'activité du travail une place d'une heure.
Il faudra par conséquent penser au problème de la reconversion, au problème des industries de remplacement. Nous avons chez nous des canaux, des chemins de fer, des bâtiments, une main d'œuvre courageuse et spécialisée dans la plupart des cas. Vous admettrez, camarades, que nous soyons préoccupés de savoir tout naturellement comment le gouvernement va s'y prendre pour redonner du travail d'abord à ceux qui se sont vus privés de ce travail par la fermeture des puits de mines, et à ces jeunes surtout qui n'envisagent pas de s'expatrier, qui n'envisagent pas l'exode vers d'autres départements parce qu'ils savent que cela représente pour eux l'incertitude. Par conséquent ils restent sur place et ils espèrent qu'un jour on pourra faire quelque chose en leur faveur.
Mes amis, je terminerai en vous disant que pour moi, on en a parlé au cours de ce Congrès mais à mon sens insuffisamment, il y a un problème que nous ne devons pas perdre de vue parce qu'il reste véritablement le problème social N°1, c'est le problème du logement.
Depuis ces dernières années, on a promis beaucoup de logements Je me souviens dans un Congrès national des HLM qui se tenait à Dijon au mois de juin dernier que le Ministre actuel de la Reconstruction et du Logement venait dire : "nous réaliserons 300 000 logements au titre de l'exercice 1955".
Mais, camarades, derrière la façade des promesses, il y a la dure réalité, et la

dure réalité est celle-ci : en 1955 on a achevé 200 000 logements.
Et bien, mes camarades, disons les choses comme elles doivent être dites entre nous, mais pour qu'on le sache également à l'extérieur. On ne peut pas faire actuellement 300 000 logements si on ne pose pas ce problème autrement qu'on ne l'a fait jusqu'ici. Et il faut que nous disions très fermement que demain ceux qui occuperont les postes dans les ministères n'auront pas les qualités d'un magicien, et qu'il ne leur faudra pas seulement de la bonne volonté mais des moyens pour réaliser ce que les travailleurs attendent.
300 000 logements réalisés par an, cela suppose, mes chers camarades, d'abord que l'on ait industrialisé le bâtiment, que l'on ait modernisé les techniques, qu'on ait adapté les moyens de production aux exigences de 1956, et qu'on n'en soit plus à construire à notre époque comme on construisait il y a un demi-siècle.
Il faudra normaliser les éléments dans la construction. Et croyez-moi, mes camarades, il y a une chose à laquelle les gouvernements de réaction que nous avons connus depuis quatre ou cinq ans n'ont jamais prêté suffisamment attention, c'est le problème de la formation professionnelle.
Laissez-moi vous indiquer que vous ne construirez pas tant que vous n'aurez pas à votre dispositions une main d'œuvre spécialisée et capable de réaliser les 250 000 ou 300 000 logements que vous mettrez sur un panneau électoral.
Il y a quelque chose, mes chers camarades, aussi que je voudrais vous dire : au moment où Mendès-France a occupé le pouvoir pendant quelques mois, trop peu de temps hélas, -et ce qu'il a pu faire dans ce domaine, il l'a surtout fait avec l'appui des Socialistes -, quand il a mis sur pieds son plan triennal de financement des constructions HLM de 245 milliards, qui devaient se répartir sur 1955-1956-1957, nous avons dit : bravo ! C'est dans la mesure où vous aurez un plan triennal ou un plan quinquennal que vous pourrez assurer la continuité du travail. Encouragez vos entreprises à se moderniser, à s'équiper, car vous le savez bien, comment pourrez-vous demander aux grosses entreprises en particulier d'investir dans du matériel, comment pourrez-vous les encourager à se moderniser, si elles ne savent pas que dans les années qui suivront elles sont assurées d'abord de pouvoir continuer à travailler et de pouvoir fournir à leurs ouvriers le travail qu'ils attendent ?
Mais, camarades, le plan triennal de Mendès-France est aujourd'hui dépassé, c'est un plan quinquennal qu'il nous faut rapidement mettre sur pieds.
Ce sera la tâche du gouvernement de demain. Ce pourrait même être un plan décennal. Et ici, dans ce Congrès, je voudrais indiquer quelque chose qui me parait extrêmement grave de la part des ministres qui, actuellement, sont en train de préparer leurs valises pour le grand départ : j'ai appris il y a quelques jours qu'au Ministère de la Reconstruction et du Logement - et j'ai eu la confirmation de ce que je vais vous dire par une conversation téléphonique que j'ai eue avec le Secrétaire général du Ministère - que M. Duchet, le ministre partant n'a pas laissé un sou sur les 30 milliards inscrits au budget pour l'année 1956, à répartir pour le ministre qui lui succédera ! Voilà l'honnêteté de nos adversaires !
Je vois que ce sont des choses que vous devez savoir, et je pense qu'il n'est pas excessif que dans un Congrès comme celui-là ces choses soient dites.

Et bien, mes camarades, cela est impensable, et je vois certaines réactions de mes amis qui se disent : ce n'est pas possible ! Si, la chose est vraie, à la dernière réunion du Comité interministériel des prêts de décembre dernier, on a réparti les 130 milliards de l'exercice de 1956, et l'on vous dit : si vous voulez davantage de crédits, pour vos HLM en particulier, il vous appartiendra d'en demander lorsque vous viendrez occuper la place.
Voilà exactement, mes camarades, la mentalité de ces hommes.
Mais là aussi il faudra bien entendu que nous demandions davantage de crédits, à la faveur, comme je vous l'ai dit, de la mise sur pieds d'un plan quinquennal. Par ailleurs, il sera indispensable que nous repensions le problème de l'allocation logement qui est alimentée, vous le savez, par des salaires différés, et qui doit être attribuée d'une façon plus libérale à ceux qui la demandent pour la raison suivante : au train où nous allons, quand on sait ce que sont les logements de nos constructions HLM peur le système locatif, ceux que nous appelons loyers modérés, ils ne seront plus accessibles à des bourses moyennes, et en particulier à des bourses de travailleurs.
Voilà, mes chers camarades, les quelques réflexions très rapides que je voulais faire devant vous au nom de la fédération du Pas-de-Calais. J'en ai terminé.
Laissez-moi vous rappeler en concluant ce mot admirable de Jaurès : "l'histoire nous enseigne la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle fortifie en nous l'invisible espoir".
Mes chers camarades, nous sommes persuadés en effet des difficultés des grandes tâches qui nous attendent; l'invisible espoir, nous le portons en nous.
Ce que je souhaite ardemment, c'est que les promesses que nous avons pu faire pendant la campagne électorale deviennent demain et très rapidement des réalités bien vivantes. Apporter la paix en Algérie, donner plus de mieux-être aux travailleurs, refaire de l'espérance une vertu de la jeunesse, donner l'emploi à ceux qui sont aujourd'hui des sinistrés de la vie, c'est un programme certainement, camarades, qui est bien modeste, qui est bien limité. Mais si nous savons le réaliser, croyez-moi, nous n'aurons pas déçu l'espérance des travailleurs.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Commin pour une communication sur l'organisation des débats.

Pierre Commin

Camarades, nous avons encore huit orateurs inscrits, plus le Secrétaire général.
Je vous propose en conséquence que nous tenions ce soir à partir de 9 heures une séance de nuit, ce qui n'évitera pas qu'un certain nombre d'orateurs soit entendu demain matin.
Toutefois à la demande des journalistes, nous avons dû, indiquer que notre camarade Guy Mollet parlerait entre 11 heures et 12 heures 30 demain.
J'indique qu'aussitôt après nous aurons à constituer la Commission des Résolutions, laquelle devra se réunir immédiatement pour que nous puissions

réunir le Congrès vers 4 heures, de telle sorte que nous ayons terminé vers 6 heures pour permettre aux délégués de prendre leur train. Beaucoup ont insisté sur ce point.
Voici donc les dispositions que nous vous proposons, ce qui veut dire que notre ami Jean-Raymond Guyon reprendra sa présidence ce soir. Ce ne sera pas une nouvelle séance mais la même séance reprise après suspension.

Le président - Etes-vous d'accord sur la proposition faite par le Secrétaire général adjoint ? Personne ne demande la parole ?
La séance est suspendue jusqu'à 9 heures précises. Le premier orateur inscrit pour ce soir est Bastide, du Gard.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès extraordinaire des 14 et 15 janvier
Puteaux

Séance samedi 14 janvier (soirée)

Le président - La séance et les travaux sont repris. La parole est à notre ami Bastide, et après lui à notre ami Boutbien.

Roger Bastide
Chers camarades, c'est une chose assez instructive pour un déjà vieux militant comme moi mais un jeune congressiste puisque c'est la première fois que je participe à un Congrès national, et bien entendu c'est la première fois que J'ai l'honneur de prendre la parole devant vous.
Si je n'ai pas le style très congressiste, vous voudrez bien m'en excuser.
Je voudrais toutefois essayer au nom de la fédération du Gard que je représente ici d'éviter des redites, et de trouver quelque chose d'original. Si je n'arrive pas à cela, tant pis pour moi et tant pis pour vous.
En écoutant tous ceux qui m'ont précédé, je pensais qu'à travers la majorité que l'on peut essayer de trouver au sein d'une assemblée il y avait une chose qui dépassait de beaucoup cet élément nécessaire, mais tout de même relativement secondaire, c'était l'opinion des 11 millions d'électeurs qui se sont groupés sur les candidats de la gauche, et qui ont exprimé la volonté de la Gauche républicaine de ce pays.
Je pensais, comme vous tous, qu'il ne fallait pas les décevoir, que sans doute nous allions connaitre une des dernières expériences possibles de sauvetage de la démocratie socialiste à laquelle nous tenons tant.
Ces électeurs, ces citoyens ont eu des raisons d'être écœurés et mécontents. Tout à l'heure certains d'entre nous parlaient de mécontentement, et ils envisageaient surtout le mécontentement des éternels mécontents qui ne votent jamais à gauche, et surtout pas socialiste.
Je veux bien admettre, comme le disait je crois Chauchois tout à l'heure, qu'il y a

Fondation Jean-Jaurès

quelques commerçants égarés dans les rangs poujadistes, mais si nous faisons le compte des voix qu'ils ont obtenues, il ressort, comme le disaient les orateurs avant moi, qu'ils appartiennent surtout à cette opinion flottante qui s'est distribuée sur les divers partis de droite depuis la Libération, après avoir retrouvé d'ailleurs à cette dernière consultation ce noyau fasciste auquel on faisait allusion.

Ceux-là sont mécontents, dit-on. Il y a tout de même un certain cynisme de leur part, et un certain manque d'honnêteté à clamer partout le mécontentement, quand tout de même ils ne représentent pas la classe la plus défavorisée du pays, quand pour certains d'entre eux, pour ne pas dire une forte majorité représentent cette masse intermédiaire dont la productivité est fort discutable, et qui s'est révélée contre l'Etat et a mis en échec les fonctionnaires de l'Etat pour ne pas payer leurs impôts ou leurs amendes, et qui ont vu cet Etat s'incliner devant eux et désavouer ses propres fonctionnaires.

C'est là une chose extrêmement grave, qui rappelle certaines jacqueries d'autrefois, mais qui émane, je le répète, d'une classe qui aurait dû être la dernière à exprimer ainsi son mécontentement.

Donc cette opinion de gauche quelques raisons d'être un peu écœurée de l'attitude de ces gens. Elle a été aussi écœurée de tous les malheurs auxquels elle a assisté au cours de cette dernière législature, et singulièrement des malheurs d'octobre-novembre où nous avons eu le spectacle de transactions, de combinaisons, d'attitudes où le moins qu'on puisse dire est qu'elles ont traduit un véritable amoralisme politique.

Voilà les raisons qui ont fait que les vrais mécontents auraient dû être de notre côté, et malgré cela ils sont restés fidèles à leurs opinions, ils nous ont fait confiance, et on peut dire que nous avons maintenu partout nos voix pour en gagner dans certains départements, comme par exemple le Pas-de-Calais, comme le disait un de nos camarades. C'est certainement une chose forte réconfortante. Mais je ne pense pas que ce soit là une expérience qu'il faudrait essayer trop souvent. A chaque fois nous pourrions voir s1opérer des regroupements et des glissements qui risqueraient de nous étonner.

Donc nous envisageons - et c'est, semble-t-il, l'orientation que va prendre notre Congrès - la création d'un gouvernement qui sera animé par le Front républicain, avec une direction socialiste ou mendésiste.

Nous pensons, dans la fédération du Gard, sous certaines réserves que je vais essayer de vous exposer, que cette direction revient à notre Parti, et comme l'ont dit certains de nos camarades, on peut dire presque tous, revient à celui qui est notre Secrétaire général, à Guy Mollet. Il est certain qu'il est l'homme qui représente le Parti et qui doit, avec tout le Parti derrière lui, prendre la direction de ce gouvernement, s'il se constitue.

Mais il y a une chose qui m'a un peu troublé dans l'exposé de nos camarades. Nous envisageons la constitution d'un gouvernement hybride, et nous avons l'air d'accepter d'un cœur léger que ce gouvernement ne s'appuie pas, sur le plan du Parlement, sur une majorité réelle. Nous disons : "Nous ne voulons de compromission ni avec la gauche ni avec la droite. Ceux qui voudront nous

suivre dans la réalisation de ce programme social, économique d'organisation de l'Union Française et de défense de la paix nous suivront".
C'est une chose qui me parait un peu artificielle. En effet, qu'avons-nous à droite ? Des gens qui ont exercé le pouvoir pendant cinq ans, comme vous le savez, et qui n'espèrent qu'une chose, c'est que nous luttions pour reprendre les rênes du pouvoir. Est-ce qu'il y a un compromis possible avec eux ? Est-ce que même ils accepteront une partie de ce petit programme dont nous envisageons qu'il ne pourra être réalisable que très rapidement, dans un gouvernement dont nous acceptons tout de suite une vie éphémère ?
Cela me parait une chose assez extraordinaire, et assez invraisemblable. Comment peut-on accepter, alors qu'il y a cette gauche qui a confiance en nous, alors qu'il y a ces 11 millions de voix de gauche qui comptent sur nous, comment pouvons-nous accepter un gouvernement éphémère qui ne réalisera qu'une toute petite parcelle de notre programme ?
Pensez-vous que ce soit là une solution valable ? Je ne ferai pas l'injure à nos amis, à nos camarades d'envisager une sorte de parade pour la gloire qui leur permettra de se retirer en disant : nous avons fait ce que nous avons pu.
Ce serait retourner à cette espèce d'horizon borné, à la Place de la Concorde ou aux Colonnades de l'Assemblée Nationale, qui n'est pas l'horizon qu'en dégage le pays. Ce serait revenir à des conceptions d'intrigues politiques dont le pays ne veut plus. Ce serait accepter une sorte de conformisme parlementaire qui est dépassé. Ce serait s'installer dans une sorte de confort intellectuel que n'accepte pas le paya, que n'acceptent as tous ces hommes, toutes ces femmes, tous ces jeunes qui ont le droit de compter sur nous.
Alors, pourquoi n'avons-nous aucun espoir de trouver, même parmi les Républicains qui voudraient sauver le régime, des gens susceptibles d'appuyer, en dehors des communistes, notre programme ? Voyons. Nos camarades ont examiné en détail les grandes lignes de ce programme. Certains ont dit avec beaucoup de brio que, par exemple, un gouvernement purement socialiste, un gouvernement de Front Populaire pourrait faire telle chose dans une circonstance ou dans une autre. J'insiste sur ce qu'était ce gouvernement de Front Populaire. C'était un gouvernement radical et socialiste qui avait l'appui des communistes. Il a fallu la guerre d'Espagne, quelqu'un l'a rappelé, pour que nos amis communistes abandonnant le soutien. Ce camarade, ces camarades faisaient remarquer qu'en quelques mois nous avions apporté à la classe ouvrière toute une floraison de conquêtes qui restent encore. Elles restent encore dans leurs grandes lignes, mais on a tout fait pour les saboter, on a tout fait pour empêcher qu'elles donnent leur pleine efficacité.
Jetons un rapide coup d'œil sur les nationalisations. Si vous le voulez bien. Fous avons nationalisé les chemins de fer. Ils sont déficitaires encore malgré les très belles réalisations qui ont été faites. Pourquoi ? Parce qu'on n'est pas allé jusqu'au bout, parce qu'on n'a pas coordonné le rail et la route, parce qu'on n'est pas allé jusqu'où il fallait aller dans cette coordination des transports. Vous savez très bien que c'était impossible dans les régimes qui ont succédé, dans les gouvernements qui ont succédé à celui du Front Populaire.

Nous avons nationalisé ensuite, à la Libération, les Houillères. Oui, certes, cela nous a permis de les rééquiper, mais nous achetons le charbon 12 à 15 000 frs la tonne alors que nous pourrions l'acheter 6 000 frs sur le carreau de la mine. Pourquoi ? Mais parce qu'il y a des Sociétés intermédiaires qui sont restées. Pour le département que je représente ici, nous devons acheter le charbon, pour un établissement que je dirige, à la Méridionale des Combustibles, et nous le payons 12 à 15 000 frs la tonne, le double.

Il fallait aller jusqu'au bout de la nationalisation. Je ne parle pas des indemnités extraordinaires que nous versons chaque année aux anciens propriétaires des Mines.

Nous avons nationalisé les transports aériens à la Libération, mais depuis que les gouvernements de droite ont pris le pouvoir, alors qu'Air France a fait un effort d'équipement remarquable qui fait honneur à Air France, nous avons des lignes dont on a autorisé l'ouverture, qui font concurrence, sur l'Afrique du Nord à tout ce qui était rentable dans les transports aériens.

Nous avons nationalisé également EDF, mais nous n'avons pas pu également aller jusqu'au bout, puisqu'il y a des anciennes Sociétés filiales, des anciennes Sociétés d'électricité qui s'occupaient des travaux qui, elles, sont toujours là, sans parler des ingénieurs nouvellement nationalisés qui sont parfois interchangeables et qui passent d'un service public à un service privé. Pour que des hommes prennent vraiment le sentiment du service public, il faut qu'ils soient mis dans un bain intégral de service public.

Ces quelques exemples rapidement exposés sont pour vous montrer qu'une réforme, aussi généreuse qu'elle soit, aussi conforme qu'elle soit à notre génie et à notre doctrine, ne peut donner son plein effet que si elle est totale. J'entends bien qu'elle se réalise en régime capitaliste, mais dans la mesure où elle se réalise, faut-il encore la réaliser intégralement.

Ne pensez-vous pas qu'une partie de nos difficultés financières de l'heure ne viennent pas de ce que ces nationalisations coûtent cher, et n'entendez-vous pas, depuis de très nombreuses années déjà, ceux qui s'y sont opposés et en sont les adversaires irréductibles, se servir de ces prétextes et de ces raisons pour en demander l'abolition ?

La Sécurité Sociale qui est une si belle conquête, a été complétée à la Libération. Pour elle aussi, si on pouvait revenir en arrière, on le ferait. Elle aussi, d'ailleurs, ne donne pas son plein effet, parce qu'elle suppose, elle entraîne inévitablement un service de santé national. Sans cela, le déficit que nous enregistrons ira croissant. Sans cela, nous verrons cette déformation de l'esprit médical orienté un peu trop vers le profit, d'une part, et cette déformation de l'esprit public d'autre part, qui demande trop à la médecine, qui demande trop aux médicaments, qui demande trop à l'arrêt du travail,, qui demande trop parce que, finalement, on ne croit plus en rien, parce qu'on est déformé aux mystiques nouvelles auxquelles nous assistons, parce qu'on est déformé aux guérisseurs.

Vous le voyez, camarades, il est difficile d’accepter qu'un gouvernement à vie précaire fasse un travail efficace.

En dehors de cette question des nationalisations, voyons un peu ce qu'il

adviendra, en admettant qu'on l'accepte de notre programme que l'on n'acceptera d'ailleurs pas.
Nous parlons, sur le plan économique, de la nécessité d'orienter l'expansion économique et la production, non pas le malthusianisme, comme on le fait depuis quelques années, non pas vers le maximum de profits, comme on le fait depuis quelques années, mais vers la répartition équitable des richesses sur ceux qui les produisent, c'est-à-dire une élévation du niveau de vie, c'est-à-dire une augmentation des salaires.
Pensez-vous que nous obtiendrons que ces salaires soient augmentés? En les prélevant sur les bénéfices ? Pensez-vous que cette droite l'acceptera ? Pensez-vous qu'elle acceptera les sacrifices que nous lui demandons ? Pour ma part, je suis bien persuadé que non.
Sur le problème de la laïcité dont quelques-uns ont parlé, nous sommes certains de ceux qui, fermement attachés à ces principes, et bien résolus à ne pas céder, ont montré une certaine indulgence ces dernières années vis-à-vis d'une démocratie chrétienne qui nous paraissait orientée dans un sens valable.
Nous avons espéré - et j'étais de ceux-là - que le MRP pouvait peut-être faire ressurgir dans ce pays une forme héritée des Lammenais et de Lacordaire, par exemple. Et sans trop céder, nous avons fermé les yeux. Que s'est-il passé ? Le MRP a mené pendant dix ans la politique de ce pays. Son cléricalisme masqué a fini par se découvrir et nous nous sommes rendu compte que, soit par la force des choses, soit parce qu'il fallait bien qu'il soigne sa clientèle électorale, il était bien obligé, à son tour, d'aller vers l'ultra-mondisme, et, sous une forme plus ou moins adroite, d'exploiter le spirituel à des fins temporelles. Et cela nous a confirmés davantage dans nos dispositions premières, à savoir que nous ne devons pas céder un pouce de terrain sur ce principe fondamental de la démocratie qui est la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la défense d'une école qui est la seule sauvegarde de la liberté de conscience et de la liberté de l'enfant, à savoir l'école laïque.
Nous serons bien obligés de le proclamer d'une façon ou d'une autre. Qu'importe la procédure employée. Nous parlons beaucoup de procédure dans notre Parti et nous devenons bien conformistes.
Dans le domaine de la politique extérieure, pensez-vous que nous puissions - et j'y reviendrai tout à l'heure si l'on m'en laisse le temps - pensiez-vous que nous puissions continuer cette politique sans courage et sans fermeté qui est la nôtre ? Et alors, que se passera-t-il quand les tenants de notre gouvernement, quand nos délégués au gouvernement de Front républicain proposeront leur programme ? De deux choses l'une, ou ils seront renversés d'emblée, ou, s'ils reçoivent un accueil relativement acceptable, ce sera très certainement par l'appui des voix communistes. Et alors, ce Front Populaire que nous renions, il sera inscrit peu à peu dans les faits jusqu'au moment où le parti de l'obéissance passive et inconditionnelle, pour des raisons de politique extérieure, recevra de Moscou l'ordre de cesser son soutien.
Et pourtant il faut bien que nous essayions, si tel est notre propos, de tenir et de gouverner dans le sens du programme que nous avons esquissé, si nous voulons

bien, je le répète, faire œuvre utile et durable.
Je passerai sur le problème de l'Union Française sur lequel on a dit tout ce qu'il y avait à dire. Nous nous rallions, dans le Gard, à tout ce qui a été dit, mais là aussi la même question se pose. On le voit bien d'ailleurs par les renseignements qui nous sont donnés ces jours-ci dans la presse. Jamais les anciens tenants de la dernière législature, jamais une minorité ou majorité centriste n'acceptera la politique véritablement généreuse, intelligente et réaliste que nous préconisons. Même si elle l'accepte du bout des lèvres, dès qu'elle arrivera au pouvoir, si elle peut y arriver, quitte à avoir un Poujade au Ministère du Commerce et de l'agriculture, elle n'acceptera pas ce programme. Elle tergiversera dans les applications de certaines données qu'elle aura acceptées auparavant, et nous verrons la situation se dégrader, nous verrons peu à peu s'installer en Algérie ce qui s'est installé, ce qui s'est créé en Indochine. Nous verrons la même situation dégradée apparaître et se manifester peu à peu avec la même acuité dans les autres zones et territoires d'Outremer français.
Alors, me direz-vous, c'est un véritable dilemme dans lequel nous sommes : ou accepter l'appui conditionnel communiste ou, au contraire, nous compromettre avec une droite qui ne rêve que d'une chose, c'est nous battre.
Eh bien, je voudrais essayer de voir devant vous s'il n'y a pas dans le domaine de la politique internationale, un moyen de réaliser une permanence de soutien qui nous assurerait cette durée nécessaire.
Sachez, tout de suite que, farouchement partisan de la CED et de l'Europe, porte-parole dans mon département de la lutte anti-communiste depuis toujours et singulièrement depuis la Résistance et la Libération, porte-parole du groupe socialiste au Conseil Général du Gard, à chaque fois qu'il faut faire échec aux communistes, ce n'est ni un idéaliste forcené, ni un naïf qui vous parle.
Ne croyez-vous pas qu'il serait peut-être temps, dans le Parti Socialiste, d'appliquer un peu à l'analyse des faits historiques de ces derniers mois et de ceux des dernières années, cette méthode de socialisme scientifique et de matérialisme dialectique ? Croyez-vous véritablement qu'on puisse toujours opposer aux événements internationaux la même fin de non-recevoir quand il s'agit de la Russie soviétique t Pensez-vous qu'on puisse aussi facilement en 1956 qu'on le pouvait en 1952 et même en 1955, invoquer toujours la perfidie et les combinaisons sournoises de l'impérialisme moscovite ? Certes oui, il faut toujours y penser, mais voulez-vous que nous examinions un peu quelle est la situation vers l'Ouest et quelle est la situation vers l'est ? Nous avons organisé, sur le plan de l'Ouest, tout un système de sécurité qui était nécessaire, pour lequel nous avons apporté notre collaboration totale et que nous entendons bien toujours défendre.
Qui, il y a eu cette volonté de puissance russe ; oui il y a eu ces annexions ; oui il y a eu ces interventions directes dans les états satellites ; oui il y a eu Prague ; oui il y a eu Berlin ; oui il y a eu la Corée. Il n'est pas dans mes intentions de minimiser tout cela...
Nous avons répondu à cela par l'OTAN. Nous aurions voulu répondre par la CED. Nous y répondons par les Accords de Paris. Cela existe, mais cela ne v eut

pas dire que l'esprit d'application de ceci, ce terme d'autodéfense doit varier avec la conjoncture historique.
Ceci ne veut pas dire que les états ne doivent pas toujours veiller à tenir ces organismes militaires qui ne doivent pas finir par obtenir, du fait de leur puissance et de leur mécanisme, une autonomie extrêmement dangereuse, et qui pourrait dépasser la volonté des états.
Croyez-vous que depuis un an en particulier il n'y ait pas dans la politique américaine certains éléments inquiétants ? Pensez-vous qu'il n'y a pas discordance entre les attitudes officielles du Département d'état et cette démocratie très vivante, très humaine, où on a le respect de l'homme, de la personne humaine, de la liberté, où par le jeu de toute une structure démocratique les associations ouvrières arrivent à parler d'égal à égal avec le patronat, où l'on est arrivé à réaliser ce que nous voudrions faire dans ce pays, à savoir qu'au fur et à mesure que la production se développe sur un rythme de plus en plus prodigieux elle est absorbée en partie par une augmentation du pouvoir d'achat et des hauts salaires ?
Alors que nous avons cela d'un côté, ne pensez-vous pas que de l'autre, par cette espèce de fatalité capitaliste, les Etats-Unis ne libèrent pas sur le plan international, pour la recherche à tous prix des débouchés, leur capitalisme ? Pensez-vous que tous ces mouvements politiques, toutes ces résolutions d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, toutes ces combinaisons autour des puits de pétrole, autour de la recherche des débouchés, pensez-vous que beaucoup de difficultés que nous avons éprouvées dans notre Afrique du Nord, compte tenu des manœuvres communistes, bien entendu, pensez-vous que tout cela ne vient pas de cette incompréhension du capitalisme, aussi bien d'ailleurs anglais qu'américain ? Ce capitalisme anglo-saxon qui est quelquefois assez borné et aveugle, qui ne voit souvent les choses que pour une longueur extrêmement limitée ?
Pensez-vous qu'il ne soit pas, dans une certaine mesure, responsable d'une partie de nos difficultés ?
Croyez-vous qu'il soit élégant et adroit d'avoir dépossédé toutes les entreprises françaises qui étaient encore florissantes et qui pouvaient espérer s'adapter au nouveau régime dans le Vietnam du Sud ? Croyez-vous qu'il soit adroit et croyez-vous qu'il soit correct et honnête de faire une telle politique d'opposition à la France en appuyant le président Diem ?
Pensez-vous qu'il soit si adroit de montrer une telle incompréhension vis à vis de la Chine communiste et de ne pas hésiter à parler de la Constitution de base atomique à Formose par exemple ?
Croyez-vous qu'il n'y a pas là une de ces manifestations que nous, Socialistes, nous ne devons pas être étonnés d'enregistrer, car c'est une fatalité capitaliste ?
Croyez-vous qu'il n'y a pas là un de ces développements d'un processus inévitable de l'antagonisme des capitalistes mis dans la nécessité à tous prix, puisqu'ils ne peuvent pas accepter un Socialisme international, de disputer leurs débouchés ?
Croyez-vous que tout ce qui se passe dans le proche -Orient, en Egypte, en Asie

Mineure, dans les indes, même quand il est couvert, Philip, de l'aide aux états sous-développé s, ne porte pas une marque quelquefois étrangement ressemblante à celle de nos cléricaux, sous une forme puritaine, certes, mais qui n'en est pas moins hypocrite t
Pensez-vous qu'il soit particulièrement adroit, sur le plan de la politique internationale, de faire de la surenchère, de se précipiter sur un état comme l'Egypte et d'enlever à un autre état un projet de construction de barrage ?
Pensez-vous que ce soit une politique de grande envergure que celle qui consiste à vendre des tanks plus ou moins usagés, mais bien armés, à l'Egypte ?
Vous le voyez bien, camarades, le capitalisme est toujours là, et il faut bien que nous prenions des mesures, tout de même, pour le dénoncer.
Et alors, de l'autre côté, à l'Est, que voyons-nous depuis un an ?
Oh ! Je sais bien, pas des choses tellement extraordinaires qui permettent de conclure que la Russie est en train de faire une conversion politique vers la démocratie socialiste. Il y a tout de même quelques éléments nouveaux dans le domaine des relations, dans le domaine de l'essai des échanges commerciaux. Il y a tout de même un fait essentiel, à savoir qu'à une dictature personnelle n'a pas encore succédé une dictature personnelle, qu'à la dictature de Staline a succédé une sorte de triumvirat.
Et alors, peut-être serait-ce le moment, pour la politique étrangère de l'Ouest, de faire preuve d'un peu plus d'énergie. Et alors, cette chose un peu nouvelle, un peu subtile que je voudrais ici vous exposer... je ne voudrais pas être tenu par le temps, je vous demande seulement 10 minutes...

Le président - Je voudrais dire au camarade que nous avons 6 camarades inscrits dans la discussion avant minuit.

Bastide - Je ferai l'impossible pour synthétiser ma pensée, mais je voudrais essayer de la développer tout de même devant nos camarades, parce qu'elle représente une idée, j'estime, qui vaut la peine d'être défendue.

Dans l'assemblée - On la connait, passons au fait.

Bastide - Eh bien le fait, le voilà : nous allons constituer demain un gouvernement qui, je l'espère, sera un gouvernement socialiste, nous le demandons dans le Gard. Nous voudrions qu'il y ait, dans ce gouvernement, un Ministre des Affaires étrangères socialiste, qui, à la manière de Jules Moch à la Conférence du désarmement où il fût une œuvre particulièrement utile et efficace, puisse faire entendre une voix française qui ne soit pas atteinte de ce complexe d'infériorité qui anime notre politique. Nous voudrions que ce Ministre des Affaires étrangères, qui proclamerait sa fidélité à notre alliance et à nos accords, fasse comprendre à nos amis américains qu'il ne faut pas étouffer la Russie soviétique dans le domaine industriel et qu'il faut peut-être essayer de faire un pool pour la recherche de débouchés dans les importations.et les exportations.

Fondation Jean Jaurès

Nous voudrions aussi que ce Ministre essaie de faire comprendre à nos amis dans le temps qu'il y a certaines choses sur lesquelles nous pouvons peut-être nous entendre avec la Russie Soviétique, qu'il y 'a des impératif s de sécurité qui se posent à elle, qu'il y a des questions de frontières à régler, qu'il y a, vis-à-vis de la Chine, une reconnaissance du gouvernement de Mao Tsé Toung, qui, peut-être, ferait sentir que, nous aussi, nous voulons être vigilants à cet égard, et qu'il y a, à sa droite, à son est, un danger considérable, hérité du stalinisme, et que nous sommes prêts en reconstituant cette Europe, à le faire en essayant peu à peu de faire comprendre à la Russie cette solidarité, sans parler de racisme, de la race blanche, qui, tout de même, est une réalité.
Et alors, peut-être, si nous nous orientons vers une politique un peu plus hardie, un peu plus courageuse, et qu'il appartient tout de même à un Parti non conformiste et révolutionnaire comme nous, d'animer, trouverions-nous en compensation ce que Laval a obtenu en 1935, à savoir un certain soutien un peu plus durable et la possibilité de réaliser nos objectifs de démocratie sociale et économique.
Ceci est très rapidement esquissé, et je m'excuse de ne pas pouvoir le faire plus complètement, je comprends qu'il y a des impératifs de temps, voilà dans quel sens nous voudrions que, demain, le gouvernement de Front républicain qui sera dirigé par un socialiste essaie de créer et de s'orienter, car c'est là une chose nouvelle, c'est là une chose quoique puissent penser les sceptiques, et je vois quelques sourires errer sur les lèvres de quelques-uns, - qui est la grande espérance de demain, car, sans cela, l'antagonisme du capitalisme sur le plan international amènera la guerre.

Le président.- La parole est à Léon Boutbien.

Léon Boutbien

Camarades,
La fédération de l'Indre n'a sans doute pas le plaisir d'apporter à la tribune du Congrès national extraordinaire un succès aussi éclatant que d'autres fédérations ont pu le faire, mais depuis dire que nos militants ont été engagés dans une lutte particulièrement difficile, et si le succès n'a pas couronné leurs efforts, je ne pourrai pas, pour autant, en conclure, et il ne faudrait pas en conclure que le courage, l'optimisme, la combativité, ont manqué à nos militants.
Je tiens à rectifier certaines informations qui ont paru dans la presse parisienne et qui ont présenté notre campagne électorale dans des conditions telles qu'elles ont pu surprendre beaucoup d'entre nous.
En résumé, en vérité, les choses ont été beaucoup plus claires, et je remercie le secrétariat du parti d'avoir bien voulu communiquer aux fédérations la situation exacte, les conditions exactes dans lesquelles nous avions engagé la bataille.
Aujourd’hui, si je prends la parole à cette tribune, c'est que, comme vous, comme beaucoup d'entre vous, j'éprouve une très vive angoisse devant l'avenir. Cette angoisse, nous l'avons sentie dans les discours de nos camarades, et l'avertissement que lançait Depreux de cette tribune, tout à l'heure, était

suffisamment évocateur pour qu'il me suffise de le souligner sans le rappeler davantage.
Je dois vous dire qu'aujourd'hui, ce qui est demandée ce Congrès, ce n'est pas tant d'affirmer une politique que d'essayer de dégager les moyens d'une politique. Affirmer une politique, nous l'avons déjà fait. Sous ne sommes pas comme le Mouvement de Monsieur Poujade qui attend le résultat des élections pour se réunir pour définir un programme.
Je tiens à dire en passant que quand nos camarades se donnent beaucoup de mal à définir un programme, virgule après virgule, il est pour le moins surprenant que 2 600 000 Français puissent voter sans programme et sans même éprouver le besoin de connaître un programme, ce qui ramène un peu à sa juste valeur la signification des programmes. St c'est peut-être un élément de cohésion entre nous, un moyen supplémentaire pour nous montrer que ce n1 est pas toujours en nous heurtant sur les virgules que nous procurons des conditions de lutte supplémentaires et meilleures pour le pays.
(Applaudissements)
Mais, aujourd'hui, si j'essaie de tenter de définir des moyens d'une politique, c'est en partant du congrès, et en partant des expériences que nous avons pu acquérir au cours de cette dernière campagne électorale.
Le phénomène le plus frappant, et je dirai, le plus morbide, c'est l'état mental de ce pays, son ignorance profonde des problèmes politiques le désintéressement qu'il manifeste à l'égard de la chose publique est si profond que seule une minorité éclairée est encore susceptible de comprendre et de suivre l'activité politique générale. La grosse majorité du pays se comporte, dans ses votes, d'une manière strictement affective, passionnelle, et, dans ce comportement passionnel, l'intérêt égoïste et la négation de l'intérêt général tiennent la première place.
Des sondages ou des enquêtes qui ont été effectués, on peut dire que la propagande écrite, tant par voie de presse quotidienne que même par voie de tracts, journaux ou autres prospectus, ne touche presque pas le tiers des électeurs inscrits, vous aurez beau rédiger les meilleures professions de foi, établir avec le plus de soins vos tracts électoraux, vous pouvez être à peu près assurés d'une chose : c'est qu'au moins les deux tiers des citoyens chargés de voter ne les liront pas et, pour autant, ils se détermineront, et c'est justement sur ce point qu'il importe de cherchera savoir quels sont les comportements et les conditions de leurs comportements.
Car, si nous engageons une bataille comme celle qui nous est réservée, si nous voulons faire comprendre et apprécier l'effort de nos camarades au Gouvernement, encore faut-il se préoccuper de savoir par quel véhicule nous le ferons et par quel moyen, si l'on croit qu'il suffira de la presse quotidienne pour y parvenir, je crois que nous pouvons d'ores-et-déjà dire que nous serons devancés dans l'information par d'autres méthodes et que nous risquons fort de ne pas même faire accéder à la connaissance d'un grand public français les résultats obtenus et ceux qui seront obtenus se retourneront contre nous.
Car, voyez-vous, dans ce pays, l'impression qui domine est la suivante : la

méthode a été employée aussi bien par les communistes que par le Poujadisme, et les méthodes de propagande effective, celle qui véritablement détermine des comportements, je dirai presque que cela se justifie même dans les fédérations où nous sommes bien organisés et puissants, car la règle reste la même, sont les méthodes de propagande de bouche à oreille, cette espèce de propagande directe qui s'exerce aussi bien sur le lieu de travail, dans le transport du matin, dans la vie quotidienne en famille, dans l'activité de tout ordre, aussi bien sportive, artistique, qu'autre. Et cette forme de propagande directe, d'ailleurs, déforme la réalité des faits à des points qui sont souvent inexplicables, c'est ainsi, par exemple, pour vous en donner un exemple que vous avez tous dû connaître, que lorsque nous avons fait la campagne électorale, nous avons appris avec beaucoup de stupeur que c'était grâce à M. Poujade, et à lui seul, que les artisans et petits commerçants avaient été exonérés à la base, alors qu'il s'agissait là d'une initiative essentiellement socialiste, votée par le Parlement et développée par notre ami Leenhardt en particulier, au Parlement.

C'est vous dire que vous avez su un comportement électoral d'une masse importante qui s'est prononcée non pas en fonction des efforts effectifs réalisés par le Groupe parlementaire, au Parlement, mais qui s'est déterminée en fonction d'une espèce d'accaparement par le poujadisme des résultats obtenus.

Je voudrais que ceci serve de leçon et serve à nos méditations, car je ne signale pas cela pour rappeler simplement un fait que tout le monde connaît.

Si certains camarades croient qu'une expérience à court terme, obtenant des résultats substantiels - j'y reviendrai tout à l'heure quant aux moyens -, des résultats positifs, est de nature à créer, après le départ des socialistes du gouvernement, je ne sais quelle espèce de nostalgie sur leur retour, c'est se faire quelquefois une illusion si nous n'avons pas en mime temps le véhicule de propagande pour créer cette nostalgie et en même temps pour démontrer qui est véritablement l'auteur de la réforme.

Car, si vous faites des réformes sociales substantielles, vous risquez fort de voir le Parti Communiste s'en emparer, les revendiquer, et, si, par contre, vous cherchez à faire des réformes fiscales, de simplification, d'exonération, en vue de répondre aux masses, de remédier au malaise qui touche ces couches de petits commerçants et d'artisans, vous risquez fort d'entendre dire que c'est grâce au poujadisme, grâce aux 50 députés poujadistes, que ces réformes ont été obtenues.

Donc, la première condition, les premiers moyens d'une politique, c'est d'abord de la faire connaître au pays, et de la faire connaître non pas seulement par les moyens classiques et usuels qui sont la presse, la radio et le cinéma, mais également par l'action militante. Et c'est là où se situent effectivement le rôle et l'action d'un Parti organisé. L'action militante de tous les jours, sur les lieux de travail et sur tous les lieux où il y a un contact humain possible, de telle manière que l'expérience se vulgarise sans nécessairement être véhiculée par un imprimé ou un écrit.

St je crois que si nous réussissons ce premier stade de l'expérience, nous aurons déjà donné au gouvernement qui tente une expérience difficile, une chance au

départ.
Je voudrais maintenant essayer de voir, devant le Congrès, et dans le Congrès, toujours, ce que l'on peut entendre par gouvernement de minorité.
Je crois que nos camarades sont partis sur cette hypothèse d'un gouvernement de minorité en ayant considéré comme acquise l'hypothèse en elle-même, c'est-à-dire en ayant considéré qu'il y aurait une majorité pour désigner un gouvernement de minorité au Parlement.
C'est une première hypothèse. Je vous fais remarquer que vous êtes tous partis sur cette hypothèse qu'il se trouverait quand même une majorité au Parlement pour désigner un gouvernement de minorité. Je ne suis pas absolument sûr que vos prévisions se réalisent. Parce que, si vous insistez trop sur la notion de gouvernement de minorité, je craindrai fort que vous ne trouviez pas la majorité nécessaire pour faire crédit à la minorité, il y a donc une prudence dans le langage, même, si vous voulez atteindre l'effectif nécessaire pour un gouvernement de minorité, et il n'est pas nécessaire de le clamer trop fort si vous croyez devoir aboutir.
Je ne veux pas envisager la possibilité, qui risque d'être celle qui se réalisera, à savoir que vous ne trouverez pas au gouvernement une majorité pour faire de vous un gouvernement de minorité. A ce moment-là, vous serez placés devant un problème, et ce problème, évidemment, sera crucial, car vous n'aurez plus à choisir, entre ceux de l'attelage de l'état républicain, celui qui sera chargé d'être le premier cheval de trait, qu'il s'agisse de notre ami Guy ou de notre collègue Mendès-France, mais simplement à savoir si vous serez dans l'attelage ou si vous n'y serez pas. Et si vous n'y êtes pas, que ferez-vous et que voudrez-vous faire ? C'est cela qu'il faut savoir.
Alors, j'essaie de me poser le problème en admettant que nous trouvions une majorité pour dégager un gouvernement de minorité.
Là, je diffère de l'analyse de Rimbert. Je crois que Rimbert a fait, à cette tribune, une analyse excellente de la situation politique, mais je n'arrive pas aux mêmes conclusions que lui.
Je considère, en effet, que si vous dégagez un gouvernement de minorité, il ne faut pas lui donner un terme à l’avance. il ne faut pas commencer par dire que vous allez faire un gouvernement à court terme, ai vous entendez faire un gouvernement à court terme, vous réduisez d'autant les chances que vous pouvez avoir de réaliser les objectifs que vous vous proposez, car, vous le savez parfaitement - et je vais en citer quelques exemples - pour obtenir les principaux objectifs qui préoccupent actuellement l'opinion française, un gouvernement de minorité à court terme n'a aucune chance d'aboutir.
Je vous ai dit que si c'était simplement pour laisser une carte de visite ou créer une nostalgie dans le pays, détrompez-vous, la nostalgie sera vite dissipée, et on se chargera, au contraire, de vous rendre responsables de tous les maux qui se succéderont.
Si, par contre, vous voulez poser le problème de gouverner pour prévoir, je vous dirai que, pour mon opinion, aujourd'hui, prévoir, c'est durer. Car c'est dans la mesure où nous durerons que nous pourrons dissocier certaines forces qui ne

sont pas toutes fascistes, croyez-moi, mais qui sont actuellement troublées et vis-à-vis desquelles la seule stabilité d'une expérience gouvernementale suffirait à permettre à la fois les réalisations de réformes essentielles, et, en même temps, l'ouverture d'yeux qui, au fond, se sont laissés abuser momentanément.
Mais je vais prendre un exemple et vous allez comprendre pourquoi j'insiste sur ce point, je vais prendre l'exemple le plus difficile, un exemple algérien.
Quel est le camarade socialiste qui, de bonne foi, croit, en ce congrès, que le problème de l'Algérie soit actuellement un problème franco-algérien, autrement dit, un problème entre la Métropole et les départements algérien. ?
Je crois que personne ne le croit, sans doute y a-t-il à la base un certain nombre de préoccupations qui nous sont communes, et je pense que, sur ce point, nous sommes d'accord à la fois pour les réformes sociales, les réformes de structure, de la propriété, les réformes politiques indispensables, et peut-être même les réformes constitutionnelles visant à l'organisation fédérative, dans un Commonwealth, de différents territoires de l'Union Française, dont l'Algérie.
Mais, en vérité, ce problème, s'il est un problème important et qu'il faut poursuivre, croyez-vous honnêtement qu'il réglera la difficulté de la paix en Algérie ?
Et bien, moi, personnellement, je ne le pense pas. Je ne dis pas que cet effort ne doit pas être poursuivi, il ne faut pas me faire dire ce que je n'ai pas dit, ce que je ne dis pas. Je ne dis pas qu'il ne doit pas être tenté, je ne dis pas qu'il ne faut pas faire le maximum pour qu'il aboutisse. Je vous dis simplement : vous êtes en présence d'un problème essentiellement international, créé par les pays sous-développés, dans une véritable position d'agression à l'égard de la France, constitués en un véritable parti de la guerre contre la France, problème dont les aspects sont multiples et dont les buts convergent vers l'élimination de la France, non pas au nom de l'anticolonialisme du XIXème siècle - permettez-moi de vous le dire - mais au nom du racisme fanatique de la Ligue arabe et au nom de cette espèce d'explosion des pays sous-développés, qui cherchent à leur tour des espaces vitaux, des débouchés, pour donner satisfaction à des populations qu'ils oppriment -(c'était le cas de l'Egypte) -, et qui ont ainsi un exutoire à leurs difficultés intérieures.
Le problème actuel de l'Algérie est un problème essentiellement international, et vous n'aboutirez à aucune solution sans une action simultanée sur le plan international et sur le plan intérieur, vous ne pourrez rien faire si vous n'avez pas l'accord total, complet et absolu des Alliés dans tous les domaines et s'il n'y a pas une conjugaison des efforts de tous en vue de limiter ce qui risque d'être grave et d'être un conflit international.
Quant au parti de la guerre centre la France, vous n'y trouvez pas là simplement l'Egypte, la Jordanie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, vous y trouvez aussi, associés d'ailleurs sous des formes multiples, mais qui convergent, l'Espagne franquiste, vous y trouvez aussi, qu'on le veuille ou non, la Tchécoslovaquie et les pays de l'Est, la radio de Bucarest qui, en toutes circonstances, prend parti et s'aligne sur la position de l'Egypte, en vue de créer à la fois le trouble profond dans la conscience, en vue de promouvoir cette politique de désagrégation progressive,

en vue de poursuivre cette politique qui ne se poursuit pas seulement en Algérie pendant que nous parlons, mais qui se poursuit en Tunisie, avec des hommes comme Salah ben Youssef, en Tunisie, ou El Saffi, au Maroc, ou certains hommes de l'Istiqlal, où vous retrouvez, d'une manière constante, coordonnée, une action simultanée, au Maroc, en Tunisie, en Algérie, avec des hommes qui obéissent aux mêmes mots d'ordre, qui répondent aux mêmes objectifs, qui emploient les mêmes méthodes, et, sur ce point, permettez-moi d'établir une comparaison que j'ai pu connaître, entre le caractère des crimes :.racistes qui sont faits par les rebelles dans le sud tunisien et le caractère des crimes racistes que nous avons pu trouver, en 1946, dans le nord Vietnam, par exemple, ils sont identiques.

Le fait d'avoir incendié l'Institut Pasteur de Hanoi, le 25 décembre 1946, comme le fait d'avoir, encore aujourd'hui attaqué des Ecoles à Fort-National et à Michelet, comme c'est encore la Radio de ce soir qui nous l'annonce, tout ce ci procède d'une volonté essentielle d'élimination raciste, fanatique, qui n'a rien de commun avec l'anticolonialisme tel que nous l'avions conçu. Certes, nous, Socialistes, nous condamnons les formes du colonialisme dans tous ses aspects, mais pour autant nous ne pouvons pas confondre notre lutte, à nous autres, Socialistes, contre les formes d'un colonialisme périmé, avec le racisme fanatique d'une féodalité moyenâgeuse qui essaye tout simplement de se substituer à nous, non pas pour l'émancipation de ces populations, mais pour leur asservissement. Et, notre responsabilité nationale est entière où toute politique aboutirait à une simple démission de la France ; ce serait une désintégration en chaîne que nous ne pourrions pas arrêter sur le territoire métropolitain lui-même car, à partir du moment où vous considérez que certaines valeurs fondamentales ne sont plus à défendre, vous n'avez pas plus de justification à refuser leur défense en Algérie qu'en Métropole ou ailleurs.

Il faut bien comprendre aujourd'hui que le gouvernement que vous formerez, et qui sera placé devant cette réalité objective, qui sera placé devant ce complexe international, ne pourra pas agir de sa simple autorité, de sa simple bonne volonté pour le résoudre car le problème ne dépend pas de lui, la solution ne lui appartient pas, sauf une démission. Or, une démission serait catastrophique pour l'avenir même de l'économie française et des redressements économiques français que nous proposons dans notre programme.

Si cette démission devait avoir lieu, vous auriez alors là l'arme fondamentale, celle qu'attend au fond le poujadisme pour se constituer sur un autre plan que sur le plan de revendications professionnelles et pour transposer sa revendication initiale du domaine professionnel au domaine général, pour apparaître cette fois-ci sous un aspect national et nationaliste qui ne tardera pas à devenir fasciste et qui entraînera même la rupture des institutions républicaines que vous entendez défendre.

Aucune imprudence dans ce domaine n'est possible et s'il y a des camarades qui ont des impatiences dans ce domaine, il importe qu'ils comprennent parfaitement les difficultés qui exigent que la France, tout en poursuivant dans ces pays une politique de progrès.et de réformes et de transformation de structure, y assure

aussi la sécurité conformément aux engagements de la Constitution française, engagements que la France a pris à l'égard de ces populations et qu'elle doit nécessairement respecter pour survivre elle-même.
Donc, j'ai pris cet exemple pour vous montrer cette idée et pour vous développer cette idée qu'il ne faut pas allègrement conduire les institutions républicaines à leur perte.
Nous sommes, en définitive, qu'on le veuille ou non, et quels que soient les gains que nous enregistrons avec plaisir, obtenus par l'ensemble du Parti dans le pays, devant ce fait, quand nous regardons le résultat global d'ensemble, qu'il est bien évident que le vainqueur des élections 1956 est incontestablement le poujadisme, par la spontanéité, la brusquerie, le progrès qu'il a réalisés.
Vous avez maintenant une lutte à mener sur deux fronts : toujours contenir la poussée communiste, réduire ses effectifs et, en même temps, éviter l'extension du poujadisme et l'utilisation possible des difficultés françaises à son profit.
C'est une tâche redoutable ; je ne suis pas absolument sûr que la proclamation de nos bonnes intentions suffise pour la résoudre et je ne suis pas sûr qu'il suffise actuellement d'affirmer une politique pour qu'automatiquement nous ayons trouvé les moyens de cette politique.
Or, pour ma part, - je le dis sans aucune honte, je le dis parce que je le pense profondément, - je dis que dans les circonstances présentes, il faut que les Républicains sincères fassent un effort, du moins s'ils veulent, entre eux, assurer la survie des institutions et assurer, au fond, le prolongeaient de leurs espérances réelles.
Il faut savoir déborder certains problèmes que je considère comme secondaires et comme mineurs et il faut essayer actuellement de faire un regroupement que je ne veux même pas baptiser - je ne cherche pas à le baptiser - mais je parlerai de "Front social", si vous voulez, - ce sera aussi précis que possible - dans lequel seront associés les hommes et les compétences capables de supporter actuellement la défense des invariants qui conditionnent l'existence même de cette nation, qui supportent le progrès ou tout au moins qui en supportent l'avenir et qui sont capables de déborder certaines petites contradictions secondaires pour ne voir des circonstances présentes que l'essentiel, et l'essentiel, je vous le dis, c'est moins de se battre sur les détails d'un programme que de durer, de s’y maintenir par des moyens même autoritaires, si c'est nécessaire, à la condition que véritablement l'assise soit suffisante pour justifier l'expérience et sa durée. C'est dans cette condition, et cette condition seulement que nous sommes en mesure de contenir dans l'immédiat les forces qui risquent d'envahir la République.
Mais il est bien évident que si cette idée n'était pas retenue, et si on devait se borner actuellement à faire des proclamations de bonnes intentions avec un programme que j'accepte par définition, je voudrais qu'on n'oublie pas une chose, c'est que la lutte de classes passe au sein des gouvernements, et ce, quels que soient les attelages, même si, pour ma part personnelle, je trouve un peu anormal que l'attelage soit tiré par deux chevaux dont l'un s'appelle Guy Mollet et l'autre Mendès-France, car je ne vois vraiment pas comment ils peuvent se

juxtaposer dans l'action - mais enfin, c'est l'avenir ci i nous dira si nous avons raison ou tort. Quoi qu'il en soit, qu'on ne limite pas la défense de la République, dans les circonstances présentes, à des formules trop réduites !
Je souhaite au contraire que nous fassions, nous, la démonstration d'une volonté de coopération sur un plan tel qu'à aucun moment on ne puisse nous taxer d'étroitesse ou de sectarisme, et que nous ayons montré le chemin. C'est dans la mesure où nous animerons un tel rassemblement, c'est dans la mesure où un tel parti sera utilisé avec une autorité accrue que nous acquerrons dans le pays la vigueur nécessaire pour durer, pour maintenir, et pour contenir, et je sais sûr que le fait de maintenir et de contenir est la condition fondamentale de la désagrégation de l'adversaire, ce gai est, sa fond, le premier et nécessaire objectif à atteindre
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à notre ami Max Lejeune.

Max Lejeune

Camarades, le scrutin du 2 janvier a été essentiellement, pour la majorité du peuple de France, un scrutin d'espoir.
Les 4 700 000 électeurs qui ont voté communistes, les 3 millions qui ont voté socialistes, les millions d'électeurs qui ont voté Front républicain, ont voulu par leurs suffrages affirmer la nécessité d'une politique qui, dans le pays, en raison même de l'augmentation de la production nationale, apporte à chaque travailleur davantage de satisfactions, en raison même de la production nationale à laquelle il participe.
Pour le Parti Socialiste aujourd'hui, la tâche est malaisée, c'est exact. Mais un parti est avant tout un instrument pour faire une politique, et c'est un instrument qui ne doit pas décevoir ceux qui lui ont fait confiance la conjoncture politique est difficile aujourd'hui, mais nous n'avons pas le droit de donner l'impression d'hésiter devant l'épreuve.
Certes, nous avons en d'autres temps, il y a presque vingt ans, connu d'autres victoires, mais dans d'autres conditions, des victoires qui étaient nettes, avec, pour nous, un groupe parlementaire nombreux de 155 députés, un groupe parlementaire communiste qui ne comprenait que 72 députés, et un groupe radical qui venait compléter, harmonieusement d'ailleurs, sous l'égide de Léon Blum, cette majorité parlementaire du Front populaire.
La circonstance était grave, mais elle n'était pas, intérieurement et internationalement, aussi difficile qu'elle apparaît maintenant sous l'angle national français.
Nous avons, mes camarades de la fédération socialiste de la Somme - fiers d'ailleurs des résultats que nous avons obtenus, examiné le problème à fond dans un Congrès improvisé où tous les camarades militants ont tenu à dire leur mot, tous ceux qui avaient pris une part active à cette campagne victorieuse, et nous sommes arrivés à la conclusion, très simple, mais très nette, que la responsabilité de la formation du gouvernement réclamé par lé Front républicain doit aller au

Contribution Jean-Jaurès

Parti Socialiste et que, en cas de difficultés, nos préférences iraient même jusqu'à la constitution d'un gouvernement socialiste homogène.
Pourquoi revendiquons-nous la responsabilité de constituer le gouvernement ?
Les électeurs, dans leur immense majorité, ont condamné une politique qui a été menée, au travers de cinq, gouvernements successifs par une coalition où le Mouvement Républicain Populaire a été, pendant 41 mois l'élément agissant et particulièrement néfaste.
Nous n'aurons pas besoin d'avoir recours à M. François Mauriac pour constater que l'action de ces gouvernements n'a pas apporté plus de justice sociale, qu'elle n'a pas mis à l'aise nos finances, et que l'apaisement qui était souhaité dans l'Union Française n'a pas été atteint.
Donc, le pouvoir doit revenir à un parti de l'opposition, en fonction même de cette condamnation. Nous avons, nous Socialistes, qui avons mené cette bataille contre la réaction, le devoir de demander que l'opposition reçoive la charge de constituer le gouvernement et la mission de prendre en mains les affaires publiques, et nous devons revendiquer cela parce que le Parti Communiste ne peut donner à aucun moment les garanties que tout Français doit pouvoir espérer en ce qui concerne la sauvegarde du patrimoine national et la position indépendante sur le plan international de la France,
C'est donc le Parti Socialiste qui, à notre sens, doit prendre cette direction, d'autant que dans le Front républicain, il compte 94 parlementaires élus sur l'ensemble du territoire, appuyé par une augmentation massive de 500 000 suffrages ; car, si 151 élus se réclament du Front républicain, les chiffres sont là, il y a parmi eux 94 Socialistes. Les Radicaux mendésistes ne sont que 34, l'UDSR 14, et dans ces 14 on compte une dizaine de députés du Rassemblement Démocratique Africain. On pourrait se demander, quand on les sollicite pour un apparentement avec l'UDSR, si ce n'est pas le petit groupe de 4 de l'UDSR mendésiste qui devrait s'apparenter au RDA. Il y a aussi des Républicains sociaux dans le Front républicain, 5, 6 ou 7, n'allons pas trop loin. Il y a également 4 indépendants de gauche qui peuvent être comptabilisés dans les effectifs parlementaires du Front républicain, et il y a 94 Socialistes.
À partir du moment où il y a 94 Socialistes dans le Front républicain, à partir du moment où aucun d'entre eux ne peut concevoir, à aucun moment, la présence de Ministres communistes au gouvernement, la conclusion est fatale. A partir du moment où nous voulons qu'un parti d'opposition prenne les responsabilités du pouvoir, eh bien, c'est le Parti Socialiste qui doit assurer les principales responsabilités du pouvoir.
J'arrive à un point plus délicat - je le traiterai d'ailleurs avec toute l'estime que je porte à un homme que nous avons soutenu dès le début à l'Assemblée Nationale, quand il a voulu tenter sa première investiture, et assurer la seconde. Depuis près d'un an, le Parti radical a été déchiré par un conflit entre M. Mendes-France et M. Edgar Faure. C'est une opposition qui avait, certes, un caractère politique, mais en même temps un caractère personnel.
Le Parti radical n'a pas échappé à l'épreuve ; il s'est coupé en deux : les radicaux valoisiens, avec Mendès-France, et les radicaux RGR, qui sont revenus décimés

des élections, avec la nostalgie peut-être de reconstituer un jour prochain ce groupe dans lequel ils ont eu une cohabitation quelquefois difficultueuse, mais enfin qui les faisait apparaître comme une formation politique importante du pays.
Constatons que, depuis un an, le Parti radical ayant été divisé par cette querelle, on a vu subitement toute la politique française marquée par le même duel, et on a invité le pays trop souvent à se prononcer entre ces deux hommes, dans une simplification que nous estimons, nous, véritablement trop poussée, de la situation politique.
Il est certain que M. Mendès-France a représenté nos espoirs, qu'il a eu toute notre aide, jusqu'au tout, il a été renversé sur l'intervention, interpellation vigoureuse, d'un de ses amis, M, René Meyer, il a été remplacé par un de ses amis, M. Edgar Faure. Les 100 Socialistes ont voté pour M. Mendès-France jusqu'au bout, les Radicaux l'ont abandonné.
Et en voyant la période passée, il m'est tout de même permis d'affirmer, sans d'ailleurs diminuer en quoi que ce soit ni le courage personnel, ni la valeur de M. Mendès-France, que M. Mendès-France n'aurait rien été sur le plan ministériel s'il n'avait pas eu les 100 suffrages socialistes au cours de la précédente législature.
Alors aujourd'hui, nous sommes un peu inquiets, nous Socialistes, quand nous constatons que l'on a tendance, dans la presse politique, à la radio même, dans les grandes discussions, à trop dramatiser le problème politique français. Et au cours de ces dernières semaines, je ne vous cache pas, que nous avons été nous-mêmes, dans la fédération socialiste de la Somme, très inquiets quand nous avons vu la naissance d'un Front républicain qui nous était annoncée au moment même où nous composions notre traditionnelle affiche électorale de bataille de la fédération socialiste.
Aujourd'hui, quel est le résultat des élections
M. Edgar Faure, l'apprenti sorcier, a été vaincu par sa dissolution.
Et de l'autre côté ?
Eh bien, il faut bien constater que M, Mendès-France n'a pas triomphé comme il le souhaitait, nous le regrettons pour notre part, nous eussions préféré pouvoir garder davantage d'emprise sur ses amis républicains, sur les éléments radicaux du pays, mais enfin, le fait est là : il n'a pas triomphé comme il le souhaitait !
Quels sont ceux qui ont triomphé ?
Eh bien, ce sont essentiellement les travailleurs de France et les Républicains qui ont voté pour un changement de politique, ce sont aux qui ont triomphé, et le Parti Socialiste a été le principal bénéficiaire de cette poussée,
Il a donc le devoir - je ne dis pas le droit, mais le devoir - de diriger le changement de politique, ou de se présenter pour le diriger. Ensuite, c'est l'assemblée qui tranchera.
Mais c'est à nous à revendiquer la responsabilité du changement de politique.
D'ailleurs, un gouvernement présidé par un Socialiste, les considérations d'antagonisme personnel étant exclues, fera davantage de voix à l'Assemblée Nationale qu'un gouvernement qui serait présidé par M. Mendès-France, Je dis

cela impartialement, sans aucune animosité à l'égard d'un homme.
Nous, les Socialistes, nous voulons la direction du gouvernement pour un socialiste, nous pensons que ce gouvernement doit être animé par nous, nous pensons que, s'il y a des difficultés pour constituer ce gouvernement, si on en revient à des questions de prééminence ou à des questions de dosage, eh bien nous devons revendiquer la constitution d'un gouvernement socialiste homogène, parce qu'il y a des gens qui nous regardent.
Ce ne sont peut-être pas des hommes de la politique, mais ce sont les travailleurs qui ont confiance en nous, et qui, même s'ils n'ont pas voté pour nous en nombre, nous considèrent comme des gens sérieux, même quand ils estiment que nous n'accentuons pas assez notre programme, et que, même dans nos faits et gestes nous n'avons pas toujours la vigueur qu'ils croient possible et souhaitable.
Nous devons donc ne pas éliminer, à notre sens, la possibilité d'un gouvernement socialiste homogène. Nous devons donc ne pas éliminer, à notre sens, la possibilité de la constitution à un gouvernement socialiste homogène si le front républicain n'est pas capable de faire son propre gouvernement, dont nous souhaitons la direction socialiste.
Un gouvernement homogène est un gouvernement qui a fatalement une efficacité plus grande que tout autre gouvernement ; c'est un gouvernement où de l'extérieur jouent moins les tentatives de dissociation.
Vous me direz : "C'est un gouvernement de minorité agissante", mais le gouvernement de front républicain sera, lui aussi, un gouvernement de minorité agissante, nous sommes dans une hypothèse semblable, et comme l'a d'ailleurs dit Guy Mollet, pour la constitution d'un gouvernement de front républicain, il n'y a pas à accepter de marchandages, encore moins à en accepter dans la présentation d'un gouvernement homogène, et je crois qu'il faut bien être décidé à cela si on ne veut pas décevoir d'abord nos propres militants et ensuite ne pas décevoir l'ensemble des travailleurs de ce pays.
Maintenant, sur le plan parlementaire, il y a deux hypothèques à lever à notre sens. La première, c'est le scrutin électoral. Je dis sur le plan parlementaire, nous estimons que ce n'est pas le gouvernement qui doit proposer la modification du scrutin, ce n'est pas le gouvernement qui doit proposer l'abrogation de la loi Marie-Barangé, mais c'est le groupe parlementaire socialiste qui, dès le début de la nouvelle législature, doit proposer un changement du mode de scrutin et la suppression de la loi Marie-Barangé.
Si nous avions eu l'arrondissement qu'aujourd'hui regrettent bien des battus du 3 janvier, nous aurions eu nous, socialistes, une victoire brillante, une très large victoire; nous serions aujourd'hui indéniablement les arbitres du jeu politique français.
Eh bien, il est absolument indispensable de retourner à cette formule et de la proposer.
Pourquoi ?
Parce qu'il faut éviter le processus infernal de la proportionnelle, ce processus qui a conduit la république de Weimar jusqu'à Hitler de scrutins proportionnels

en scrutins proportionnels.
Nous parlons de Poujade, cela dépendra beaucoup de u us au cours des mois qui viennent, de notre action vigoureuse cela dépendra du Ministère de l'intérieur, cela dépendra de mesures qui seront prises pour que la situation des travailleurs et surtout celle des artisans soit moins menacée qu'elle ne l'est maintenant, mais quand on pense à cet élément nouveau qui vient de s'introduire dans la vie politique française, on conçoit la nécessité d'éviter des scrutins d'un proportionnel par trop répété, d'une dissolution qui pourrait survenir très rapidement et d'une Chambre ingouvernable avec 200 d'un coté et peut-être 100 de l'autre, alors quelle serait la situation ? Il faudrait retourner le plus vite possible à, un scrutin qui endette justement ces dangers, qui pèsent sur la République, et c'est pourquoi il faudra se battre pour l'arrondissement dans des conditions peut-être plus difficiles qu'au cours de la dernière législature, mais alors, bien que cela puisse ne pas nous plaire, il y a une parade, s'il n'y a pas une majorité à l'assemblée, c'est de dire : "nous demandons le référendum dans le pays pour que ce soit le peuple qui se prononce sur le mode de scrutin", alors là certains qui hésiteraient à le voter l'arrondissement, à l'Assemblée, hésiteraient à se prononcer contre le référendum !
Maintenant, il faut voter l'abrogation de la loi Barangé il faut en finir dès le départ avec une disposition qui a empoisonné toute la législature de 1951 et qui ne doit pas perturber celle qui s'ouvre maintenant et s'avère déjà suffisamment difficile.
Il faut poser le problème dès le départ sur le plan parlementaire. C'est le groupe parlementaire socialiste, ce sont les camarades de la Commission nationale qui doivent déposer ces propositions d'abrogation. On verra ainsi qu'il y a une majorité à l'Assemblée pour la suppression, mais il ne faut pas attendre six mois, parce qu'alors on ne la trouvera sûrement pas.
Ce problème doit être posé et réglé dès le départ, de telle façon que quelles que soient les possibilités qui nous attendent et qui nous obligeront peut-être à des formules gouvernementales ou politiques qui n'auraient pas notre agrément aujourd'hui, - il faut prévoir le pire en politique -cette question soit liquidée,
Il faut donc dès le départ que nous fassions le point et que nous essayions de régler ce problème dans le sens qui nous est le plus favorable.
(Applaudissements)
Vous me permettrez maintenant de vous dire très simplement mon impression depuis ce matin, j'ai eu l'impression que les camarades étaient très contents, de notre victoire et qu'ils accepteraient délibérément que nous allions au gouvernement, je ne dirai pas qu'ils avaient tous la conviction de combat, je ne l'ai pas sentie. Ils disent : "Le parti pourra se mobiliser", on aime bien dans notre parti employer les formules militaires, mais on ne sent pas véritablement le coup de tambour pour cette mobilisation, non, et pourtant, ce n'est pas drôle, non, ce n'est pas drôle !
Oh ! Je sais bien qu'hier l'on nous a dit qu'il n'y avait plus que 800 milliards de déficit. Si M. Pflimlin avait été plus rassuré, il n'aurait pas quatre jours avant les élections, annoncé un déficit pour 1956 de 1046 milliards ! Mais s'il l'a fait, car

il n'est pas niais, bien qu'appartenant au MRP, c'est parce qu'il ne pouvait pas le cacher, le bilan était fait, et la situation ne se présentait pas bien.
Aujourd'hui, on nous parle de 800 milliards, Pineau l'avait prévu, Mendes France, lui-même, avait prévu 1 200 milliards, en tout cas, c'est ce dont nous héritons, nous héritons, camarades, d'une situation que l'on qualifierait de "banqueroute" s'il y avait eu des socialistes au gouvernement de 1951 à 1956 !
(Applaudissements)
C'est une situation de banqueroute accumulée pendant quatre ans de législature où ces Messieurs ont gouverné : M. Pinay, René Mayer, Laniel, Edgar Faure. C'est cela leur bilan!
Eh bien, ce bilan doit être dressé dès le départ. On ne peut pas envisager que le Parti Socialiste aille au gouvernement sans avoir dressé le bilan de la législature précédente.
D'autre part, il faut le faire, précaution politique, mais il faut le faire aussi pour que le pays soit éclairé, Il faut le faire pour que le pays le sache pour qu'enfin on ne discute plus.
Nous ne voulons pas faire la dévaluation, d'accord, mais il faudrait être sûr qu'elle n'est pas inscrite dans les faits. Il y a un inventaire très sérieux à faire en la circonstance, savoir ce qu'en pensent Londres et New-York, car il y a dollars et livres sterling; et il faut que sur ce point l'inventaire soit fait très nettement, car si la dévaluation est inscrite dans les faits, il ne faudrait pas que l'astuce de ces Messieurs consiste purement et simplement à en faire endosser la responsabilité à un gouvernement de Front républicain pendant le court passage où l'on permettrait sa présence aux affaires !
Je voudrais maintenant dire, au sujet de projets qui ont été défendus par les nôtres, qu'il est quelquefois sommaire de répondre que les difficultés seront réglées par eux. Nous connaissons tous le projet Leenhardt, nous l'avons défendu devait l'Assemblée, nous l'avons défendu devant le corps électoral, il y a des points qui sont très clairs, il y en a d'autres qui nous posent des points d'interrogation très sérieux et je m'adresse à ceux qui sont maires par exemple, administrateurs locaux pour leur demander : que deviennent les finances locales , Les finances locales, dans un projet comme celui- là, sont durement touchées, et je faisais hier soir le budget de ma ville, je constatais la difficulté déjà avec les crédits votés au mois de juillet par le gouvernement Edgar Faure, d'équilibrer. Or, équilibrer le budget d'une ville, en fait, c'est de l'immobilisme.
Le problème des finances locales est posé. Or, vous me permettrez de dire que si depuis cinq ans quelque chose a été fait, c'est par les collectivités locales, les communes et les départements, car si ceux-ci avaient administré leurs finances comme l'Etat et les pouvoirs publics, nous serions en pleine anarchie et la banqueroute serait partout !
Alors, attention ! Nous avons encore la, sur ce point des finances locales, beaucoup de précautions à prendre, surtout que c'est une matière qui touche immédiatement la vie locale, qui a des incidences immédiates.
Je veux également parler du paiement par l'Etat de ses dettes à l'intérieur du pays, car l'Etat est endetté à l'extérieur, oui, et cela n'arrange pas nos

négociations internationales, mais sur le plan intérieur, les entrepreneurs, les artisans sont payés, quand ils travaillent pour le MRP ? Avec un retard considérable ; les cultivateurs qui ont fait du lin l'année dernière ne sont pas encore payés maintenant, et ainsi de suite, l'Etat est très mauvais payeur.
Et, vous savez, le poujadisme a trouvé dans la carence de l'Etat à payer ses dettes intérieures un allié insoupçonné, mais bien allié vigoureux, car cette carence de l'Etat est à la base de la gêne de bien des moyennes et petites entreprises, et c'est un point sur lequel nous devrions, sur le plan gouvernemental, porter une action très poussée, d'autant que cela a une incidence politique en plus de l'incidence économique et sociale.
Je voudrais maintenant vous parler très rapidement des améliorations des conditions de vie des travailleurs.
Nous sommes pour l'abattement des zones de salaires ; c'est vrai, et nous avons fait campagne sur ce thème, il faut tenir les promesses. Je suis tout de même obligé de poser quelques petits points qui ne sont pas pour autant des points de détail : il y a, comme on l'indiquait tout à l'heure des régions qui ont eu une activité industrielle très caractérisée au cours du siècle dernier qui voient ces industries mourir l'une après l'autre et l'égalisation des salaires brutale, sans aide donnée à certains pour se rééquiper, peut être la mort de ces industries.
C'est quelque chose qui touche directement et immédiatement beaucoup de régions de province, alors qu'on parle justement d'élargir l'activité économique à l'intérieur du pays, partout il faut prendre garde à la manière dont on opérera par l'abattement des zones de salaires, pour ne pas faire disparaître des industries pour lesquelles nous n'aurons pas d'activités de remplacement.
Dans notre département, si nous n'avions pas eu des usines textiles qui ferment depuis trois ans, régulièrement, l'une après l'autre, nous serions le premier parti dans le département, mais nous n'avons pas pu, malgré le gain, arriver à la première place, à cause du renfort incessant qu'apporte au Parti Communiste le chômage dans lequel sont jetées des centaines et des centaines d'ouvriers, employés de ces entreprises et je dis qu'il serait peut-être bon de voir le problème en même temps que celui de la généralisation des conventions collectives ;
J'ajoute d'ailleurs que je vois dans la généralisation des conventions collectives un procédé plus sûr pour apporter une amélioration du sort de l'ouvrier et une garantie de travail pour lui dans l'immédiat.
Je suis, et nous sommes tous, pour la suppression des zones de salaires, c'est une règle d'équité, mais nous devons manier cette notion avec prudence.
Je crois que le premier geste que nous devrions faire, c'est d'établir l'égalisation de tous les Français en ce qui concerne les avantages familiaux, cela peut être réalisé très rapidement et nous donnerait un peu de temps pour réfléchir à la solution en ce qui concerne les zones de salaires.
Je dis également que je suis un peu effrayé quand j'entends parler du calendrier que l'an se fixera ! Attendez au moins de savoir ce que vous allez trouver avant de fixer le calendrier, ne vous enfermez pas dans des limites trop étroites !
Naturellement, vous n'avez pas l'éternité devant vous, mais ne fixez pas le

calendrier le dos au mur en acceptant n'importe quoi ! Non. On n'administre pas une grille de cette façon, pas plus que ses affaires privées, encore moins celles d'un pays !
Il faut se donner le temps d'étudier, de réfléchir, de confronter des idées différentes qui peuvent être en présence.
Le calendrier, c'était bien dans un geste de propagande pour dire : "Dans un mois, en Indochine ce sera la paix", mais c'était un pari très redoutable, car si le partenaire avait été un peu joueur, cela pouvait se traduire par l'écroulement du gouvernement au bout du mois et mettre les hommes du corps expéditionnaire du Tonkin dans une situation d'insécurité terrible.
C'est pourquoi il faut se méfier de ces calendriers trop serrés.
En ce qui concerne la refonte de l'Union Française, nous estimons qu'il est nécessaire de donner le pas à toutes les solutions politiques, et à nos adversaires, nous n'avons qu'à rappeler le témoignage d'un homme qui était un militaire, le Général Leclerc, qui a été envoyé en Indochine par Léon Blum, en 1946, par Léon Blum, chef du gouvernement homogène pour lui rendre compte de la situation là-bas.
En janvier 1947, il est devenu avec un rapport dans lequel il disait que la solution en Indochine ne pouvait être que politique, qu'elle ne pouvait pas être militaire. Il déclarait en substance : on ne jugulera pas par les armes un groupement de 34 millions d'habitants qui prend corps, dans lequel existe une idée xénophobe et peut-être nationale.
C'est cela qui a fait l'attitude résolue de beaucoup d'hommes politiques et de socialistes pour une négociation là-bas, à partir d'un effort social qui n'a pas été fait, car on n'a pas fait la réforme agraire, on n'a pas fait les efforts économiques indispensables, et c'est cela qui a été dommageable,
Mais tout de même, en 1951, nous étions encore présents en Indochine, et dans les zones les plus riches d'Indochine. Les autres ont voulu faire la reconquête, ils sont allés à Dien Bien Phu, ils sont allés à la catastrophe et à la perte totale de notre présence là bas. Nous n'avons même plus de présence économique, même plus de présence culturelle.
J'admirais ce matin l'optimisme de Rosenfeld qui croit qu'il est encore possible maintenant en Indochine, par la mission Sainteny, de maintenir une présence culturelle.
En ce qui concerne la présence économique, la relève est faite dans toutes nos affaires par les Chinois, les Tchèques, les Russes, et même les Anglais pour les charbonnages dans le Nord Vietnam, et dans le Sud ce sont les Américains qui ont fait la relève économique.
Quant à la relève politique, elle est faite, vous n'avez qu'à prendre Match de la semaine dernière, vous verrez la salle du Conseil des ministres de M. Diem avec les drapeaux de chaque côté.
Alors il ne faut pas trop cultiver les illusions. C'est pourquoi il faut être malgré tout prudent dans les termes que l'on emploie.
A l'Algérie, on veut reconnaître une personnalité. D'accord. Il faut trouver une formule. D'accord. Il y a un danger à employer des mots qui, pour régler le

problème d'Algérie, nous obligent à poser immédiatement tous les autres problèmes africains, et de Madagascar. Il faut prendre garde d'employer une formule qui nous amène à être obligés de traiter simultanément, dans un tohu-bohu inévitable, en l'espace de quelques semaines, des problèmes qui ont tous des aspects différents.
Je dois dire que les déclarations qui ont été faites par Guy Mollet au cours de ces derniers jours ont heureusement contrasté avec certaines déclarations qui ont été faites d'une façon improvisée dans la campagne électorale, certains arguments qu'on jetait à Edgar Faure, et que celui-ci va relancer à un autre, à la tête de Mendès-France.
Non ! Cela, c'est trop sérieux, on ne se bat pas avec des arguments comme cela, par-dessus la tête des électeurs !
(Applaudissements)
On dit qu'on fera en Algérie ce qu'on a fait en Tunisie, Mon, ce n'est pas ce qu'on fera, et bien malin celui qui dira exactement ce qu'il pourra faire.
Je crois que la formule qui a été employée par Guy Mollet au cours de ces derniers jours était de beaucoup préférables à certaines un peu trop imprudentes qui ont été employées au cours des mois derniers.
En tous cas ce qui est bien certain c'est que la solution ne peut être que politique, à partir d'une présence militaire, peut-être, qui peut d'ailleurs être maintenue sous d'autres formes, avec d'autres aspects, avec des économies d'effectifs, avec des économies de matériel. Il y a toutes sortes de choses à faire dans ce domaine.
Mais il y aura également un effort économique et un effort social, car quand nous aurons réglé le problème politique, il ne sera que partiellement réglé si nous ne nous sommes pas attaqués aux problèmes économique et social, car il y a des gens qui ont faim là-bas.
Et puis d'autre part l'aspect politique n'est pas le même qu'ailleurs. Ce n'est pas tout à fait l'Indochine. Il y a un minimum français de Rabat à Tunis. Or le problème se pose un peu différemment, et c'est pourquoi je préfère les termes de prudence qui ont été employés par nous à certains termes un peu sommaires qui ont été employés par d'autres.
En ce qui concerne l'Union Française, je dois dire à Rosenfeld, avec toute l'amitié que j'ai pour mon vieux camarade de captivité, car nous avons été prisonniers ensemble plusieurs années, que j'ai été un peu effrayé ce matin par ses paroles, car j'ai l'impression que pour tout un relâchement des liens est accepté un peu trop facilement. Je sais bien que Turgot a dit, avant la Révolution, que les colonies étaient des fruits qui se détachaient de l'arbre quand ils étaient mûrs. C'est certain. Mais il y a des fruits qui tombent de l'arbre et donnent des rejetons qui sont semblables à l'arbre, alors que là on n'a pas l'impression que certains rejetons soient semblables à l'arbre.
Et alors à quoi aurait servi notre présence ? A quoi aurait servi notre présence si tout cela devait se traduire par un regain de fanatisme religieux, un regain de formules du passé ? Il faut prendre garde.
Ce que je prétends, c'est que nous sommes en droit aujourd'hui de donner

Collection Jean Lacouture

davantage de liberté, davantage d'autonomie à ces peuples; nous leur avons promis de le faire dans la Constitution. Mais en même temps nous devons renforcer les organes de l'Union Française, en faire une réalité, faire de l'Assemblée de l'Union Française une réalité, en changer même la structure, en changer la forme, en changer le nom s'il le faut même, pour inclure d'autres états à l'intérieur de cet organisme vivant, de cet organisme mondial. Mais gardons-nous d'employer des mots dont nous serions ensuite les prisonniers.

C'est pour cela que je dis très simplement à Rosenfeld que j'ai été un petit peu effrayé par la façon un peu trop systématique avec laquelle il a traité le problème cet après-midi.

Maintenant, en ce qui concerne l'Europe, cela nous a bien divisés, nous nous sommes bien battus, nous nous sommes bien "engueulés"; nous nous sommes faits peut-être de la peine réciproquement.

Résultat : et bien nous sommes tous pour l'Europe.

Un homme qui ne peut pas accepter la tutelle du capitalisme, américain, le même qui ne peut pas accepter la tutelle de l'impérialisme soviétique et ses formes de dictature, et bien il s'efforce de comprendre qu'il, faut faire quelque chose entre les deux, pour essayer d'imposer la voix de la raison.

Mais prenez garde, car vouloir faire l'Europe trop vite, vouloir se hâter et risquer - pardonnez-moi l'expression - de la "louper", c'est gaspiller une belle idée.

C'est pourquoi il faudrait prendre un cheminement très sûr, un cheminement qui ne fasse pas des peuples socialement les plus avancés les victimes toutes désignées des libérations des échanges.

Et là je revins sur un thème sur lequel je suis indécrottable, c'est sûr. Mais c'est capital. La libération des échanges dans l'industrie textile, comment s'est-elle traduite ? Et bien l'Allemagne n'a pas respecté les engagements qu'elle avait pris. Les représentants de nos syndicats ouvriers qui ont rencontré les représentants des syndicats ouvriers allemands savent ce qu'on leur a dit sur les bords du Rhin, ils savent que le syndicalisme allemand et le patronat allemand sont liés dans la reconquête des marchés internationaux et des marchés européens. Et la disparité qui est maintenue entre les salaires français et allemand, la disparité entre le salaire d'une ouvrière allemande et d'un ouvrier allemand, tout cela joue dans le prix de revient.

Nous sommes battus, notre industrie est battue sur le plan de la concurrence, nous voulons bien la concurrence, mais à partir de la même ligne de départ, sans handicap pour notre propre économie. C'est, je crois, une précaution à prendre.

J'interrogeais il y a quatre mois le ministre Abelin des Affaires économiques, en ce qui concerne la libération de la moyenne métallurgie, parce que cela intéresse mon département. Et bien je constatais purement et simplement qu'il n'était pas apte à me donner, en ce qui concerne les salaires ouvriers et leur disparité actuelle, les apaisements que nous étions en droit de souhaiter.

S'il faut que disparaissent systématiquement toute la petite industrie et la moyenne industrie française sur le plan de la concurrence internationale, sur ce plan qu'on qualifie peut-être un peu faussement d'européen, s'il faut que

l'industrie française disparaisse, quel sera le résultat ? Et bien elle disparait parce que, bien que ses salaires ne soient pas toujours fameux, ce sont des salaires qui sont supérieurs aux salaires de l'industrie allemande, et les charges sociales qui pèsent sur l'industrie textile française sont de 39% alors que les charges qui pèsent sur l'industrie allemande ne sont que de 22%. Il est donc tout de même grave de constater que c'est le pays où la classe ouvrière a conquis davantage de droits, davantage de satisfactions, qui se trouve handicapé dans cette concurrence.

D'accord pour la concurrence, d'accord pour la libération des échanges, mais à partir de la même ligne de départ. Sans cela, et bien vous faites du pays socialement le plus avancé la victime de cette épreuve, vous en faites un champ d'investigation pour le Communisme, le Communisme y triomphera. Ce n'est pas cela que nous voulons.

Et alors ? Eh bien je demande qu'on réfléchisse sur ce point. C'est pratique, cela, ce sont des choses qui ont leurs incidences dans la vie de nos régions, et c'est là dessus qu'il faut agir.

Maintenant l'Europe après la Sarre, vous me permettrez tout de même d'indiquer que c'est Krupp et Roeschin qui maintenant dominent. Roeschin va dominer incessamment avec Krupp toute l'industrie allemande. Tout cela nous rajeunit de vingt ans, avec les dangers que cela représente. Quand le général de Gaulle a demandé la nationalisation de la Ruhr en 1945, les Américains ont refusé; pensez donc, on ne pouvait pas toucher au capitalisme de la Ruhr. Mais cela, cela existe, c'est un fait.

Alors parler d'Europe, d'accord, mais il y a encore des problèmes qui se posent pour nous, qui nous inquiètent, et nous vous les posons très simplement.

Mais pour terminer, parce que j'ai été trop long, je voudrais dire simplement que ce n'est pas drôle pour les camarades qui auront la responsabilité de diriger le gouvernement. Et j'ai le droit de dire cela avec netteté, d'autant que quelquefois on s'est plu à nous opposer l'un à l'autre.

Je l'ai dit à mon Congrès fédéral quand nous discutions de la régularité de la naissance du Front républicain, on ne discute pas quand on est dans la bataille. Aujourd'hui il y a une bataille qui se prolonge, c'est la bataille des élections qui va se prolonger sur le plan politique parlementaire. Alors on ne discute pas, et comme on aime les expressions militaires, on marche au canon tous ensemble. Car c'est cela.

Il s'agit aujourd'hui de faire en sorte que le Parti soit véritablement mobilisé, comme on l'a dit beaucoup de fois dans la journée d'aujourd'hui. Il n'y a pas de majorité Front populaire dans l'Assemblée. Les Communistes vont essayer de faire revivre la nostalgie du Front populaire, de l'aviver. Ils essaieront de nous créer des difficultés et ils nous en créeront sur le plan du travail.

Un communiqué de FO dit qu'on ne doit pas mélanger la politique et le syndicalisme. D'accord, mais enfin les militants de FO ce sont tout de même ceux qui sont sortis de nos Amicales d'entreprises, c'est tout de même ceux-là qui ait fait FO, et FO quand même doit savoir que si le Parti Socialiste flanche, c'est elle-même qui en recevra l'écho tout de suite.

(Applaudissements)
Nous avons le droit de compter sur cette aide, parce que pour un militant syndicaliste il n'y a pas de frontières, il se bat partout, dans les deux domaines. Leur aide sera d'autant plus nécessaire que l'offensive communiste sera forte.
J'espère tout de même qu'ils n'ont pas l'intention de faire ce que la CFTC a fait avec le MRP et ce que certains militants de la CFTC ont fait dans la campagne électorale contre certains hommes politiques du MRP. Je l'espère, parce que vraiment cela nous décevrait, étant donné que nous les avons aidés au maximum, et que nous sommes décidés à les aider au maximum encore sans jamais vouloir les annexer, mais en comptant sur une action au moins parallèle.
Maintenant cette majorité Front Populaire qui n'existe pas, pour empêcher qu'elle se crée dans le pays, il faut y aller carrément, et essayer d'inscrire dans les faits, tout de suite, une série de mesures efficaces, immédiates, qui n'écrasent pas l'économie, car il y a cela : il ne suffit pas de composer un panneau-réclame, de composer les deux premières pages, avec au verso l'écroulement du franc. Ce serait une banqueroute qu'on nous imputerait. Il faut faire attention à cela aussi.
Il faut y aller sérieusement, c'est très sérieux; il faut y aller vigoureusement, et je crois que nous n'avons pas d'autre formule à présenter aujourd'hui. C'est, certes, M. le Président René Coty qui convoquera l'homme qui sera chargé de constituer le gouvernement, mais il ne faut pas qu'à aucun moment on puisse dire que le Parti Socialiste a refusé d'aller au pouvoir, a refusé de prendre ses responsabilités, parce que nous aurions l'attitude d'hommes qui font un véritable geste de démission politique.
Ceux qui nous font confiance, en nous militants, pourraient se dire : mais à quoi sert un Parti ?
Et bien le Parti pour lequel nous luttons, le Parti que nous avons essayé de faire plus fort, qui vient de triompher, peut-être imparfaitement dans l'ensemble de l'imperfection du scrutin du 2 janvier, il a le droit aujourd'hui, de revendiquer l'exercice du pouvoir avec netteté, avec franchise, parce qu'il doit et qu'il peut compter sur l'appui de tous les siens !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Grehg. Je lui demande de bien vouloir venir à la tribune.
J'ai une communication à vous faire : la municipalité de Puteaux a mis à la disposition des membres du Congrès un car de 60 places environ qui partira d'ici à minuit.
Au nom du Congrès, j'en remercie chaleureusement la municipalité de Puteaux.
J'ai deux autres communications à vous faire, camarades, avant de lever la séance : réunion des Femmes Socialistes demain dimanche à 15 heures dans une des salles de la Salle des Fêtes.
Reprise du Congrès demain dimanche à 9 heures Précises.
Le Bureau sera composé comme suit :
Président : Augustin Laurent.
Assesseurs : Le Crest (Manche)

Barthe (Seine et Marne) Laroche (Aisne) Benoit (Côtes-du-Nord)
Puisque Grehg n'est pas là, la séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès extraordinaire des 14 et 15 janvier 1956
Puteaux

Séance du dimanche 15 janvier 1956 (matinée)

Bureau : Président - Augustin Laurent.
Assesseurs – Le Crest (Manche), Barthe (Seine-et-Marne), Laroche (Aisne), Benoît (Côtes-du-Nord).
(Le président appelle plusieurs orateurs, momentanément absents, et donne la parole à Andrée Viénnot (Ardennes).

Andrée Viénnot

Je m'adresse à vous au nom de la fédération des Ardennes qui vient d'augmenter son nombre de voix de 30%.
(Applaudissements)
Le thème de notre campagne électorale a été simple : nous avons dit aux électeurs, pour que nos gardons reviennent, il faut faire la paix en Algérie.
Mendès-France, soutenu fidèlement par le Parti SFIO a su faire la paix en Indochine et en Tunisie, il saura faire la paix en Algérie.
Notre Congrès fédéral a estimé que c'en était fini des compromissions avec la droite et qu'il ne saurait être question actuellement de Front Populaire, qu'il fallait donc faire un gouvernement minoritaire de Front républicain pour un but qui est, je crois, celui de la très grande majorité des fédérations.
Mais contrairement à d'autres fédérations, nous avons estimé à l'unanimité que le Parti Socialiste ne devait pas revendiquer la direction de ce gouvernement minoritaire de Front républicain.
Un gouvernement minoritaire est une aventure hasardeuse ; l'enjeu est immense : la paix en Algérie, la vie de nos garçons.
"Tous avons estimé que pour avoir une chance de réussir cette aventure hasardeuse, il fallait s'appuyer sur le prestige incontestable de la première expérience Mendès-France, c'est-à-dire de la paix d'Indochine et de Tunisie et que ce n'est qu'ainsi que nous aurions quelque chance de réussir cette expérience extrêmement difficile.
Nous avons pensé aussi qu'il était de l'intérêt du Parti de ne pas tout de suite se présenter pour la direction du gouvernement de Front républicain.
J'ai voulu apporter ce point de vue, parce que beaucoup de fédérations, hier, ont pris une position différente ; la fédération des Ardennes a voulu marquer la position qu'elle avait prise à son Congrès.

Le président - La parole est à Mascomere (Haute-Vienne)

Fondation Jean-Jaurès

Mascomere

Camarades,

La situation politique a, je crois, évolué assez sérieusement depuis quelques jours.

Après avoir baissé la tête - ce qui était la seule attitude digne - les MRP et les modérés viennent de décider leur opposition à un gouvernement de Front républicain et ils viennent de déclarer, pour essayer d'expliquer leur changement d'attitude, qu'un gouvernement de minorité n'était pas démocratique.

La première chose à faire, je crois, pour ce Congrès, c'est de répondre à ce raisonnement trop intéressé et d'opposer notre propre conception de la démocratie à celle des MRP, et des modérés.

La démocratie, ce n'est pas l'échafaudage d'un gouvernement une majorité boiteuse et divisée. La démocratie, c'est la réalisation des vœux de la majorité du peuple. Il y a démocratie dès ou un gouvernement agit réellement en faveur du peuple.

Or, si les élections n'ont dégagé aucune majorité de parti ou de groupement valable, elles ont tout de même montré qu'il y avait une majorité dans le corps électoral, une majorité sur un certain nombre de points économiques, sociaux et sur la politique d'Afrique du Nord.

Mathématiquement, il y a bien une majorité de Front Populaire ou d'union nationale, mais ce n'est pas quelque chose de sérieux.

Le Front Populaire, les Communistes sont trop forts, maintenant, et Prague nous a montré ce que cela donnait !

L'union nationale, ce n'est pas sérieux non plus, parce que les tenants de cette formule n'ont pas hésité à doter la Chambre d'une cinquantaine de députés communistes supplémentaires pour essayer de gagner eux-mêmes quelques sièges. Cette ancienne majorité a trahi l'union nationale, cette espèce d'union nationale qui existe à l'état latent dans le pays contre le communisme ; elle ne mérite clone pas qu'on fasse un bout de chemin avec elle.

Il n'y a pas, en fait, de vraie majorité, mais il y a, dans le programme socialiste, un certain nombre de points qui se retrouvent dans d'autres programmes et sur lesquels le peuple français s'est prononcé.

Au point de rencontre de l'union nationale et du front populaire, le Parti Socialiste - et tout le monde le reconnaît puisque tout le monde fait appel à lui - est le seul qui soit apte à réaliser les vœux de la nation et de prendre la tête de la démocratie.

Croyez-moi, camarades, c'est vers le Parti Socialiste que se tendent actuellement, toutes les espérances et c'est vers lui que regardent tous ceux qui espèrent que cela va changer.

Et nous devons considérer comme une chose absolument remarquable- nous qui aimons si souvent nous réfugier dans l'opposition - que l'ensemble au Parti ait répondu immédiatement à l'initiative de son Secrétaire Général quand il a réclamé la responsabilité du pouvoir.

Si nous avons approuvé cette initiative, immédiatement, c'est que nous avons

Fondation Jean Jaurès

compris que notre parti était la seule et peut-être la dernière chance pour sauver la démocratie et de la sauver en la faisant triompher.
Nous n'avons pas le droit de décevoir tout un peuple qui ne compte plus que sur nous.
Fais, notre réussite dépend de plusieurs conditions :
La première, c'est que l'on sorte de l'ornière parlementaire, qu'on ne s'enlise pas dans les trop subtiles discussions de majorité, qu'on ne suive pas le MRP ou les modérés là où ils voudraient nous entraîner qu'on n'écoute pas non plus les sirènes communistes, autrement dit, notre Parti doit obliger les autres à jouer le franc jeu parlement aire, et d'ailleurs, là-dessus, Guy Mollet a fort bien dit ce qu'il avait à dire.
Oh, nous n'avons pas à être naïfs, nous n'avons pas à avoir trop confiance en les autres, mais il faut bien reconnaître que, sous peine de se discréditer, les MRP - alors qu'a soufflé un vent d'antiparlementarisme sur le pays – ne pourraient pas se cantonner dans une obstruction systématique.
Les Communistes et le MRP ne pourraient pas, sous peine de se discréditer aussi, repousser les lois qu'ils ont dans leur programme.
- La deuxième, c'est que le Parti choisisse les questions d'extrême urgence et les pointa sur lesquels il est absolument sûr qu'il y a majorité dans le pays.
-qu'il éloigne, pour l'instant, les mesures qui risqueraient de compromettre la réussite de ces lois d'urgence ; qu'il recherche ce qu'on appelle maintenant un programme-choc, car c'est peut-être le point le plus important. Il y a un choc psychologique à produire comme en 1936, comme avec Mendès.
Il s'agit - et sans délai - de faire voter une réforme fiscale, une réforme fiscale liée au projet Leenhardt, pour réduire le Poujadisme et remettre dans le droit chemin tout une foule égarée.
Il s'agit de faire un pas vers la démocratie sociale, en demandant pour tous les travailleurs les avantages que quelques uns seulement ont obtenus chez Renault ou aux Charbonnages.
Nous devons réclamer l'égalité pour tous les travailleurs, car il est injuste que les uns aient des avantages que les autres n'ont pas, alors qu'ils font souvent le même travail.
Si nous réclamons cela, si nous faisons aboutir cela, alors, camarades, je crois eue nous reprendront la tête du mouvement ouvrier.
On nous objectera que les petites entreprises ont des difficultés. Nous répondrons que les grandes peuvent les aider.
Quand il s'est agi de politique familiale, on a bien trouvé un moyen, on a bien trouvé la caisse de compensation des allocations. Pourquoi ne ferait-on pas cela pour les salaires ?
Il s'agit, ensuite, de donner au monde des agriculteurs et des artisans le plein accès à la Sécurité Sociale qu'ils attendent et de leur assurer la vente de leurs produits. Un office de la viande serait le bienvenu et c'est quelque chose qui presse.
Il s'agit, enfin, d'assurer la pacification de l'Afrique du Nord autrement que par la force et là-dessus, nous sommes tous d'accord.

Fondation Jean-Jaurès

Alors, camarades, si nous faisons cela, tout cela dès les premiers jours, alors, nous frapperons un grand coup, nous redonnerons confiance au pays, nous ramènerons à la République, à la Démocratie et au Socialisme la grande masse de la population et nous aurons sa confiance pour la suite de notre programme.
Mais il est indispensable d'aller vite et de provoquer ce choc psychologique qui balaiera les atermoiements de ceux qui se disent sociaux mais collent à la droite, qui balaiera aussi les scrupules de ceux qui croient encore nécessaire le Parti Communiste pour pousser à la roue.
Le Parti attend tout cela de nous aujourd'hui et, je le répète, nous n'avons pas le droit de le décevoir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gregh (Constantine)

Gregh

Camarades,
Je voudrais apporter quelques précisions, tout d'abord en ce qui concerne la politique intérieure.
On a parlé d'une durée limitée du gouvernement à direction Socialiste ou socialiste-homogène.
Je dis qu'il est impensable de parler de cette limitation de durée et que le programme présent : par le futur gouvernement doit être un programme complet de législature, si nous voulons eue les bases reprennent confiance dans le Socialisme.
Le programme de ce gouvernement doit avoir - tout le monde l'a dit - un impératif primordial : ramener la Paix en Algérie.
Je voudrais, là aussi, apporter quelques précisions.
Beaucoup d'orateurs dans ce congrès ont parlé du problème de l'Algérie en personnes qui ne connaissent peu ou d'une façon trop idéologique, trop littéraire, cette question.
Il y a des réalités algériennes. Au dernier congrès, nous en avons déjà parlé et la motion de notre 47ème Congrès reste valable. Nous disions - et nous continuons à dire - que l'Algérie ne connaîtrait pas les heures douloureuses qu'elle connaît si le racisme, dont font preuve trop de gens dons ce pays, n'était si grand, si les inégalités choquantes disparaissaient.
On a parlé également de l'ampleur prise par le mouvement terroriste. C'est peut-être vrai, mais les causes oui ont été données ici ne sont certainement pas les causes valables de cet état de choses.
En réalité, le mouvement terroriste bénéficie de la sympathie presque unanime du peuple algérien, parce que les erreurs que nous avons commises depuis le 1er novembre ont été tellement grandes qu'il n'y a plus, pour les populations algériennes, à l'heure actuelle, que d'avoir de la sympathie pour ce mouvement.
Le futur gouvernement devra donc, dans les premières heures de sa formation, arrêter la répression qui s'abat aveuglément, à l'heure actuelle, car les populations musulmanes ; assurer la sécurité des populations musulmanes

Fondation Jean-Jaurès

comme on avait assuré la sécurité des populations européennes
Il faudra, également, libérer les détenus politiques et rétablir les libertés républicaines dans ce pays. Exiger des forces militaires et de police un changement complet dans leur attitude.
Il ne faut plus que les Algériens soient généralement suspectés, provoqués, bafoués. Il faudra que ce gouvernement applique parallèlement les mesures économiques, sociales, culturelles, qui feront des musulmans demain et tout de suite des hommes égaux et émancipés comme nous le sommes.
Ces dispositions constituent un impératif à satisfaire dans des délais très courts, mais le nouveau gouvernement doit savoir qu'il rencontrera dans ce domaine des résistants acharnés qui nécessiteront des -mesures révolutionnaires s'ils veulent ramener la paix en Algérie.
Ces mesures sont de 3 ordres : 1°- Briser la résistance des colonialistes en prononçant, s'il le fallait, la dissolution des Conseils municipaux.
2°- Procéder à l'épuration immédiate des administrations civiles et militaires.
Hier, notre camarade Pierre Bloch nous disait que 150 généraux limogés d'Indochine pour leur politique rétrograde étaient actuellement en Algérie. Il ne faut pas que cela soit à l'heure actuelle.
Républicaniser également l'armée, car, camarades, il y a quelque chose de très grave qui se passe en Algérie ; l'Algérie représente, pour le nouveau gouvernement, la même chose que le Maroc espagnol a représenté pour l'Espagne Républicaine lorsque les Républicains ont pris le gouvernement.
Si cet objectif est atteint, alors, le problème algérien commencera déjà à trouver un commencement de solution.
Il restera alors au Parti, toujours lui-même, de poursuivre inlassablement ses efforts d'émancipation humaine, de justice sociale, de progrès et de paix.
Dans les domaines économiques, social, culturel, les trois élévations d'Algérie ont élaboré un programme complet, paru dans le bulletin intérieur du Parti, je n'y reviendrai pas.
Dans le domaine politique, le futur gouvernement doit mettre fin au pacte colonial actuel, à l'assujettissement de fait, sinon de droit, aux inégalités inadmissibles que des millions de musulmans attendent impatiemment.
Il doit tenir compte des aspirations profondes des masses musulmanes, démocratiquement exprimées par des élus authentiques et, pour cela, donner le parole au peuple en organisant rapidement des élections libres, capables de dégager les représentants authentiques qualifiés pour définir exactement ce que veut l'Algérie, ce qui lui sera utile et ce qui sera également possible pour l'Algérie et pour la France.
Il doit étudier avec ses nouveaux élus la nouvelle Charte de l'Algérie librement établie et non unilatéralement imposée.
Pour y parvenir, le futur gouvernement devra, je le répète, arrêter la répression, libérer les détenus politiques, rétablir les libertés républicaines, demander solennellement à tous ceux qui prétendent représenter le peuple algérien d'arrêter toute effusion de sang, afin de pouvoir procéder dans les meilleurs délais à des élections véritablement libres.

De son côté, le gouvernement devra, dans le même temps, présenter une loi d'amnistie en faveur de ceux contre qui aucun crime n'aura été retenue.
Une fois le calme revenu, des élections libres terminées, la volonté du peuple algérien connue, le statut politique de l'Algérie défini, nous sommes persuadés que la personnalité algérienne sera respectée et que sera créé la véritable communauté Franco-Musulmane que tous nous souhaitons, Français et Musulmans d'Algérie.

Le président - J'ai encore comme orateurs inscrits divers camarades.
Guy Mollet doit parler à 11h20, de toute façon Guy Mollet prendra la parole à ce moment et je demande à nos camarades qui vont prendre la parole de réduire autant que possible leur temps de parole et il est bien évident que nous ne donnerons plus la parole après Guy Mollet. Je me demande même si nos camarades qui resteraient inscrits croiraient devoir maintenir leur nom après le discours de clôture de notre camarade Guy Mollet.
La parole est à Diop Obaye (Sénégal).

Diop Obaye

Camarades, au lendemain des élections législatives dont les résultats n'auront pas permis d'envoyer notre ami Lamine Gueye à l'Assemblée Nationale, nous ne voulons pas que le Parti ait, un seul instant, le sentiment que les Socialistes du Sénégal, du fait de cet échec nouveau, éprouvent un sentiment de doute ou de lassitude quand 'â l'avenir chez nous, du Socialisme démocratique.
Bien sûr, nous déplorons que le verdict du suffrage universel ait été ce qu'il est; nous souffrons qu'un homme comme Lamine Gueye qui, grâce au concours affectueux du Parti, a rendu d'immenses services à la cause africaine, soit privé de son mandat à un moment décisif pour les Territoires d'Outremer et singulièrement pour le Sénégal qu'il a servi et aimé de toutes ses forces.
Sur un autre plan, nous regrettons qu'eu moment où va s'amorcer une nouvelle et importante étape de l'évolution des Territoires d'Outremer, la représentation parlementaire Socialiste d'AOF, ne soit pas aussi importante qu'elle l'a été par exemple au cours des deux Constituantes.
Mais trêve de récriminations !
Nous sommes des Socialistes, c'est-à-dire par définition, des hommes qui avons choisi le chemin des difficultés, des coups durs, mais aussi des mâles et permanentes résolutions d'action, car ce n'est pas par la facilité que nous accomplirons Outremer notre rôle d'émancipateurs des masses.
Tirons donc - et nous le ferons avec les spécialistes du Partit avec les responsables du Parti - la leçon des événements et préparons sans tarder les victoires de demain.
Car, elles restent possibles, si nous le voulons, camarades, et pour notre part, au Sénégal, nous le voulons avec passion.
Au surplus, notre défaite électorale au Sénégal se trouve atténuée par deux constatations réconfortantes, car notre lutte est une, comme identiques sont nos objectifs

Cahiers Jean-Jaurès

La première de ces constatations c'est la victoire en Afrique noire du Rassemblement Démocratique Africain de M. Houphouët dont la ligne politique depuis le désapparentement communiste s'identifie aux nôtres.
La deuxième, c'est la victoire, en France, du Front républicain qui nous autorise à tous les espoirs si nous savons, sans équivoque et sans compromissions, - ce qui exclut au départ le compromis, - exploiter cette passion, partie du peuple, pour que ça change.
C'est, notre ami Depreux qui disait hier à cette tribune que le Parti se trouvait en présence de responsabilisés infiniment plus redoutables que celles auxquelles fit face le premier gouvernement du Front Populaire, à direction Socialiste, animé par notre regretté Léon Blum.
Eh bien, sur le plan de l'Outremer, nous nous trouvons exactement dans la même situation et je me demande même s'il n'y a une commune mesure entre les tâches qui attendent le Ministre de la France d'Outremer de demain et celles qui sollicitaient, en 1936, l'attention de notre camarade Marius Moutet.
Sur le triple plan local, national, international, les données du problème sont changées.
Et si nous revendiquons pour les Socialistes, le Ministère de la France d'Outremer, si nous voulons que sur ce point le Parti fût unanime, ce n'est pas, croyez-moi, pour de bas mobiles; je pense à ceux qui, par exemple, croient qu'une telle revendication formulée par nous, cache je ne sais quel dessein de revanche électorale.
Livre à ceux qui, depuis des années, ont ramené la politique d'Outremer de la Rue Gudinot à de savantes combinaisons, pour susciter ça et là des zones d'influences électorales, de penser ainsi.
Mais nous, nous avons le devoir de le proclamer, quand nous revendiquons pour un Socialiste le Ministre de la France d'outre-mer, c'est pour des raisons autrement plus élevées que celles qui procèdent d'une cuisine électorale et administrative.
En effet, camarades, c'est aujourd'hui l'Algérie, -et nous sommes d'accord avec vous sur ce point, - qui au bénéfice d'une tragique urgence, est en tête de vos préoccupations. Il n'en reste pas moins qu'en Afrique Noire, il faut agir vite et agir bien !
Démocratisation de l'administration, développement économique et social poussé en fonction des intérêts des populations et non pas des intérêts des féodalités économiques et locales, africanisation des cadres, suffrage universel en augmentation de la représentation parlementaire, accroissement du pouvoir des Assemblées locales et des assemblées fédérales, organisation municipale conforme aux vœux des populations, tout cela demande que nous agissions vite et que nous agissions bien.
(Applaudissements)
Et surtout, pas de paternalisme, pas de fausses promesses, pas de jésuitisme.
Les Letourneau, Pflimlin, Coste-Florat, Teitgen, et j'en passe, ont beaucoup voyagé chez nous; ils ont beaucoup discouru, chez nous ; on a même étalé des projets généreux, parfois démagogiques.

Fondation Jean Jaurès

Mais à la vérité, ce que nous voulons, où nous voulons aller, eh bien, je vais vous le dire, camarades ; C'est avec vous que nous voulons y aller et c'est avec vous que nous le voulons. C'est pourquoi nous ne serons satisfaits et rassurés que quand vous-mêmes aurez la direction de l'action gouvernementale dans les Territoires d'Outremer.
(Applaudissements)
Alors, nous continuerons à œuvrer ensemble, oui, tous ensemble, pour que notre union, notre solidarité, ne soient pas seulement des formules qui alimentent les discussions académiques, mais soient une réalité humaine qui permettra de dire demain que grâce aux Socialistes d'Afrique et d'Europe, conscients de leurs devoirs réciproques l'Union Française aura été la grande révolution pacifique du XXème siècle !
C'est pour que vous nous aidiez à accomplir cette tâche que ; je vous viens demander de continuer à nous accorder votre amitié, votre confiance, votre soutien, pour que, Socialistes et Africains, et parce que tels, nous ayons parmi les meilleurs auteurs de cette entreprise.
Plus les coups seront durs, plus les difficultés s'accumuleront, plus nous nous sentirons soutenus par notre foi, plus nous devrons redoubler d'effort et de courage, pour qu'un jour nous puissions venir vous dire :
"Camarades, vous nous avez aidés, mais nous aussi nous avons travaillé et nous avons gagné, et avec nous le Socialisme et la France démocratique".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marceau Pivert.

Marceau Pivert (Seine)

Je ne ferai pas l'analyse que j'ai faite le 4 décembre les résultats des élections prouvent que l'aggravation rapide de la crise du régime est là, et par conséquent des responsabilités croissantes pèsent sur les épaules du Parti.
La naissance même de la menace fasciste a été révélée, elle est en germe, comme nous l'avons annoncé, dans l'insolente tentative du coup de force du 2 décembre.
Le réflexe républicain a joué, le réflexe de classe aussi; mais tout cela encore avec beaucoup de confusion.
Et c'est seulement la stupidité des Poujadistes qui a empêché le désastre, car 30 ou 40 départements auraient pu être balayés par les apparentements victorieux s'il n'y avait pas eu cette tactique Poujadiste.
Par conséquent, nous devons nous rendre compte du danger et de la signification de la double pression que nous avons à subir ; d'abord, faire l'union nationale, ensuite et en même temps, faire le front populaire.
La réponse du Parti et du front républicain, à cette double pression doit être l'autonomie et l'indépendance absolues, afin de prendre la tête du mouvement de masse qui a commencé seulement dans le pays, ce qui exige que le gouvernement républicain gouverne afin d'appliquer un programme d'urgence, sans aucune tractation avec quiconque.

Il y a, dans ce pays, 13 millions d'électeurs qui ont voté contre la réaction, notre rôle est maintenant de traduire leur volonté en actes, même quand nous savons qu'ils se sont trompés d'interprète.
Cela exige, tout d'abord, que nous soyons capables de dresser un bilan impitoyable de la gestion réactionnaire que nous soyons capables immédiatement aussi de tenir compte de l'expérience du passé, car les pièges de la haute Finance ont été disposés sous nos pas, et les expériences malheureuses de 1926 et 1937 sont à nos portes.
Il y a, en effet, - mais nos techniciens sont déjà trop avertis à ce sujet pour se laisser impressionner - une menace dans le genre de celle que Stratford Crips a parfaitement définie, lorsque dans son livre il explique qu'une nouvelle arme a été découverte pour la conduite de l'économie capitaliste.
La dévaluation des monnaies nationales, - et il explique ce mécanisme comme un moyen plus subtil que les autres, - est plus efficace dans la lutte de classe pour que les économiquement forts imposent leur loi aux économiquement faibles.
Je pense que le Parti est déjà mis en garde et le Secrétaire général a déjà répondu dans ce domaine.
Aussi, il faut être prêt à répliquer à cette manœuvre insidieuse de la haute finance, et à contre-attaquer.
Il faut donc des décisions spectaculaires, un nouveau style de gouvernement capable de montrer au peuple de France et à la Jeunesse et au monde entier que quelque chose est maintenant, en France, en train de changer et qu'on ne reviendra pas en arrière.
Le seul moyen de rassembler patiemment les masses populaires autour de nous c'est, par des actes clairs, conformes aux aspirations profondes des forces sociales encore dispersées, de pratiquer dans la politique générale, les moyens de donner satisfaction à tous ceux qui sont victimes du régime et qui risquent de se laisser entraîner à des solutions de désespoirs.
Ce sont, en dernière analyse, les objectifs socialistes eux-mêmes qu'il faut viser, à longue échéance.
Toute hésitation, toute erreur à ce sujet, serait catastrophique.
Pour commencer, quelques exemples dus à l'expérience, croyez-le bien, camarades :
Il faut faire la preuve de la capacité des institutions démocratiques. Elles aussi peuvent avoir de l'autorité. Je n'ai pas du tout d'inquiétude sur le caractère un peu autoritaire de tel ou tel homme d'état, s'il y a autour de lui, pour le contrôler, un parti démocratique comme le nôtre.
Mais c'est d'abord notre organisation démocratie de classe qui doit faire ses preuves pour restaurer la confiance dans les méthodes démocratiques.
Et cela signifie qu'immédiatement nous allons être capables de faire passer le souffle républicain dans la haute administration, parmi les Ambassadeurs, les préfets, les super-préfets, les Gouverneurs, la Banque de France; tout cela doit être nettoyé !
(Applaudissements)

Contribution Jean Jaurès

En particulier, camarades, en Afrique du Nord, où l'on a vu des généraux factieux qui ont refusé d'obéir au gouvernement, il faut leur fendre l'oreille immédiatement et le Maréchal Juin doit être en tête de la liste de mise à la retraite.
Il y a aussi des complices du fascisme dans d'autres domaines ; si vous ratez ces gens, camarades, croyez bien qu'ils ne vous rateront pas au lendemain même de votre échec,
C'est maintenant qu'il fau faire la preuve.
Il faudra expulser des territoires d'outre-mer les troublions fascistes qui ont compromis par leur racisme insolent, le prestige même de notre pays démocratique.
Il faut s'attendre, d'ailleurs, à des actions de rébellion; il faut être au courant; il faut savoir que ces Messieurs ne vont pas se laisser faire comme cela.
Il faudra dissoudre les ligues factieuses, il faudra organiser des contre-attaques.
Toute tentative de troubles provoqués par ces minorités factieuses devra être brisée à la fois par le gouvernement, sans doute, mais surtout par les classes laborieuses qui devront se mobiliser.
Il faudra sans doute organiser des groupes de défense. Il faudra aussi faire des tournées de propagande systématiques faisant tomber 20, 30 députés socialistes dans les endroits où nous n'avons pas encore d'organisation sérieuse, pour expliquer ce que nous faisons au gouvernement. Il faudra accroître le recrutement et renforcer systématiquement la capacité de tous les militants socialistes dans tous les milieux; il faudra même surveiller, je dis cela aux futurs Ministres Socialistes, la composition de leur propre Cabinet ministériel.
(Applaudissements)
Il faudra se méfier des agents de l'ennemi, j'ai vu cela en 1936, ils ont été introduits dans les cabinets ministériels pour saboter l'expérience tentée à ce moment-là.
(Applaudissements)
En résumé : maximum de cohésion, maximum de rapidité, maximum de réalisations par le Front républicain; et pour l'ensemble des masses populaires, prouver que les libertés démocratiques peuvent se défendre elles-mêmes par leur propre exercice.
En même temps, offensive générale et continue du Parti Socialiste à l'égard des masses populaires, afin de construire une véritable organisation démocratique et révolutionnaire de classe, dans tous les domaines, politique syndicale, coopérative, mutualiste, comme nos camarades Belges.
Et là, je veux mettre en garde les camarades qui encore à cette tribune, ou même au Comité directeur, ont tendance à se rapprocher du MRP, en sacrifiant, au besoin la laïcité. Cela, camarades, cette tendance, a été rectifiée à la tribune par les camarades, ainsi qu'au comité directeur.
Derrière ces forces cléricales et capitalistes qui sont extrêmement dangereuses, il y a un véritable ennemi, celles qui ont saboté et rendu impossible la poursuite de l'expérience Chataigneau en Algérie, ces forces dirigées par René Mayer, qu'on a retrouvé pour faire tomber Pierre Mendès-France, en alliance avec le MRP.

Fondation Jean Jaurès

Il n'y a aucune raison pour que ces hommes qui sont les représentants du cléricalisme et de la haute banque changent de nature et qu'on les retrouve sur un autre domaine qui est l'Europe; il n'y a pas de raison, par conséquent, attention. Attention à la mise en garde l

Il n'y a pas une tactique qui pourrait rendre de meilleur service aux Staliniens et aux Poujadistes que celle qui pourrait montrer que le Front républicain ou le Parti Socialiste sont disposés à s'allier tôt ou tard, dans quelles semaines ou dans quelques mois, avec les responsables de Dien-Bien-Phu et de la guerre d'Afrique du Nord. Ils ont du sang sur les mains, camarades !

(Applaudissements)

Mais au Parti Socialiste, un minimum de solidarité devrait fermer la bouche à ceux qui ont volé les sièges socialistes de nos amis Le Coutaller et Wagner, les meilleurs militants. On ne peut considérer comme alliés ceux qui avaient un poignard à la main et qui nous ont assassinés c'est impossible '.

On est d'un côté ou de l'autre ; et maintenant l'action, commune n'est possible qu'à travers l'interdépendance totale du Front républicain, et grâce à un esprit offensif, à son style particulier qui doit être unanime, spectaculaire. Cela nous permettra de lutter contre une deuxième pression, celle du Parti Communiste.

Je suis tout de même bien placé pour rappeler qu'en 1936 Léon Blum a supplié le Parti Communiste d'entrer au gouvernement. Oui,... il a refusé l

Aujourd'hui, que nous n'en voulons pas, il insiste pour y être ! Cela devrait déjà éclaircir un peu la situation.

Mais notre réponse est très facile, à toutes ces délégations qui viennent nous demander de faire le Front Populaire aujourd'hui : cette introduction du Parti Communiste dans le gouvernement est impossible, parce que d’abord, jusqu'à nouvel ordre, les problèmes internationaux nous divisent profondément, et je suis persuadé- je terminerai par là - que l'expérience du Front Populaire de 1936 a été brisée par les considérations de politique internationale.

(Applaudissements)

Mais le Parti communiste peut tout de même voter pour des mesures qui sont favorables à la classe ouvrière, qu’est-ce qui l'en empêche. Il n'y a pas besoin d'être au gouvernement pour cela, et on l'a fait ensemble! Quand Pierre Mendès-France a voulu mettre fin à la guerre d'Indochine, on ne lui a. rien demandé, on ne lui a pas demandé d'avoir des ministres, on a voté pour Pierre Mendès-France. Pourquoi le Parti communiste, demain, si nous faisons la paix en Algérie ne voterait-il pas pour le front républicain ? Il est capable de faire cela.

Et même, il y a d'autres arguments que l'on est aujourd'hui capable de, donner aux ouvriers, sérieux, parce que nous en avons assez de ces gouvernements où les contradictions interviennent, où les contradictions internes créent l'incapacité. Nous voulons une homogénéité qui est la condition de l'efficacité. Et, par conséquent, la loyauté à l'égard des électeurs qui ont voté "Front républicain", c'est de ne pas amener, dans le gouvernement chargé de traduire leur volonté, des éléments qui vont créer la discorde et réduire à l'impuissance le gouvernement.

Je souligne ici, camarades, un caractère essentiel aux yeux de nous tous. Nous

socialistes, nous ne laissons pas toucher à ce droit de contrôler démocratiquement, par nos délégués, au gouvernement, l'expérience qui va commencer. Si quelque chose ne va pas, nous serons capables de le dire, nous serons capables d'en discuter, et nos camarades en tiendront compte. Par conséquent, c'est l'expérience de la vie de la démocratie elle-même que nous allons faire en ce mélange, ce contact entre la base militante et les délégués au gouvernement.
Nous entendons préserver ce droit. Il était d'ailleurs, à l'origine, la volonté expresse de Léon Blum en 1936.
Mais, en ce moment, le Parti Communiste est-il bien placé pour venir s'introduire dans cette expérience démocratique ? Est-ce qu'il est sûr, lui, de contrôler quoi que ce soit ? Il est contrôlé, il ne sait pas ce qu'il fera demain. On ne peut donc pas introduire dans un gouvernement contrôlé par une organisation démocratique comme la nôtre, des éléments qui sont contrôlés de l'extérieur et dont nous ne savons absolument rien de ce qu'ils feront demain, ce moment de l'expérience.
(Applaudissements)
Par conséquent, on peut répondre à la classe ouvrière, et à travers cette réponse, refaire son éducation démocratique.
Le premier point du programme est évidemment la paix en Algérie. Et là, nous mettons chacun au pied du mur. Mais, pour commencer, il faut évidement avoir nous-mêmes une idée claire. Et, à ce sujet, je ne dirai rien qui n'ait été dit à cette tribune. Je veux dire mon accord complet, total, avec Oreste Rosenfeld. C'est lui qui a raison, à 100%. Et mettez-vous dans la tête, camarades, que vous ne ferez rien en Algérie si vous ne commencez pas, au gouvernement, par déclarer- ce qui est d'ailleurs conforme à nos grands principes, ce qui était encore répété au dernier Congrès - le droit pour le peuple algérien à disposer de lui-même.
Si cette déclaration est faite, je vous donne l'assurance que le cessez le feu est possible, que les mesures d'amnistie et de préparation des élections générales sont possibles, et qu'il y a vraiment une grande politique internationale - je dis bien "internationale", à commencer sur notre initiative.
Mais il faudra commencer par faire cette déclaration, qui est justement la garantie, par le Parti Socialiste, de notre bonne foi. Il faudra consulter tout le monde, et c'est justement dans cette expérience de l'Algérie qu'on pourra mettre en œuvre la supériorité des méthodes de libre consultation démocratique des peuples pour résoudre les difficultés. Et, là aussi, nous attendons les Staliniens, parce qu'il y a d'autres pays, aussi bien en Indochine qu'en Allemagne, où c'est la même méthode qui sera appliquée, qui sera voulue par les Socialistes, et tous ceux qui se mettent en travers de cette méthode sont précisément ceux qui, au fond d'eux-mêmes, consciemment ou non, préfèrent, aux méthodes démocratiques, les méthodes de violence, les méthodes militaires qui ne conduisent à rien qu'à la ruine pour tout le monde.
(Applaudissements)
Voilà pourquoi il n'est pas mauvais de citer à cette tribune l'état d'esprit de certains militants algériens. Je parle en particulier d'un "Blanqui" algérien - c'est

ainsi que je le considère.-. Quelles que soient les divergences que l'on peut avoir au point de vue idéologiques, voilà un homme qui souffre en prison depuis des années, massacré et brimé par tout le monde, y compris même par Le Caire - parce qu'il parait qu'il a été condamné à mort par la Ligue Arabe -, Massali Hadji. Et voilà, dans une lettre, le langage qu'il tient à l'égard du peuple de France :

"Les Algériens ont toujours été et seront toujours "aux cotés du Peuple français (et c'est vrai), et en particulier de sa classe ouvrière, dans sa lutte pour la liberté "et le bien-être."

Il y avait 40 000 Nord-Africains le 14 juillet 1935, quand nous avons rassemblé, dans la région parisienne, toutes les masses populaires.

"Ils partagent l'angoisse des mères et des épouses des rappelés lancés dans la reconquête coloniale. Ils partaient les difficultés des ouvriers français mal payés, mal logés à cause des dépenses de guerre coloniale, et s'ils "luttent pour une Constituante algérienne souveraine élue au suffrage universelle, c'est sans distinction de race et de religion. C'est pour pouvoir ouvrir une ère de paix et de liberté dans le respect des droits de ce peuple à disposer de soi.

Une politique de Front républicain ne peut être efficace que si c'est une politique de principe. Et voilà comment, et voilà l'occasion de l'appliquer.

Je n'en dirai pas plus pour l'Algérie, je n'en, dirai pas plus non plus pour le programme. Naturellement, l'Algérie, c'est le test suprême, mais l'abrogation des lois Barangé en est un autre, et le transfert rapide des crédits qui sont abusivement affectés aux écoles privées pour les ramener à l'enseignement public, cela est aussi une mesure à prendre immédiatement, et je crois que le Parti sera d'accord là-dessus.

Je cite aussi, dans notre motion de la Seine, la réduction des crédits militaires pour avoir des crédits d'investissement plus rentables, et la diminution du service militaire qui intéresse directement les jeunes.

Ma préoccupation essentielle, sur laquelle je veux insister avant de conclure, c'est que la conception de l'avant-garde socialiste que nous constituons dans le mouvement actuel, sachant ce qu'elle veut, sachant où elle va, doit être particulièrement claire. Donc une autonomie totale de pensée, d'action, du Parti, doit être soutenue par une propagande socialiste spécifique, et je ne dissimulerai pas mon inquiétude quand je vois des manifestations un peu trop multipliées de faiblesse doctrinale du Parti dans sa propagande elle-même, au moins dans certaines régions de France.

Car il faudra, tôt ou tard - il faut le savoir à l'avance - se heurter aux privilégiés. Ils sont là, derrière, ils tirent les ficelles, surtout les milliardaires d'Afrique du Nord, et, par conséquent, cela ne se terminera pas sans une véritable lutte de classe, et si notre Parti est un Parti de lutte de classe et de révolution, c'est vraiment l'occasion magnifique qu'il a d'on faire la preuve.

En même temps, nous devons apporter, avec le Front républicain, les libertés politiques - d'abord, c'est la première étape - en Afrique du Nord. Cela doit préparer les transformations de structure économique. Derrière les libertés politiques en territoires d'Outremer, il y a nécessité de prévoir dès maintenant les

solutions socialistes. Il faudra s'attacher à la réforme agraire, à la socialisation des grands moyens de production et des échanges, en accord avec nos frères des colonies. Et c'est pourquoi la propagande socialiste doit développer, sur son propre terrain, son effort absolument autonome.
C'est l'occasion, à travers l'action d'un gouvernement de front républicain, de faire l'éducation socialiste des masses populaires, insistons sur ce point, on ne le fera jamais assez : ne pas laisser confondre l'action au gouvernement avec l'action propre du Parti. Ce n'est pas du tout pareil. Cela doit se lier, s'associer, c'est le travail de nos délégués au Comité directeur et au gouvernement, de manière qu'il n'y ait pas de contradiction, mais l'une doit épauler l'autre. Et, par conséquent, il faudra créer, à travers l'expérience de Front républicain, une sorte de besoin, de nécessité, de la part même des nasses qui n'étaient pas socialistes hier, et qui le seront demain, d'avoir quelque chose de plus que le front républicain, d'avoir une véritable expérience socialiste et d'avoir vraiment l'application d'un programme cohérent allant au fond des choses.
(Applaudissements)
D'ailleurs, camarades, j'ai tout à l'heure cité Léon Blum, je veux relire ici ce qu'il disait lui-même, après une première période où cela commençait à moins bien aller. C'était à la fin de 1936, le 9 novembre ; le rythme était déjà un peu ralenti et la matière bouillante, en fusion, était déjà tiède. Voilà ce qu'il disait :
"Le fait que le Parti, participe à un gouvernement, le fait que ce soit les délégués qui assument la direction d'un gouvernement, ne doit et ne peut, à aucun degré - et nous n'avons cessé de le répéter les uns et les autres - ni lui faire abandonner l'indépendance de son action, ni lui faire abandonner l'indépendance de son jugement. D'ailleurs, nous, délégués par le Parti au gouvernement, nous avons des comptes à lui rendre. Et, pour lui rendre ces comptes, il est nécessaire que l'opinion de toutes nos fédérations s’exprime en pleine franchise et en pleine liberté.
Par conséquent - disait Léon Blum - pour tous ceux de nos camarades qui, ici, seront venus juger l'action du gouvernement avec quelques réserves ou même le critiquer sur "les points importants, je n'éprouve pas d'autre sentiment que de la gratitude".
Voilà, camarades, comment le Parti doit vivre dans cette période difficile et dangereuse, de suis persuadé que ces éléments la fraternité naturelle ne seront pas lésés par l'exercice continu du droit de critique, avec le désir de se comprendre les uns et les autres et de comprendre surtout les difficultés qui viennent de nos adversaires.
Et voilà pourquoi, pour toutes ces raisons, je suis personnellement partisan - c'est une chose que je souhaiterais, d'ailleurs - que le Congrès décide d'une direction qui ne serait pas socialiste dans le gouvernement du front républicain.
Voilà pourquoi : parce qu'il y a confusion possible entre l'expérience front républicain et l'expérience socialiste. Je l'ai dit, je l'ai écrit, d'ailleurs, et je crois que dans le Comité Directeur on s'exprime en toute amitié à ce sujet : c'est Pierre Mendès-France qui doit être chef du gouvernement de front républicain, il y a à cela plusieurs raisons. Mais je n'en citerai qu'une :

Il est absolument vomi par la réaction qui n'en veut pas. Eh bien ! Pour nous, c'est la preuve que si elle préfère nos élus pour essayer de lui faire pièce, ce n'est pas dans l'intérêt du Parti, c'est précisément pour essayer de nous faire jouer un jeu qui sera mal compris par une certaine partie de l'opinion, et je crois qu'il y aurait une élégance à le dire, il a été, à l'origine, désigné par la réaction comme la cible, Eh bien !. Nous continuerons à lutter, et je dirai même avec.une participation socialiste renforcée, une participation socialiste qui, alors, donne des garanties au Parti, à lutter avec cet homme d'état qui a fait ses preuves, en ayant la certitude que les engagements qu'il prenne à notre égard il ne pourra pas les rompre, car il semble loyal et honnête. Et, par conséquent, l'expérience qui est engagée maintenant ne pourra pas être confondue avec l'expérience socialiste, parce que nous n'avons pas engagé une expérience socialiste, et c'est précisément là-dessus, peut-être, que le Congrès a des courants divers, mais je voulais simplement signaler que ce n'est pas le fait qu'on ait tel ou tel poste de commande - car nous sommes solidaires dans l'action -, il y a tout de même une opinion sur laquelle nous devons compter, et je crois que dans les milieux jeunes on serait particulièrement déçu si l'homme qui a su remuer ce pays et avoir de l'influence - que nous transformerons en influence socialiste si nous en sommes dignes -, cet homme n'était pas considéré comme qualifié.

C'est moi qui vous dis cela, camarades, qui suis particulièrement respectueux des principes du socialisme, parce que je crois pouvoir apprécier la phase du combat où nous en sommes, et je ne veux pas brûler toutes nos cartouches, et je veux que le Parti reste comme la force de réserve pour poursuivre plus loin, au-delà des limites que Mendès-France ne pourra pas dépasser, l'expérience qui s'engage et qui doit aller croissant au lieu de retomber avec tous les dangers que cela comporterait.

Et je dois dire que cette conception intéresse l'ensemble dé la classe ouvrière, et pas seulement le Parlement.

Je crois pouvoir souligner notre accord avec l'initiative de ces camarao.es syndicalistes de la Haute-Vienne. Il n'y a pas qu'en Haute-Vienne que le problème se pose. Il faut que les camarades des syndicats se rendent compte que leur sort de syndicalistes est lié à notre expérience. Il n'y a pas maintenant possibilité de rester sur la touche. Il faut qu'ils se rendent compte qu'il faudra, par conséquent, que chacun, avec sa fonction propre, soit associé librement, d'une manière autonome, à une expérience qui est de défense démocratique mais d'offensive ouvrière.

Il y aura des camps de fascisme et derrière il y a les grands intérêts. Or, les camps de fascisme, à la rigueur on peut les bloquer par une contre-attaque, même physique, mais les grands intérêts derrière, c'est l'action de classe, seule, qui pourra les briser, et si nous sommes capables d'en prendre l'initiative, alors on n'aura pas besoin de passer sous la direction, tout à fait suspecte, des communistes.

C'est à nous d'en prendre la direction.

Enfin, cela se combinera avec une politique constructive, à la fois au gouvernement et dans la tradition des classes, pour le développement de la

coopération, du syndicalisme libre, et, pour éventuellement l'organisation du boycott contre toutes les forces fascistes organisées derrière Poujade.
En résumé, se poser comme guide, voilà le rôle du Parti, et choisir entre une politique "petite bourgeoise", au jour le jour, sans perspective, et une grande politique de classe internationale.
Ici, je veux simplement indiquer que j'ai le sentiment que nous sommes à 20 ans de distance devant encore un choix qui est même entre les solutions fascistes et les solutions socialistes, et qu'il faut le savoir à l'avance. Et ce n'est pas seulement en France, mais dans toute la Méditerranée, peut-être dans toute l'Europe, que ce combat aura immédiatement une résonance internationale.
Et c'est par là que je veux terminer, car, en effet, c'est l'expérience internationale qui a compromis le succès de ce Front populaire qui avait des germes de confusion dans ses rangs en 1936,
Mais ce que nous engageons aujourd'hui se présente intérieurement dans des conditions assez pénibles, difficiles.
Mais je veux dire tout de suite quelle est la grande différence avec 1936. Pourquoi le Parti Communiste veut-il, avec tant d'insistance, entrer dans le gouvernement pour contrôler sa politique internationale ?
Eh bien, nous disons ici : impossible. Mais cet impossible n'aura vraiment de sens plein et ne sera compris par les masses que si nous sommes capables de distinguer la politique internationale ou le socialisme international de la politique que le gouvernement sera obligé de faire.
Il faudra distinguer avec souplesse entre nous, savoir quelles étapes nous devrons parcourir, mais c'est là, camarades, la grande différence avec 1936, car, à ce moment, le fascisme montait partout, les grands bastions du mouvement ouvrier étaient cloués en Allemagne, en Italie, les derniers sursauts du mouvement ouvrier étaient en juin 1936 en France et l'Espagne Républicaine à feu et à sang, et nous avons été vaincus précisément parce que les forces du fascisme international étaient, à ce moment là, dominantes et par le jeu des alliances militaires voulues par Staline, sacrifiant tantôt l'un à l'autre, se réfugiant finalement dans les bras de Hitler, ont été les véritables raisons de la trahison des communistes à ce moment là, des engagements qu'ils avaient pris à l'égard du front Populaire.
Il y a, maintenant, une situation internationale tout à fait différente et c'est notre chance, à condition que nous ayons une perspective internationale, et c'est cela, je pense, que le Parti est capable, petit à petit, devant les événements, de franchir à travers l'action.
Il ne faut pas qu'on tombe de Blum à Chautemps et de Chautemps à Pétain ; il faut, au contraire, qu'on passe de Mendès- France au Socialisme et qu'à travers toute l'Europe on ait, justement dans le monde, une nouvelle expérience et cela est possible parce que trois révolutions sont en cours :
Il y a la révolution atomique, la révolution de l'automation et la vraie révolution anticolonialiste, et c'est ça notre chance, camarades ; il ne faut donc pas hésiter, nous sommes actuellement en train d'élaborer ensemble une politique socialiste, révolutionnaire, démocratique et internationale et nous sommes dans cette

situation d'un personnage de Renan qui, étant sur un front de bataille, voulant se sauver parce qu'il ne pouvait plus supporter le feu, était obligé de devenir un héros malgré lui, car, derrière, on lui ferme la porte, on le cerne de droite et de gauche et il est obligé à foncer en avant.
En effet, derrière nous, nous avons des masses populaires, 13 millions, qui ne sont pas éduquées, mais qui veulent tout de même une politique contre la réaction. Nous avons, d'un côté et de l'autre, des alliés suspects (Communistes, MRP et autres) nous devons donc foncer en avant avec notre personnalité et notre volonté et, camarades, c'est nous qui ouvrirons la voie à une nouvelle expérience pour la France et pour le monde.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Roubault (Meurthe-et- Moselle)

Roubault

Camarades,
Mandaté par la fédération de Meurthe-et-Moselle, je voudrais vous dire, tout d'abord, quelle fût notre joie de constater le succès Socialiste qui a été remporté, puisque nous avons augmenté nos voix de 145% et que nous avons gagné 15 000 suffrages par rapport aux élections précédentes.
(Applaudissements)
J'aurai, certes, au nom de mes camarades, grand plaisir aujourd'hui à vous dire notre accord sur la plupart des points fondamentaux que nous prévoyons demain pour l'action, mais je ne veux pas - les minutes sont limitées - retarder le plaisir que vous aurez d'entendre notre camarade Guy Mollet. Aussi, ce que je vais vous dire aujourd'hui, est limité à trois points essentiels :
Tout d'abord quelques mots sur les problèmes de méthode de gouvernement, quelques mots également sur l'Algérie, enfin, et surtout les points, pas seulement fondamentaux, de l'énergie nucléaire, quant à la position que le gouvernement doit prendre dès demain devant ce problème.
Dans le domaine des méthodes de gouvernement, sans nous être concertés le moins du monde, croyez-le, je pense, comme Marceau Pivert, qu'il faut être extrêmement vigilants demain, à tous les pièges qui vont se trouver sous les pas de nos Ministres.
Je connais très bien, croyez-le, les hautes administrations. Je n'ai pas, comme lui, l'illusion de penser qu'il sera facile, en un tournemain, de pouvoir déplacer les directeurs généraux, de pouvoir déplacer les préfets et de pouvoir modifier les ambassades.
Je n'ai point cette illusion, ce sont de hauts fonctionnaires qui ont été, les uns et les autres, mis en place dans les années de la précédente législature, on aura beaucoup de mal à s'en débarrasser.
Je ne les accuse pas tous, parmi eux, certes il y a de hauts fonctionnaires, mais il faut que nous veillions de façon particulière à la composition des cabinets des Ministres. Sans doute, nous ne commettrons pas, nous, l'erreur qu'a commise le gouvernement Edgar Faure quand il a confié à un spécialiste des cuirs et peaux

Fondation Jean-Jaurès

les Affairas Etrangères, mais il faut que nous ayons la certitude que nos camarades, demain, dans leurs cabinets ministériels, mettront des gens compétents et des gens qui soient sûrs.
Depreux a parlé hier d'une mobilisation du haut en bas dans le parti, de la base au sommet. Nous savons, nous, que nous pouvons compter sans la moindre défaillance sur les militants de base et que pensez vous que serait la pensée de ces militants sils n'avaient pas confiance dans ce qui se passera en haut î
Croyez-le, j'ai l'expérience d'un technicien et d'un homme de science dans cette affaire, j'ai souvenir du Front Populaire et de 1936 et je me rappelle, un jour, au lendemain de la victoire être entré dans un bureau d'un grand directeur d'industrie qui était atterré, j'ai rencontré le même un mois et demi après, il avait repris du poil de la bête, il avait compris !
Eh bien, c'est une erreur qu'il ne faut pas commettre demain, c'est quelque chose qui est absolument capital, fondamental.
Je voudrais, camarades, vous dire quelques mots sur le problème de l'Algérie, Si je tiens à vous parler de cette question, c'est parce qu'il y a quelque 25 ans, pendant plusieurs années j'ai travaillé en Algérie et spécialement dans le nord du département de Constantine où, se passent aujourd'hui les actions parmi les plus dramatiques qui se passent dans l'Algérie.
Je ne répéterai pas, croyez-le, ce qui a été dit par d'autres, de très belles analyses ont été faites du problème, et j'ai écouté avec un particulier intérêt l'analyse d'Oreste Rosenfeld, encore que je ne partage pas tout à fait ses vues pour les modalités d'application.
Beaucoup de camarades ont dit les origines de ce drame, origines sociales, économiques, mais il y a un aspect qu'il ne faut pas minimiser, c'est l'aspect politique étrangère du drame de l'Algérie, et en vous parlant d'ici aujourd'hui, 41 me semble que je vois dans le Nord de Constantine les Arabes en train d'écouter à longueur de journée la radio du Caire.
Croyez-moi, celui qui aura demain la lourde responsabilité de vouloir rétablir la paix en Algérie ne pourra absolument rien faire si le gouvernement sur le plan de la politique étrangère n'a pas une action extrêmement énergique,
Il ne faut pas que nous imitions l'exemple de M. Pinay à l'ONU. Il ne suffit pas de sortir de l'ONU en claquant les portes, il faut absolument intervenir sur le plan de la diplomatie internationale et sur ce plan diplomatique international, il y a non seulement le problème du Caire, de l'Egypte, mais vous savez tous que l'attitude de l'Egypte est certainement commandée par des liaisons avec les gens de l'Est et de l'Ouest, et c'est pour cela que ce problème de l'Algérie directement et certainement, à mon sens, est soudé au problème du désarmement international.
J'en arrive, camarades, à ce que je voulais vous dire sur le problème de l'énergie nucléaire,
Il y a obligation impérative pour le gouvernement de demain à une prise de position catégorique dans la déclaration ministérielle. Aujourd'hui, voyez-vous, et sous l'angle de nos idées, le problème de l'énergie nucléaire a deux aspects : il a l'aspect de la politique étrangère et l'aspect de la politique intérieure.

Aspect de la politique étrangère : l'énergie nucléaire vous le savez est un problème qui est absolument inséparable de la question du désarmement. Tous les projets de désarmement que l'on peut établir sont aujourd'hui liés à la réalisation qui est en cours d'étude d'une organisation atomique européenne, de ce que l'on a appelé l'Euratom. Guy Mollet a déjà, précisé en diverses circonstances les grandes lignes de ce que nous devons concevoir comme étant l'Euratom et je voudrais vous dire ce que pensent de cette question les amis qui sont autour de moi au Commissariat de l'Energie atomique,

Voyez-vous, quand on pense à l'Euratom, à l'Organisation internationale, ou plus exactement, européenne atomique, il faut penser aussi à l'avenir de l'Europe,

Nous sommes tous européens, mais nous pensons que précisément l'énergie nucléaire est un des aspects de la question européenne qui peut nous permettre de constituer une Europe pour elle-même, une Europe qui sache s'imposer d'une part à l'Ouest, d'autre part à l'Est. Ceci, voyez-vous, c'est un gage, absolu, fondamental, pour la paix.

Si l'on examine sous cet angle la création qui est dans l'air de cette Euratom, on voit qu'elle implique un certain nombre de considérations absolument formelles et au moment où l'on veut réaliser cette organisation européenne, je pense qu'il ne faut pas oublier l'expérience de la CECA.

Sans doute, et ce n'est pas le géologue et le mineur que je suis qui dira le contraire, il est éminemment logique de rejoindre et d'associer ensemble tous les problèmes concernant le charbon et l'acier, tout cela est logique dans le cadre de nos idées, nais nous savons que rapidement les grands capitalistes ont vu l'intérêt qu'ils pourraient avoir à mettre la main sur la CECA. On en a parlé hier déjà, c'est un danger infiniment grave pour demain. Il faut éviter que la même erreur se reproduise à propos d'Euratom.

Il y a un certain nombre de caractéristiques qu'Euratom doit remplir pour jouer effectivement son rôle.

Tout d'abord sur le plan technique, il faut absolument que les efforts qui seront réalisés sur le plan européen soient des efforts constructifs et non négatifs.

N'oublions pas que grâce aux travaux de nos savants et de nos techniciens, la France est aujourd'hui en flèche dans le domaine de l'énergie nucléaire. Sans doute, techniquement, nous serons conduits à aider les uns ou les autres ou à les conseiller, mais il serait insensé que dans une affaire de ce genre les efforts de la France aient pour résultat de permettre et de favoriser un redressement de l'Allemagne !

Il faudrait également qu'Euratom soit conçue de façon telle que cela permette la réalisation d'œuvres communes que, jusqu'à présent, les pays comme la France n'ont pas pu entreprendre et je parle en particulier, car c'est un problème scientifiquement fondamental, des installations d'usines pour la séparation des isotopes.

Il y a aussi des aspects politiques profonds de la création d'Euratom. Il faut qu'il y ait parallèlement un engagement collectif des puissances participantes à renoncer au départ à la fabrication des armes nucléaires. Mais ceci est évidemment associé à la réalisation d'un certain nombre de contrôles dans le

Fondation Jean-Jaurès

cadre de l'Europe.
Or, il se trouve que dans le cadre de l'Europe, ces contrôles, sur lesquels on butte dans toutes les autres parties du monde, sont possibles.
Ces contrôles, ce doit être d'abord le monopole et la propriété exclusive des minerais et combustibles nucléaires au profit de l'organisation européenne.
(Applaudissements)
Ce contrôle, le mieux serait de le faire établir directement par l'agence européenne qui sera créée, mais si, par hasard, on était obligé, pour des raisons diplomatiques, à admettre que certains gouvernements puissent travailler séparément,
Il faudrait qu'il y ait un contrôle européen qui soit supra-gouvernemental.
Il faut, d'autre part, que l'on prévoit le contrôle et l'inspection des installations nucléaires dans des conditions comparables.
Je vous ai dit qu'il fallait un engagement collectif des puissances participantes à renoncer au départ à la fabrication des armes nucléaires, et pourquoi î Peut-être certains se rappellent-ils la position de certains amis et de moi-même il y a quelques mois et de l'article que j'ai publié dans la "Revue socialiste". Il y a aujourd'hui, croyez-moi, une obligation absolue, à un point que jamais l'histoire du monde n'a connu, à faire cesser la course aux armements nucléaires surtout.
Or, quelle est la position que la France a prise dès le début ?
La France a pris la position qui a fait d'elle le seul pays qui fasse un effort valable dans le domaine de l'énergie nucléaire et qui ai proclamé à la face du monde sa volonté de vouer uniquement pour la paix son travail dans le domaine de l'énergie nucléaire.
Nous avons pris en cela une position diplomatique de tout premier ordre et c'est une des raisons pour lesquelles l'année dernière un certain nombre d'entre nous nous sommes insurgés avec force, de toute notre âme, croyez-le, de tout votre cœur contre les trublions de la réaction, M, Pierre André notamment qui voulait faire prendre à la France l'initiative la plus criminelle qu'elle aurait prise en s'engageant dans la course de l'armement nucléaire.
Ce qu'il faut c'est que par une organisation européenne, nous renforcions la position française et que dès maintenant nous fassions pression immédiatement sur les grande, sur tous les grands sans exceptions, pour obtenir l'arrêt et l'interdiction des expériences nucléaires.
(Applaudissements)
Cet arrêt marquerait un pas très sensible en avant dans la voie du désarmement simultané et contrôlé défendu comme vous le savez avec tant de force et de courage par le Parti Socialiste et en particulier par notre camarade Jules Moch.
Mais il y a dans le domaine de l'énergie nucléaire un autre aspect sur le plan socialiste et que nous ne devons jamais oublier, c'est la défense des nationalisations.
Au cours de ces dernières années, et en particulier de ces derniers mois, à propos de l'énergie nucléaire, les nationalisations et spécialement la nationalisation de l'énergie nucléaire ont été l'objet d'attaques non dissimulées. Peut-être certains d'entre vous ont-ils lu une série d'articles qui ont été publiés dans le Monde sur

le problème des nationalisations et qui, précisément, tournaient autour de l'énergie nucléaire.
Puis-je rappeler en quelques instants ce que fut l'origine des nationalisations! Bon seulement, elles répondaient à la volonté socialiste, mais il y avait un fait, c'est que les grandes entreprises privées qui avaient a leur charge ces organismes fondamentaux de la vie de la nation avaient été incapables de lés gérer convenablement.
Or, quelle a été l'histoire nucléaire ? Eh bien, en France, l'histoire nucléaire que j'ai bien connue, et que j'ai connue jour par jour dans ses heures les plus difficiles du début, est celle-ci : c'est l'Etat qui a pris, sachez-le, camarades, tous les risques et toutes les initiatives. Il y a un travail admirable d'étude qui a été fait ; il y a notamment eu dans le domaine des mines qui m'est cher, un travail d'équipe admirable, de tous les amis, de tous les ouvriers, de tous les ingénieurs qui n'avaient d'autre ambition que de travailler pour leur pays.
Aujourd'hui, l'affaire a réussi, alors tout le monde court à la victoire. Il y a un certain nombre de grandes sociétés, de grandes banques qui n'ont rien voulu risquer alors qu'au fond, juridiquement, parlant, rien ne les empêchait de risquer au départ, qui maintenant veulent participer au gain.
Eh bien, sachez le, camarades, si l'entreprise menée à bien avec les difficultés que j'ai rencontrées pour défendre notamment les positions socialistes, - et je suis mieux placé que quiconque pour les connaître - aboutissait à dénationaliser le Commissariat à l'Energie atomique, on donnerait aux grands intérêts privés une prime pour les récompenser de ne pas avoir voulu courir de risques !
(Applaudissements)
Voyez-vous, ce qui est en cause en l'occurrence, je ne suis pas - et vous non plus ennemi du libéralisme nécessaire sur certains plans, mais on ne cessera de répéter qu'il faut absolument s'insurger contre ce faux libéralisme qui a fait autant de mal au pays, ce libéralisme qui veut que l'Etat, c'est-à-dire l'impôt, c'est-à-dire les contribuables, prennent les risques à leur compte et que lorsqu'il y a des bénéfices possibles, ce sont les grandes entreprises privées qui les prennent !
Que ces entreprises privées veuillent gagner de l'argent, c'est naturel, mais qu'elles prennent les risques à leur compte et que ce se soit pas l'impôt qui en fasse les frais.
Mes chers camarades, permettez-moi en terminant d'évoquer la conférence internationale de Genève sur l'énergie atomique, au mois d'août dernier.
Ce fut vraiment dans une atmosphère admirable que dans l'immense palais des Nations s'est déroulée la Conférence et j'en garderai un souvenir impérissable. Pourquoi ?
Parce qu'alors qu'il y a quelques années, il n'y avait qu'un nombre limité d'hommes optimistes qui avaient confiance dans l'avenir de l'énergie nucléaire, la preuve a été faite là que l'énergie nucléaire pouvait être un facteur déterminant et sera un facteur déterminant pour fournir de l'énergie au monde.
En vous parlant, camarades, j'ai présent à l'esprit ce que disait le représentant de l'Angleterre et, à ce sujet, permettez-moi un chiffre : l'Angleterre est partie dans

la voie suivante, son programme prévoit en l'an 2000, c'est-à-dire dans quarante cinq ans, de produire l'équivalent de 350 millions de tonnes de charbon, c'est-à-dire un chiffre considérable.
En même temps me revient à l'esprit l'admirable discours d'ouverture qui a été prononcé à Genève par le grand physicien indien Habab (?) car précisément, on avait choisi pour présider la Conférence un homme qui n'appartient al aux grands groupes de l'est ni de l'est, ni de l'ouest, et je puis vous assurer que ce magnifique discours dans lequel Habab a analysé l'évolution du monde depuis sa création à travers la phase de la loi de l'énergie musculaire jusqu'à aujourd'hui a démontré que l'énergie nucléaire est la seule qui puisse permettre un équipement énergétique qui assure le bonheur des peuples et en particulier le bonheur des millions d'hommes qui, dans le cadre de l'économie actuelle, ne pourraient absolument pas s'équiper.
Je puis vous assurer qu'à la Conférence de Genève, s'il fut impossible de parler politique, ce discours de Habab était imprégné de la plus haute doctrine Socialiste.
Mais, mes camarades, vous le savez comme moi, parallèlement, l'énergie nucléaire peut être la fin du monde.
J'aurais voulu que tous vous voyez ce spectacle de Genève avec les représentants de tous les pays sous-développés du monde ; c'est cela voyez-vous qui donne la véritable optique du drame international actuel.
Sans doute, nous pensons tous que défendre le socialisme c'est défendre la République, mais rien ne sera fait, croyez-moi, rien ne peut être fait si nous ne travaillons pas partout, en France et en Algérie, dans le cadre de la seule politique de défense de la fin du monde : la politique de désarmement.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, après le discours de Guy Mollet et les propositions que vous fera le Bureau du parti sur le déroulement des travaux du Congrès, vous ne quitterez pas l'immeuble, la municipalité de Puteaux se faisant un plaisir de vous offrir le verre de vin de l'amitié.
(Applaudissements)
Là parole est à notre ami Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes chers camarades, depuis longtemps nous n'avions vu un semblable Congrès, tour à tour enthousiaste ou grave, proclamant tantôt sa fierté ou sa confiance, puis analysant avec sang-froid les difficultés et les risques, mais toujours ou presque toujours uni dans ses réactions,
Ai-je besoin de vous dire ma joie et ma fierté en constatant cette unité ?
Je l'essaierai mieux tout à l'heure, mais avant même d'aller plus loin, j'ai voulu dégager d'abord cette impression tellement réconfortante pour nous tous, et vous attendez de moi autre chose que ma contribution à la satisfaction collective.
Essayons donc, ensemble, d'étudier la situation et de voir ce qu'elle comporte comme réponse.

Fondation Jean Jaurès

Pour bien apprécier la situation après les élections, il est utile de rappeler ce qu'était la volonté de la majorité sortante, de MM. Edgar Faure, Teitgen, Duchet, Pinay, quand ils ont fait leur mauvais coup des élections brusquées,
Les mobiles qui les animaient étaient sans doute multiples et variés : éviter à la majorité sortante d'avoir à faire connaître avant les élections la situation exacte dans laquelle elle a mis le pays, c'était sûrement un mobile pour beaucoup, car ils savaient tous que cette situation devait apparaître à l'évidence, dès janvier ou, au moins, avec certitude, dès février.
Pour les Indépendants, les MRP, les ex-RPF, il s'agissait probablement aussi de sauver les lois Marie-Barangé.
Pour M. Edgar Faure, empêcher Pierre Mendès-France de réorganiser le Parti radical, que sais-je encore ? Pour les ex-RPF, sauver les sièges dont ils sentaient bien qu'ils fuyaient !
Toujours est-il que si les mobiles étaient variés, ils étaient tous ensemble d'accord sur l'essentiel : choisir les conditions politiques favorables d'après eux pour permettre le retour en force de la majorité sortante, peu importait que les effectifs parlementaires du Parti Communiste soient renforcés automatiquement, même sans gagner de voix, tant pis ou peut-être même tant mieux, puisque la peur ainsi créée, entretenue, est pour la droite la meilleure et probablement la seule chance d'assurer son unité.
Peu importait que la Parti Socialiste soit placé, lui, dans une position tragique, soit l'alliance immorale, soit l'isolement mortel. Tant pis, ou peut-être encore tant mieux, puisque nous sommes certainement les plus dangereux, les seuls dangereux des adversaires pour les privilèges qu'ils représentent.
(Applaudissements)
Peu importait probablement encore qu'il faille pour le faire, truquer, violer l'esprit de la Constitution et appliquer la dissolution dans le seul cas où elle était inapplicable, c'est-à-dire dans un cas où l'on n’appelait pas le pays à arbitrer un conflit entre un parlement et un gouvernement.
(Applaudissements)
Peu importait tout cela pourvu que l'on revienne en majorité et pour le faire ils n'ont même pas hésité à se rallier au Parti Communiste, à utiliser ses voix dans tous les scrutins, à accepter qu'il vote la confiance pour maintenir la loi électorale des apparentements dont on espérait bien profiter ! (Applaudissements)
Que reste t-il de leurs espoirs ?
Ils ont échoué. Oh ! Pas complètement, hélas, car ils ont fait du mal. Ils ont accumulé tant de fautes que le nombre des mécontents est resté immense. Ils ont été sciemment les fourriers du bolchevisme et stupidement ceux du poujadisme ! (Applaudissements)
Ils ont alimenté la propagande antiparlementaire, même à nous, directement, ils ont fait du tort, ils ont fait du mal, car avec leurs apparentements, ils ont éliminé, oh, provisoirement bien sûr, mais éliminé des camarades comme Schmidt, comme Wagner et d'autres, des camarades qui avaient gagné là des voix dans des conditions telles que presque tous nous auraient rapporté deux sièges au lieu

Fondation Jean Jaurès

d'un dans leur circonscription.
(Applaudissements)
Ils ont échoué, ils sont battus, et c'est l'un des résultats essentiels des élections.
Ils croyaient retrouver les anciennes voix du RPF. Poujade leur en a pris plus de la moitié. Ils se croyaient sûrs des voix de tous les catholiques, soigneusement appâtés par des satisfactions temporelles : ils ont vu des chrétiens leur répondre en se rebellant et en votant contre leur politique en Algérie ou contre leur politique sociale.
(Applaudissements)
Ils se croyaient vainqueurs, ils sont vaincus.
Mais quelle situation parlementaire nous laissent-ils ! Leur coalition, hier majoritaire, représente aujourd'hui un tiers de l'Assemblée. Les adversaires du système démocratique, Poujadistes ou Communistes, sont aussi un tiers de l'Assemblée. Et le Front républicain enfin représente ce troisième tiers de l'Assemblée. C'est-à-dire que dans l'ensemble cette Assemblée est apparemment ingouvernable.
Mais serrons le problème d'un peu plus près.
Deux groupes d'électeurs ont manifesté leur volonté de changement, les électeurs du Parti Communiste et les électeurs poujadistes. Quand je dis les électeurs du Parti Communiste, ce sont certainement des gens qui se veulent à gauche des électeurs, j'ai toujours tenu à faire cette distinction. Mais j'y reviendrai. Et panai les électeurs poujadistes, il est bien certain qu'ils ne sont pas tous néo-fascisants. Il y a des braves gens qui ont manifesté leur mécontentement, des commerçants qui en ont assez d'être pris pour des percepteurs.
Mais ces électeurs sont incontestablement des mécontents. Seulement l’expression de leur mécontentement est négative, destructrice. Seul le front républicain a présenté un programme constructif.
Alors que faire pour traduire fidèlement cette volonté de changement et répondre à l'espoir qu'une fraction du pays a mis en nous ?
Nous aurions, certes, préféré un verdict plus clair, une victoire plus nette, une majorité efficace, stable, durable, qui aurait pu agir pendant cinq ans.
Mais il nous faut raisonner aujourd'hui non pas en fonction d'une situation idéale mais en fonction delà réalité, Et la réalité, même cruelle, est celle-ci : le front républicain n'a pas la majorité des élus.
Alors comment se pose le problème ? "Majorité d'abord? disent en chœur tous les chefs de la majorité dite sortante.
Je cite M. Simonnet, j'avais apporté son journal, "Forces nouvelles", mais comme toujours quand on a besoin d'un papier on l'a oublié. Cela n'a pas d'importance.
M. Simonnet dit à peu près ceci : c'est être un singulier démocrate que de vouloir imposer aux trois quarts de l'Assemblée la volonté d'un quart des députés.
Et la Commission exécutive MRP a immédiatement emboité le pas.
En lisant "Forces nouvelles" - le voilà, je l'ai retrouvé -, en voyant certaines caricatures représentant des Socialistes devant une corde, disant : "si vous n'êtes

pas d'accord avec moi, je vais faire le Front Populaire" - nous disant cela à nous, Socialistes, eux ! - j'ai failli me mettre en colère. Et puis j'ai le sens de l'humour, probablement dû à ma formation, et je me suis dit qu'après tout la dialectique est vraiment une fort belle science.

On se demande où les dirigeants du MRP veulent emmener leur Mouvement. Je suis à l'aise pour en parler, plus que beaucoup. J'ai cru, je voudrais encore croire, qu'il est possible de réunir des travailleurs, compte non tenu de leurs appartenances religieuses. Moi qui suis un penseur libre, je veux que des chrétiens, de toutes obédiences, je veux que des musulmans, je veux que des juifs, je veux que des représentants de n'importe quelle religion puissent demain travailler avec nous, nous rejoindre dans nos rangs comme beaucoup l'ont déjà fait. Alors je suis à mon aise pour dire que j'avais rêvé que les souvenirs du Sillon, de l'ancien Parti démocrate populaire pouvaient hanter encore un certain nombre d'hommes. J'ai été obligé de constater que toutes leurs préoccupations soi-disant communes, que ce soit l'Europe, que ce soit les problèmes sociaux, tout cela disparaissait fort vite chez les dirigeants du MRP quand leur tend un os comme la loi Marie ou Baranger par exemple.

(Applaudissements)

Et pourtant, même maintenant, et au risque de voir ma pensée une nouvelle fois déformée, je dois dire que je vais encore croire à la netteté intellectuelle des hommes qui dirigent ce Mouvement. Jamais, personnellement, je n'ai accepté avant que des preuves accablantes ne m'en aient vraiment convaincu que l'adversaire politique ne soit pas respectable en tant qu'homme. Je ne peux mépriser que ceux pour qui la fin justifie les moyens.

Or si les MRP devaient maintenir leur argumentation actuelle, qu'est-ce que cela signifierait ? Oh pas pour nous, mate pour eux ? Comment ! Ils ont été sans interruption dans un gouvernement depuis 1951, sans interruption. Ils proclament - c'est le même Simonnet : "que le gouvernement doit s'appuyer sur des partis unis par un contrat de majorité, et qu'est traitre à la République quiconque procède autrement".

Or ils ont proclamé urbi et orbi, et Edgar Faure avec eux, qu'il n'y avait jamais eu majorité dans la Chambre sortante. Ils protestent quand on les accuse d'avoir appartenu à une majorité. Mais alors s'il y avait des majorités variées et successives, il n'existait donc pas de gouvernement majoritaire "appuyé sur un contrat accepté par tous les partis" ? Mais que pensait donc alors M. Simonnet, lui qui écrit aujourd'hui que travaille contre la République celui qui refuse un gouvernement reposant sur une majorité préétablie, d'accord sur un programme ?

C'est grave, ces méthodes.

Mais pour en finir avec le MRP laissez-moi ajouter que j'ai du mal à. prendre au sérieux et je voudrais encore traiter avec humour l'argument de ceux qui nous disent aujourd'hui, avec gravité - condition sine qua non - : qu'est-ce que vous ferez si jamais les Communistes votent pour vous ? Répudierez-vous leurs voix ?

J'ai envie de sourire et de leur dire que les vertueux étaient moins vertueux en

novembre dernier… (applaudissements)…, qu'ils n'ont éprouvé aucune crise de conscience à ma connaissance quand Jacques Duclos par deux fois leur votant la confiance, leur assurant la majorité par son vote s'est associé avec eux au mauvais coup des élections brusquées.
Mais je ne veux pas dramatiser. Ce n'est que de la dialectique.
Ces messieurs avaient cru trouver un bon argument. Ils ont agi un peu à la hâte, ils se sont trompés. Attendons la suite, tout peut changer encore, à moins que vraiment ils aient décidé de "coller" définitivement la droite, auquel cas ils trouveront sûrement, dans leur imagination fertile, d'autres raisons ou d'autres prétextes.
Mais alors nous saurions, et tous les chrétiens de France sauraient que la nouvelle direction du MRP est de droite définitivement, et que tout le reste n'est que littérature !
(Applaudissements)
A eux de savoir si telle est la mission que l'histoire leur a confiée.
Mais après cette digression sur le MRP revenons à notre question même.
Y a t-il possibilité de grouper des partis politiques divers pour qu'ensemble ils se mettent d'accord sur un programme devenant de contrat commun, car évidemment ce serait la meilleure solution ?
Premier cas : supposons que la droite réussisse dans sa politique présente à s'ouvrir aux Poujadistes. Supposons que les Poujadistes à leur tour se mettent à aller à la soupe. On a déjà vu cela. Supposons que le MRP accepte d'aller jusque là. Gela ne suffirait pas encore, cela ne ferait pas une majorité. Il faudrait débaucher un certain nombre d'élus Front républicain, et c'est une supposition injurieuse pour ceux-ci, et même dans l'état actuel des choses, je veux le croire, une hypothèse injurieuse pour beaucoup de MRP, voire de Républicains indépendants.
Donc le premier cas, je l'élimine.
Deuxième cas : supposons que nous, Socialistes, nous nous laissions aller à tenir compte des lettres, des télégrammes, des pneumatiques - il y en a un certain nombre ici même, que nous recevons depuis quelques jours -, lettres, télégrammes et pneumatiques d'une spontanéité touchante ! D'un bout à l'autre de la France tous les sans parti de France s'expriment exactement dans les mêmes termes… (rires dans l'assemblée)…, et même parfois sur le même papier.
Supposons que nous en tenions compte, que nous acceptions cette idée du Front populaire. Supposons-le un instant - je vous assure que pour moi c'est une hypothèse gratuite, mais enfin il faut la faire -. Cela ne suffirait pas encore. Il faudrait que tout le Front républicain en fût d'accord, ce que je trouve injurieux. Mais cela ne suffirait toujours pas, même avec tout le Front républicain. Il faudrait débaucher une partie de la majorité sortante. Cela me parait être une hypothèse sinon injurieuse, tout au moins invraisemblable.
Là ! Laissez-moi ajouter une chose, c'est qu'en plus c'est une hypothèse impensable. Et je vais m'appesantir une nouvelle fois : je me suis demandé s'il fallait vraiment que je dise une fois de plus pourquoi l'action commune nous est

Fondation Jean Jaurès

interdite aussi longtemps que le Parti Communiste restera ce qu'il est.
Je me suis décidé à le faire à la suite de la campagne électorale, car je me suis aperçu pendant la campagne électorale, camarades, que nous qui ne nous sentons pas vieillir, nous commettons une erreur presque toujours, car il y a des choses que nous savons tellement que nous n'éprouvons plus le besoin de les répéter.
(Applaudissements)
Mais nous ne nous sommes pas rendus compte, chacun de nous s'est même refusé à le croire, que chaque année nous prenons un an, qu'un homme de ma génération qui se voudrait encore jeune a tout de même 50 ans depuis quelques jours. 1921, c'est loin ! Et quand nous nous adressons aux deux tiers des électeurs présents, ce sot des électeurs qui ne savent pas ce que cela veut dire, 1921.
(Applaudissements)
Ce sont des électeurs qui n'ont jamais connu, qui ne connaissent pas les 21 conditions du Parti Communiste, qui se disent : qu'est-ce qui peut bien opposer un travailleur communiste et un travailleur socialiste ? Ce sont des électeurs qui aujourd'hui nous donnent parfois tort parce que nous refusons de nous unir aux Communistes qui tous les jours le proposent.
Alors oui, il faut redire pourquoi, il faut inlassablement que nous rappelions la grande trahison à cause de la Révolution communiste commise par les bolcheviks. Il faut le faire inlassablement, non pas pour dénoncer, mais pour amener des travailleurs qui se croient communistes pas à voter Socialiste mais à aller dans leurs sections, dans leurs cellules communistes et dire à leurs chefs : il faut que cela change !
C'est cela qu'il faut faire, et pour cela il faut débourrer des crânes. Et pour débourrer les crânes, il ne faut pas oublier nous-mêmes les leçons de l'histoire.
Tout s'estompe, à tel point que j'ai entendu des camarades, avec beaucoup de discrétion d'ailleurs, aujourd'hui et hier évaluer 1936, le gouvernement Front Populaire, c'est-à-dire, a précisé l'un d'eux, "un gouvernement socialiste et radical, avec l'appui et le soutien de nos amis Communistes",… (rires dans l'assemblée)… Regardez comme la comparaison s'impose à l'esprit : "un gouvernement socialiste et radical, avec l'appui et le soutien de nos amis communistes". Il y a "amis" qui passent difficilement peut-être, mais tout de même la comparaison a l'air valable.
Un autre a rappelé qu'en 1956 le Parti Communiste, après tout, n'apportait que son soutien, et que l'on pouvait très bien répondre aux délégations qui venaient en leur disant : "non, demander la participation, c'est aller trop fort; mais nous pourrions très bien nous satisfaire de votre soutien".
Ces quelques rares camarades en ont d'ailleurs tiré des conclusions, timidement exprimées encore ; "pourquoi pas ce même soutien aujourd'hui"? dit l'un. "Ne décourageons personne", dit le premier qui en ait parlé. "Pas d'exclusive" a dit un autre.
Avant les élections, je vous ai demandé, camarades, dans le Conseil national d'alors, de prendre des décisions nettes à ce sujet. Le Conseil national l'a fait à

une majorité étonnante.
Est-ce que vous aviez à regretter de l'avoir fait ?
Je crois aujourd'hui qu'il va falloir être plus nets encore, car la bataille dans laquelle vous demandez au Parti de s'engager est une bataille bien plus dure qu'une bataille électorale.
Si l'intention de glisser vers ce soi-disant Front Populaire est au cœur de quelques camarades, alors il faut qu'ils renoncent à leur timidité, il faut qu'ils le disent en clair, car il faut que le Congrès se prononce. Vous n'avez pas le droit de réclamer pour le Parti certaines responsabilités, et en même temps de permettre que puisse se créer rapidement, immédiatement l'atmosphère de confusion dans laquelle il sombrera. Ah non !
Vous évoquez 1936 ? Vous parlez du soutien du Parti Communiste ? Je ne vais pas ironiser, ce serait trop facile, sur la qualité de ce soutien. Mais seulement vous vous rappelez qu'en 1936 il y avait eu avant un pacte d'unité d'action, sur un programme commun que l'action communiste, malgré cet engagement, n'a aidé, elle, que de surenchère, de démagogie, alors que lié par ce pacte le Parti. Lui, ne pouvait absolument pas réagir.
Et qui de vous peut croire aujourd'hui, camarades, même ceux qui ont tenu ce langage avec prudence à la tribune, qui de vous peut croire que le Parti Communiste prépare vraiment le succès de la Gauche et du Front républicain ?
Qui de vous ne sait pas, ne sent pas que tout ce qu'il cherche actuellement c'est au contraire son sabotage, et qu'il est en train de le préparer ?
Ce qu'ils veulent ? Ah ! Il faut se répéter. Oui, j'ai fait ma campagne électorale avec cela. Voici les œuvres de Maurice Thorez que j'ai toujours avec moi. Je sais qu'un journaliste fort compétent, un journal qui se veut indépendant a estimé que c'était un peu facile, presque indigne d'un homme politique à employer de tels arguments. Et bien moi je me répète. C'est drôle, j'ai l'impression que la répétition de certaines choses est efficace.
Je vais prolonger de quelques minutes cet exposé, mais j'ai une anecdote amusante à raconter. J'ai participé à un microsillon, à un enregistrement où. Il y avait six personnalités politiques, Paul Reynaud, Maurice Schumann, Lafargue, qui fut radical avant d'être exclus, Mitterrand, Jacques Duclos et moi-même.
A un moment de la discussion, Jacques Duclos s'est tourné vers moi et m'a dit : "mais enfin tout irait mieux, Guy Mollet, si vous acceptiez qu'ensemble nous ayons des apparentements, que nous retournions, au bénéfice de la classe ouvrière, les apparentements qui avaient été faits contre eux, si nous faisions une action commune",
I1 y avait un micro qui pendait. Je lai pris, je l'ai approché de Jacques Duclos, j'ai dit : "C'est merveilleux! Attention, on nous écoute. C.est honnête, la proposition?"
Il me dit : "mais bien sûr".
Je lui dis : "Mais alors c'est un événement historique. On va corriger les œuvres de Maurice Thorez. Il me demanda :
"Comment ?" - "j'ai la manie de balader ce volume partout."
Je lui dis : "Voyons, ce n'est pas moi qui le dit, c'est Maurice Thorez", voyez

plutôt :
"Tous les bavardages sur les mariages entre Communistes et Socialistes sont foncièrement étrangers à l'esprit du bolchevisme. Nous ne voulons pas nous unir à la Sociale démocratie. On ne marie pas l'eau et le feu. Ce que nous voulons, quand nous proposons le front uni, c'est unir les ouvriers socialistes, communistes et sans parti dans la lutte contre la bourgeoisie et son principal soutien, le Parti Socialiste. Ce que nous voulons, c'est faciliter aux ouvriers socialistes leur orientation vers le Communisme, vers Moscou."
Les mots "vers Moscou" ce n'est pas moi qui les ai écrits, c'est lui. Et il précise à une autre page du même livre : "c e que nous voulons, c'est limiter entièrement l'influence du Parti Socialiste sur la classe ouvrière."
J'ai dit à Jacques Duclos : "c'est vrai ou ce n'est pas vrai ?"
Il me dit : "Mais ce n'est pas la première fois, ce n'est pas vrai que ce soit en 1952 que ça ait été écrit pour la première fois mais très longtemps avant." Sans doute 1934. Il ne se souvenait pas de la date.
Et la fin de l'histoire est savoureuse, vous allez voir qu'il l'ait écrit pour la première fois ou non, la question n'est pas là ni de savoir s'il le pensait en 1 934, la question n'est même pas de savoir s'il le pensait encore en 1952, au moment de la reddition "la question que je te pose maintenant, ce 20 décembre 1955 est oui ou non est-ce toujours vrai ? "
Alors, il a bafouillé, il m'a dit : "je n'ai pas dit cela, etc." J'ai répondu : " Je sais bien que tu ha l'a pas dit, c'est ce que je te demande."
L'incident aurait pu en rester là, seulement, à la fin de la séance, tout le monde est parti, tout le monde s'en est allé, il ne restait que Jacques Duclos, ses deux gardes du corps, les deux représentants de Libération et de l'Huma, mais tout le monde partait. Je me suis dit : "qu'est-ce qui se passe ?"
Je suis parfois un peu indiscret, comme cela, par tempérament, alors je suis resté. M. Francis Crémieux - qui dirigeait l'enregistrement - est venu me dire : "est-ce que vous permettez que l'on fasse un repiquage ?" - "Pourquoi ?" - "Jacques Duclos voudrait apporter une précision, on couperait ce qu'il a dit, on mettrait à la place ce qu'il va dire maintenant."
(Rires)
J'ai dit : "qu'est-ce qu'il veut dire ?" Et j'ai les preuves sur moi, ce n'est pas du roman.
"Il veut ajouter que c'est en 1934 que ça a été dit pour la première fois."
J'ai réfléchi. Je me disais : c'est merveilleux, car c'est un aveu, c'est que ce qui était vrai en 1952 l'était déjà en 1934, avant que nous fassions, nous, un pacte honnête d'unité d'action.
Je dis : "d'accord" et je suis resté pour l'enregistrement.
Alors, une scène amusante. Quand on s'était un peu accroché, ça allait, mais quand Duclos a essayé de le redire, il ne trouvait pas le ton, j'ai même été obligé de lui dire : "allons, engueule-moi, ce n'est pas difficile".
(Rires)
Il a répété 5 ou 6 fois et, en fin de compte, on a trouvé quelque chose qui allait à peu près comme tonalité, et on a donc mis à la place de ce qu'il avait dit. On a

Fondation Jean-Jaurès

alors repassé le passage, mais j'ai dit : "non, ça ne va pas. Qu'il dise cela ne me gêne pas, ce que je veux cependant c'est qu'on ne fasse pas sauter mes questions de la fin, car ce qui est important n'est pas 1954 ou 1952, mais c'est ma question oui ou non est-ce toujours vrai ?"
On avait coupé ce qu'il avait dit, mais aussi ma gestion ; alors, j'exige qu'on rétablisse et je m'en vais tranquille... je suis naïf ! Huit jours après, le disque était en vente et, bien entendu, on a fait sauter les deux phrases "oui ou non est-ce toujours vrai".
J'ai dicté une lettre pour la maison Pathé-Marconi, disant : "cela ne va pas et n'est pas honnête".
J'ai reçu immédiatement en pneumatique une longue réponse dans laquelle il n'y a qu'un passage qui vous intéresse, parce que j'annonçais que j'allais publier ma lettre ou j'indiquais tout ce que je viens de vous dire.

Dans la salle - Très bien.

Guy Mollet - Si vous publiez cette lettre dans la presse, ma réponse sera, en plus court, ce que vous venez de dire. Je dirai, ce qu'affirme Guy Mollet est exact ; j'ai cédé, avant tout, à des considérations d'ordre technique, sans plus ; ce n'est pas son avis, je m'excuse donc auprès de lui. Un erratum typographique, dont le texte sera rédigé à un commun accord, sera donc, à partir de maintenant, joint à chaque exemplaire du disque.
On devait vendre, avec le disque, un petit erratum... cela est une autre histoire... il se trouve que l'imprimerie doit mal fonctionner, qu'on ne le vend pas encore, mais ce n'est pas cela qui m'intéresse. Le sort de Francis Crémieux ou se qui se passe à la maison Pathé- Marconi est un détail. Ce qui m'intéresse, c'est que la question n'a toujours pas eu de réponse.

Dans la salle - Très bien.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Les camarades qui rêvaient qu'un jour on refasse l'unité d'action, de ce qu'un jour on refasse l'unité tout court, vous ne le rêvez pas plus que moi ; ce que je sais, c'est que les ouvriers, les travailleurs qui votent communiste, sont sincères, eux, quand ils nous proposent l'unité d'action, l'action commune, mais ils sont roulés dès que leurs chefs qui se servent de leur voix ; c'est cela que je dis et rien d'autre.
Alors, vous le savez qu'ils préparent le sabotage du Front républicain ; vous savez que ce qu'ils vont faire, chaque jour, sur chaque point, ce sera de la surenchère, ce sera de la démagogie, alors, parlons clair. Y en a-t-il qui soient décidés à hurler, demain, avec les loups ? Si oui, il ne faut pas réclamer les responsabilités du pouvoir.
Moi je veux bien que le Front républicain succombe sous les coups de la droite, c'est vraisemblable, même, mais je refuse de le voir disparaître dans la désespérance populaire, et, cette désespérance populaire, elle serait faite de la

Fondation Jean-Jaurès

démagogie stalinienne à laquelle viendrait demain s'adjoindre la protestation de ceux des nôtres qui, par nostalgie du Front Populaire, répétant tous les slogans qui leur seraient passés d'usine en usine par le tuyau de l'oreille, y prêteraient la main. Pas cela, camarades, ne demandez cela à aucun de nous.
(Applaudissements)
Donc, pas question de Front Populaire.
Troisième cas : Union Nationale.
Union Nationale entre les battus d'hier et nous ?
Si bien, d'abord, cela prouve que l'on ne connait pas le Parti Socialiste. On peut nous critiquer, on peut estimer que nous avons tort - et je pense que, parfois, nous avons dû avoir tort - il n'y a pas d'hommes ni de collectivités qui, quelquefois, n'aient tort dans sa vie - mais il y a une chose que personne ne conteste, en nous, que parfois on nous reproche comme une faiblesse, c'est la loyauté, c'est l'honnêteté.
Qu'est-ce que ce serait que de demander au Parti Socialiste d'aller demain vers la coalition avec les hommes qu'il a dénoncés au pays comme les criminels et les fauteurs de toutes les erreurs ?
(Applaudissements)
On peut peut-être demander cela à certaines formations politiques, mais il y en a une à qui on ne peut pas le demander, et, cette une, c'est la nôtre, c'est le Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Enfin, en plus, ils le savent bien ceux qui parlent de cela, ce que ça veut dire ce genre de palabre entre des hommes qui ont des politiques aussi opposées. -Ils ont pris des positions en ce qui concerne l'Algérie, je ne prends que ce point - non seulement la politique gouvernementale faite, mais les votes à l'Assemblée Nationale, ces votes en faveur de cette politique d'intégration contre lesquels nous nous sommes prononcés ; c'est clair qu'il y a une opposition.
Que nous proposent-ils ?
De grouper des hommes des partis et de dire : on va se mettre d'accord.
On va se mettre d'accord ? Mais voyons, pas besoin d'être un grand clerc en politique pour savoir comment ça se passe. Vous finissez par mettre d'accord 150, 200, 250, 300 parlementaires. Comme ce n'est pas suffisant et qu'il en faut encore 25 ou 30 autres, ce sont ces marginaux, ces 25 ou 30 autres qui décident de toute la politique même des 200 ou 300 autres. C'est cela qu'on nous demande, à nous, jamais il ne faudra se tromper, nous opposerons ce défi à nos électeurs : la confusion ? Non.
Alors, il ne faut donc pas dire "majorité" d'abord et si ce n'est pas "majorité d'abord" c'est "programme d'abord".
Ce programme, nous l'avons, c'est celui que nous avons défendu devant l'électeur au nom du Parti, du Front républicain. Je vais y revenir longuement.
Avec quelle majorité, nous diront certains ?
Un gouvernement ne peut pas être minoritaire, répète la droite. J'ai dit ce qu'il fallait en penser. Il y a une évidence : c'est que même ai un gouvernement est constitué par, seulement, quelques partis - un seul ou plusieurs - et que par là

même il apparaisse comme formation gouvernementale minoritaire, il ne peut pas être minoritaire devant l'Assemblée, parce qu'un gouvernement minoritaire devant l'Assemblée, ça n'existe pas. S'il existe, c'est qu'une majorité a accepté son programme et le maintient au pouvoir.
Alors noua nous présenterons, si on appelle le Front républicain, en revendiquant le pouvoir, avec notre programme et il appartiendra aux autres de savoir si le gouvernement a ou non une majorité.
(Applaudissements)
Quel gouvernement ?
Socialiste homogène, nous ont dit quelques camarades. Je ne souhaite pas que le Parti retienne, cette fois, cette proposition. Nous n'avons pas reçu- je ne le crois pas -un semblable mandat du pays, et je le regrette, et puis, plus que cela, nous sommes allés dans une bataille solidairement, il faut que nous allions aux responsabilités solidairement.
(Applaudissements)
Alors, le seul gouvernement possible auquel nous puissions nous associer est un gouvernement de front républicain, homogène peut-être, mais homogène front républicain, c'est-à-dire ne faisant pas appel aux éléments de l'ancienne majorité.
Il y a un mot que je veux dire rapidement, sans entrer dans le détail car c'est prématuré, c'est que, quelle que soit la forme où nous soyons associés à ce gouvernement, pour y être immédiatement associés ou pour en prendre la direction -je souhaite que le Parti défende cette conception qu'il faut une formule nouvelle - il faut que ce gouvernement n'ait pas plus de 10 ministres.
(Applaudissements)
Qu'il y ait, à d'autres postes, des secrétaires, des sous-secrétaires d'état, c'est possible, c'est à étudier, mais qu'il y en ait le moins possible, il est nécessaire que le cabinet même soit limité à 9 ou 10 ministres, ceci pour des raisons d'efficacité, de rapidité des décisions, on ne travaille pas à 25 ou 30.
Direction du gouvernement.
C'est un problème difficile, sur lequel j'imagine que l'on nous guette et particulièrement difficile à traiter pour moi, puisqu'après tout ce qui a été dit tous ces jours et écrit ces derniers jours, je peux apparaître comme étant personnellement en cause.
En effet, si je mets l'accent sur une direction Socialiste, nous aurons sûrement de bons amis dans la presse adverse pour dénoncer mon ambition.
Si, par contre, je laisse sentir qu'une direction Pierre Mendès- France me plairait davantage, les mêmes et d'autres parleront de fuite devant les responsabilités.
Eh bien tant pis, je veux que le Parti ait été saisi au problème et, en se plaçant du point de vue du Parti, une direction Socialiste présente des inconvénients et des avantages.
Dans la participation comme dans la direction, il y a, je le dirai tout à l'heure, des risques communs, mais, à la direction, il y a certains avantages.
Les avantages, c'est que l'on marque davantage le caractère socialiste de l'entreprise, c'est que les succès éventuels peuvent davantage se répercuter sur le Parti.

Les inconvénients, c'est que du fait qu'actuellement il ne peut s'agit que d'un programme d'urgence de caractère socialiste peu marqué, cela peut laisser planer un doute chez les électeurs mal informés sur ce que serait vraiment un programme de vrai gouvernement socialiste.
Mais, voyez-vous, je tenais à dire cela et je ne veux pas qu'un Parti comme le nôtre, sérieux et grave, se présente simplement dans l'enthousiasme.
Vous voyez bien que les avantages et les inconvénients se balancent, alors que dans les deux cas, il y a quelque chose de bien plus important que les avantages et les inconvénients, ce sont les difficultés et les risques et qu'ils sont les mènes, dans la participation comme dans la direction.
Alors, ne laissons donc pas, si vous le voulez bien, diviser les Partis ni les hommes du Front républicain, n'allons pas, nous, demander, la direction pour le Parti Socialiste, et que demain le Parti Radical aille revendiquer la direction pour le Parti Radical, les uns discutant chiffres, les autres, psychologie.
Non, pas de ce genre de compétition, camarades, nous commettrions une erreur, il n'y aura pas de victoire de l'un, sur l'autre à l'intérieur du front républicain, il ne peut y avoir que victoire commune ou défaite commune du front républicain.
(Applaudissements)
Qu'il soit donc fidèlement, simplement et clairement exprimé que si des responsabilités lui sont offertes, n'importe lesquelles, le Parti ne peut pas et ne doit pas se dérober. Mais alors, je vous le demande en ayant conscience de ce que cela représente et je voudrais dire merci à Depreux, à Lejeune, à quelques autres qui, de temps en temps, ont fait passer le souffle nécessaire, de sérieux et de gravité sur une assemblée que l'enthousiasme emporte un peu trop.
Il m'est apparu qu'à certaines heures, fiers de notre victoire, nous avons confondu cette victoire du Parti avec un succès nous faisant majoritaires dans l'Assemblée.
Il m'est apparu que par moment, tout voua paraissait facile, que vous pensiez que nous allions tout faire, alors que ce dont vous devez vous convaincre, si vous êtes susceptibles demain d'aller faire, dans le pays, la campagne nécessaire pour convaincre les autres, c'est qu'aujourd'hui, non seulement nous n'allons pas tout faire, mais il va falloir faire comprendre aux autres qu'en l'état actuel des choses on ne peut faire que peu, sans cela, il ne faut pas y aller. Il faut que tout de même nous ayons parfaitement conscience de cela. J'apprécie l'enthousiasme, mais je conseille un peu de gravité et de prudence.
Et maintenant qu'on a va contre qui, avec qui, essayons de dégager pourquoi nous allons agir, sur quel programme ?
Je voudrais d'abord faire une constatation évidente, mais que je souhaite voir rester vide aussi longtemps que le front républicain aura vie - car il faut qu'on la rende sensible à tous les travailleurs - c'est que nous allons aller aux responsabilités quelles qu'elles soient, non pas sur un programme spécifiquement Socialiste, mais sur un programme d'urgence, établi maximum pour les uns, minimum pour les autres.
Qu'il ne faille jamais être simple gérant, j'en sais bien d'accord, j'ai le souvenir de l'avoir dit bien des fois dans nos Congrès, que toute action doit s'inscrire dans

une perspective plus large qu'on doit sans cesse élever, même si cela doit nous demander des jours, des semaines, des mois, comme si nous avions l'éternité devant nous, mais, évidemment, ne jamais laisser naître de confusion entre le programme à long terme, appuyé sur une majorité socialiste, et le programme d'urgence, présenté par une minorité d'action du Front républicain.
(Applaudissements)
Il faut que cette distinction soit claire dans nos esprits, camarades, faute de quoi ce n.est pas au succès que nous irions, c'est à l'échec et s'il vous apparaît insuffisant de prendre des responsabilités sur ce qui ne sera qu'un programme d'urgence, d'action immédiate et limitée, alors, disons-le et n'y allons pas ; pas de confusion, ne laissez pas croire que nous allons maintenant, avec 100 députés Socialistes, 75 ou 80 alliés du Front républicain, appliquer un gouvernement à long terme, d'aspiration totalement et spécifiquement Socialiste.
Ce qu'il nous faudra faire, je commence par le plus facile - il faudra commencer par faire le plan, ça, c'est nécessaire.
Je ne veux pas être injuste, je ne veux rien dire qui soit injustement sévère, autrement, je ne veux pas répéter aujourd'hui des informations qui vous sont données, à quelques uns, depuis quelques jours, sur ce que serait vraiment la situation réelle et du budget et de la trésorerie et des prix ; je ne veux pas le dire aujourd'hui car je ne peux pas faire état de ce qui n'est tout de même qu'information non encore confirmée, mais si le bilan honnêtement établi devait faire apparaître, dans quelques jours, la véracité de ces dires, alors, même si c'est négatif, notre premier devoir sera de dénoncer devant le pays le caractère vraiment criminel de l'impéritie de tous ceux qui nous ont précédés !
(Applaudissements)
Ensuite quelques problèmes - non pas parce qu'ils représentent une propriété en valeur, mais dans le temps - doivent être étudiés.
Ces problèmes qui doivent être étudiés les tout premiers - je dis dans le temps et non sur le plan gouvernemental, sur le plan parlementaire - sont, à mon avis, les suivants :
Il faut que, très vite, le Groupe Socialiste et le front républicain proposent les méthodes nouvelles, un projet de réforme des méthodes de travail de l’Assemblée.
Je dirai après Depreux que je n'ai pas approuvé tout ce qu'a dit André Philip, la fin surtout, sa tentative d'établir une nouvelle définition du soutien, mais que, par contre, je me suis senti intégralement d'accord avec tout ce qu'il a présenté comme observations sur la nécessité de réformer les méthodes de travail de l’Assemblée et je souhaite que le Groupe Socialiste le fasse le plus vite possible.
Il y a beaucoup d'injustice dans ce qu'on raconte dans une certaine presse ou de bouche à oreille, sur la méthode du travail parlementaire ; mais il y a quelque chose d'injustifié en France, c'est la critique contre les parlementaires.
Depuis 10 ans que je suis à l'Assemblée Nationale, je puis juger la puissance, la volonté de travail, le courage que non seulement chez les nôtres mais chez de très nombreux parlementaires on peut rencontrer, mais, ce qui ne marche pas, c'est le mécanisme, le système ; on les use, je vous le dis à vous, les 25

nouveaux, ne vous laissez pas démoraliser. Je vous vois arrivé vraiment gonflés, décidés à faire quelque chose ; puis vous allez vous user contre une machine qui vous stoppera, ce qui risque peut-être de vous décourager.
Alors il faut que les anciens et les jeunes s'y mettent en chœur, il faut absolument modifier cette machine ; ce n'est pas le parlementarisme qui est malade, ce ne sont pas les parlementaires qui ne travaillent pas, c'est la machine parlementaire qui fonctionne mal, première chose à réformer.
(Applaudissements)
La deuxième, encore que moins importante à mes yeux, est probablement utile, pour des raisons psychologiques : c'est de s'associer à tout ce qui pourra être présenté de sérieux, quant à une réforme de la Constitution.
Oh ! Ce n'est pas une panacée ! Je sais que l'on mène l'opinion avec cela. Je sais qu'il y a de grandes démocraties, comme la démocratie anglaise, qui n'ont pas besoin d'une constitution écrite pour vivre. Il apparaît plus utile que l'on dégage une majorité que de dégager une constitution. C'est une maladie française de mettre noir sur blanc toutes sortes de textes, de décrets; on veut avoir tout prévu ; et l'on s'aperçoit quand c'est fait qu'on a prévu ce qui était prévisible, mais qu'on n'a pas prévu le reste.
Et chaque fois cela n'étonne pas, c'est la situation actuelle, c'est l'invraisemblable situation dans laquelle nous sommes; personne ne sait si l'on pourra faire ou non siéger des représentants d'Algérie.
On se trouve dans ce dilemme que si l'on fait siéger ces représentants, c'est anticonstitutionnel, si l'on ne les fait pas siéger, c'est quand même anticonstitutionnel, parce qu'il y a une partie de la République française qui n'est pas représentée.
Tout le monde a conscience qu'il faut aller vite. On n'a pas pu convoquer l'Assemblée avant la date du quatrième jeudi tout est à l'avenant.
Il y a sûrement des modifications nécessaires à la Constitution, sans illusions ou plus exactement sans créer d'illusions dans l'opinion.
Réforme électorale, cela aussi il faut que cela vienne sur le plan parlementaire, et d'urgence.
Pendant la campagne électorale nous avons eu l'occasion, Pierre Mendès-France au nom du Parti Radical et moi de dire que nous étions absolument décidés à ce que, dès la lendemain des élections, nous proposions la réforme électorale, une réforme électorale à caractère d'arrondissement, que cela puisse être soit l'arrondissement deux tours, soit ce qui aurait ma préférence le système Weill-Raynal.
Mais le problème n'est pas là, ce qui est important c'est que l'Assemblée, d'urgence, soit saisis d'un projet, et non pas, comme on a voulu le faire dire pour aller très vite à la dissolution.
Non, non ! Les dissolutions répétées, cela peut mener au sort de la République de Weimar !
(Applaudissements)
Non pas pour cela, mais pour avoir la loi électorale derrière soif très bien, parfaitement, pour qu'on ne refasse plus les vilenies qu'on a faites cette fois-ci.

C'est à croire qu'elle a échoué parce qu'ils ont été battus, mais elle a échoué pour nous en ce sens qu'on n'a pas pu remporter la victoire.
(Applaudissements)
Donc, d'urgence, mandat au Groupe Socialiste de déposer un projet de réforme électorale.
Quatrième, peut-être pas dernière, mais dernière des quatre auxquelles j'ai pensé, préoccupation, avec l'aide du plan parlementaire, l'abrogation de la loi Barangé, des lois Marie Barangé.
On m'a posé la question voici quelques jours, à une conférence de presse, à un repas, devant la presse anglo-américaine c'était un peu avant le Congrès et je n'avais pas le temps, je ne pouvais pas attendre le Congrès, je n'ai pas hésité une seconde; on m'a dit : "Est-ce que dans les circonstances actuelles vous allez vraiment voter l'abrogation de la loi Barangé ?"
Je n'ai pu répondre que d'une phrase que j'ai d'ailleurs utilisée tout à l'heure :
Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire de la République française que le Parti Socialiste ait manqué à une parole d'honneur ! Il n'y a pas d'exemple !"
(Applaudissements)
Il n'y a donc pas de question. Mais si cela devait présenter des difficultés de caractère gouvernemental ou autres, pas d'importance ! Les adversaires ne se sont pas posé le problème.
(Applaudissements - rumeurs : très bien !)
Ils ont vraiment un peu d'audace à venir nous dire que nous créons, aujourd'hui, que nous soulevons des problèmes qui ne sont pas des problèmes du 20ème siècle.
Mais qui a commencé ?
(Applaudissements)
Je voudrais préciser qu'à mon avis cela ne peut être que sur le plan, parlementaire et pas sur le plan, gouvernemental; cela ne peut être que sur le plan parlementaire ! Mais quelle serait l'attitude éventuelle, dans un gouvernement ou sa direction ?
J'ai répondu de la même façon s qu'il est impossible de penser qu'un ministre puisse ne pas tenir là parole qu'il a donnée quand il était candidat.
(Applaudissements)
En conséquence il ne manquera pas une voix Socialiste, sous quelque forme que ce soit, à l'abrogation des lois Marie Barangé.
(Applaudissements)
Mais... je veux dire un mais !
Mais je demande à nos amis des grandes organisations laïques, je leur demande solennellement, de bien vouloir prendre conscience de qui sont les amis réels de la laïcité.
(Applaudissements)
J'ai beaucoup souffert, dans cette campagne électorale, de l'injustice à notre égard, d'un certain nombre de membres du corps enseignant.
(Applaudissements)
J'ai tenu certains propos, dans le dernier Conseil national, que l'on a déformés,

Fondation Jean Jaurès

au point qu'il m'a fallu remettre les choses au point, parce que j'avais protesté contre l'intrusion dans notre vie de Parti d'un, certain nombre d'hommes sur le plan local; on a voulu me faire dire que j'avais protesté contre l'attitude sur le plan national, du Comité national d'Action Laïque. On a menti, et je le dis à nos amis laïques, ceux qui pensent comme nous, qui, vraiment sont des laïques, parce qu'ils sont des tolérants, parce qu'ils respectent la pensée de l'autre, ils ne peuvent pas s'y associer, mais ils ne peuvent pas tolérer qu'on couvre une affaire en leur nom, faute de quoi c'est eux-mêmes qui permettraient qu'on porte atteinte à la laïcité.
(Applaudissements)
Jamais, jamais le Parti Socialiste n'a failli dans sa défense de la cause laïque, pas seulement la cause laïque à l'école, mais la cause laïque partout; jamais il n'y a failli…
Nous sommes le seul parti de France qui puisse le dire; aucun autre ne peut prétendre cela.
Alors, je demande à nos amis laïques qu'ils fassent ou pas de politique, de bien vouloir ne jamais oublier.
Je leur demande de se rendre compte de quelque chose de plus : il ne faut pas que la campagne laïque puisse jamais être confondue avec une campagne antireligieuse.
(Vifs applaudissements)
Ils commettraient la pire des erreurs, ils prépareraient eux-mêmes les fourches avec lesquelles le lendemain ils seraient battus.
Je ne veux pas en dire davantage sur ce plan. Je dis que dans ces quatre cas-là, il nous faut absolument faire régler cela d'urgence par l'Assemblée Nationale.
Et j'en viens au plan gouvernemental. Il y a évidemment une priorité qui s'impose à tous les esprits, un problème tellement grave qu'aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne pourra échapper à la nécessité de lui donner la première place, le problème de l'Algérie.
J'ai entendu de bonnes choses à cette tribune; j'ai pensé que beaucoup de ces choses étaient à retenir; je voudrais faire un reproche général, dans la mesure où vous m'autorisez à faire un reproche, comme militant je dois donner mon opinion sur ce qui a été dit par d'autres camarades; j'ai entendu trop de choses théoriques; j'ai entendu traiter du problème beaucoup plus avec des idées, des programmes, des projets, qu'il ne convient.
En fait, l'homme politique qui prétendrait, aujourd'hui, non pas seulement en public, ce qui est évidemment dangereux, mais dans le secret d'une conversation, l'homme politique qui prétendrait aujourd'hui qu'il apporte un plan tout prêt, précis, pour régler le problème algérien serait un menteur on un fou.
(Applaudissements ; rumeurs : très bien !)
C'est impossible !
Ce qu'il peut faire, c'est une analyse de la situation présenta, ce qu'il peut faire c'est décider d'une directive, fixer uns orientation, affirmer des intentions, affirmer une volonté.
Mais alors, s'il ne croyait le droit de dire lui-même comment cela va tourner, il

Fondation Jean-Jaurès

irait à l'encontre des principes fondamentaux sur lesquels il base son argumentation, puisqu'il en déciderait pour les autres, alors que rien ne peut être décidé, sans une conversation préalable.
Camarades, voulez-vous que nous en finissions avec ces histoires d'assimilation, d'Intégration, etc., etc. ?
Foin des mots !
Il faut prendre le problème et ne pas chercher à le régler avec des mots seulement.
Je crois que la première chose à faire, la plus importante de toutes... de toutes, cela va être de faire connaître solennellement, que le problème de l'Algérie, que le sort définitif de l'Algérie, ne sera déterminé en aucun cas unilatéralement.
(Vifs applaudissements)
Je m'explique. J'ai dit en aucun cas unilatéralement. Ceci veut bien dire que nous ne reconnaîtrons à l'organisme représentant le République métropolitaine, la métropole française, que nous ne lui reconnaîtrons pas le droit de déterminer unilatéralement le sort de l'Algérie. Mais ceci fait aussi un sort à la prétendue auto-détermination.
Là, il faut, camarades, que nous sachions où nous allons.
Si l'on parle purement et simplement du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, si l'on parle d'auto-détermination, on commettra une erreur sur le plan, des principes, car on n'a jamais reconnu le droit, ni à un individu, ni à un peuple, de disposer de lui-même, que dans la mesure où la façon dont il en dispose ne porte pas atteinte à la liberté et aux droits des autres peuples.
Or, il y a en Algérie, deux fausses conceptions à éliminer l'une et l'autre t celle qui consisterait à dire, (hélas ! celle qui a consisté à dire) Jusqu'à maintenant) seuls comptent, là-bas, les intérêts, je n'ose pas dire de la France, des Français, des Européens de là-bas, seuls comptait ceux-là. Il faut les défendre et empêcher que jamais ne puissent prévaloir les Intérêts des autochtones.
Cette politique est une politique folle.
Mais serait folle et condamnable, de la même façon, une politique qui consisterait à dire : doivent être intégralement négligés les intérêts du million d'Européens ou de Français blancs qui vivent là-bas; ils doivent être intégralement négligés. Même si c'est une minorité, que serait ce Parti Socialiste qui n'assurerait pas le respect des droits des minorités ?
Ah l non ! Ce qu'il nous faut dire solennellement aux Algériens c'est que leur sort définitif ne sera pas fixé par nous seuls, mais dans une libre discussion entre eux et nous, où nous aurons à tenir compte de leurs légitimes aspirations, où nous aurons à tenir compte du fait qu'ils veulent eux-mêmes participer à leur propre gestion, eux-mêmes étant bénéficiaires de leur propre travail, et cela c'est juste; mais où ils auront à tenir coopte du fait que nous avons là-bas des hommes dont il faut respecter et la vie et les biens, que nous avons là-bas plus que cela plus que cela : que nous avons là-bas à faire respecter de la même façon (quand je parle des biens, je parle des biens légitimes, qu'on ne me fasse pas dire ce que je ne dis pas)… (applaudissements)… que nous avons là-bas, de la même façon à faire respecter la vie et les biens de ceux des Algériens qui sont, eux, décidés à

Collection Lambda

une autre forme, plus intime d'association avec la France.
Voyez-vous, camarades, J'ai étudié le problème depuis quelques pours, il est beaucoup plus complexe que certains ne l'imaginent, car les Algériens eux-mêmes sont divisés.
On ne parle que de ceux - et on ne fait écho que de ceux-là - qui demandent le pire; mais il y a chez eux des groupes minoritaires; nous verrons cela dans la suite; il y a des groupes qui demandent, non pas l'intégration mais une association très intime avec la France; il y a des hommes qui sont allés jusqu'à parler de fédéralisme, d'autres qui veulent des liens plus étendus.
Pourquoi nous croirions-nous plus révolutionnaire, que quiconque si nous allions donner uniquement satisfaction à ceux qui prendraient le risque de faire retourner la pendule en arrière et de ramener le monde arabe à ce qu'il était il y a 150 ou 200 ans ?
(Applaudissements)
Alors, il n'y a pas de formule magique, aucun de nous ne la présentera.
Et là, vous savez, nous allons nous heurter à la démagogie. Vous allez avoir des gens qui vous diront : "Vous n'avez pas encore rappelé les troupes !"
Camarades, qu'il faille modifier l'attitude de l'armée, c'est certain. Qu'il faille empêcher la répression aveugle, c'est évident.
Cela nous pose des problèmes tragiques, car on s'aperçoit qu'il n'y a jamais de répression quand vous envoyez des jeunes ; ce qui est tragique, c'est qu'il y a presque toujours des accidents quand vous avez des professionnels retour d'ailleurs !
Oui, oui, mais n'imaginez pas que cela va être facile pour les pauvres gars que vous allez envoyer; ils vont avoir des problèmes très durs, des problèmes de réorganisation; on les a équipés de façon lamentable, on les a balancés sur des routes ou des pistes, alors que c'est là qu'ils ne rencontreront personne, on leur a donné des "alfa" (?), et ils ne peuvent aller ailleurs, alors qu'il aurait fallu leur donner des mulets. Il y a toutes sortes d'erreurs.
Si l'on disait : un gouvernement républicain va rappeler les hommes qui sont là-bas, alors nous aurions senti; il n'y a pas de gouvernement responsable qui puisse prendre une responsabilité comme cela. Il faut avoir le courage de faire cela.
Mais il faut dire en même temps, et il faut que l'homme qui aura la responsabilité gouvernementale aille le dire là-bas directement, "le sort de l'Algérie sera fixé en commun."
Immédiatement nous prendrons des assures d'apaisement il y en a à prendre immédiatement sur le plan des sanctions, de l'amnistie, etc.
Nous n'attendrons pas que nous soyons en mesure d'avoir les vrais interprètes, les vrais interlocuteurs, c'est-à-dire le jour où il y aura une nouvelle Assemblée algérienne, Il faut évidemment annoncer la dissolution de l'Assemblée algérienne, annoncer qu'on en fera une nouvelle, avec collège unique et que les élections seront libres.
Qu'est-ce que cela veut dire ?
Il ne faut pas s'y méprendre, les mots n'ont pas le même sens partout. Il est

Fondation Jean Jaurès

évident que le chef d'une grande rente gardera son influence, avec une fermeté, un peu comme il l'entendra.
Il est évident que tous les hommes qui ont une influence, même dans l'administration, garderont de l'influence.
L'élection libre, cela ne peut vouloir dire que cela que nul ne pourra être inquiété pour la façon dont il a voté, et cela voudra dire encore ceci : qu'il sortira des urnes ce qui y sera entré !
(Applaudissements prolongés)
Il faudra, leur dire cela, le leur dire tout de suite.
Il faudra ajouter autre chose, que sans attendre la suite, il y a des mesures à prendre, des mesures sur le plan politique, une participation beaucoup plus large à la gestion sur le plan municipal, et immédiate, une participation beaucoup plus large à l'administration. Il y a encore des administrations où moins de 2% des indigènes travaillent. Il faudra que dans l'immédiat nous portions la possibilité à 50% de collaboration dans les Administrations.
Il faut que tout cela soit dit tout de suite.
Il y a des mesures à prendre sur le plan social, on ne peut pas encore sûrement toucher aux terres des colons; il y a des grandes compagnies qui peuvent dans l'immédiat être réparties, on peut dans l'immédiat, - cela coûtera moins cher, - envoyer des renforts d'hommes, envoyer du textile, de l'alimentation. Il y a un effort à faire.
Ce que je puis dire c'est que je ne parle pas qu'en mon nom, tout ce que je viens de dire correspond à la pensée de Pierre Mendès-France, au nom du Parti radical.
Tout ce que je puis dire c.est que ce n'est pas avec cela qu'on va tout finir, c'est simplement notre volonté de faire cela.
Alors, vous aurez le droit demain, de nous reprocher tout ce que vous voudrez, si nous n'avons pas fait cela. Mais vous n'aurez pas le droit de nous reprocher de ne pas avoir réussi, si bien qu'ayant fait cela, il faut encore faire autre chose.
C'est cela, camarades, que je vous demande, car nous savons bien, - je vais être plus discret, - que cela ne suffira pas, qu'il faudra que dans le même temps un travail sérieux soit opéré sur la plan diplomatique?
Mais oui !
Permettez-moi d'être discret, lais vous savez bien tout de même que ce n'est pas toujours tellement spontané ce qui se passe là-bas.
Que le climat existant, que le vote des hommes qui nous ont précédés aient permis qu'il existe là des foyers tels qu'une opération étrangère puisse réussir, c'est une évidence; c'est en cela qu'ils sont condamnables.
Mais est-ce que pour autant il n'y a pas à faire de recommandations, faire les pressions, en tout cas, avec certitude les démarches nécessaires, dans un certain nombre de pays? Je le pense, mais j'entends me limiter à cela.
Voilà, camarades, quelle sera notre politique en. Algérie.
Elle vous demandera probablement beaucoup plus de courage à vous qu'aux hommes que vous aurez envoyés aux responsabilités.
Car vous aurez tous les jours dans vos rangs la propagande démagogique du

militant stalinien qui n'ira pas vous trouver lui-même mais qui vous enverra la maman d'un gars qui est en Algérie et qui viendra vous demander pourquoi il ne revient pas encore ? "Vous nous aviez promis que si vous étiez au gouvernement on les ramènerait tout de suite !
Camarades, c'est à une tâche difficile que vous allez convier le Parti.
Quand on convie le Parti à une tache difficile, ce n'est pas quelques militants en flèche, c'est vous tous, partout, alors, sachez ce que sont vos responsabilités avant de les prendre !
J'en viens à ce qui, évidemment, va être plus facile, encore que cela supposera de la volonté : la politique internationale.
Politique internationale ! J'ai eu le sentiment dans la campagne électorale, que trop de Français n'ont pas senti que si le front républicain était vainqueur, cela traduisait une différence d'orientation en politique internationale.
Oh ! Je m'entends ! Si quelqu'un n'avait jamais eu l'illusion que le front républicain pourrait rompre avec la solidarité atlantique, la solidarité des nations libres, il se serait trompé? Mais il y a des différences de tonalité.
Si le front républicain est appelé aux responsabilités, nous entendons bien que l'article numéro un, que sa préoccupation dominante du gouvernement de front républicain, sera de faire avancer les pourparlers sur le désarmement général.
Changement d'optique important !
Je tiens à souligner que tous les problèmes qui se posent et je prends le problème de l'unification allemande, ou le problème de la sécurité européen, se poseraient totalement différemment si c'était dans une atmosphère de désarmement général, que si c'était dans l'atmosphère actuelle.
C'est pourquoi, lorsque je dis qu'il y a une différence d'orientation et qu'elle n'est pas toujours perceptible, c'est parce que c'est presque uniquement une différence d'ordre dans lequel on présente. Ceci est très important.
C'est que si vous prétendez résoudre le problème de l'unification allemande dans le climat actuel, alors, vous donnez satisfaction à peu près à tous les grands pouvoirs, car les grands pouvoirs internationaux, russe comme américain, sont tous absolument partisans du statu quo. Alors que si, au contraire, vous établissez un climat nouveau, par les marches au désarmement - et c'est probablement un des domaines où quelques progrès ont été faits, insuffisants, nettement, mais où de nouveaux progrès peuvent être faits -, c'est certainement un des domaines où l'on peut modifier le climat mondial. Première chose.
Deuxième préoccupation : la politique européenne. Je vais insister un peu plus, mais, je m'entends, ce n'est pas parce que c'est plus important, c'est moins important que le désarmement général, mais c'est parce que là, j'ai senti encore des hésitations. C'est la raison pour laquelle j'ai insisté, dis-je, mais je voudrais d'abord dire une chose : l'immense joie que j'ai eue tout à l'heure, en entendant le camarade qui a parlé avant moi, qui est un camarade qui connait les problèmes de l'énergie atomique. Il ne peut pas être suspect à vos yeux, bien que lui et beaucoup d'autres, au moment où nous nous divisions sur la communauté européenne de défense, n'ait pas été d'accord avec moi. J'ai le sentiment qu'il y avait encore certains camarades - qui n'ont pas étudié le problème européen - qui

Fondation Jean Jaurès

étaient en train de se dire : "Ça y est, on est encore en train de nous ramener la vieille histoire, il va y avoir la victoire des Européens sur les autres".
Ce n'est pas vrai, camarades, quelqu'un pourrait avoir été pour la CED, qui, aujourd'hui, soit contre- il aurait tort, mais c'est intellectuellement qu'on se bat - ; des dizaines et des centaines de camarades l'ont fait déjà fait, qui furent contre la CED, qui sont pour l'intégration économique et sociale. Pourquoi ? Pour une raison simple ? Il n'est pas question de réaliser une Europe confédérée ou fédérée... etc. Voulez-vous faire disparaître tout cela de vos préoccupations, il est question de prendre un problème, un problème précis : celui de l'énergie atomique. Il est question de se rendre compte, dans ce domaine, si on ne fait pas une intégration avec des organisations de caractère supranational - ce n'est pas moi qui l'ai dit, vous avez entendu Roubault tout à l'heure - ayant la propriété entière de toute la matière fissile, si on ne fait pas cela, on livre aux mains des capitalistes européens deux choses :
1°- la plus grande puissance économique énergétique actuellement à la disposition des hommes,
2°- la possibilité de fabriquer la bombe atomique.
Alors, camarades, vous savez, que vous ayez été un jour contre la CED et que j'ai été un jour pour, qu'est-ce que cela peut bien faire ? Quelle importance est-ce qu'il s'agit de dire que l'un a vaincu, l'autre, que l'un a une revanche sur l'autre ? Est-ce qu'il y en aurait encore chez nous qui soient assez mesquins pour cela ? Je n'ai pas cru cela.
J'ai vu quelque chose de plus grave, il y a un mot qui m'a blessé, choqué l'oreille, c'est celui du camarade qui a dit : "Ah ! Nous, nous avons retenu tout ce qu'il y avait dans le Pas-de-Calais, à peu près, sauf l'Europe, parce que -a-t-il dit - à l'heure actuelle, il ne faut pas décourager les bonnes volontés communistes qui peuvent voter pour nous".
Alors, là, je dis s non, parce que, si cela commence ainsi, si au moment où vous applaudissez le camarade qui, en votre nom, a dit : «Nous ne discuterons avec personne", vous commencez à nous dire : "Ah ! Doucement, attention, rien dans le programme qui soit susceptible de gêner ces Messieurs", mais vous allez aller loin ! Ceux d'entre vous qui voudraient avoir les voix MRP, vous allez demander de ne pas toucher aux lois Barangé. Ceux d'entre vous qui veulent les voix communistes vont dire : "On va laisser s'infléchir la politique du Parti, pas de cela, camarades, toute la politique du Parti, et rien que la politique du parti !
(Applaudissements)
En politique intérieure, il va falloir continuer l'œuvre de 1936, dans toute la mesure où ce sera possible. L'un des moyens, ce sera de profiter des circonstances actuelles, de profiter de l'attitude courageuse et payante des syndicats libres, c'est-à-dire d'allonger la durée des congés payés. C'est une mesure qui peut et doit être prise.
L'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs suppose, en premier lieu, la multiplication des conventions collectives, ceci, non pas seulement sur le plan des salaires, mais pour la mise immédiate en œuvre de la procédure d'expertise telle qu'elle a été établie en accord par le Parti Socialiste et par FO.

En ce qui concerne le salaire minimum interprofessionnel garanti, je crois que la priorité doit être donnée à la suppression des zones de salaires, qu'il faudra réaliser complètement, mais en deux ou trois étapes aussi approchées que possible, ce qui réglera en même temps certains des graves problèmes que soulève la situation des fonctionnaires.
La réforme fiscale devra être entreprise et comporter dans l'immédiat – car on ne fera pas dans l'immédiat une réforme fiscale complète – les dispositions essentielles qui furent déposées et défendues par Francis Leenhardt… (applaudissements)...
Là encore, attention, faites bien attention, camarades, que si le projet est excellent, la faiblesse, dans l'Assemblée, du groupe du Front républicain, est telle que nous aurons peut-être du mal à obtenir de ce projet qu'il rende, sur le plan de l'efficacité, tout ce que nous en attendons en transposant, du détail au gros, les tâches. On réussit bien à dégager le commerçant ou l'artisan de son rôle indu de percepteur, mais encore faudra-t-il que l'on puisse veiller à ce qu'aucun d'entre eux n'applique aux nouveaux prix qu'il fera les marges antérieures.
(Applaudissements)
Les moyens, donc, de lutte contre une tentative de hausse de prix devront être employés. Il n'est pas question d'en créer de nouveaux. Il y en a un arsenal suffisant qui, malheureusement, n'a jamais fonctionné, qui semble assez rouillé et diminué pour qu'il, soit difficile de le faire fonctionner. Encore faudra-t-il le faire et le vouloir.
L'organisation des marchés agricoles figurera, elle aussi, dans la première tranche de programme.
Ces réformes immédiates ont une portée très limitée. Elles devront être complétées par des mesures renforçant la sécurité de l'emploi et augmentant le pouvoir économique des travailleurs.
Ne vous y méprenez pas, ce seront des mesures qui ne coûteront rien mais qui seront probablement les plus difficiles à arracher au patronat et à la droite qu'il représente.
Il nous faudra faire comprendre au pays qu'une amélioration plus sensible du sort de la population ne peut résulter que de mesures à long terme, des mesures dans lesquelles on s'attaquera aux réformes de structure de notre économie dont les insuffisances ont été accentuées par le gouvernement sortant.
Les conditions politiques, il faut le dire, ne nous permettent malheureusement pas actuellement, d'engager toutes celles de ces actions qui exigent une continuité. Il faudrait plusieurs années, et si nous les essayions sans cela, nous risquerions d'entraîner des désespoirs, des mécomptes.
Par exemple, parlons clair, il ne sera pas possible, actuellement, d'étendre les nationalisations à de nouvelles branches de l'économie. Je crois qu'il ne faut pas laisser d'illusions. Le gouvernement à constituer, c'est un gouvernement éventuel de front républicain, ce n'est pas un gouvernement socialiste. Bien entendu, le gouvernement devra entreprendre les réformes indispensables pour préparer le développement de l'économie et de nouveaux progrès sociaux. Dans le domaine de l'habitat, il faudra accroître le nombre des logements, augmenter sensiblement

le nombre de logements ouvriers, de logements à louer, et beaucoup plus que maintenant, et faciliter l'abaissement du coût de la construction, de la location, et surtout la diminution des délais de la construction.
Il nous faudra proclamer avec courage qu'aucune amélioration définitive, aujourd'hui, n'est possible sans une politique de productivité, conduite dans des conditions telles qu'elles ont été fixées par le programme du Parti. Là encore, il faudra que vous vous défendiez, dans la propagande, car il faut faire des différences fondamentales entre la productivité et les cadences accélérées. Ceci n'a rien à voir, c'est-à-dire que ceci suppose un contrôle les travailleurs, la participation des travailleurs et des consommateurs aux résultats obtenus, le plein emploi organisé.
Dans toute la mesure où nous le pourrons, nous orienterons les investissements vers des productions industrielles et agricoles qui sont les plus utiles. Nous organiserons l'économie en pensant tout particulièrement aux régions déshéritées. Nous lutterons contre les ententes industrielles. Nous améliorerons la répartition du crédit. Nous essaierons de développer la formation professionnelle, c'est-à-dire que dans le même temps, comme le souhaitait un camarade hier, il nous faudra essayer de résoudre, par exemple, le problème du logement, non pas seulement d'en haut, mais d'en bas, en préparant les hommes dont, actuellement, on a besoin.
Mes camarades, de ce programme d'urgence, je voudrais détacher un point particulier.
Et nous ne pourrons pas faire un gouvernement marqué par le Parti Socialiste. Nous serons obligés de régler certains des grands problèmes de l'heure, dans une certaine mesure, nous serons un peu des gérants, et, cependant, il n'est pas concevable que le Parti soit appelé à des responsabilités comme celles-là sans que son passage au pouvoir ne se marque pas, pour la classe ouvrière, par un regain d'espoir.
C'est la raison pour laquelle nous nous sommes attachés, quelques camarades et moi, à chercher quoi, dans l'ordre des priorités, était le plus important.
Il y aura, de tous les côtés, d'immenses demandes, il y a d'immenses besoins. Nous ne pourrons pas les satisfaire toutes, nous nous sommes dit : "Quelle est la catégorie sociale à laquelle il faut s'attacher la première ? Quelle est celle qui doit, la première, avoir conscience qu'un gouvernement de front républicain de gauche n'est pas un gouvernement comme les autres, qu'il y a quelque chose de changé ?
Et après avoir cherché ensemble, après avoir évoqué le problème des jeunes - pour qui il faudra faire quelque chose - nous sommes arrivés à cette conviction que la catégorie sociale pour laquelle il faudra faire quelque chose aujourd'hui, ce sont les vieilles et les vieux.
(Applaudissements)
Alors, nous allons créer un véritable Fonds de vieillesse, et, avant que nous ayons eu le temps de tomber, il aura fallu que nous assurions le droit, à toutes les vieilles, et à tous les vieux de France, d'une pension décente. Je sais que nous aurons d'immenses difficultés de financement. Je le sais. Je sais qu'il faudra

trouver des recettes fiscales supplémentaires, qu'il faudra les prélever sur les ressources élevées.
Ce sera difficile, mais je sais une chose, c'est que quand on nous met dans une situation dramatique comme celle de la guerre de l'Algérie, qui place un gouvernement devant la nécessité de trouver chaque jour les milliards dont il a besoin pour assurer la protection, et des nôtres, et de ceux qui sont les amis des nôtres, pour assurer l'ordre là-bas, on les trouve. Eh bien, pour sauver les vieilles et les vieux de France, il faudra bien que nous les trouvions.
(Très vifs applaudissements)
Et, camarades, ce sera peut-être peu de chose, mais si notre gouvernement a montré sa volonté de rétablir la paix en Algérie, il aura fait faire des progrès dans ce domaine, et, si, pour le reste, il a seulement réussi à affirmer le droit à la vie et à un peu de bonheur de nos vieilles et de nos vieux, il n'aura quand même pas perdu son temps.
(Applaudissements)
Quelles sont les chances ? Je les ignore, de ne veux même pas les apprécier. Ce sont les autres qui décideront. Les risques ? Je les connais bien, et j'espère que le Parti est prêt à les affronter. La méthode ? Elle est simple, si nous allons au gouvernement, pour y être intimement associés, pour le diriger, il faudra vivre courageusement, dangereusement. Il faudra vivre sans chercher la chute, certes, mais en acceptant toujours l'hypothèse de la chute,… (approbations)…, en étant toujours prêts à laisser à tous les autres la responsabilité du refus des mesures que nous aurons proposées.
(Applaudissements)
Voici, camarades, à la fois notre programme et l'affirmation de notre volonté.
Permettez-moi de faire, pour une fois, quelque chose que je ne fais jamais: vous dire mon émotion personnelle. Cela fait 10 ans que vous m'aviez appelé au Secrétariat du Parti. J'ai connu des heures terribles, effrayantes, où je me demandais jour et nuit, si je n'avais pas tort, si ce que j'essayais d'appliquer comme rigueur pour maintenir l'unité, pour sauver la discipline, n'était pas dangereux pour la vie du Parti. Je m'étais tellement identifié au Parti que quand quelqu'un, sans le vouloir, lui faisait mal, cela me faisait mal. Cela fait 10 ans depuis deux jours, vous m'avez payé de ce que j'avais fait depuis des années, vous m'avez payé, parce que sont fantastiques certaines phrases employées par certains d'entre vous. Je sais bien qu'il y a la joie, l'enthousiasme, mais, tout de mime, il y a une petite phrase qui est revenue tout le temps : "si c'est le Parti, si on envoie le Parti au gouvernement, si le Parti a la responsabilité, le Parti, c'est Guy.
Comprenez-moi bien, je n'ai pas l'orgueil de l'homme, j'ai l'orgueil de la réussite de cette idée qui m'était chère, de faire qu'on voit le Parti à travers les militants, quels qu'ils soient, que le Parti a choisi pour les porter aux postes de responsabilité.
Voyez-vous, celui qui l'a le mieux dit, sous cette forme de boutade qui lui est familière, c'est Deixonne, quand il a dit : "Oh ! Ce n'est pas Guy. Ho ! C'est celui qu'à tort ou à raison nous avons mis à cette place-là".

(Rires et applaudissements)
Mais la raison, Deixonne, c'est cela, c'est cela qui m'aie plus fait plaisir, non pas que je crois que vous ayez eu tort, mais parce que je sens qu'on a refait - je ne dis pas autour de moi, ce n'est pas vrai, et ceux qui me connaissent bien savent que jamais je n'accepterai cette personnalisation du Parti, que jamais je n'accepterai cette notion qu'il y a chez nous des types importants ou des autres -, mais on a refait, autour du Comité directeur, de l'équipe, du Secrétariat, du groupe parlementaire, des Congrès, des conseils, autour de ce qui anime le Parti, on a refait une unité - non pas l'unanimité, ce ne sera jamais valable chez nous, mais une unité que nombre d'adversaires espéraient compromise pendant un moment, c'est pour cette unité que le Secrétaire Général du Parti, en homme, vous dit un grand merci aujourd'hui.
(Applaudissements)
Mais cette unité, maintenant, il va nous falloir la préserver, camarades, la préserver dans le combat, mais mon mot est impropre, il ne faut pas dire "dans le combat", mais dans les deux combats que noua allons avoir à mener : dans le combat du Parti au gouvernement et dans le combat du Parti dans le pays, car il y a deux combats.
Il ne suffira pas que les militants, au gouvernement, aient de la volonté et du courage, je m'en porte garant, quels que soient les hommes qui seront choisis, je les connais, et je les ai appréciés, je sais qu'ils auront volonté et courage. Mais il faudra aussi beaucoup de coulage dans le pays, car, dans le pays, je vous l'ai dit et je le répète, vous allez être en butte tous les jours à tous les assauts. Il faudra soutenir ce qui sera fait, la difficulté sur laquelle il faudra que chacun d'entre vous soit très bien armé, c'est qu'il vous faudra à la fois soutenir et différencier.
(Applaudissements et approbations)
Ce n'est pas facile. Soutenir, oui, en montrant toujours où étaient les limites, mais différencier en montrant toujours que ces limites sont les limites de la conjoncture, que ces limites sont les limites que nous imposent le voisinage, l'alliance, mais que ce n'est pas le programme du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Et pour faire cela, camarades, alors, il va falloir que vous soyez dans le pays. Soutenir, différencier, mais, d'abord, organiser, faire des sections partout, vous donner un objectif. Il faut, si cela sert à quelque chose pour le pays, le Front républicain, que cela serve aussi à quelque chose pour le Parti. Cela veut dire que vous devez vous donner, comme objectif, de doubler cette année les effectifs du Parti.
(Applaudissements)
Vous devez vous donner comme objectif de diffuser la presse socialiste, de redonner vie à celle qui existe déjà, nous en aurons besoin de notre presse et devrons faire l'effort voulu.
Camarades, ceci fait, nous permettrons qu'un épisode passe, qu'une étape soit franchie, que le front républicain remplisse le rôle pour lequel il a été désigné, mais nous ferons mieux, nous préparerons la suite, car qui sait si déjà nous ne devons pas voir plus loin ?

Des Chrétiens s'interrogent, des ouvriers qui ont voté Parti Communiste espèrent sincèrement, eux, qu'un jour on refera l'unité, des paysans s'inquiètent, attendent quelque chose, des peuples entiers outre mer s'éveillent, attendent de nous la réalisation de leurs espoirs, des organisations syndicales libres à leur tour s'interrogent, et je souhaite qu'elles comprennent vite que notre sort est le leur et notre action est la leur.
(Applaudissements)
Déjà un premier rapprochement s'accomplit, des républicains radicaux envisagent aujourd'hui avec nous, engagent aujourd'hui avec nous une action commune. Certes ce qui est pour nous un minimum est pour eux un maximum, mais qui sait ce que sera demain ! Qui sait ce que tous ces amis et nous nous pouvons construire demain ? Si notre volonté, notre courage, notre audace et notre sagesse à la fois font du front républicain une réalité immédiate et du socialisme un espoir chaque jour plus proche.
(Vifs applaudissements)
(L'Assemblée, debout, acclame Guy Mollet et chante l'Internationale)

Le président - Camarades, la discussion générale est close, je donne la parole à Pierre Commin pour des propositions au nom du Bureau.

Pierre Commin

Camarades, la discussion générale étant terminée, nous proposons la nomination d'une Commission des résolutions qui devrait, si vous en êtes d'accord, se réunir immédiatement pour que nos travaux puissent reprendre à 16 h ainsi que nous l'avons décidé hier avec votre assentiment, pour que tout soit terminé, en principe, vers 18 h.
Voici la composition de la Commission que nous vous proposons :
Beghara, Bidet, Boutbien, Coûtant, Defferre, Deixonne, Delabre Camille, Depreux, Gazie, Jean-Raymond Guyon, Pierre Herbault, Gérard Jacquet, Lamine Gueye, Lancelle, Augustin Laurent, Le Bail, Leenhardt, Max Lejeune, Leonetti, Mazier, Métayer, Philip, Pineau, Marceau Pivert, Ramadier, Rimbert, Groutier Prévaut (?), Roux, Tanguy Prigent, Daniel Mayer, Mireille Osmin.

Le président - Pas d'opposition ? Il en est ainsi décidé.
Je vous signale que la Commission de Réintégration aura lieu à 15 h et que la Commission du travail pour les questions algériennes aura lieu immédiatement.
La fédération du Var propose au Congrès d'accepter l'impression du discours de Guy Mollet.
(Vifs applaudissements)
Le Congrès approuve ; envoyé au Bureau pour suite à donner.
Notre ami Dardel vous rappelle qu'il vous recevra très fraternellement dans les minutes qui suivent. La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO

Fondation Jean-Jaurès

Congrès extraordinaire des 14 et 15 janvier
Puteaux

Séance du samedi 14 janvier (matinée)
Le Bureau est ainsi composé î
Président : M. Gaston Defferre
Assesseurs : Cazeneuve (Isère), Dussardon (Landes), Arnaud (Finistère), Daloni (Alger), Dievard (Pas-de-Calais).
La séance est ouverte à 17 heures.

Le président (Gaston Defferre)
La séance est reprise, et je donne la parole à notre camarade Bidet, au nom de la Commission de vérification des mandats.

Bidet
Camarades, je vous rappelle que la Commission de vérification des mandats était composée comme suit s notre ami Gernèse du Nord, Carquois de Seine & Oise, et moi-même.
La Commission de vérification des mandats a pris connaissance des prises des fédérations en feuillets et timbres au cours de l'année 1955. Elle s'est assuré que le calcul du nombre de mandats et délégués à nos Assises Nationales en 1956 a été fait conformément aux articles 10, 22, 23 et 25 de nos statuts, et à la décision du 47ème Congrès national de faire ces calculs sur la base de 25 cotisants à 12 timbres.
La Commission a entendu les explications fournies par le Secrétaire administratif. Elle s'est assurée que les fédérations ont été avisées en temps utile du nombre de leurs mandats et délégués respectifs, et quelles ont eu la possibilité, le cas échéant, de faire entendre leurs réclamations.
En conséquence, la Commission demande de valider les mandats et délégations comme suit :
Délégués au Congrès extraordinaire, puis au 48ème Congrès national : 360.
Nombre de mandats (1956) : 3 720.

Le président - Pas d'opposition? Le rapport de Bidet est adopté.
La parole est à notre camarade Georges Brutelle.

Georges Brutelle - Chers camarades, au nom de la Commission de réintégration, je viens vous dire qu'elle est désireuse de maintenir l'atmosphère qui règne dans le Congrès, et vous propose de renvoyer au Conseil national l'examen des cas de réintégration qui devraient être soumis à ce Congrès. Il aurait, pour la circonstance, pouvoir de Congrès.

Le président.- Pas d'opposition?
Cette proposition est donc adoptée.

Fondation Jean-Jaurès

La parole est à Commin au nom de la Commission des résolutions.

Pierre Commin

Mes chers camarades, la Commission des résolutions, à l'unanimité, sauf quelques réserves qui d'ailleurs ont déjà été exprimées à la tribune par quelques camarades comme Rimbert, m'a chargé de vous rapporter le texte dont je vous donnerai connaissance tout à l'heure.

Au préalable, il est cependant bon de préciser que la Commission des résolutions, à l'unanimité, a demandé que les commissions spécialisées du Parti, et le Comité Directeur, se penchent sur tous les points du programme d'action en particulier en ce qui concerne l'Algérie, une commission que vous avez désignée hier, a travaillé hier soir, cette nuit, et une partie de la journée, pour mettre au point un texte qu'elle a apporté à la commission des résolutions et rapporté par notre ami Alduy, à l'unanimité.

Ce texte, la commission des résolutions l'a renvoyé au Comité Directeur pour utilisation, aise au point. Mais je dois dire que la commission, dans son immense majorité, en a approuvé les termes et les principes. C'est dans ces conditions que le texte dont je vais vous donner connaissance maintenant, est l'expression de l'unanimité de la Commission des résolutions :

Le Congrès national extraordinaire du Parti Socialiste, réuni à Puteaux au lendemain des élections du 2 janvier, enregistre avec fierté le succès du front républicain obtenu malgré les élections brusquées, et un système électoral condamné par l'opinion.

Le Congrès félicite les militants, les candidats et les élus qui ont contribué, par leurs efforts et leur inlassable dévouement, à cette indiscutable victoire qui se traduit, pour le Parti Socialiste, par un gain de voix dépassant un demi-million pour le seul territoire métropolitain.

Le Congrès constate, avec satisfaction, l'échec du coup de force de la dissolution par lequel les groupes de la majorité cléricale et réactionnaire, ont tenté de se sauver en commun, au terme de plusieurs années d'immobilisme et d'impuissance.

Le Congrès constate également que la politique des gouvernements de droite a entraîné, non seulement la défaite de la majorité qui les a soutenus, mais a donné naissance à un nouveau courant hostile à la démocratie. Dans cette situation dangereuse pour les libertés démocratiques, le front républicain doit former, seul, le gouvernement de demain, et se refuser à tout compromis, à toute négociation, à toute alliance avec les adversaires de la démocratie, comme avec les partis de réaction qui en sont consciemment ou non les complices.

(Applaudissements)

Le Parti Socialiste revendique donc le pouvoir pour un gouvernement de front républicain. Il est prêt à y prendre toutes ses responsabilités.

Le Congrès approuve le discours de Guy Mollet, Il fait intégralement sien le programme qui s'y trouve contenu, tant en ce qui concerne la loi électorale, l'abrogation des lois anti-laïques, la réforme des institutions que la politique internationale, la solution pacifique du problème algérien, et les mesures à

prendre sur le plan économique et social.
Le Congrès national extraordinaire renouvelle au Secrétaire général du Parti l'expression de son affectueuse confiance pour poursuivre, en accord avec le Comité Directeur et le groupe parlementaire, les négociations nécessaires avec nos alliés du front républicain, afin de doter rapidement le pays d'un gouvernement d'action et de renouveau attendu avec espoir par l'opinion populaire, et surtout par la jeunesse, gouvernement qui, seul, pourra redonner à la France sa place dans le monde.
Le Congrès appelle tous les militants et tous les élus du Parti à mettre tout en oeuvre pour atteindre ces objectifs immédiats dont la réalisation permettra d'aller vers plus de bienêtre, de liberté, et de justice pour tous.
Camarades, je ne ferai pas de commentaires à ce texte. Je crois savoir, et je pense que cet appel peut être entendu. Ce texte doit être adopté à l'unanimité. Mais il ne faut pas que ce soit une unanimité de principe et de façade.
Cet engagement, Guy Mollet vous l'a dit dans des termes admirables ce matin, comporte, de votre part, la ferme décision d'être constamment au service du Parti pour atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés; cet engagement doit aller au-delà de vous-mêmes.
Il consiste aussi à convaincre tous les militants de nos sections que tous ensemble nous devons, résolurent, froidement, gravement, nous engager dans cette bataille, au milieu des difficultés que nous connaissons, mais avec la volonté résolue de vaincre ces difficultés et de parvenir à la victoire.
(Applaudissements)

Le président - Ainsi que vous l'a indiqué Commin, ce texte a été adopté par la commission des résolutions, à l'unanimité.
Le règlement du Parti prévoit que seuls, les camarades qui déposent un amendement à la résolution qui est rapportée, peuvent demander la parole.
Y a-t-il des amendements? Il n'y en a pas.
Je vais donc mettre le texte qui vient d'être rapporté par Commin, aux voix,
Il n'y a pas d'opposition?
Je pense que je peux le mettre aux voix à mains levées, à moins qu'un dixième de camarades - c'est le règlement - demande le vote par mandats.
Y a-t-il des camarades qui demandent le vote par mandats? Personne ne le demande.
Je vais donc mettre le texte aux voix par vote à main levée.
Je demande à ceux qui sont partisans de l'adoption du texte rapporté par Commin, de le manifester en levant la main avec le mandat rouge.
Epreuve contraire? Il n'y en a pas.
Abstentions? Il n'y en a pas.
La résolution rapportée par Pierre Commin est adoptée à l'unanimité.
(Très vifs applaudissements. L'Assemblée, debout, chante l'Internationale)
Camarades, l'ordre du jour de nos travaux est épuisé.
Après le discours de Guy Mollet ce matin, vous n'attendez pas de moi que, même pour clôturer le Congrès, je fasse un discours.

Collection Jean Jaurès

Aussi, je me contenterai de dire : Vive le Parti Socialiste, vive la République !
(Vifs applaudissements)
La séance est levée à 17 h.

Coll. Fondation Jean-Jaurès